

Heures locales / Radio-Télévision

– DIMANCHE 4 – LUNDI 5 JUILLET 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE



CINQUANTIÈME ANNÉE - Nº 15084 - 7 F\_

DERRIÈRE les darricks, le Moyen Age. Derrière les technologies de pointe, les pro-cès sans avocat et les exécutions en place publique. Amnesty International vient de dénoncer la « recrudescence effroyable » des décapitations en Areble eacudite: 105 entre le 15 mai 1992 et le 15 mei 1993, dont 55 depuis le début de l'année. Au cours de la seule journée du vendredi 2 juillet, deux Nigérians, un Pakistaneie, un Yéménite et un Saoudien ont subi le supplice du sabre tandis que quatre autres Saoudiens, condamnés pour vol, étalent emputés de la main

Au nom de quels principes s'en émouvoir? L'embassadeur d'Arabie saoudite en Grande-Bretagne croit remettre les choses à leur « vraie » place lorsqu'il déclere qu'Amnesty International est une « organisation anti-islamique, faisant preuve d'un mépris évident pour les croyances de tous lee musulmens ». Amputations, décapitations? Rien d'eutre, selon ce diplomate, que la stricte application du Coran, qui est «la parole sacrée de Dieux.

ies sevants de simeran en

mence & frimer per auf age.

du Golfe, en 14-1 et trans-

detest. Et des 15 millioni 16

tife. On pendad a train.

chards assignt de f. mit it.

If partaient a part in a

bes, affaiblis pur a meren

et les muits auch in inte fine

devent seven acrass system

que les plus deutes et l'antiremunical de l'att inte de

Mouffe est faire are a tion

ment. Tout it mer a dad

la crise et les le les les

penser, fin north a ma

CORRUS. MO.III : . . . . . . . .

Saint-Germain . c - 1911

douce, nourrest or men

dedaignant ar in tigratiff

sie par reusen at a to

in Moulfe at ... : : : : : :

Germain Dariage in the

anars et 445 et 1.1 1/14

découverts billeut de l'action

lettre dans le ..........

May 68 devad yet and the

ces songer 2". " ... ......

classes Man in ....

revendague auror a comus

en n'avad promis

dire de l'hatte ir it billi-

pointague de la communicación

gues pense

prefere se lade

en, leur sein bar bert be-

meture, STITE

fradition, aver an enter

quer dans so ha

guesic control of a c

L'Arbre viviges

ing see yet. The

egote of Auto Co.

entre sai Ottori

e was e Tale

is Control of

ALL SECTIONS OF THE

a ventr (15. 1

dans with the

MARCHAN CONT. CO.

Specific services and the

gives at the tax end

127 1777

256 754

State of the second

auran denature .. .....

CHARGE PERSONAL ...

martre, me:

me, avec les ent un la mo

In decreased and restrict.

n eine runier siconi de la Montife prontresi

reson. Landsquar gener-

to and parties endigher

The he derest prints

philosope Euche econe de

e lenipoles perit i

& streeting, me t'y est

one region's cette uni-

Me di de getitt matige

of the same and the same of the

ne der geeitherin t'imier.

See A ser it mes des

server are track. It

surem de Barrillat et mps Simus in vie de la

THE PERSONAL DRIVER OF

armined a piggre:

COMMERC THE PARTY I LES to recommend their spers.

Manager the Inchesises and

tion des grands de ce

LIEBRE, WHEN, THE . LIE

prin to a mander.

to comme trans parent. It

an fritt sal in Moulit

. Theres granges l'autre

or print, device ict

Shoulder Transfer State

smooth where he cells

SALL SHALL SHALL SALL

Best commercial ....

K Listam ont pour source le Créateur», ne cease-t-on de répéter du côté de Ryed. Condamner des suspects à l'Issue de procès qui ne respectent pas les normes internationales en matière d'équité, sans toujours autoriser la défense à y assister, les mener à la mort sur la seule base d' « eveux » dont on sait qu'ils sont parfois obtenus sous la torture, comme le dénonce Amnesty Internetional, ast-ce vraiment agir selon les vœux du « Créateur » ?

Lors d'une démerche inédite, en jullet 1992, dens un cahiai de doléances remis eu roi Fehd, pae moine de cent aept dignitaires religieux avalent sérieusemant critiqué la eituetion politique, économique et sociele de catte monerchia pétrolièra. En mei, una poignée d'universitaires s'étaient enhardis jusqu'à créer un « comité contre l'oppression », d'inspiration ielamique, aussitôt interdit. C'est dira que le régime wahhabite doit, aujourd'hul, se bettre eur plusieurs fronts à la fois pour maintenir un insupportable statu quo.

De menière moins voyante et moins provocante que l'Iran et peut-êtra plue efficace. l'Arabie eaoudite ne e'est pas privée de prêter main-forte, sous forme de pétrodollars, aux « fous d'Allah », du Proche-Orient eu Maghreb, des territoires occupés per lerael à l'Algérie. Aujourd'hui, en délicatasse evec ase proprez intégristes, l'Incendieira tente de jouer les pompiars.

· Puits d'or noir et contrats d'armes aidant, l'Arabie saoudite s trop longtemps bénéficié de l'Indulgence de la communauté internationale, qui, à dessein, a formé les yeux sur les graves ntorses au respect des droits de l'homme commises per un régime qui appuie, avec erropuissance financière.

En déclenchant la guerre du Golfe, les Etats-Unis et leurs alliés avaient, sussi, pour objectif de protáger le royaume wahhabite, qui n'a rien fait, depuis lors. pour adhérer à certaines valeurs devenues universellas. Les prétendus jugements da Dieu ont trop souvent masqué, dans l'Histoire, des enjeux purement



# Un entretien avec Bill Clinton

- «Il est important de changer l'état d'esprit au sein du G7»
- «Le seul point de désaccord avec l'Europe est la Bosnie »

Dans un entretien accordé à sept journeux per les autres peys développés: le réduction étrangers, dont ele Monde», Bill Clinton évo- du déficit budgétaire américain. Il considère que le prochain sommet des sept peys les que l'essentiel à Tokyo sera l'a étet d'esprit» plus industrialisés du monde, les 7, 8 et 9 juil- qui y régnera. Le président américain estime let à Tokyo. Le président des Etats-Unis expli- enfin que le « seul point de désaccord » entre que qu'il s'est lancé dans une « rude » tâche, Américeins et Européens concerne « la réclamée avec insistence depuis des années manière de traiter la Bosnie».

votre premier G7. Qu'attendez-vous du sommet de Tokyo?

- Pour les dirigeants des pays les plus industrialisés, ce sera l'occasion de réaffirmer leur engagement en faveur d'une politique de croissance globale. Je peose qu'il y aura une véritable discussion sur la manière doot oous devons coordooner nos politiques écocomiques, les coordonner de façon à produire de la

» Peodant des aonées, les autres pays du G7 ont demandé aux Etats-Unis de réduire leur déficit budgétaire. Nous nous y sommes attelés, et de maoiére très rude, à la fois avec ce programme de réduction du déficit de 500 milliards de dollars (d'ici

« Monsieur le Président, c'est à 1997), qui a maiotenaot été sement du commerce mondial et voté par les deux Chambres du Congrés, et en nous attaquaot aussi au problème de la politique de la santé, qui est la principale cause du gooflement du déficit. Ces politiques, il faut être surs que nous les coordonnons, avec celles des autres, de manière à susciter un niveau général de

> » Au-delà de la coordioatioo des politiques économiques, oous discuterons - et je l'espère eo faisaot des progrès - de l'élargis-

nous avons sujourd'hui.

croissance supérieur à celui que

des moyens de conclure avec succès un accord au GATT d'ici à la fin de l'année,

» Eofin, j'espére que nous aurons uoe discussion sérieuse sur les politiques que poursuit cbacun de nos pays pour aug-menter l'emploi. Même le Japon, avec son taux de chômage bas par rapport aux critéres occidentaux, a aujourd'hui du mal à créer des emplois.

> Propos recueillis par **ALAIN FRACHON** Lire la suite page 5

Les Etats-Unis, « Gulliver » méditatif

# Le PS définit son projet

Réunis à Lyon, les socialistes ont voulu se donner un nouveau corps de doctrine

Voulu per Michel Rocard eu lendemain de la défaite électorale de la gauche, les « étets généraux » du PS deveient s'achever dimanche 4 juillet à Lyon. Si les enjeux de pouvoir entre les différents courants du parti expliquent nombre de prises de position de ses dirigeants, la « base » veut, au-delà de le remise en cause du comportement des socialistes eu pouvoir, définir un nouveau projet capable de séduire les électeurs.

## Au-delà de la social-démocratie

par Thamas Ferenczi

Comme les autres partis socialistes d'Europe de l'Ouest, le PS a subi la crise de l'Etat-providence, qui l'a empêché, une fois au pouvoir, de teoir ses promesses, Aiosi que le rappelle Gilles Mar-tinet dans Vendredi-Idées (nº 3, juio 1993), la revue de réflexioo du Parti socialiste, le «contral» passé par la social-démocratie avec les forces dominantes supposait, «d'un côté, l'acceptation de la lagique du marché et du profit, de l'autre, des augmentations de salaire, une forte protectian sociale, l'abaissement

de l'âge de la retraite, l'extension du temps libre, l'améliaration des conditions de travail.». Dès lors que la croissance était fortement ralentie, il devenait difficile, voire impossible, de respecter le

Toutefois, les socialistes français ont souffert d'un haodicap supplémentaire, qui est d'avoir cru plus longtemps que les autres à la révolution et d'avoir considéré avec quelque mépris les politiques de gestion social-démo-crate cooduites en dehors de

> Lire la soite et nas infarmatians page 8

# L'Afrique du Sud prend date

Les négociateurs ont confirmé que les premières élections multiraciales seront organisées le 27 avril 1994

Généreuse, libre et nécessaire, avec cette étonnante façon de

Jean-Louis Ezine - LE NOUVEL OBSERVATEUR

gaieté dans le désenchantement qui n'appartient qu'à elle."

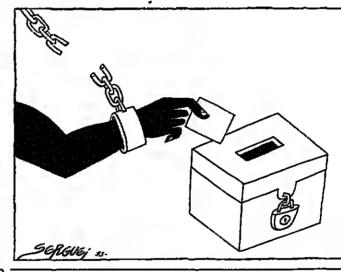
**Julliard** 

de notre correspondant

Il aura fallu plus de trois ans pour que preone enfin corps ce qui était ioscrit dans la logique de la liberation de Nelson Mandela, co février 1990 : les premiéres élections ouvertes à tous, sans distinction de race ou d'opinion, auront lieu dans un peu moins de dix mois, le 27 avril 1994. Pour parvenir à ce résultat, il aura fallu de multiples crises, des milliers de morts, des centaines d'beures de négociations.

Mais le 2 juillet, la décision s été votée très simplement, sans suspense inutile, au terme d'un bref débat sanctionoé par un « consensus suffisant ». Il était uo peu plus de 13 h 30 quaod, vendredi, dans la grande salle du World Trade Center de Kempton Park, le président de séance, Pravin Gordban, sprès moins d'une beure de discussions, a mis aux voix la résolution présentée par Cyril Ramapbosa, secrétaire général du Congrès national africain (ANC).

**GEORGES MARION** Lire la suite page 6



# Les fleurs de la crise

Pendant l'été, trente jardins sont présentés sur les bords de la Loire

CHAUMONT-SUR-LOIRE

de notre envoyé spécial

Cette année, à Chaumont-sur-Loire (Loir-et-Cher), l'orange et le jaune - œillets d'Inde, capucines, dahlias, pavots de Californie, tournesols, soucis, œils-de-Suzanne, hémérocalles – dominent largement dans les jardins montrés au public. Ces couleurs sont-elles celles de la crise? C'est en tout cas le théme imposé pour ce deuxième Festival international des jardins. Un théme que les trente concurrents respectent avec plus ou moins de constance.

Comme l'an passé, ils disposent d'une surface égale, des par-celles d'environ 200 mètres carrés, délimitées par des haies d'arbustes taillés dont la trame a été imaginée par le paysagiste belge Jacques Wirtz. Le budget qui est affecté à chacun d'entre eux ne doit pas dépasser 100 000 francs.

L'année dernière, soixante mille personnes étaient venues à Chaumont, du 1er septembre à la

fin octobre, pour visiter la première édition du festival. Une maoifestation hâtivement mise sur pied par Jean-Paul Pigeat avec l'aide de l'ancien ministre de la culture, Jack Lang, et de la régioo Centre. Ce fut uo succès en dépit des intempéries qui transformérent vite le circuit en parcours bourbeux. Pourtant les critiques n'avaient pas manqué. Les plus séveres émanaient de professionnels. On stigmatisait la « gadgétisation » de l'opération. son côté clip, éphémère, alors que le jardin est synonyme de durée et d'évolution dans la per-

Pour faire taire ces reproches qui ne manqueront pas d'etre reformulés, Jean-Paul Pigeat a conservé une dizaioe des réalisations de l'an passé : on retrouvera donc le tunnel de bambous du Japonais Hirosbi Teshigahara, la gloriette de l'Espagnol Fernaodo Caruncbo.

> EMMANUEL DE ROUX Lire la suite page 13

DATES

Il y a cent trente ans, la bataille de Gettysburg.

HEURES LOCALES

## Paris suspend ses espaces verts

Faute de terrains disponibles la capitale utilise tous les espaces pour plantar. Actuellement se prépere la transformation de la dalle de la gare Montparnasse en

#### Course contre la montre à Madine

Le département de la Mausa sa prépare depuis des mois à accueillir le Tour de France.

#### Chartres entre deux siècles

La préfecture d'Eure-et-Loir souhaite transformer aon centre historique et «chesser» les voitures d'un parvie ancombré.

pages 19 à 26

CHEONIQUE DES MARCHES

monétaire et obligataire Matiéres premières Marché internetional des capi-

## Dominique Strauss-Kahn invité dn « Grand Jury RTL-le Monde »

Dominique Strauss-Kahn, ancien ministre de l'industrie et du commarce extérieur, ancian député socialiste du Val-d'Oisa, est l'invité de l'émission hebdomadaire «Le grand jury RTL-le Monde», dimanche à 18h30.

Le sommaire complet se trouve page 18

II. - Le partage du fardeau

A L'ETRANGER: Marce, 8 DH; Tunisie, 850 m; Alermene, 2.50 DM: Autriche, 25 ATS; Belgique, 45 FB; Canada, 2.25 S CAN; Antiles/Réunion, 9 F; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA; Denamark, 14 KRD; Espagne, 190 FFA; G.B. 85 p.; Grèce, 250 DR; Irlande, 1,20 £; Isale, 2 400 L; Luxembourg, 46 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-8ss, 3 FL; Portugal Cont., 190 PTE; Sénégal, 450 F CFA; Suede, 15 KRS; Sulsse, 1,80 FS; USA (NY), 2 S; USA (others), 2.50 S.

Le Monde

15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15 Tdl.: (1) 40-65-25-59 Télex: 206.806 F

ADMINISTRATION:

, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél.: |1] 40-65-25-25
Télécopieur: (1] 49-60-30-10
Télex: 261.311 F

Edité par la SARL le Monde

Durée de la société ; cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde ».
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde.
Le Monde-Entreprises.
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde

PUBLICITE

Président directeur général :

Président directeur général :
Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Cros
Membres du comité de direction :
Jacques Guiu, Philippe Dupuis
Isabelle Tsaidi
15-17, ree de Colonel-Pierre-Avia
75902 PARIS CEDEX 15
Tel : (1) 46-62-72-72
Telex MONDPUB 634 128 F

T&&Ex : 46-62-98-73. - Société filiale de la SARL le Monde et de Médias et Régies Emops :

Imprimerie du « Monde »
12, r. M.-Guasbourg 94852 IVRY Codex
Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437
ISSN: 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Bianacignasports aux less microtimes et

lènseignements sur les microfilms e éndex du Monde su [1] 40-65-29-33

Reproduction interdite de tout article dauf accord avec l'administration

TÉLÉMATIQUE

**ABONNEMENTS** 

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90 (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF

3 mais .

FRANCE

536 F

t 638 F

1 196 F

SUISSE. BELGIQUE LUXEAU

-672 F

t 123 F

ÉTRANGER :

par voic actionne tarif sar demande, pour vois ebouce reuropes of bolletin accompagné de voire réglement 1 adresse é-dessis ou par MINITEL 36-15 LEMONDE

oode d'accès ABO

I.F. MENOE & GUSFS - pending) is published draly for \$ 892 per year by e. LE MONDE & I., place lishest-Benve-Mery - 94852 (vey-sear-Sense - France. Second class post-age prod at Chempton N.Y. U.S. and additional maring offices. POSTPASTER: Send address changes to 1985 of NY - Box 1318, Champton N.Y. 12919 - 1518. Pour les adoptionements souscent aux USA ENTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue State 404 Virginza Beach, VA 23451 - 2933 USA

provisoires : nos abonnés sont invités à formuler teur demande denx

semaines avant leur départ, en indi-quant leur numéro d'abonné.

BULLETIN

D'ABONNEMENT

**DURÉE CHOISIE** 

Veuilles avoir l'obligeance d'écrire tous le

Le Monde

Edité per la SARL Le Monde Comité de direction : Jecques Lesourre : gérant devetes de la publication Bruno Frappat directeur de la rédaction Jecques Guia descript de la cestion

ecteur de la gestion Manual Lucbert secrétaire général

**Deniel Vernet** 

301 MON OI

Nom:

Prénom:

Adresse:

Code postal

Localité :

Pays :

PP. Parts RP

2 056 F 2 960 F

AUTRES PAYS voice documble

CEE

790 F

t 568 F

iposez 36-15 - Tapez *LEMONDE* ou 36-15 - Tapez LM

## DATES

Il y a cent trente ans

# La bataille de Gettysburg

par Bertrand Le Gendre

E tous les événements de l'histoire des Etats-Unis, la bataille de Gettysburg est l'un des plus mémorables. Nous sommes au débnt de l'été 1863. Onze Etats du Sud ont rompu, deux ans et demi plus tôt, avec eeux du Nord. La guerre de Sécession fait rage. Elle n'est pas seulement cruelle. Elle menace le seulement cruelle. Elle menace le rève des « pères fondateurs» qui, sur les bases des anciennes colonies hritanniques, ont hâti une puissance nonvelle qui passe pour un modèle de démocratie. La bataille de Gettysburg (t «-3 juillet 1863) est le moment décisif où se dessine le victoire du Nord des dessine la victoire du Nord, des partisans de l'Union. La guerre eivile n'est pas terminée pour cela. Mais la cohésion du pays est sauve. Les Etats-Unis vont sortir dn conflit affaiblis par l'épreuve autant que renforcés dans l'idée qu'ils se font de l'excellence de leur système politique. La bataille de Gettysburg aurait tourné en faveur des confédérés que la face du monde en eût probablement

La victoire, jusque-là, s'était montrée capricieuse. Revers et revanches, retraites et succès : aucun des deux camps ne paraît en mesure de l'emporter malgré les rodomontades qui ont salué la déclaration de sécession. Dans Autant en emporte le vent, Marga-ret Mitchell dépeint avec exactitude l'insouciance et l'arrogance avec lesquelles ceux du Sud sont partis au combat. Moins nombreux que ceux du Nord, ils sont meilleurs cavaliers, plus déterminés. Ce sont de redoutables guerriers. Leurs adversaires s'appuient sur une logistique qui, comparée à la leur, paraît inépuisable. Les Etats du Nord sont davantage peuplés. Ces dernières année l'industrialisation y a gagné du terrain tandis que les territoires confédérés restaient irrémédiable-ment agricoles et cotonniers.

Maleré ce déséquilibre appa-rent, la partie n'est pas jonée. Aujourd'bui encore, nombre d'historiens sont convaincus qu'il s'en est fallu de peu, à plusieurs reprises, pour que le Snd l'emporte. En ce petit matin du le juillet 1863, l'Histoire hésite toujours. A Vicksburg, sur la rive orientale du Mississippi, se sont produits, les semaines précé-dentes, des événements dont le président de la Confédération, Jefferson Davis, a compris le danger mortel. Tenue par les siens, la ville commande la navigation vers le Sud. Sans le ravitaillement qui leur vient du Middle West par le fleuve, les confédérés seraient définitivement affaiblis. Le président Lincoln, qui com-mande au Nord, lui aussi sait cela, de même que le général Grant qui, à la faveur d'une manœuvre audacieuse, est par-venu, à la tête de ses troupes, au pied de la ville, qu'il encercle.

#### Un conflit politique et sociologique

Le Nord n'a d'yeux que pour le siège de Vicksburg où se joue, pense-t-on une nouvelle fois à Washington, une partie décisive. C'est le moment que choisissent les confedérés pour tenter un raid, définitif, escomptent-ils pour leur part, sur la capitale fédérale. Le plus capable d'entre eux, le général Lee, est convaincu que le temps ne joue plus en faveur dn Sud. Il a conçu cette manœuvre hardie qui consiste, une fois le Potomae franchi, à atteindre, via la Pennsylvanie, le cœur de

Face à cette menace, Lincoln ne perd pas de temps. Le 28 juin, il a nommé à la tête de l'armée du Potomac, qui va s'illustrer à Gettysburg, un nouveau commandant en chef, te général Meade. Partis du Sud à la poursuite de Lee, les premiers détachements du Nouve de la contract de la la contract de la la contract de la la contract de la contract de la la contract de la co du Nord se heurtent aux confédé-rés le le juillet, non loin de la bourgade de Gettysburg (Pennsyl-vanie), qui va être le théâtre de la plus grande bataille de la guerre civile, la plus achamée aussi.

La guerre a commencé trente mois plus tôt avec la sécession, le 20 décembre 1860, de la Caroline du Sud, le premier Etat à procla-mer sa rupture avec l'Union. Mais le conflit couvait depuis des années. Il est politique et sociologique. Le fossé n'a cessé de se creuser entre le Nord et le Sud de la jeune République américaine depuis la déclaration d'indépendance de 1776. Deux conceptions de l'avenir s'opposent, presque deux nations. Les Etats-Unis sont à un moment crucial de leur histoire, le plus symptomatique sans doute.

Tocqueville, qui a voyagé de Detroit à La Nouvelle-Orléans trente ans auparavant, a, le premier, saisi l'irréductible singularité de «mœurs» qui caractérise ces deux Américales. «L'Américale de Sud Américales d cain du Sud, écrit-îl, est plus spon-tane, plus spirituel, plus ouvert, plus généreux, plus intellectuel et plus brillant. L'Américain du Nord est plus actif, plus raisonnable et plus habile. L'un a les goûs, les préjugés, les faiblesses et la gran-

nois a du caractère. Sa victoire, longtemps incertaine, serait interprétée au Sud comme un casus belli, nul n'en doute. Il faudra un mois à peine, son élection acquise avec seulement 38 % des voix. pour que la rupture soit consom-

Lincoln n'est pas le « républi-cain noir », c'est à dire anti-esclavagiste, que dépeignent ses adver-saires politiques. Il est plutôt bomme de compromis : «Qu'on laisse l'esclavage poursuivre son bonhomme de chemin là où il tège, Lee est convaincu qu'il lui faut s'emparer des crêtes, au sud de la ville, faute de quoi l'armée de Meade, qui se renforce d'heure. en heure, l'emportera.

Le troisième jour, 3 juillet, se lève sans que rien d'irrémédiable se soit produit. C'est alors que contre l'avis de ses généraux, de Longstreet en particulier, lequel va être chargé de la manœuvre, les décide une offensive fronts le Lee décide une offensive frontale, censée casser l'armée adverse en deux. L'assaut de Cemetery Hill

tous les autres conflits auxquels les Etats-Unis ont été mèlés depuis, Vietnam compris.

Le soir du 3 juillet 1863, les vainqueurs, cux aussi, sont exsanques. Lee bat en retraite sans que l'armée du Potomac ait la force de se lancer à sa poursuite. Le Snd emporters encore queiques victoires, mais la cause est enten-due depuis la chute de Vicksburg, le 4 juillet. Le 9 avril 1865, dans le village d'Appomattoi. Wirginie), Lee se rend à Grant. La guerre de Sécession est terminée.

#### La «nation» et l'« Union »

Le 19 novembre 1863, Abraham Lincoln fait le voyage de Gettysburg pour y bonorer les morts, tous les morts, des combats fratricides de juillet. Il y prononce un discours, critiqué sur le moment en raison de sa brièveté (deux minutes, 272 mots), et considéré, depuis, comme l'allo-cution la plus fameuse de l'histoire politique des Etats-Unis. Les historiens, qui ont décortique ce discours express, notent que le 4 mars 1861, lors de son entrée en fonctions comme président, Lincoln a utilisé vingt fois le mot «Union» et pas nne seule fois celui de «nation». La «Gettysburg Address » marque une rupture avec la vision qu'il s'était forgée jusque-là des Etats-Unis. Le mot «nation» revient à cinq reprises et pas une fois celui d'« Union ». « Volci quatre vingt-sept ans, commence-t-il devinit six mille personnes accourues à Gettysburg, nos aïeux firent naître sur ce continent une nation nouvelle, conçue sous les auspices de la Liberté... »

La signification politique de la victoire du Nord sur le Sud tient à cette affirmation que, travaillés jusque-là par des forces centri-fuges, les Etats-Unis ne sont qu'un desocratis. D'une Union improbable, la guerre de Séces-sion a fait une nation l'Evansile selon Abraham Lincoln, ectte seconde fondation des Etats-Unis,

le proclame avec force. A un an de sa réélection, suivie, presque aussitôt, de son assassinat par un sympathisant sudiste, Lincoln ae dit pas un mot, à Gettysburg, de l'esclavage, qui est à l'origine du conflit. Comme s'il pressentait que ce chapitre-là serait plus difficile à

L'Histoire ne le contredira pas. Au mois d'août 1963, à Washington, au pied du mémorial consaere à Lincoln, Martin Luther King prononce sa célèbre adresse « I have a dream ». Il y demande des comptes à l'Amérique d'après la Sécession, qui, dans les faits, n'a pas su affranchir les Noirs: «Il y a un siècle de cela, un grand Américain qui nous couvre aujour-d'hui de son ombre symbolique signalt notre acte d'émancipation. (...) Mais cent ans ont passé et le Noir n'est pas encore libre. Cent ans ont passé et le Noir est toujours tristement entrave par les liens de la ségrégation, les chaînes de la discrimination... »

L'Amérique d'aujourd'hui a toujours à voir avec ce peché ori-ginel, qui date de sa fondation et dont ni les morts de Gettysburg ni ceux des batailles qui ont précédé et suivi ne l'ont lavéc. La déclaration de 1776 a eu heau proclamer que « tous les hommes naissent égaux », les « pères fon-dateurs » ont préféré inclure, en connaissance de cause, l'esclavage parmi les «libertés» héritées des Britanniques. Inégalitaire, aujourd'hui encore, ponr les gens de couleur, l'Amérique ne s'en est jamais tout à fait remise.

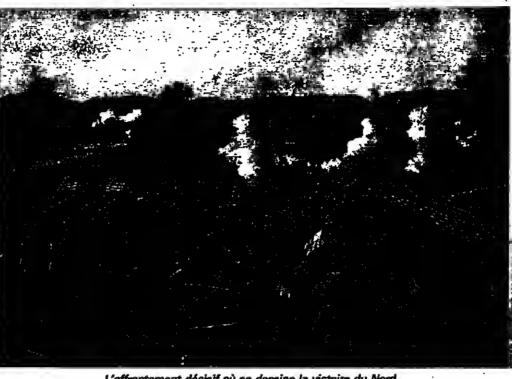
Parmi les ouvrages consecrés à la bataille de Gettysburg et à sa significa-tion, on peut se référer à : La Guerre de Sécession, de Jan M. McPherson, préface de Philippe Ray-naud. Collection « Bouquins », Robert Laf-font, 1991.

— Gettysburg, 1863, de Marc Rolland. Collection « Las grandes batalites de Phin-teire », Socomer Editions (35, rue Sunart, 75618 Paris; tol.: 42-59-62-20), 1991.

▶ La Guerre de Sécession. Las Etats dés-mals, d'André Kaspi. Collection « Décou-vertes », Gallimard, 1992.

▶ Lincoln at Gottysburg. The Words that Remade America, de Garry Wills. Sisson & Schuster, 1992.

De la démocratie en Amérique



L'affrontement décisif où se dessine la victoire du Nord...

deur de toutes les aristocraties. L'autre, les qualités et les défauts qui caraciérisent la classe

Ces deux Amériques-là s'opposent aussi sur la question de l'es-ciavage. La stricte égalité que, de compromis—en compromis— Washington est parvenu à mainte-nir entre les nouveaux Etats où il ne l'est pas vole bientôt en éclats. La parution, en 1852, de la Case de l'oncle Tom (Harriet Beccher-Stowe) a largement popula-rise, au Nord, la cause des Noirs. Les anti-esclavagistes s'organisent. Partisan de l'émancipation et puritain convaineu, John Brown rêve, à la tête d'une petite troupe, d'établir dans les montagnes de d'établir, dans les montagnes de Virginie, un refuge ponr les esclaves fugitifs. Après quelques succès, il est arrêté, jugé et pendu. L'émotion, au Nord, est à son

Nous sommes en 1859, l'année qui précède l'élection d'Abraham Lincoln à la présidence. Contrairement à ses prédécesseurs, plutôt falots, ce digue politicien de l'Illi-

existe! Qu'on l'empêche de s'ins-taller là où il n'existe pas encore!» L'énergie qu'il déploie pour ramener le Sud dans le giron des Etals-Unis, il la puise avant tout dans l'idée qu'il se fait de l'unilé de son pays. En 1862, alors que la guerre est à son paroxysme, il déclare : « Si je pou-vais sauregarder l'Union sans libépouvais le faire en libérant tous les esclaves, je le ferals. » C'est pour-tant le même homme qui, en cette année 1862, annonce l'emancipation des Noirs pour le le janvier suivant. La guerre a radicalisé les deux camps. Lincoln est maintenant persuadé qu'il n'est plus temps de tergiverser.

Les troupes de l'Union (les bleus), qui, en ce début du mois de juillet 1863, eherchent à rattra-per à marche forcée l'armée de Lee cheminant en Pennsylvanie, chantent John's Brown Body, l'hymne-ralliement dédié au héros anti-esclavagiste penda quelques années auparavant. Longtemps indécise, la bataille de Gettysburg va durer trois jours. Habile tacti-

(la Colline du cimetière, la bien nommée) est le moment où tout se joue : le sort de la bataille et, les historiens le diront plus tard, celui de la guerre; donc le devenir des Etats-Unis.

La chaleur est suffocante, les bleus et les gris (les confédérés) sont aussi épuises que déferminés. Le siège du secteur de Cemetery commence au début l'après-midi sous ua déluge de feu. Onze mille soldats confédérés participent à l'attaque. Vers 13 beures, les canons du Nord se taisent, pour se donner du répit. Croyant l'ennemi à genoux, les confédérés lancent l'assaut exigé par Lee. Le carnage commence.

Aujourd'hui encore, le bilan des affroutements de Gettysburg paraît sidérant : 51 000 morts dont 28 000 sudistes. Cent einquante mille hommes étaient engagés dans la bataille. Un tiers des effectifs ont ainsi payé de leur vie ce moment inoul de la guerre de Sécession. Un bilan à rapproeher des 620 000 vietimes, autotal, de cette guerre effroyable, un ebiffre supérieur à celui de

"GRAND JURY" RTL-Le Monde

!)

or les forces abbas ACTES A LANGE 2 40 44 tot - 1 THE PARTY AND THE PARTY NAMED IN of proper was

Will and taken and a Man a taning to THE REAL PROPERTY. market was a see . . .

₩25 · 199

And the second second second

**ETRANGER** 

in traising departs. toniqueurs, 724

Parmee do Potentia de se lancer Sud emportem rictores, mais la seconda de la companya del companya del companya de la companya treatment, mais in due de depuis la mais le 4 puillet Le de la mais le rillage d'Apparaire. Le ci se rere de Second

La « nation »

et l'a Union "

La eigniferat.

victoric da 's a cette alfaire.

susque th page

funcs, ica l'

introbabic ... with a fact is ..

seites Alle in a SECCRETAL PERSON.

A un an ac

wid. #1. .....

astatibal jett .

qui cut à : :

at have a cream

chamite is will be

All many that the same

ton, as pred discovery

King proposition to a street

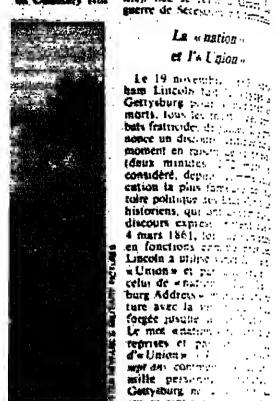
to Necessier.

· H v a nk mic of the

andiste. 1. v

erest, & faction

BE HE CICSE



comment of book

more an address person an interest de der territoria de l'estre de l'es B . Lafet we . Warn a common de Nord ac so described the stock. many a market les CHESTAGE CONTINUES. s received a point due to do Courtestin per 31 post meerte : स्वार्थ प्रतास दावा bergegege affanter! To Butterille I in Lane HE WAS THE THE

ift, anderte ift gib Mittale.

to the section. The

the Bearing the contract of the

additional a supplemental

THE CHARGE & PROPERTY.

d has do segmett mette ... Ca Marine Note to part that the attentional plants of Hours of the entire here we will be to be de Maria tres Par E Approxima Ludphi's A dunt e ler et ... at the second gede viction in decimini- fr. . PRINCESSOR CONT. Saire of the Comment Satement STREET, STREET parties the second Britannique 100 April 6.15

Pared in meran butterly of Lantachard To there of bearing to Me Suprement per and a fine to the suprement of the supre F. Figure about a second of the second to The Landing on the Control of Australia (Australia Australia Australia Australia Australia Australia (Australia Australia Australia Australia Australia Australia Australia (Australia Australia Australia Australia Australia Australia Australia Australia Australia (Australia Australia Australia Australia Australia Australia Australia Australia Australia (Australia Australia Australia Australia Australia Australia Australia Australia Australia (Australia Australia Austral be towned at the same of the s d'abrah de l'arte l'art

## GÉORGIE : après les derniers combats qui ont fait quarante morts et plus de deux cents blessés

## L'encerclement de Soukhoumi par les forces abkhazes est presque total

La tension est brusquement montée, vendredi 2 juillet, dans le conflit qui oppose depuis un an les séparatistes abkhazes nu gouvernement géorgien. L'offensive des forces abkhazes vise à isoler Soukhoum!, la capitale de la région. Tbilissi accuse la Russie de soutenir militairement les insurgés et de vouloir intégrer l'Abkhazie dans la Fédération de

#### MOSCOU

de notre envoyé spécial

Quarante morts et plus de deux cents blessés à Soukhoumi, douze morts et soixante-cinq blessés à Tamycb : l'affensive déclenehée dans la nuit du jeudi le au ven-dredi 2 juillet par les indépendantistes abkhazes contre les positions géorgiennes semble être une des plus importantes et des plus menrtrières engagées depuis le début de ce conflit, il y a environ

L'encerclement de Soukhoumi, la capitale de la région, sur la mer Noire, par les Abkhazes semble maintenant presque total puisque les indépendantistes, qui occupent déjà toute la partie occidentale du deja fonte la partie occidentale di territoire, se sont rendu maîtres, vendredi, des villages de Tamych et de Kindga, à 40 kilomètres à l'est, prés de la ville d'Otchamt-chira. « Soukhoum! est presque totalement isolée nous ne pouvans plus y envoyer da forces», e ainsi reconna Vladimir Tchikovani, le conseiller militaire dn président géorgien Edouard Chevardnadze.

L'ampleur des moyens mis en œnvre par les Abkhazes – les Géorgiens font état d'artillerie lourde mais aussi d'avions, de chars et de vedettes – oblige, une nouvelle fois, à se poser la ques-tion du rôle joué par les troupes russes dans ce conflit. Selon les services géorgiens de renseigne-ment, deux mille soldets de le 14 armée russe déployée en Mol-davie ont traversé dans la nuit de jeudi à vendredi la frontière avec l'Abkhazie depnis le sud de la Russie et des avinns seraient prets



« Les séparatistes ne pourraient pas se permettre ce qu'ils font sans l'aide de la Russiev, a déclaré l'ambassadeur de Géorgie à Moscou, Valerian Advadze. Les Géorgiens accusent eussi les Russes d'avoir mis à la disposition des indépendantistes les vedettes qui leur ont permis de débarquer près d'Otchemtchira. Le ministère russe de la défense a catégoriquement rejeté l'ensemble de ces

#### Proposition de cessez-le-feu

Edouard Chevardnadze, qui a obtenn vendredi les pouvoirs spéciaux du Parlement géorgien, s'est rendu dans l'après-midi à Soukhanmi pour tenter de rencontrer le président du Parlement abkhaze, Vladislev Ardzinba, et lui proposer un accord de cessez-le-feu. Selon l'ambassadeur géor-gien à Moscou, Tbilissi serait prêt à retirer ses troupes d'Abkhazie à condition que les Abkhazes déposent leurs armes. « Nous sommes prêts à accorder une nutonomie complète aux Abkhazes, politique comme culturelle, mais il n'est pas question d'envisager la créntion d'un Etat indépendant », e précisé le diplumate. Le semaine dernière, Vledimir Ardzinbe aveit

Une résolution du Parlement de Kiev

## L'Ukraine revendique la propriété des armes nucléaires stationnées sur son sol

A une écrasante majorité - 226 pour, 15 contre et 2 abstentions, le Partement ukrainien a sdopté une déclaration stipulant que « toutes les armes nucléaires sur son territnire sont sa propriété». Ce texte, adopté dans le cadre d'un texte définissant les abjectifs de de la politique étrangère du peys, précise par ailleurs que «l'Ukraine n'auto-riseta pas leur usage et exclura toute menace d'y recourir dans le cadre de sa politique extérieure.»

En proclamant ce droit de propriété, les députés mettent l'accent une fois de plus sur ce qu'ils estiment légitimement pouvnir exiger contre le démantèlement des missiles: une compensation évaluée à 2 milliards de dullars et le droit d'utiliser les composants de haute valeur des missiles à des fins civiles. «Si nous n'affirmions pas que ces armes nous appartiennent, nous ne serons pas habilités à les échanger contre une garantie de sécurité et une indemnisation e, a expliqué à l'issue du débat Dmitro Pavlichko, président de la commis-sion des affaires étrangères du Par-

Le président Leonide Kravtchouk, qui continue de proclemer que son pays n'a pas l'intention de demeurer une puissance nucléaire, a reconnu récemment que les revendications nkrainiennes

TADJIKISTAN: quarante

affrontemant à la frontière avec

l'Afghanistan. - Un affrontement

entre des forces de l'opposition

islamiste tadjike et des gardes-fron-

tières russes a fait quarante morts

et cinquante blessés à la frontière

entre le Tadiikistan et l'Afghanis-

tan vendredi 2 jnillet, dans la

région de Chouroabad, selon

l'agence Interfax. L'état-major des

forces russes an Tadjikistan, cité

par l'agence, a en ontre annoncé

qu'un autre eccrocbage à la fron-

tière, dans la région de Piandj,

avait fait dix morts la nuit préce-

dente - (AFP.)

□ ALLEMAGNE : les députés entérinent le déplnlement de troupes en Somalie. - Le Bundestag (Chambre basse du Parlement) a définitivement entériné, vendredi 2 juillet, après plusieurs semaines de querelles juridico-politiques, le déplniement en Somalie de « casques bleus » allemands. Il s'agit de la première mission nutre-mer de le Bundeswehr. Les députés l'ont approuvée par un vote sans surprise, la coalition de centre droit du chancelier Helmut Kohl disposant au Bundesteg d'une confortable majorité: 337 députés ont voté « pour » et 185

n'étaient pes satisfaites et que cela rendait difficile la ratification par le parlement du traité Start-1 sur la réduction des armements stratégi-ques et du traité de non-prolifération nucléaire auxquels l'Ukraine svait, en mai 1992, promis d'adbé-

Les quelque 1 700 ebarges nucléaires héritées de l'ex-URSS et

stationnées en Ukraine finnt de ce pays, eu moins sur le papier, le troisième puissence nucléaire, après la Russie et les Etats-Unis. Il y e cependant une différence entre ence des armes sur un rerrimire et leur contrôle : les armes étaient, jusqu'à la mi-juin, officiellement sous le commandement stratégique des farces de le Cam-muneuté des Etets indépendants (CEI). Depuis, la situatinn est ambigue dans la mesure où les ministres de la défense de la CEI se sont entendus pour supprimer le poste de commandant en chef des forces armées unifiées, occupé par le maréchal Evgueni Chepochuikov. En outre, Moscou et Kiev se sont mis d'accord au cours de difficiles négociations sur le fait que les armes nucléaires ne peuvent être utilisées sans l'sutorisation des deux présidents, Boris Eltsine et Leonide Kravtchouk. - (AFP, Reu-

« contre». - (AFP.)

TURQUIE: à la suite d'une manifestation contre la présence d'un écrivain

## Le siège d'un hôtel par des islamistes a provoqué la mort de plus de trente personnes

Trente-cinq personnes ont trouvé la mort et une soixantaine d'autres ont été blassées à la suite d'un incendie provoqué vendredi 2 juillet par des manifestants islemistes dens un hôtel de la ville anatolienne de Sivas, en Turquie.

#### ISTANBUL

de notre correspondante

Près de dix mille manifestants musulmans s'étaient réunis vendredi, eprès la prière de midi, pour protester contre la présence dans la ville de l'écrivain de gauche Aziz Nesin, agé de soixante-dix-huit ans, et qui participait, en compagnie d'autres auteurs et intellectuels, à un festivel srtistique et culturel organisé pour célébrer le poète de le secte musulmene alenuite Pir Sultan Abdal, pendu au XVII siècle pour son apposition aux eutorités

Aziz Nesin, connu pour son goût pour la polémique, aveit récem-ment fait la «une» des journeux lorsqu'il avait annoncé à grand fracas son intentinn de traduire les Versets sataniques de Salman Rushdie, une œuvre officiellement interdite en Turquie. Depuis lors, il svait été menecé à plusieurs reprises et les bureaux du quntidien de gauche Aydinlik, qui aveit publié des extraits de sa traduction, avaient été récemment attequés et endommagés par des extré-mistes musulmans, Salmen Rushdie a lui-même déplaré la violence provoquée par son ouvrage el a accusé Aziz Nesin d'avoir utilisé snn livre pnur ses propres buts politiques, «L'idée que des êtres humains sont morts à cause de cette forme de cynisme me fait har-reur, » a-t-il déclaré à Londres veneprès-midi par la police n'nni pas suffi pnur contenir la foule en

colère, après la publication dans la presse locale d'un discours dans lequel M. Nesin evait rejeté le Coran. Des affrontements violents ont éclaté entre les forces de l'or-dre et les manifestants, déterminés à punir « le diable Nesin ».

En début de snirée un groupe, qui était parvenu à pénétrer dans le bell de l'hôtel mais avait été refoulé des étages supérieurs, e mis feu au bâtiment. La plupart des victimes nnt péri aspbyxiées par la fumée, meis plusieurs blessures semblent avnir été causées par les pierres lencées par les extrémistes et les balles tirées par les forces de sécurité pour disperser le fnule. Aziz Nesin, légèrement blessé lors de l'atteque, e été évecué snus escorte policière.

#### Mesures d'argence

Jusqu'à présent, les manifestatinns vinlentes d'extrémistes religieux sont restées rares en Turquie. Le dernier incident grave remnnte à 1978, lorsque plus de cent personnes evaient trouvé la mnrt dans le ville de Kahramanmares eu cours de combats entre alaouites et sunnites. Mais cette attaque meurtrière intervient deux inurs seulement eprès l'incendie d'un autre hôtel, dens le ville de Van, au cours duquel onze persnnnes ont trauvé la mart, dant plusieurs prostituées russes qui avaient reçu des meneces de la part d'extré-mistes musulmans (le Mande du

Un couvre-feu de deux jnurs a été imposé à Sivas par le premier ministre, Tansu Ciller, qui a convoqué une réunion urgente de son cabinet vendredi soir pour disfaire fece à la vague de violence qui secoue actuellement le pays.

Dans le sud-est anathlien en effet, les affrontements entre combattants séperatistes kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et forces gouvernementales se fant de plus en plus meurtriers Jeudi, onze soldats sont tombés victimes des combettants kurdes. Vendredi, les forces armées ont pris le dessus lars de combats qui nnt coûté la vie à vingt-trois militants du PKK.

Selnn le nnuveau rapport publié par la Fundatinn turque des droits de l'hnmme, 3 929 personnes auraient été tuées « au cours d'incidents sangiants » sous le gouvernement de Suleyman Demirel, entre le 21 novembre 1991 et le 24 juin 1993. Durant cette même période, vingt-six personnes seraient mortes sous le torture, neuf portées disparues et 538 euraient été abettues par de mystérieux assaillants.

 La Torquie rappelle trois membres de son ambassade à Berne. -La Turquie e annnncé vendredi 2 juillet le reppel de trois membres de son ambassade à Berne, devant laquelle un manifestent kurde, Semsettin Kurt, vingt-neuf ens, avait été abettu la semaine dernière. Ankara a précisé que les denx agents de sécurité et le chauffeur de l'ambassadeur seront rappeles « pour éviter tout risque concernant leur sécurité ». La Suisse avait donné mercredi quarante-huit heures à la Turquie pour lever leur immunité diplnmatique afin qu'elle puisse les interroger (le Monde du 1" juillet). La Turquie estime que son personnel a tiré en état de légitime défense. - (Reuter, AFP.)

## Eupen, cité belge et germanophone

EUPEN

JOSÉ-ALAIN FRALON

déclaré qu'il souhaitait que l'Ab-

khazie soit intégrée dans le Fédé-

ration de Russie, ou «à désaut» que la Russie assure « par tous les

moyens dant elle dispose » le droit

de l'Abkhazie de créer un Etat

Le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, dans un

rapport adressé vendredi au

Conseil de sécurité, a recom-

mandé le déplniement de cin-

quante abservateurs militaires des

Nations unies dans les districts

sbkhazes de Soukhoumi et d'Ot-

chamtchira dans le but de

« décaurager, moyennant un déploiement préventif, une nou-velle escalade du conflit » et de

tenter de rétablir l'accord de ces-

sez-le-feu, signé le 14 mai dernier

par Edouard Chevardnedze, pour la Géorgie, et Boris Eltsine, au

nom des Russes et des Abkhazes.

LOIN DES CAPITALES

de notre envoyé spécial

se guerres ont parfois du bon. Celle de 14-18 e permis à la Belgique de se faire attribuer par le traité de Versaillee ce qu'on eppelle icl les «cantane de l'Est», 830 km² arrachés aux Prussiens et constituent neuf communes dont les principales sont celles d'Eupen et de Saint-Vith. Du coup, la Belgique, connue pour ses deux populations, néerlandophone et francophone, se regardant parfois en chiens de faience, paut se présenter comme « le laboratoire de l'Europe unie de demain », en invoquant l'existence d'une traisième composante, celle que constituent les 68 000 ger-manophones habitant cette région.

Sans lésiner sur les frais de fonctionnement d'une talle «technologie institutionnelle», Bruxelles s carrément accordé eux germennphones un statut d'égelité avec les deux « ethnies » majoritaires quand, en 1970, une réforme constitutionnelle crés trois entités polltico-edministratives distinctes, les Communautés fiamande, «française» (adjectif bizarrement préféré à «francophone», ce qui est une source permanente de confusion pour les étrangers) et germanophone. En 1980, les compétences de ces Communeutés furent renforcées, et Eupen est devenue une «cepitale» avec un «Parlement» (le Conseil germanophone) et un «gouvernement» (l'exécutif germanophone) émenant

du suffrage universel. Rien ne permet eu touriste de devines de quel échafaudage juridique Eupen est le fon-dement quand il débarque dans catte peute cité au charme rhénan, connue paur son carnaval particulièrement enimé. Passé le Mardi prae. tout rentre dans l'ordre. A l'inverse de la Wallonie dans lequelle elle est englabée, la zone germenophane ne vote pee eocieliete et demeure très catholique. Place du Marché, une grande statue de la Vierge domine l'espace sur lequel les bistrots sortent leure tables quand e commencé l'été.

Un crucifix barré d'un buis nme la salle à manger de l'Hôtel Rathaus. Une egence de voyages propose des forfaite pour Lourdes à côté de ceux pour Bangkok. La nouvelle génération est moins pieuse, et un certain matérialisme s'est installé dans les esprits eu contact de l'ancien « occupant » allemend, qui passe volontiers une frontière eujourd'hui quasi immatérielle pour venir déposer son ergent dans les nombreuses agences bancaires de la ville.

L'anglais commence à apperaître eur les enseignes ellemandes et françaises dea rues principales. Au marché an plein air, charcutiers et vendeurs de légumes usent de leurs talents de polygiottes pour attirer le chaland dans sa langue. Eupen est sans doute la seule ville au monde où il faut être bilingue pour vendre une

Sésame pour les universités wallonnes - on



n'e pae encore songé à créer des fecultés loceles, - le françeis est obligamire dàs la troisième ennée de scolarité. Mais le langue et la culture allemandes sont la base de l'enseignement primeire et secondelre, ce qui rend partiellement sana objet le combat du Parti des Belges germangphones (PDB, Partei der Deutschsprachigen Belgier), né d'une dissidence eu sain de le ramification locale des sociaux-chrétiens et aujourd'hui en relative perte de vitesse, dans la mesure où ses revendications unt été prises an compte par un gouvernement national aux petits soins pour «la troisième Belgique».

#### La minorité la mieux protégée d'Europe

America Square, un petit monument eet érigé « en l'honneur de l'emitié entre les soldats de la 1= division d'infanterie des Etats-Unis et la cité d'Eupen» lors de la libération de la ville. L'entrée des troupes du Troisième Reich, le 10 mai 1940, fut saluée per de nombreux drapeaux aux fenêtres d'Eupen et de Saint-Vith. Mais l'impôt du sang exigé par les nazis tempére repidement le juie des « retrouveilles ». Quelque deux mille sept cents file des centans tombèrent sous l'uniforme de la Wehrmacht, surtout sur le front de l'Est, contre douze tués dans les rangs belges au début des hostilités. «On e dit constate Firmin Pauguet, historien de le région, que l'ennexion hitlérienne e fait plus en faveur de le Belgique que taus les efforte antérieurs des eutorités belges.»

Aujourd'hui, il n'y a plus rien qui ressemble à un courant en faveur du cretour à le mère patrie». Inquiets des menaces que fant peser sur l'avenir les courants séparatistes flamands et wallons, les Eupénoia sont même parmi les plus chauds partisans de la cloyauté fédérale ». Au 8 Marktplaz, il y e le belle façade encienne du quotidien local, le Grenz-Echo («l'Echo de la frontière »). Tous les journaux francophones et



néeslendaphanes du jour sant étalés sur le bureau du rédecteur en chef, Heinz Warny. Depuis que le régianelisation existe, je constate que les mêmes événements sont préseniés de façon différente par le presse flamande et la presse francophone. Mais cela ne m'inquiète pas trop, dans le mesure nù ces commentaires ne correspondent pas à l'opinion de la majorité silencieuse. Pour moi, le fédéralisme belge coûtere un peu d'argent meis il

Heinz Wemy, qui se présente comme «un germanophone belge », habita Saint-Vith Pour se rendre eu journel, il passe tous les matins une quarentaine de minutes eu valant de sa voiture, sur une jolie route des Hautes-Fagnes, bordée de rivières à truitee et d'auberges de charme chères au Michelin. Cele lui permet de prendre du recui par repport eux problèmes belgo-belges. Le sort actuellement réservé à sa communauté linguistique lui paraît satisfaisant.

Trut eu plus eimereit-II que les germenophones - qui unt un député européen et un sénateur en propre - bénéficient d'une représentation autometique à la Chambre, au lieu de devoir compter sur le bon vouloir des Wallane pour leur feire une plece équiteble dane le canetitution des listes élues à la proportionnelle. Heinz est comme beaucoup de ses lec-teurs, persuedé qu'Eupen et Saint-Vizh ont quelque chose à dire dans les enceintes nationales. Ils gardent leurs distances à l'égerd des Wallons et ils ont résisté aux invitee des flamingants qui eureient voulu les entraîner dans leur combet eu nom d'un lointain coueinege

Même son de cloche dene la demeure patricienne qui sert de siège à l'exécutif, préeidé par Joseph Maraite, social-chrétien, aneien professeur d'ellemand à Spe len Wallonie). La dernière en date des réformes constitutionnelles va lui donner des moyens financiers accrus. Il e signé ou ve eigner rien de moins que des raccords culturels et de coopération» avec la Luxembourg, lea Peys-Bas, l'Allemagne et le

Autant de pays dont il fréquente les excellences quand - en vertu de la répartition des rôles dans le royaume fédéral - il représente la Belgique aux consails das ministres des Douze consacrés au tourisme. Bien entendu, le « ministre-président » ne jure qua par « l'eurégion Meuse-Rhin » composée, sur le papier, des provinces belges de Liège et du Limbaurg, du Limbourg néerlendais et de la régian d'Aix-la Chapelle, «une préfiguration de la future Union européenne». Sénéficiant de la confiance de ses administrés, Joseph Maraire est «eu pouvoir» depuis dix ens. S'il y e des Belges heureux, ea sont essurément ces membres da «le minorité la mieux protégéa d'Europe».

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE

Les Croates préparent une contre-offensive contre les Musulmans dans la région de Mostar

MOSTAR

de notre envoyé spécial

«Ce n'est pas un secret militaire. Nous allons repousser les Musulmans », affirme calmement Veso Vega, dans le quartier général des finces croates de Mostar, protégé de sacs de sable contre les bom-bardements. Il est le porte-parole des forces croates (HVO) de l'« Herzeg-Bosna », l'entité procla-mée par les Croates en Bosnie-Herzégovine. Vers le front, qui passe sur la rivière Neretva, au milieu de la ville, les troupes du HVO conti-

Ces renforts viennent faire face aux Musulmans, encerclés dans la vieille ville construite par les Ottomans sur le rive est. Sur les collines de l'nuest de la «capitale d'Herzeg-Bosna», l'artillerie du HVO est en batteric. Dans la ville résonnent quelques conps de feu, les combats plus sérieux reprennent en fin d'après midi.

Lors de leur offensive dn 30 juin, les Musulmans se sont emparés de quartiers et de villages du nord de Mostar, tentant de faire la jonction avec les forces bosniaques de Jablanica, plus an nord. Contrairement à ce qu'affirme Samjevo, ils n'y seraient pas parvenus, bien que l'armée bosniaque de Jablanica ait, selon les observateurs de l'ONU, envoyé des troupes vers

« Ils continuent cette percée, il leur manque 10 à 20 kilomètres »,

teurs de l'ONU dontent de la réussite de cette « tentative désespérée ». «D'outant plus que le pont sur la route entre Mostar et Jabianica est coupé », souligne le colonel Anjel Morales, commandant des «cas-ques bleus» espagnols dans son QG de Medjugorje.

Assiégés dans des conditions décrites comme « épouvantables », les 25 000 à 35 000 Musulmans qui vivent dans le quartier est de Mos-tar ont sans doute joué leur va-tout. Avec 2 litres d'eau par personne et par jour, des points de ravitaillement menacés par les francs-tirenrs, les Musulmans étaient dans une situation intenable, e Et un soldat désespéré est un combattant déterminé », explique

#### Discours martiaux

Les Croates ont une autre théorie ponr expliquer la prise de la caserne stratégique du HVO de Bilejo-Polje, à 6 kilomètres au nord dn centre-ville, « Des Musulmans qui faisaient partie des unités du HVO ont retourné leurs armes contre nous. Nous ovons été ottaques de l'extérieur mais aussi de l'intérieur, por totole surprise». rage Veso Vega. Les Croates, qui esti-ment avoir eccueilli ici, nourri,

précise-t-on au HVO. Les observa- abrité et parfois armé des Musulmans victimes du nettoyage ethni-que des Serbes dans l'est de l'Herzégovine, veulent faire payer cette « trahison ».

> « Plus de plaisanterie. Assez c'est assez, nous préparons la contre-attaque, peut-être aujourd'hui, peut-être demain », affirme, à son tour, à Grude, nn porte-parole de la «présidence» d'«Herzeg-Bosna». Chiffres à l'appui, il démontre que Mostar a toujours été croate, mêm si le dernier recensement (\* trafi-qué », selon lui, par une manipula-tion sur les limites de la commune) faisait apparaître une légère majo-rité musulmane (35 % de Musulcontre 34 % de Croates).

Outre les discours martiaux, la mobilisation générale décrétée en «Herzeg-Bosna» et les mouve-ments vers le front, d'antres signes annoncent une contre-offensive : les forces croates ont «demandé» aux «casques bleus» espagnols de la FORPRONU (Force de protection des Nations unies) de se retiter pour des « raisons de sécurité »; toutes les organisations internatio-nales, du Comité international de la Croix-Rouge au Haut Commis-sariat aux réfugiés, sont interdites

Il y a des «ordres spéciaux» pour la presse, que la police mili-taire du HVO rembarre sans ménagement aux points de contrôle : e Pas de journalistes, on a dit!» Muni d'une autorisation spéciale de la présidence, et soigneusement

O Le mécanisme d'aide à la popu-

ministre espagnol de la défense, Julian Garcia Vargas, a estimé, vendredi 2 juillet, à Madrid, que e tout le mécanisme d'aide à lo

population civile [dans l'ex-Yongos-lavie], qui a bien fonctionné l'hiver dernier, est pratiquement démon-telé». « Quond nous arriverons en septembre ou octobre, a-i-i dit,

on va se rendre compte que toutes les lignes d'approvisionnement sont

interrompues, que les ponts ont souté, que les routes ont été

détruites et qu'il n'y o pas de moyen matériel d'acheminer l'aide

liers de réfugiés.» - (AFP.)

ition civile est «démantelé». - Le

«protégé», on peut malgré tout se rendre à Mostar, mais sans s'y attarder. «Le HVO ne veut pas de témoin», affirme un responsable d'une organisation internationale,

Selon de bonnes sources sur place, la police militaire du HVO se livre, dans la partie de la ville qu'elle contrôle, à des arrestations, pour l'instant sans violence, « préventives » et systématiques, de civils musulmans : les hommes en âge de combattre. Plusieurs centaines de cas ont été recensés. « La situation est très dangereuse. Près de 10 000 Musulmans vivent dans les zones de Mostar contrôlées par les Croates. Nous avons découvert des armes dans des maisons», affirme le porte-parole dn HVO.

Cafés, restaurants, magasins fer és, couvre-feu strict de 9 heures du soir à 7 beures du matin. interdiction de vendre de l'alcool; l'« Herzeg-Bosna » est en deuil. Mostar, sa capitale, « est menacée par les Turcs, les islomistes » estime un soldat da HVO qui monte au front, abreuvé de propa gande. Les Croates veulent prendre leur revanche contre « les traîtres ». Elle risque d'être sangiante.

Sur les collines, à l'est, les Serbes, repoussés hors de la ville en juin 1992, observent la partie, envoyant parfois un obus. Les quelque 30 000 Musulmans de Mostar n'ont pas d'échappatoire.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

 Belgrade renvole les observateurs de la CSCE. - Les entorités de Belgrade ont mis un terme aux missions d'observateurs déployées par la CSCE (Conférence sur le sécurité et la coopération en Europe) dans les provinces du Kosovo, du Sandjak et de Voïvo-

Une vingtaine, d'observateurs, evaient été envoyés en novembre 1992 dans les trois provinces. De source diplomatique, on indiques: qu'il s'agirait d'une mesure de rétorsion de Belgrade contre son exclusion des CSCE. - (AFP.)



Provinces contrôlées par :

les Serbes les Musulmans les Croates

## « Ici, c'est la Croatie »

de notre envoyé spécial elci, c'est la Croatie», proclame un graffiti sur un mur. Sous les panneaux signalétiques des villages, une main anonyme e souvent ejouté à la peinture noire cetta précision : e Cros-tie. » Si les politiciens de Zagreb et les représentants das Croates de Bosnia font eemblant de croire, à l'instar de la communauté internationale, cà la souveraineté et à l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine», sur la terrain la réalité est assez différente.

Traverser la frontière entre la Dalmatie croate et l'Herzégovine occidentale (sud de la Bosnie) donne l'étrange l'impression de passer da Croatie en Croetie. Pee baeoin de buraau de change : le dinar croate est la monneie d'« Herzag-Bosne », entité croate proclamée au sud de la Bosnie. Sur les voitures, à côté das plaques «HVO» (Conseil croate de défense), un autocollant « Croatia » eat parfois ejouté. Les benques de comme le plus grande comps-

gnla d'assurance croate. Lee

la Croatie. On trouve la presse de Zegreb, qui a des éditions « régionalea » pour l'Harzeg-Bosna. Les livres scolaires sont les mêmes qu'en Croatie.

de l'Herzeg-Bosna n'y sont pour nen. La mise en circulation du diner croate, la formation eprovisoire » de l'autorité politico-militaire du HVO en Bosnie, sont duea à dae raisona de etricte survia : c'ast à cause da l'agression serbe et de l'incapacité des Musulmans à se défendre, argumente Mate Boban, le leader dee Croates de Bosnie, l nous diasit récemment que € l'hypothèse la plus probable » aarsit que l'Herzeg-Bosna cdevienne une partie de le Croatie's, eC'est nous qui en déciderons », affirmait-il, evant d'ejouter : « Ce sera un jour la conséquence - et non la cause. comme on veut le faire croîre -de l'inexistence de la Bosnie.» Si, après la «Grande Serbie», la (Grande Croaties) es torretruit eux dépens da la Bosnie, les Croetes, c'est entende, n'y

GRECE: écarté pour ses positions sur la question macédonienne

## L'ancien ministre Samaras lance un nouveau parti

ATHÈNES

de notre envoyé spécial

L'ancien ministre des affaires étrengères, Antonis Samerss, limogé en avril 1992 par le premier ministre, Constantin Mitsotakis, pour ses positions maximalistes sur la question mecédonienne, e annoncé mercredi 30 juin la créa-tion d'un nouveau parti, « Prin-temps politique» (Politiki onixi). Ce nouveau mouvement, a indiqué M. Samaras, quarante-deux ans, eu cours d'une conférence de presse, a pour ambition de briser la bipolati-tatie du mattern reliefation. sation du système politique grec partagé entre la Nouvelle Démocratie (conservateur, au pouvoir) de M. Mitsotakis et le Pasok (socialiste) de M. Papandréou.

M. Samaras veut "dépasser" ce clivage traditionnel et proposer au pays, à la veille du XXI siècle, "une nouvelle générotion" d'hommes politiques. Il communi-quera plus tard les noms des mem-bres de son état-major et des per-sonnalités qui le soutiennent.

#### «Le grand combat сопшенсе»

« Nous avons refusé le compromis et choisi la lutte», a déclaré le nou-veau leader, en proposant une série de réformes dans tous les domaines de la vie nationale : l'incompatibi-lité des charges de ministre et de député, l'élection du président de acoute, l'election du president de la Cour suprême par les magistrats, an concours national pour les fonc-tinnnaires, le contrôle judiciaire des grands travaux. Le peuple grec « ne demande plus des miracles politiques ou des politiciens prestidi-

nationaliste catalane Convergence

et union (CIO) de Jordi Pujol, le président de la généralité de Cata-logne, a indiqué vendredi 2 juillet

au terme d'un entretien avec le roi

Juan Carlos, qui consulte l'ensem-

ble des farces politiques, que les 17 députés de CIU voteront l'in-

vestiture de Felipe Gonzalez, au

terme du débat qui commence

Le président socialiste du gou-vernement, dont le parti, le PSOE,

ne dispose que d'une majorité rela-

tive depuis les élections législatives

du 6 juin, est ainsi assuré du sou-

tien d'une majorité absolue de

députés pour ce vote d'investiture.

mercredi prochain.

gitateurs, il demande des hommes nouveaux et de nouveaux politiciens décidés à se sacrifier et non à se tirer d'affaire ».

En politique étrangère, M. Sama-ras a choisi une ligne nationaliste qu'il avait déjà suivie lorsqu'il était priote, l'affaire macédonienne et la protection de la minorité grecque en Albanie sont pour son parti « des priorités suprêmes ». Il s'est prononcé pour le resserrement des liens avec la Serbie, l'Iran, les Kurdes et la Syrie, « sans tenir compte des critiques internationales». Pour faire face à le «menace» de la Turquie, il a prodoxe de Chypre à la Russie en passant par l'Albanie». Il souhaite également « renforcer le rôle dirigeant de l'Eglise orthodoxe grecque ». e il faut que l'on comprenne, 2-t-il dit, que les Grecs sont dans le monde 20 millions » (pour une population nationale de 10 mil-lions). «Le grand combat commence, pour apporter le printemps à tous les Grecs», a conclu M. Samaras, acclamé, à l'issue de sa rencontre avec les journalistes, par un demi-millier de partisans anx eris de «Vailà le premier

M. Samaras a indiqué qu'il pré-senterait des candidats dans toutes les eirconscriptions du pays au cours des prochaines élections prévues au printemps prochain, mais qui pourraient être anticipées. Son parti est crédité de 10 à 15 % des intentions de vote.

tion de ClU. En effet, interrogé sur

le fait de savoir si cet appui résul-

tait d'un engagement de M. Gonza-lez à rétrocéder à la Généralité

15 % du produit de l'impôt sur le

revenu en Catalogne – ainsi que l'avait exige M. Pujol pour renfor-cer la majorité socialiste aux Cor-

tes (le Monde du 14 jain), -

M. Roca a répondu par la négative

en précisant que cette décision

constitue « un acte en faveur de la

stabilité», non la contre-partie d'un

De la même façon, le porte-pa-role du Parti nationaliste basque

(PNV) a indiqué, vendredi, que les

cinq députés de ce parti epporte-

ront leur soutien à M. Gonzalez.

tel engagement.

ESPAGNE: un gage de majorité absolue

Les députés nationalistes catalans

voteront l'investiture de Felipe Gonzalez

Miquel Roca, secrétaire général II s'agit d'une évolution de la posi-et porte-parole de la eoalition tion de ClU. En effet interrogé sur

DIDIER KUNZ

Edouard Ralladur Décidément, la cohabitation en

français, et plus particulièrement MM. Mitterrand et Roland Dumas, l'ancien chef de la diplomatie fran-çaise. Terminée l'irritation suscitée par la politique jugée pro-arabe des gaullistes. « Nous nous attendons à une attitude plus équilibrée de la part de la France envers les pays arabes et Isroël. Nous n'avons réclamé le monopole» des liens « et

mer des plaidoiries israéliennes à l'étranger, le boycottage commercial d'Israel par les pays arabes a été à l'ordre du jour des entretiens avec M. Mitterrand et le premier ministre M. Mitterrand et le premier ministre israclien caresse l'espoir que l'Occident réclamera procbainement l'abrogation de cette sanction. M. Rabin se demande pourquoi les pays arabes renonceraient au boycottage de l'Etat juif alors que le reste dn monde ne dénonce pas cette mesure. Il a obtenn de M. Mitterrand et du président Clinton la promesse qu'ils souléveraient cette question au sommet du G7 à Tokyo, pour que les sept pays les Tokyo, pour que les sept pays les plus industrialisés publient une déclaration à ce sujet.

#### Fondamentalisme et terrorisme

Le chef du gouvernement israélien souhaite par ailleurs que la CEE, les Etats-Unis et l'ensemble de la Communauté internationale « cessent de n'apporter qu'un soutien verbal aux Palestiniens et au processus de paix » et investissent dans les territoires occupés pour encourager leurs habitants à ailler de l'avant dans les nésociations avec Israél. La veille, à tants à aller de l'avant dans les négociations avec l'arrêl. La veille, à l'issue de son entretien avec M. Mitterrand, il avait indiqué qu'il avait aussi demandé, comme lors de son séjour à la Haye (le Mande du l'a juillet), une mise à jour de l'accord d'association CEE-Israël de 1975, «afin de combler le fossé dans la balance des paiements » d'Israël (3,5 milliards de dollars l'an dermier).

d'un Américain, Kenneth Beaty, du processus de paix, mais aussi par l'initiative prise mercredi par les Etats-Unis proposant aux Palestiniens et à l'État juif un document écrit (le Monde du 2 juillet) critiqué par les deux parties. Sur le fond, le

document « comporte des modifica-tions » par rapport à la position initiale de Washington « qui ne sont pas en faveur d'Israel », a-t-il dit. Sur la forme, le rôle des Etats-Unis en tant que « partenaire à part entière » ne devant être, à ses yeux, qu'un rôle «d'intermédiaire», Washington ne devrait consigner noir sur blanc ses idées qu'une fois réduit le fossé entre les parties concernées, c'est-àdire lorsque les propositions améri-caines représenteront le dénomina-teur commun entre Palestiniens et Israéliens. C'est, espère-t-il, ce que devrait s'employer à faire, dès la semaine prochaine, le coordinateur des négociations israélo-arabes au département d'Etat, Dennis Ross, qui doit se rendre dans plusieurs capitales du Proche-Orient, pour favoriser la reprise des négociations bilatérales mises en route à Madrid en novembre 1991. Les Palestiniens, pour leur part, estiment que la for-

chef de leur délégation à Washing-ton, Haïdar Abdel Chafi, l'a dit, jeudi, à Washingtoa, au terme de la dixième session de pourparlers bila-

En dépit du récent attentat qui a fait quatre morts à Jérusalem-Est (le Monde du 3 juillet), M. Rabin demeure convaince de l'efficacité du bouclage - depuis mars dernier des territoires occupés. Israël n'a jamais prétendu pouvoir éradiquer définitivement le terrorisme, fait-il valoir, mais le nombre d'attentats a beaucoup diminné. Il pense que jamais aucune mesure ne pourra islamistes d'agir, y compris par des opérations suicide pour atteindre leur but : « Le principal axe du terro-risme aujourdhui sont les groupes fondamentalistes... le khomeinisme sans Khomeiny.»

**MOUNA NAIM** 

u LIBYE : Paris va demander de nouvelles sanctions. - Le ministre des affaires étrangères a déclaré au quotidien saoudien Al Hayat que la France demandera un renforcement des sanctions contre la Libve pour son rôle dans l'attentat contre un Boeing de la PanAm (270 morts an mois de décembre 1988) et un DC 10 d'UTA (171 morts en septembre 1989), lorsque la question sera de nouvean examinée, le 15 août prochain, par le Conseil de sécurité de l'ONU. Estimant que Tripoli n'a pas coopéré à l'enquête, Alain Juppé précise que e la France demandera effectivement un accroissement des sanctions (...) si la Libye n'effectue pas d'ici là les

Les dirigeants de la Croatie et

ALTEROT. 2000

# PROCHE-ORIENT

Fin de la visite du premier ministre israélien à Paris

# M. Rabin s'attend à une «attitude plus équilibrée» de la France

Le premier ministre israélien devait clore, samedi 3 juillet, sa visite officielle en France, au cours de laquelle il a notamment été reçu par le président Francois Mitterrand et s'est entretenu avec le premier ministre,

France sied bien aux relations fran-co-israeliennes, et M. Rabin a affirmé n'avoir qu'à se féliciter «d'une bien meilleure compréhension et d'une attitude plus amicales qu'il a trouvées auprès de tous ses interlo-cuteurs, qu'il s'agisse du président de la République ou du gonverne-ment. « J'ai constaté une disponibi-lité à améliorer les relations et la coopération», a déclaré M. Rabin vendredi lors d'un petit déjeuner de vendreu lors d'un pent déjenner de presse. « J'entrevois en conséquence une meilleure ère pour les relations entre les deux pays à tous les niveaux : scientifique, technologique, économique, culturel, voire, peut-être, en maière de défense», a-t-il ajouté. Le ministre de la défense, François Léotard, qu'il a rencontré, devrait se rendre en Israël au début de l'année prochaine.

Finis done les agacements que suscitaient chez M. Rabin les relations personnelles privilégiées entre le ministre des affaires étrangères, Shimon Pérès, et le Parti socialiste souhaitons une même approche, une approche positive», a indiqué le pre-

□ IRAK: confirmation de la condar nation d'un Français à luit aus de prison. – Le Quai d'Orsay a confirmé, vendredi 2 juillet, que Jean-Luc Bar-nère, jeune technicion français détenu en Irak, a été « condamné à huit ans de prison». Un diplomate britannique qui a pu rencontrer M. Barrière, jeudi, dans une prison près de Bagdad, l'a trouvé « en bonne santé ». Bugdad a invité Washington et Lon-dres à faire un ageste humanitaire p pour obtenir la libération de leurs ressortissants détenus en Irak. Il s'agit d'un Américain, Kenneth Beaty,

# **AMÉRIQUES** Les Etats-Unis, «Gulliver» méditatif

II. – Le partage du fardeau



arreage and connot to Charles proa market and that permissis signalification in month is in marchine the principles. I Cros-

discuss the Zagran the departments dut de Signes fort sum: were a Frame de la Marianton & entire of a configuration nu da se Second-Harst. sief in traction. It reights

Chothe or 1 partitionary mar and the late Bosone's agrange l'impinsolore de pe Crouse en Crosse white the Durani Ma the Spinish, Successed may like Francis Boing b. status propingrafie on hill make Serves whichen b AL SAMES CHACLE tionistic the chillippiness. unwas a Constant will par-

也也是 · 查看在下午中

W Bleed Westerder Contrade

property construction with

Survey Time d'éjouter est de l'était ponséquer: portens on ..... 's Grande C.

lignes de tologia, la palarre te Crosne Comment into de Zagreb, c. .. ret ette. eregiphalous : ... -ene Soens Les lairs : 11415. les mêrres quich Trans

dinas prosts and in the con-VISORRE CALIFORNIA LI TIPO htman do MVII en france im chies & des 1, in 11 11 1170 Taggeraum serse of the name and des Musu men . 18 197 die, argumente Mire Boter e Meder dex di mer in bios MOUN GISS! If I'm Ter I ellepartese and other serbit wur merre lin Croates a direction to deciderors and 17

. ÷ k

s equilibrée » de la France

water to be to the or Francis's said and best Property of the second per some from receipt on 5 mar. product and a second The proposition with the PROPERTY OF THE PROPERTY OF were gracer Pennsylvania at MINISTER & LEGIS - NA. 13 ediction rectified to the second countries of PROPERTY OF STREET Mr. Frank Contract Plants a named Price Schoolster the Property Notes Series harms on myseral son ments on many a Martini har first ton Palacinets

that the first statement of the statemen Charles & Spann & Standards. the was important there marine marine 4 and THE ANDRESSES A SECTION ment Supposition of Late THE PERSONS ASSESSED. Anneter Best 解 熱 和推 有 四年 THE R IS SHE BROWN.

Les deigenets in . Tries nen La may et littlatet.

eus depens to in Entert

# e israelien a Paris

mare de Stant chel y market a 12 printers this. tor. William Marie 2 Marie district way to selle man Brack ton un compared our profitors. 10 200 C feige. & seit erfest, afte fall fact marks to contractions, Service and Philipping 47 ---A track to the same a reserve in air  $\theta_{i} \in \Delta_{i}(\mathcal{D}_{i}) \cap \mathcal{D}_{i}(\mathcal{D}_{i})$ Super IV

man amount out to be socretica art App glade व्यक्रमार्थका व्यवस्था ment de la ment ser to The Medicin The state of the s fuger 18 in the 20 

A Comment

and the second

. A. .

 $|\psi(z,b^2)^{k}$ 

Nous terminons eujourd'hui la publication de notre série sur la redéfinition du leadership américain. Amorcé sous l'administration Bush, confirmé evec le président Clinton, le repli diplomatico-militaire des Etats-Unie semble s'accentuer (le Monde du 3 juillet). Peut-on

donc prévoir une diminution du poids politique des Etats-Unis eu sein du monde occidental? Les réponses sont encore incer-WASHINGTON de notre correspondant « Ne vous y trompez pas: naus

allons continuer à exercer notre leadership. » Le secrétaire d'Etat, Werreo Christopher, se voulait déter-miné. Sa mise au point, lin mai, suivait les propos du ouméro trois du département d'Etet, Peter Ter-noff, qui venait d'expliquer que les

«Les Etats-Unis sont prêts à agir de manière décisive pour protéger leurs intérêts n'importe où et à n'importe quel mament », poursuivait M. Christopher, il ejoutait : «Quand cela sera nécessaire, naus agirons unilatéralement [...] Quand une réponse collective sero plus appropriée, nous agirons en mobilisant.

Etets-Unis aveient trop peu de

moyens, et trop à faire sur le plan intérieur, pour contiouer à jouer un

rôle prépondérant sur la scène mon-

Il ne le clame pas, parce qu'il sait que c'est impopulaire, mais M. Clinton consacre beaucoup plus de temps à la politique étrangère que ses iotervections publiques ce le laissent penser.

L'administration n'ignore pas que la défense des intérêts des Etats-Unis leur impose de rester engagés à l'extérieur. Mais jusqu'à quel point? L'exemple de l'Europe est instrucif. Officiellement, la politique est claire : le maintien du lieo transatlantique evec le Vieux Cootinent est essectiel aux Etats-Unis, y compris dens sa composaote militeire; l'OTAN en est l'expression et répond eux besoins de sécurité des Européens. S'il n'y a plus d'URSS à dissurde subsessions de sécurité des dissuader, observe le professeur Samuel Wells, il y a, en revaoche, un nombre croissant de pays à ras-

Moins de troupes en Europe qu'en Asie

Ce soot tous ceux qui, des pays Baltes à l'Europe centrale, viennent de sortir de l'orbite soviétique; ceux-là tienoent par-dessus tout su maiotien d'une présence militaire américaine en Europe, Ils y tiennent d'autent plus que l'Europe de lo CEE vient de faire en Bosoie la preuve éclatante de son incapacité à prévenir puis apaiser, à sa porte, une guerre qui a donné lieu à cer-taines des pires atroeités que le

Vieux Continent ait connues depuis 1945. Pour désigner cette paralysie politique et militaire, les Américains parient d'« eurosclérose».

Jenonne Walker, qui s'occupe aujourd'hui de l'Europe au Conseil national de sécurité, observait déjà il y a deux ans : «Les Européens son soucieux de maintenir le lien [mili-taire] avec Washington, ne serait-ce que contre l'éventuelle réapparition d'une menoce militaire venant de Moscou et pour s'assurer qu'aucune puissance européenne (compreodre : la Russie ou l'Allemagne) ne puisse daminer le continent » (1). Il reste que le "lien", sous sa forme ectuelle, paraît menacé. De 350 000 il n'y 8 pas si longtemps, le combre de soldats américains en Europe doit passer à 100 000. Pierre Leilouche, député RPR et expert en stretégie, souligne toute le portée symbolique de ce chiffre: «Pour la première fois depuis 1945, les farces américaines en Europe vont être infè-rieures à celles qui sant basées en

Officiellement, il o'est pas question de descendre au dessous de ce seuil. A Washington, cependant, des voix de plus en plus nombreuses, et parfois haut placées, s'ioterrogeot sur le maintien d'un tel dispositif militaire. Avant de servir à la Mai-son Blanche, Jenonne Walker écrivait: «Sans emploi évident, les forces américaines dans le plus grand pays d'Eurape, l'Allemagne, pour-roient bien vite passer plus pour des occupants que pour des défenseurs. Cela ne contribuera ni à la stabilité de l'Europe ni aux bonnes relations

entre l'Amérique et les Européens. Plutôt que d'attendre de devoir nous retirer, Washington devroit [...] fixer un calendrier pour le retrait progres-sif d'Europe de tautes les farces de combat américaines terrestres, ne laissant que des unités aériennes et

Au Congrès, le ton est volontiers ou retrait définitif. « Que cela soit justifié ou non, même du seul point de vue écanamique, vaus n'empêcherez pas un congressiste, explique Gregory Flynn, de l'université de Georgetowo, de s'étanner qu'an maintienne des bases en Allemagne quand on en ferme tant oux Etats-Unis ». Uo responseble du département d'État confiait eu Monde: « Qui sait ce que nous ferons vraiment quand, dans un an les troupes russes auront achevé leur retrait d'Allemagne?» Autremeot dit, qui sait si les Etats-Unis ne décideront pas, alors, de réduire encore un peu plus leur dispositif eo

> Un leadership moins impérial

Plus grave, peut-être, au Congrès, et dans uoe boooe partie de l'opinion, on s'interroge ouvertement sur la raison d'être de l'OTAN : à quoi sert-elle si eocun de ses membres, pas plus les Européens que les Américains, o'e jugé que sa mission naturelle d'après-guerre froide était

toujours un taux de chômage relati-vement élevé? Même les Etats-Unis,

qui ont des coûts de travail inférieurs

à ceux de l'Europe, oot du mal à faire baisser leur taux de chômage

au-dessous de 7 %.

ou non, l'ergument, dont oo peut contester la cohèrence, est largement

de s'occuper sérieusement de la

guerre dans l'ex-Yougoslavie? Fondé

La thèse de l'administration est que la disparition pour loogtemps d'uoe mensee militaire sérieuse que le fut celle de l'URSS lui permet de se «désengager» tour en mainteoant l'influence des Etats-Unis. Celle-ci ne se mesurera plus seulement à l'aune de leur puissa militaire. Elle dépendra largement du poids économique et culturel de l'Amérique : dans le premier domaine, les Etats-Unis peuveot se targuer de perspectives de croissance plus fortes que celles de l'Europe; quant à la culture populaire américaine, la bonne comme la mauvaise, elle n'a jamais paru oussi conqué-

« Nous allans continuer à exercer notre leadership ». répète M. Christopher, Sans doute, mais l'exemple de l'Europe, le encore, iodique qu'une nouvelle ère commence. La disparitioo de l'URSS va naturellemeot engendrer de nouvelles relatioos entre alliés occidentaux. A le stratégie du repli américaio correspood un leadership américain moins impérial. Le doure sur la présence américaine eo Europe ne peut que renforcer cette évolution. Amenés é preodre une part plus grande dans l'organisation de leur défeose, les alliés européens devraient prendre aussi une part plus grande dans les décisions. Les Etats-Unis se retrouvent devant le « dilemme » suivant, écrit Pierre Lellouche : « Comment

rester le patron, tout en se retirant?» (2).

Autrement dit, peuveni-ils exercer la même influence, peser du même poids politique, entraioer une décision de façon aussi détermioente evec 100 000 hommes en Europe qu'avec 350 000? Et evec moins de 100 000 bommes, peut-on imaginer que le commendent en chef des forces alliées eo Europe reste automatiquement un géoéral américain Questions éminemment politiques. Leur donnant une «répoose de Normand». George Bush disair que les Etats-Uois enteodaient doréosvant – c'est-à-dire après la guerre froide – èrre, dans leurs relations avec leurs alliès, à la fois « partenaires et lea der ». Est-ce possible?

L'administration Clinton a une expressioo similaire. Elle parle de la oécessité pour les Etats-Unis d'agir de plus en plus souvent dans un cadre « multilatéral ». Quelle que soit la formule, celle de M. Bush ou celle de M. Clinton, il s'agit de «leadership partagé». Dans sa versioo activiste, cele donne l'opération «Tempète du désert», les Etats-Unis entrainant des alliés consentants (et cootributeurs des fonds); dens sa versioo profil bas, cela donne Warreo Chrisiopher se raogeant aux argumeots des Europeens pour eoterrer toute option militaire en

**ALAIN FRACHON** 

(t) Foreign Policy, &t 1991. (2) Foreign Affairs, printemps 1993. FIN

## Un entretien avec Bill Clinton

Même lorsque la croissaoce reprend, les pays occidentaux et le Jepon ont de plus en plus de difficultés à relancer l'emploi.

- Vous espérez donc que Tokyo augmantera las chances de conclure l'Uruguay Round d'icl à la fin de l'année. Cela veut-il dira que vous pensez qu'un écheo dans ce domaine ébranlerait

- Il y a bien d'autres pays que ceux du G7 impliqués dans l'Uruguay Round. C'est un des points sur lesquels le premier ministre Balladur lesquels le premier ministre Balladur a insisté lorsqu'il est venu me voir. Mais je crois que ootre rôle est de donoer l'exemple. Je sais que e'est difficile à faire quand on est en période de difficultés économiques, quand vous svez vous-même des difficultés. A un degré ou un eutre, nous avons tous quelques problèmes politiques à l'intérieur. Je o'en pense pas moins qu'il est très important de changer l'état d'esprit au sein des pays du G7.

» Oui, cous evons des difficultés économiques. Nous evous aussi le pouvoir d'eo sortir si oous avons le courage de changer, notamment en libéralisant davantage les échanges commercieux de maoiére à susciter uoe croissance globale. Il sera diffielle eux pays les plus riches de se développer si ceux qui sont en des-sous d'eux ne deviennent pas à leur tour plus riches de manière à pou-

voir acheter nos produits. \* Aussi je crois très fort que nous engageant avec beaucoup plus de vigueur en feveur de la conclusion de l'Urugnay Round. C'est beaucoup un problème d'état d'esprit. Quand vous avez des difficultés, le pire que vous puissiez faire, e'est de vous replier sur vous-même.

Français, qui ont décidé de ne rien faire concernant le GATT tent que les Etats-Unis n'auront pas levé les sanctions qu'ils viennent de prendre contre les exportateurs d'acier européen? Que répondezpour que les Etats-Unis acceptent le principe d'un mécanisme multi-latéral de réglement des conflits.

rentes. D'abord, la procédure qui e été suivie dans l'affaire de l'acier a été cotamée après beaucoup de consultations qui ont, pour la plu-part, eu lieu alors que je n'étais pas encore président. C'est une procédure qui suit la législation américaine et qui est clairement en conformité svec le GATT. Si l'on pense que les Etats-Unis se soot trompés sur les faits, alors on peut discuter des faits. Meis il n'y e rien d'incorrect dans notre législation, qui o'est pas diffé-reote de celle de beaucoup d'autres pays qui font partie du système commercial mondial.

» Quant eu mécanisme de règle-

ment des conflits commerciaux, je

n'ai rien contre la eréatioo d'uo mécanisme multilatéral pour faire appliquer les accords. Cependant, le GATT eovisage très elairement que chaque pays signataire, y compris la France, doit avoir le droit d'agir pour défendre ses intérêts eu cas où le mécanisme ioternational s'effoodrerait. Si on n'arrive pas à résoudre un cooflit - daos un cadre multilatéral - le système international doit céder le pas. Toute notre section 301 fle dispositif qui permet oux Etats-Unis d'agir unitatéralement lorsque leurs industriels s'estiment confrontes à une cancurrence étrangère délayale (NDLR) oe fait que nous donoer la possibilité, en demier

recours, d'egir unilatéralement en cas de carence du système international. »Si la France sonhaite proposer, dans le cadre du GATT, un système qui impose d'abord de chercher à régler un conflit dans un cadre plus multilatéral, avant qu'un pays ait le droit d'egir de son propre chef, je serais plus que disposé à en disculer. - Personna n'ast vraimant satisfait de la formule du G7. Que souhaiteriez-vous changer? - Il devrait y avoir assez de temps

» C'est de cela qu'il faut parler. On devrait être capable de parler fran-chement des problèmes politiques et économiques que l'oo rencontre pour conclure le GATT. Plutôt que de débattre des termes spécifiques d'un communiqué, il est plus important



our une discussion sérieuse entre les dirigeants, sans qu'on soit gêné par toutes sortes de procédures bureau-cratiques, une discussion sérieuse sur les grands problèmes. Qu'est-ce qu'on peut faire face à l'incapacité des pays riches à créer des emplois? Qu'est-ce qu'oo peut faire pour créer des emplois?

» Prenez le cas de la France, par exemple. Commeot expliquez-vous que la France, qui è la fin des années 80 avait un des plus forts taux de productivité eo Europe, coonaisse de savoir si on sort du sommet evec un engagement à faire quelque chose, à agir, à bouger.

- Vous dites, parlant des dirigeants du G7, que votre mission est de donner l'exemple. Pour-tant, il y e des doutes quant à la volonté des Etats-Unis d'axercer leur « leaderstep » dans leurs rela-tiona ausai bien avec la Japon qu'avec les Européens.

- Je ne suis pas d'accord. Voilà des aonées que les autres pays demandeot une seule chose aux

Etats-Unis, sur le plan intérieur : la réduction de notre déficit budgétaire, déficit dont l'ampieur a créé un dés-équilibre significatif dans les relations économiques globales. C'est ce que nous farsoos et e'est douloureux parce que nous le faisons en une période économique douloureuse. Ce n'est pas facile mais nous le faisons

» Deuxièmemeot, la plus grande crise à laquelle nous ayons eu à faire face depuis que je suis présideot a été, me semble-t-il, les interrogations sur l'avenir de la démocratie eo Russie. Quand il a été clair que la démo-cratie connaissait des difficultés làbas, du fsit de ce qui arrivait au président Eltsine, je lui ai eussitos apporté mon soutien. Las appeie tou les dirigeants du G7, et d'autres, et je leur ei demandé de souteoir le président Eltsine. Nous l'avons tous fait. Et je peose que ce n'est pas étranger à la suite des événements en Russie. C'était le premier problème importent auquel nous étions confrootés et je pense que nous nous eo sommes très bien sortis.

» Maintenant, le seul point de désaccord entre nous - États Unis et Européens, - c'est que nous ne oous sommes pas entendus entièrement sur la manière de traiter la Bosnie. Même si nous avons en fait accompli beaucoup de travail ensemble. Les Etats-Unis ont dépensé près de 300 millions de dollars d'assistance humanitaire à la Bosnie. Nous avons appliqué sanctions et embargos è l'encontre de la Serbie et préconisé des mesures plus dures encore. Nous pensons, et les Allemands pensent comme nous, que l'embargo sur les armes à destination de la Bosnie doit être levé. La France, la Grande-Bretagne el la Russie ne sont pas d'accord. Je peux le comprendre. Cela oe veut pas dire, pour autant, que nous ne puissions pas agir ensemble. Nous ne pouvous pas nous entendre sur tout. Ce o'est pas une raison pour abandonner l'Alliance, ebandonner OTAN, abandonner le G7.»

Propos recueillis par

#### Fermeture de plus de deux cents installations militaires sur le sol américain et à l'étranger

Le président Bill Clinton a entériné, vendredi 2 juillet, le plan d'une commission indépendante prévoyant la fermeture de 129 installations militaires aux Etats-Unis et la réorganisation de 46 autres. Ces mesures devraient permettre d'économiser quelque 2,3 milliards de dollars d'ici l'an 2000. Parmi les di tallations qui vont être fermées figurent les chantiers navals de Charleston, en Caroline du sud, et de Mare Island, en Californie, l'un des Etats les plus touchés par ce plan.

Par eilleurs, le Pentagone a annoncé que 92 installations militaires américaines à l'étranger, pour la plupart en Allemagne, seraient fermées (comme celles de la trouée de Fulda) ou verraient leurs activités réduites (à la base aérience de Bit-burg, ootammeot). Ces décisions affecteroot 24 000 militaires et 600 civils eméricains ainsi que 8 000 employés locaux. D'autres mesures doivent être prises pour ne laisser en Europe que 100 000 mili-teires américains d'ici septembre 1996, conformément eu souhait de M. Clinton. - (AFP. AP.)

□ Une femme nommée secrétaire à l'armée de l'air. - Le président Bill Clinton a annoncé, vendredi 2 juillet, le comination comme secrétaire à l'armée de l'eir de Sheila Widnall. Si le Sénat entérine sa nomination elle deviendra la première femme diriger une des trois ermes de l'ar-mée américaine. M= Widnall, âgée de cinquante-quatre ans, est profes-seur d'aéroneutique eu Massachu-Propos recueillis par setts Institute of Technology

ALAIN FRACHON (MIT). - (AFP.)

## Au-dessus des polémiques du moment

de notre correspondent

Le ton était serein, confiant. Accordant, à la veille de son départ pour le G7 de Tokyo, un entretien à sept journaux étrangers (1), le président Bill Clinton s'est voulu, vendredi 2 juillet, au-dessus des polémiques du moment.

Si son secrétaire au Trésor, Lloyd Bentsen, accuse les Européens d'être le principal obstacle à conclusion d'un accord eu GATT, M. Clinton, lui, n'eccuse personne. Il ne se départit jamais d'une extrême courtoisie pour parler des alliés des Etats-Unis, ces partenaires européens et japonais, avec lesquels les sujets de conflits se sont, demièrement, accumulés.

I n'a pas un mot vraiment critique pour la France, qui entend boycotter le dossier du GATT tant que les Etats-Unis ne l'everont pas prandre à l'encontre des exportateurs d'acier européen. Mais il ne laisse pas une soule fois entendra que les sanctions pourraient être

Professoral, toujours à l'aise pour débattre de l'économie, son sujet de prédilection, M. Clinton n'incrimine personne, sinon les difficultés de l'heure, qui, dit-il, rendent les uns et les eutres trop timides face aux changements nécessaires pour sortir de la crise. Sa cote de popularité est plus que médiocre, mais sans doute supéneure à celle de la plupart de ses interlocuteurs de Tokyo. Confortablement assis dans le salon ovale de la Maison Blanche, il répond longuement à toutes les questions économiques, et plus rapidement à

celles qui ont trait à la politique. Il a une obsession : l'emploi. A plusieurs reprises, il martèle la occidentaux ne créent-ils plue d'emplois? Il a un souci prioritaire,

la relance de la croissance, et une conviction : la relance de la croissance et de l'emploi passe par la libéralisation des échanges. Les deux tiers des demières créations d'emploia eux Etats-Unis, dit-il, l'ont été dans les eccteurs qui exportent vers l'Europe et le Japon. Il ne le dit pas brutalement - ce n'est pas le style Clinton mais I le laisse clairement entendre tout au long de l'entretien : il jugera le résultat du G7 à l'aune de ce que le sommet aura ou accomplir pour faire evancer le GATT.

(1) Corriere della Sera, Financial Times, Frankfurter Allgeimene Zeitung, Globe and Mail, International Herald Tribune, Yomiuri Shimbun et le Dans Le Monde diplomatique de juillet

## Partager les richesses ou partager la misère

Récession, chômage, ettaquee contre le système de protection sociale, racisme contre les immigréa, l'Europe de l'Ouest envisage désormais eon evenir evec engoisse. Le Monde diplomatique de juillet examine les diverses facettse de le crise. Jacques Decomoy met en lumière le piège des délocalisations, et Serge Halimi analyse le démantèlement des ecquis sociaux : Alain Bihr défend une stratégie de réduction radicale du temps de traveil ; Christian de Bria traite des nouvelles dispositions contre l'immigratin en Europe, et Brigitte Pet-

D'autre part, on trouvers dane ce numéro un ensemble d'enticles sur les opérations de « pscification » menées par l'Occident, de

racisme en Allemagne.

zold du développement du

« Tempête du désert » à « Rendre l'espoir ». Michel Choseudovsky dénonce les plans économiques qui ont contribué à ruiner le Somelie et è eccélérer l'effondrement de cet Etat, Philippa Leymarie e'interroge sur les embitions de Weehington sur le continent africain, et Alain Gresh enalyse l'alliance sans faille entre les Etats-Unie et Israel. Ignacio Ramonet réfléchit sur l'« autorité perdue » de l'ONU, tandis que Monique Chemillier-Gendreau montre que l'organisation mondiele aurait pu dénouer la crise du Golfe en 1990 si elle avait eppliqué sa charte.

Egalement dans ce numéro : La Tunisie dans le grand jeu du libéralisme (Larbi Chouikha et Karnel Labidi) ; Bientôt l'Etat de droit au Guetemale ? (Benoît Guillou); CEE : La société sacrifiée au libre-

échenge (Barnerd Cassen) : Espagne : la Galice ne croît plus eux miraclea (Margarita Rivière) : Itelie : le geation embigue d'un Etat normalisé (François Vitrani); Les aecrete mefieux sur les eiles de la littérature (Giorgio Longo) ; Dérive autoritaire en Croatie et en Serbie (Catherine Lutard) L'Australie inscrit eon deetin en Asie pacifique (David Camrou): Du bon usage de l'« écotexe » (Sadek Boussana et Patrick Criqui); Le souheiteble adieu au nucléaire (Martine Deguilleume); Sevents russes à la dérive (Jaurès A. Medvedev); Hindouisme et islam: les films indiene héritiers de deux traditions (Vijey Singh).

> En vente chez votre mer-

chand de journeux, 20 F.

M. Battatic

## **AMERIQUES**

## Le général Cédras accepte le plan de l'ONU visant à restaurer la démocratie

La délégation du général Raoul Cédras, commandent en chef des forces armées haïtiennes, a jugé « acceptables », is 2 juillet, les propositions faites par Dante Caputo, is médiateur des Nations unies et de l'Organisation des Etats américains (OEA). Ce plan vise à permettre le retour du président Jean-Bertrand Aristide an Haiti et à restaurer la démocratie

#### **NEW-YORK**

de notre correspondant

Auteur du coup d'Etat de sep-tembre 1991 qui avait contraint le Père Aristide à l'exil, le général Cédras a finalement donné son accord à l'issue de cinq jours de discussions à Gnvernors's Island, dans la baie de New-York, où les deux hommes ont négocié par l'in-termédiaire du diplomate argentin, sans jamais se rencontrer en tête-àtête. Vendredi en fin de soirée, le president Aristide n'avait toujours pas dnnoé sou avai an « plan

Celui-ci prévoit d'abord la nomination d'un premier ministre par le président de la République, l'orga-

Parlement (en vue notamment de faire adopter les lois nécessaires à la transition) et la ratification par le Parlement de la nomination du premier ministre. Ce plan comprend aussi l'amnistie des pnt-schistes, la nomination d'un nouvean commandant en chef des forces de police (en remplacement de l'actuel titulaire, Joseph-Michel Françoia), la création d'une nouvelle force de police (civile et non plus para-militaire), et la nomina-tion d'un nouveau commandant en chef des forces armées, en rempla-cement du général Cédras, qui a accepté de démissionner.

## d'« humiliation »

Enfin, ce document fixe an 30 octobre an plus tard le retour en Haïti du président Aristide et prévnit, à partir de ce retour, la suspension des sanctions de l'ONU en vigueur depuis le 23 juin (embargo sur le pétrole et sur les armes à destination de Haîti notamment) et de celles de l'OEA, adoptées précédemment. La mise en œuvre d'une coopération internationale comportant une assistance technique et financière au développement est aussi stipulée.

Serge Charles, le porte-parole du général Cédras, s indiqué que

taient à régler. Le plus important d'entre eux concerne la date exacte du retour du Père Aristide à Portau-Prince. Dans un premier temps, la délégation des militaires haftiens avait proposé le 16 décembre, date anniversaire des électinns de décembre 1990, qui avaient porté le Père Aristide au pouvoir.

De son côté, le président haîtien vnulait rentrer dans son pays la 15 août, «voire des le mois de juillet », selon un négociateur. La date de fin octobre finalement retenne devrait notamment permettre de mettre en place les conditions de sécurité permettant le retour dn

L'un des derniers obtacles à ever proviendrait de la volonté du Père Aristide d'attendre le départ da général Cédras, qu'il souhaite imminent, pour nommer un nnuveau premier ministre à Haîti. Celui-ci pourrait être Robert Malval, un homme d'affaires proche du président

Le Père Arisitide a fait savoir qu'il ne voulait pas serrer la main de celui qui l'avait destitué, même pour signer le texte de l'accord. De leur côté, les militaires ont prévenu qu'ils acceptaient de perdre la par-tie, mais pas d'être «humiliés».

SERGE MARTI

## AFRIQUE

SOMALIE: nouvelle embuscade à Mogadiscio

## Mohamed Farah Aïdid est accusé d'être responsable de la mort de trois « casques bleus » italiens

correspondance

Nous avons tit surpris. C'est la e Nous avons ele surpris. C est la première fois en six mois que nous rencontrons une résistance pareille », dira la porte-parole des «casques bleus » italiens, le colonel Giovami Fansini, après un accrochage, vendredi 2 juillet, avec des miliciens somaliens qui a fait trois morts et vingt et un blessés dans les rapes de ses competriotes. Mais morts et vingt et un blessés dans les rangs de ses compatriotes. Mais c'est aussi la première fois que les soldats transaipins (2 400 frommes cantonnés depuis décembre 1992 à Mogadiscin) menaient une npéra-tion de désarmement, au sud, dans un quartier favorable au général Aïdid.

Pris à partie par une foule hos-tile, les Italiens se sont désengagés, sur ordre de leur commandant, le général Bruno Loi, qui « ne voulait pas ajouter de l'huile sur le feu». C'est à ce moment-là qu'ils ont été pris sons le fen de francs-tireurs, armés de fusils-mitrailleurs et de Somation a été tué dans la fusiliade et une vingtaine d'autres blessés. An fur et à mesure du désarmement conduit par les forces des Nations unies dans le sud de Mogadiscio, le fiel du général Mohamed Farah Aldid, le bilan des pertes parmi les soldats de l'ONU s'alourdit. En moins d'une semaine, cinq « casques bleus », trois Italiens, le 2 juillet, et deux

L'Afrique du Sud

Le premier article de cette réso-

lutinn stipule que e le Forum (...) consirme la date du 27 avril 1994

comme étant celle des élections». Six mains, dont celles des représen-tants du Parti conservateur (CP) et

du mouvement Inkatha de Mango-suthu Buthelezi, se sont levées con-

tre. Dix-neuf autres ont voté pour, dant celles de l'ANC, du Parti

national au pouvoir et du gouver-nement. Après avoir constaté que le Forum, conformément à la pro-cédum définie pour superionner le

vote des résolutions, venuit de

manifester ce e consensus suffi-sant », le président de séance, sous

les applaudissements des délégués

et de nombreux journalistes, s déciaré la résolution adoptée.

Aussitôt, les délégués du CP et de l'Inkatha contestaient cette déci-

le consensus remarqué par le prési-dent. Un bref débat sémantique

s'angagesit alors pour définir les

limites de la notion de consensus, maia le président suspendait la

séance pour permettre aux délégués

de dejeuner. Lorsqu'une beure et

demie plus tard, ces derniers repre-naient teur place, le CP et l'Inkhata annonçaient qu'ils quittaient la salle. Au cours d'une conférence de

presse, quelques instants plus tard, les représentants du Parti conserva-

teur devaient préciser qu'ils allaient discuter avec la direction

de leur formation avant de décider si leur sortie était définitive, Quant

aux délégués de l'Inkatha, ils décia-

raient dans les couloirs que leur geste était une manifestation de

protestation qui n'avait pas valeur de retrait.

Des principes

contraignants

Ni le gouvernement, en la per-sunne du ministre du développe-ment constitutionnel, Roelf Meyer, ni l'ANC, par la bouche de Cyril

Ramaphosa, n'ont caché leur bon-heur. e Nous sorions de cette shance avec un profond sentiment de satis-faction », a déclaré ce dernier, à la fin de la journée, laissant entendre

que cette heureuse issue aurait de rapides conséquences sur la levée

des sanctions qui pesent encore sur l'Afrique du Sud. Quant à

M. Meyer, il o'a pas écarté la pos-sibilité que les élections aient lieu

plus tôt que prévu, e si des progrès suffisants étaient faits ». Uo opti-

misme qui contrastait avec les pru-dences de la veille, lorsque, malgré les sources «bien informées» asso-

rant que le résultat était à portée

de main, chacun redoutait une

Le Congrès natinnal africain oura tout fait pour parvenir à ce succès. Sous la pression du gouver-nement, il a d'abord admis le prin-

cipe d'un partage du pouvoir pour

une durée de cinq ans; sous celle de l'Inkatha, il a ensuite concédé

celui d'une Constitution intéri-

maire, qui, aégociée par les partis politiques, aura force de loi jusqu'à la promulgation de celle qu'élabo-rera la future Assemblée consti-

manyaise surprise.

n, arguant n'avnir pas constaté

prend date

Salte de la première page

Pakistanais, le 28 juin, out trouvé la mort au cours d'une opération de désarmement. Le général Aïdid veut faire payer cher à l'ONU la démilitarisation de son mouvement, d'où il tire l'essentiel de son infinence en Somalie. Apparem-ment, les soldats italiens se sont fait pièger, vendredi, de la même façon que les «casques bleua» pakistanais lors de la merie du in (vinst-quatre morts) et que les militaires marocains deux semaines plus tard (cinq tués). Les «casques bleus» se trouvent bruscasques bleus » se trouvent brusquement face à une fouls hostile, qui sondain s'écarte pour laisser le champ libre à des francs-tireurs. Les soldats de l'ONU hésitent à riposter, gênés par la présence des civils, qui, selon le porte-parole militaire de l'Opération des Nations unies en Somalia (ONU-sorvent de « houeliers SOM II), servent de «boucliers humains» aux miliciens du général

La nonvelle a suscité une vive émotion en Italie et va sans doute déclencher un débat sur l'utilité de la présence de soldats transalpins à Mosadiscio, an sein des forces de l'ONUSOM, dont les méthodes sont e trop prussiennes », selon le chef de la diplomatie italienne, Beniamino Andreatta. A Rome, le souvernement a réaffirmé le main-tien de ses soldats en Somalie, en demandant toutefois une représen-tation italienne an sein de l'étatmajor de l'ONUSOM, jusqu'à pré-sent dominé par les Américains. A l'origine de cette demande, il faut peat-être chercher des divergences peut-être chercher des divergences sur la façon de ramener la paix en Somalie. L'ambassadeur italien en Somalie, Enrico Augelli, avait tenté une médiation de dernière minute entre l'ONUSOM et le général Aldid avant le début de l'assant contre le QG du général somalien, le 12 juin dernier. Mais il s'était vu opposer une polie fin de noa-re-cevoir par l'amiral américain Jona-than Howe, représentant spécial du secrétaire général des Nations unies en Somalie. Les Italiens sou-haitent ménager Mohamed Farah Aïdid, estimant qu'aucun règle-ment du conflit o'aura lieu sans ment du contit de sans mei sans hi, alors que les Américains semblent décidés à l'élimioer de la scène politique, en espérant que son clan se choisisse un autre chef.

JEAN HÉLÈNE

n ALGERIE : allègement du couvre-fen. - En vigneur, depuis le 5 décembre 1992, dans sept départements du centre dn pays et étenda à trois autres, le 5 juin dernier, le couvre-feu sera allégé, à compter du dimanche 4 juillet. Il sera raccourci de deux heures el désormais appliqué de 23 h 30 à 4 heures locales, vient d'annonce le ministère de l'intérieur, — (AFP.)

formule

#### CAMBODGE

Le gouvernement a prêté serment

Le nouveau gouvernement intérimaire cambodglen e prêté ser-ment, vendredi 2 juillet, lors d'une cérémonie au palaia royal de Phnom-Penh. Le cabinet de coalitinn dirigers le pays durant trois mois, le temps qu'une Constitution soit rédigée par l'Assemblée élue fin mai. Il a sussitôt publié troia décrets visant à maintenir l'ordre. turea administrativae rivales du pays, à l'exception de celles des Khmers rouges, nm été piecéee sous l'autorité du nouveau cabinet.

La printité du gouvernement sera de relencer une économie en faillite: 30 millions de dollars sont requia d'urgence pour payer les salairea dea fonctinnneires militaires et civils. Une récente conférence internationale a est terminée sur une promesse d'aide de 880 millions de dollars; mais seuls 150 millions ont déjà été débloqués. Le gouvernement a dit vouloir relancer en priorité la production de riz. en réparant les systèmes d'irrigation du pays. - (Reuter.)

de la banque centrale

a confirmé, le vendredi 2 juillet, des rumeurs qui circulaient depuis quelques jours à Pékin : le gouverneur da la banque centrale, Li Guixian, a été démis de ses fonctions. Il devrait être remplacé par le vice-premier ministre chargé de l'éconnmie, Zhu Rongji. Agé de soixante-quatre ans, M. Zhu est le numéro deux du gouvernemant darrière Li Peng qui, cardiaque, n'exarce plua depuis qualquas semainas la totalité de ses fonc-

tégé de Li Peng, est lié à l'actuelle surchauffe d'une économie dont la troubles qui devaient aboutir, en 1989, à la répression du eprintemps de Pékin » étaient nés, en particulier, d'un mécontentement provoqué par la vie chère. - (UPI.)

□ Manifestations d'étudiants et d'enseignants à Xian. - De 1 000 à 2 000 étudiants et enseignants de l'université d'électricité de Xian, capitale du Shaanxi, dans le centre-nord de la Chine, out manifesté à la mi-min leur opposition à la contraction d'une route près de leur campus, ont reconnu, vendredi 2 juillet, Le différend s'est résolu oprès une intervention des autorités centrales. Ce mouvement est le premier d'une certaine ampleur à survenir sur un campos depuis le «printemps de Pékin, » en 1989. - (AFP.)

## CUBA

Trois morts lors d'une tentative de sortie du pays

Trois personnes ont été tuées et plusieurs blessées dans la nuit du eudi 1- au vendredi 2 juillet près de La Havane, lors de l'Interception par la garda côtibre cubaine d'une vedette américaine venue récupérer des Cubains pour les transférer aux Etats-Unis. Selon l'agence officielle AlN. l'un des hommes blessés a indiqué qu'il se nommait Ricky Robert Hoddynott, résidait à Cayo-Huaso (Florida), et qu'il devait racevoir eune importante somme d'argent pour chaque porsonna conduite en territoire américain». L'équipage de la vedatte Midnight Express avait l'intention de transférer aux Etats-Unis un groupe de personnes qui attendaient le beter Cojimar, localitá située à la périphérie est de La Havane.

Par ailleurs, un communiqué officiel cubain e annoncé vendredi soir l'arrestation de quatre personnes d'origine cubaine résident aux Etats-Unis. Ces personnes, capturées au nord de La Havane, e'epprétaient elles aussi à aider des Cubeins à gagner illégalement les Etats-Unis, selon les autorités. - (AFP.)

## MOZAMBIQUE

Le président Chissano ne craint pas une dérive à l'angolaise

Le apectre d'une situation à l'angolaise ne hante pes les dirigeants mozambicains, affirme le président Josquim Chissano qui considère qu'un consensua pour le paix existe dans son pays : «En signant les accords de paix, la RENAMO n dit non à la guerra, la gouvernament dit non à la guerre et le peuple dit non à la guerre, il n'y a donc pas à craindre que ce qui s'est passé en Angola se reproduise au Mozambique. » M. Chiasano considère que tous les pertis politiques se sont engagés à «respecter » les résultats de futures

Avant de guitter Paris, samedi 3 juillet, au terme d'une visite officiella de quarante-huit heuree, le chef de l'Etat mozambicain a tanu à remercier les autorités françaises pour le anutien qu'alles nnt coura de son séjnur à Parla, M. Chiasann, après nynir été notamment reçu par François Mitterrand et Edouard Balladur, a éga lement rencontré le directeur géné-ral de l'UNESCO, Federico Mayor, qui lui a promis de soutenir la campagne « Culture de paix » que le gouvernement vient de lancer au

## NIGÉRIA

Les militaires divisent l'opposition

Le gouvernement militaire a marqué un point, vandredi 2 juillet, en ralliant à son projet de nouvelle élection présidentielle de grands noms des familles royales du pays ainsi que la parti de la Convention républicaine nationale (NRC) de Bachir Otman Tofa, un des deux candidats au acrutin qui vient d'être annulé. La NRC a en effet mis fin aux contacts au plus haur nivesu qui ont eu lieu cetta semaine entre ses dirigeants et ceux du Perti social-démocrate (SDP) de Moshood Abiola - vainqueur de l'élection annulée - pour élaborer une position com face à la crisa politique.

Le gauvamement militaire aussitôt annoncé un eremaniement de toutes les lois électorales » et l'octroi des plaina pouvoirs à la Cour suprême, qui sera seule habilitée désormeis à se prononcer sur les recours en justice concernant l'élection présidentielle. - (AFP.)

DANS NOTRE PROCHAIN NUMER

Ú

tuante; il a enfin accepté que la Constitution définitive soit liée per des principes contraignants – parmi lesquels figurent de furts pouvoirs réginnaux – préalable-ment définis par les négociateurs, et non par les étus du suffrage uni-versel.

Autant de concessions qui soot loin de faire l'unenimité dans ses rangs. Si l'ANC y a néanmoins consenti, c'est qu'il estimais qu'à la seconde même où elle serait fixée, date da l'élection oe pourrait aurait pour effet de sensiblement modifier le jeu politique. Durant quelques mnis, les amis de Mandela devront certes encore compter avec la logique d'une négociation où chaque parti, quelle que soit soo influence véritable, pèse le même poids. Mais ils ne dontent pas que bientôt, lorsque les électeurs auront remis chaque formation à sa place, ils seront en bien meilleure position pour agir sur les événements.

#### La souplesse de l'ANC

Avec une souplesse remarquable et au prix de quelques entorses à ses principes, l'ANC a réussi à mettre tout le monde au pied de mur, ôtant à chacun ses derniers prétextes pour continuer à refuser a sanction du vote. Seule l'extrême droite n'a pu être satisfaite, mais ses revendications qui, sous cou-vert d'autodétermination du «peuple afrikanera, équivalent à recréer un Etat gouverne par la loi de la minorité, étaient, il est vrai, peu

Dès le lundi, les commissions mises en place pour délimiter les ponvnirs des futures régions et esquisser la Constitution intérimaire devaient se réunir à unu-veau. L'Inkatha a déjà annoncé qu'en dépit de son monvement d'humeur elle reviendra à la table des négociations dans deux semaines, lorsque les travaux des commissions y seront évoqués, « Nous allons soigneusement exami-ner chaque clause», a prévenu l'un de ses dirigeants, reconnaissant implicitement que sun parti ne pouvait pes se permettre de dédai-gner l'assemblée où se joue l'avenir

L'extrême droite fait face eux mêmes contraintes, mais ses e qu'elle sera de choisir entre l'activisme de sa composante néonazie – celle qui, la semaine der-nière, sous la direction du Mouvoment de résistance afrikaner (AWB) a mené l'asssaut contre le World Trade Centre - et le réalisme relatif de son aile « politique » qu'incarment, ootamment, Parti conservateur et le général Constand Viljoen, chef du Front du peuple afrikaner (AVF). Quelle que soit sa décision, elle ne paraît plus être en mesure de peser sur un processus qui a pris vendredi une direction irrévocable.

GEORGES MARION

## ASIE

## THAILANDE

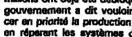
Bangkok est-elle me ville de prostitution?

Le gouvernement de la That lande vient de s'élever contre une qualification relative à la capitale du paya insérée dans le Dictionnaire de Langue et de Cultura anglaises publié à Lon-dres par Lungman. Dans la demiàre édition de cet ouvrage, il est écrit que cette ville eat. « souvent citée comme un lieu où exercent de nombreuses prostituées ».

La meison ainal mise en cause n décleré vendredi 2 juillet que les définitions de ses dictionnaires en esselent pas de refléter la réalité tella que l'on voudrait qu'elle soit mais telle qu'elle est ». Chaque définition, a-t-elle précisé, est vérifiée par lea avocats de Longmen avant publication. -

□ JAPON : l'opposition rejette toute coalition avec le PLD. - Sept chefs de parti japonaia ont déjà rejeté toute coalition avec le Parti libéral démocrate (PLD, conservateur, au pouvoir depuis 1955) après les législatives qui doivent avoir lieu le 18 juillet. En réponse à une telle offre, implicitement formulée vendredi 2 juillet par le premier ministre anrtant Miyazawa, le parti socialiste, principa formation d'opposition, le Parti socialiste démneratique et la Komeito (centristes) ainsi que le Parti communiste ont refusé. Trois autres firmations - deux groupes syant fait dissidence il y a peu du PLD (le Parti pionnier et le Parti de la renaissance) ainsi que le Nouveau Parti du Japon, créé en 1992, aussi par un ancien da PLD - avaient par avance annoncé leur refus d'une telle coalition. - (Reuter.)

D PAKISTAN : l'armée souhaite des élections anticipées, - Les forces armées pakistana ises, jusque-là demeurées neutres da conflit entre le président Ishaq Khan et Nawaz Sharif, chef du gouvernement, font pression sur le premier ministre afin qu'il accepte des élections anticipées, a appris l'Agence France Presse, samedi 3 juillet. Les chefs de corps d'armée, qui se sont réunis jeudi près d'Islamabad, souhaiteraient qu'un tel scrutin soit organisé par un gouvernement intérimaire dirigé par M. Sharif. Le gouvernement conditionnerait son acceptation de la formule au départ de M. Khan et à la mise en place de gouvernements neutres dans les quatre provinces du pays.

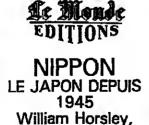


Renvoi du gouverneur L'agence officielle Chine nouvelle

Le renvoi de Li Guixian, un procroissance e été proche de 13 % en 1992. En mai, l'inflation dans les villes a approché les 20 %. Les

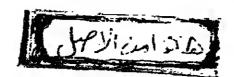


25 années d'expérience R.-M. LEROY. Éduicus - 200, sv. én Maine, 75014 Paris. M° Alésia - Tél.: 45-46-57-40.



Roger Buckley EN VENTE EN LIBRAIRIE

At Monde L'ÉCONOMIE



embascade à Mogadiscio

## accusé d'être responsable casques bleus » italiens

per die Manespielanene M. sie Chara es das n benferen Ourent per, he sous de de ingresse d'und charan parti, giadic malagence adesaphie, production to the property of the production of prince on according to proposeed things bytel

## TANC

Considerate and state & the many to greet the responses to the contract of t und gur 'ut for de in dan E suk erds, gelu e gener der steiner in Leinermer von vereie-

inner dias deut med in this feet day THE PARTY OF THE P to the second state of

The effective services BELLEVILLE BELLEVILLE B. S. Married Constraint of 15 THE STREET, 15 Marie M. M. Marie Marie de Provincia Marie de Provi e a meria

Afdid, estimant qu

#### THAILANDE

Bangkok estelle de prostitutiva.

dres per Longman Tire t derniete editier is if DUVINGE, I ASS OUT TO THE eilig est esp..... : # comme un heu ou sierre a manufactures pros (unt)

Le meison amt mir f CPURS & dec'are .c. 175 2 pullet gue les au part part le ass detionnaires e " osrzes" pes de refiérer la 165 té télé que l'on vouces : r. r est mans talle qu'elle est » Chank difference, artiste promis de vertide par les avoitts if Longman avant (c) -----

to JAPON: Popperation of the tests of participation area to PLO. - to the the first of the participation of the tests of t rapelé toute constant interni démocrate teur, au penua & une telle uitre im aten formulee sendress zawa, le parti sa In malactic designation of Romeits scentistes groupes syant fact and the geu du PLD de 115 1 te Parts de la transmitte que le Neures Paris du PLD - brand

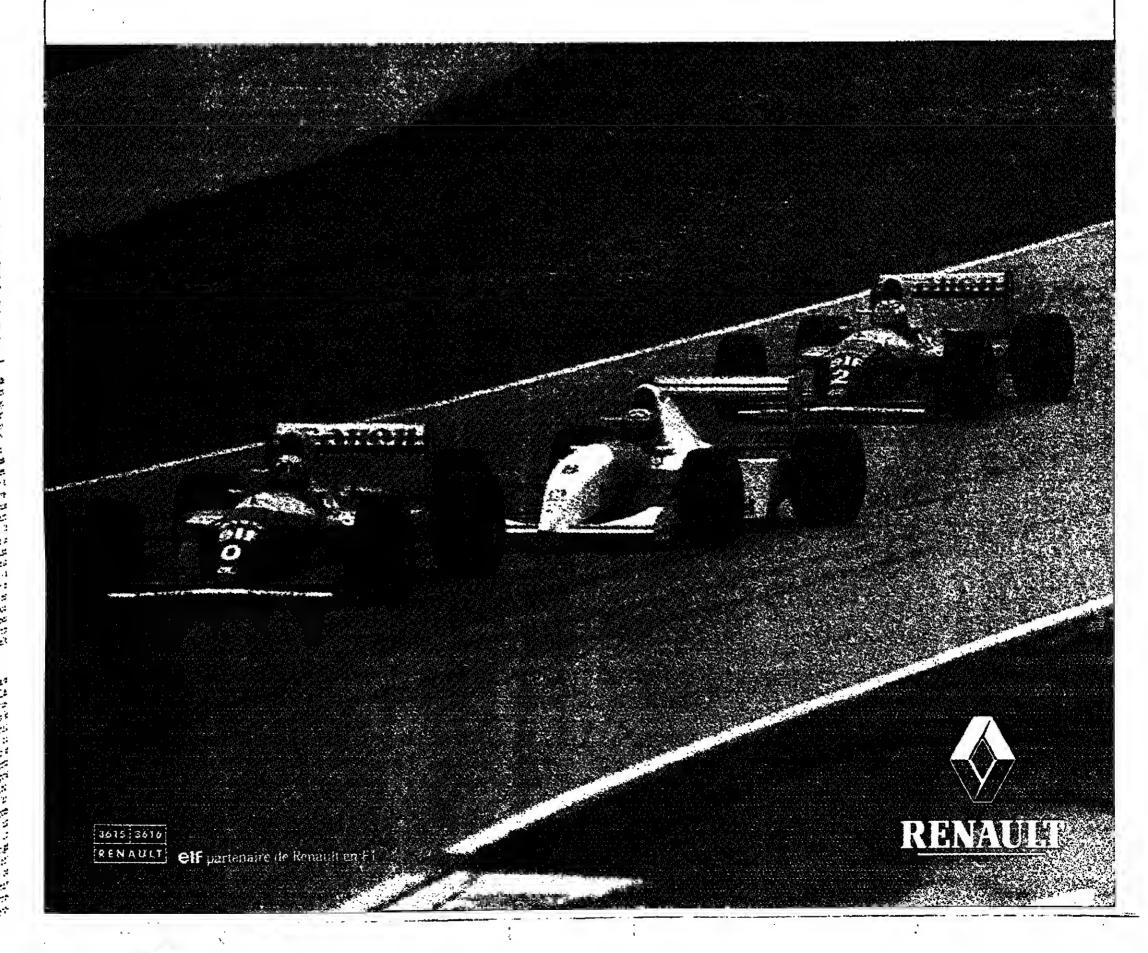
PARISTAN COOK LEED des élections anticipes. special destruction of the confinence of the con CORFIE TRICE Shemise and the state of the st Ehan et Mault distantaban and a fol selections Management of the second of th MET MET TO THE TAX AND THE TAX reflect du frei

· Wall

Southing Real

## Formule 1 GRAND PRIX DE FRANCE

# Notre sens de l'hospitalité nous interdit de laisser nos invités s'ennuyer.



# **POLITIQUE**

Les « états généraux » des socialistes à Lyon

## La préparation d'un nouveau projet du PS ne fait pas oublier la recherche d'équilibres internes

La première journée des « états généraux » des socialistes, réunis près de Lyon, vendredi 2 juillet, a été occupée par l'expression des quelque trois mille délégués, qui se sont répartis en différents « forums » après le bref discours introductif de Michel Rocard (le Monde du 3 juillet). Les échanges entre les participants, sur les thèmes les plus divers - projet du perti, stratégie et alliance, politique européenne et internationele, n'ont pas fait oublier la rercherche de nouveaux équilibres internes, qui s'est centrée principalement sur la question d'une réforme éventuelle des règles de fonctionnsment du parti. Les déléqués devaient retrouver ce débat, samedi, en séance plénière, eprès avoir accueilli lea représentants des partis étran-

#### LYON

#### de nos envoyés spéciaux

Il y a trois ans, un congrès de Rennes, lorsqu'un des principaux dirigeants du Parti socialiste entrait ou sortait de la salle des séauces, il était entooré d'un essaim de camerameo de télévi-sioo, d'éclairagistes et de photographes. La vedette la plus recher-chée était alors Laurent Fabius, qui ne dédaigoait pas de jouer de ce privilège en allant et venant pendant que parlait à la tribune l'un de ses adversaires. Veodredi, aux «états généraux» de Lyon, le député de Seine-Maritime, arrivé dans l'après-midi, s'est montré agacé par l'empressement des médias audiovisuels actour de lui. «Je suis venu pour écouter», a-t-il souligné, avant d'aller s'asseoir modestement, comme d'autres res-ponsables, dans le hall où l'on discutait, alors, du «projet» dn PS.

Toot est fait, dans le parc des expositions de Chassieu, pour que les délégués - militants du PS pour les quatre cinquièmes, sympathisants pour le reste - occupent le devant de la scène. A eux la parole, sur eux les feux de la rampe, pour eux l'organisation des travnux,

La ehute des régimes commu-

nistes a confirmé qu'il était décidé-ment vain de prétendre rompre

Ainsi le PS s'est-il trouvé deux

fois de suite en relard sur son

temps. D'abord en restant fidèle à

une idéologie que la plupart de ses

homologues européens ont rejetée hien avant lui sans beaucoup

d'états d'âme. Ensuite en se rai

liant à la social-démocratie au

moment même où celle-ci donnait

des signes de faiblesse. A peine

avait-il réussi, par une laborieux et

salutaire effort sur lui-même, à se

doter d'une doctrine mieux adap-

tée aux réalités du monde moderne

qu'un deuxième effort lui était demandé pour aller plus loin dans

Nouvelles formes

de solidarité

Il ne suffit pas anx socialistes d'affirmer ou'à défaut de renoncer

anx lois du marché ils entendent, comme le déclarait Michel Rocard

ao Figaro du 2 juillet, leur imposer

a les inflexions nécessaires afin de

répondre nux grandes angoisses

Le président de la direction

nationale du PS s sans doute de

bonnes raisons de penser que «la

Avec Le Monde

sur Minitel - par térephone

Admissibilité :

INT TÉLÉCOM

36.15 LEMONDE 36 70 30 70

la révision de ses idées

nvec l'économie de marché.

Au-delà de la social-démocratie

conçue de telle sorte que personne n'occupe exagérément la tribune, ni ne puisse attirer sur lui, nu-delà de queiques minutes, l'attention des auditeurs. Il n'y a d'ailleurs pas de trihune dans l'espace aménagé spécialement pour les séances plénières, mais un bureau pour le pré-sident de séance et, au milieu des travées occupées par les délégués, cinq pupitres avec micro pour ceux qui veuleut donner leur point de vue. Dans les autres salles où avaient lieu les débats en commission, qui ont occupé la première journée, les occupants de l'estrade étaient sculement chargés de prendre oote des observations, critiques, suggestions ou propositions faites par les intervenants.

Reine de quelques jours, la «base» ne boude pas l'honneur qui lui est fait. D'un forum à l'autre – ils étaient au nombre de cinq, por-tant sur le bilan du PS au pouvoir, son identité et son projet, sa straté-gie et ses alliances, les questions internationales et l'organisation du parti –, les délégués, qui s'étaient déjà exprimés dans plus d'un mi-lier de contributions fédérales ou individuelles, ont fait entendre leur individucies, ont fait entendre seur jugement sur le passé et leurs espoirs pour l'avenir. Parce que la défaite de mars dernier est imputée aux dirigeants, leur procès, brutal ou onancé, est présent dans la plupart des interventions, mais l'autocritique n'en est pas absente. Des phrases telles que e nous n'avons pas pu ». e pas su », « pas voulu », « pas compris » s'entendaient preque aussi souvent que celles qui commençaient par «les élus...», e les ministres...», e les chefs...»,

#### L'expérience da pouvoir intégrée

Curieusement, la commission chargée du bilan a été la moins fréquentée, ce dont Jean Glavany, porte parole de la direction nationale, s'est félicité en y voyant « un signe encourageant » : les socialistes ne soot pas menacés de ressassement morbide, ils ont intégré l'experience du revroir et restet en les transcets de ressassement morbide, ils ont intégré l'experience du revroir et restet en les transcets de ressassement morbide, ils ont intégré l'experience du revroire et restet en les transcets de la revroire de la direction national de la directio périence du pouvoir et veulent se tourner vers l'avenir. Quelques tentatives d'analyse du passé - 1993 est-il la conséquence des prome non tenues en 1983 ou de la timidité des années 1988-1991? - sont restées sans suite. Cependant, la mise en cause de l'exercice du pou-

crise est celle du modèle libéral».

mais il ne saurait se borner à ren-

dre bommage au « modèle social-

democrate», qui permet, dit-il, «la

negociation partenariale perma-

nente entre les acteurs sociaux et la

puissance publique». Car cette stra-

Assurant «l'Intégration des

« classes laborieuses » à l'ordre

industriel contre un accroissement

de la protection dont elles bénéfi-cient », comme l'écrit le sociologue

Jacques Donzelot dans le même

numéro de Vendredi-Idées, les

place par les pouvoirs publics,

outre leur coût croissant, se sont

révélés incapables de répondre aux

besoins des «exclus», dont le nom-bre n'a cessé d'augmenter.

L'une des thebes assignées aux

socialistes est done de réévaluer

leur conception de la solidarité afin

d'abolir la frontière « entre les

ayants droit de l'ancien mode de

production et les sans-droits du nou-veau monde industriel ». Jacques

Dunzelot mentinne, i titre d'a ébauches », le RMI, la CSG et

la dotation de solidarité urbaine.

Certes ces exemples ressemblent beaucoup à une défense et illustra-

tinn du rocardisme, mnis ils

ouvrent quelques pistes. Il en va de

même du partage do travail, qui

mécanismes de solidarité mis en

tégie a montré ses limites.

les débats sur le projet et sur le parti. Ce dernier forum a attiré bon nombre de délégués, assidus malgré la chaleur et le caractère parfois répétitif des échanges. La base révélait là nn antre visage : celui de militants on de sympathisants politiques attentifs aux questions de pouvoir, en termes non pas d'hommes, mais d'équilibres entre les courants, les appareils nationsux ou fédéraux, les élus et les adhérents, la province et Paris, les dirigeants et les-eans grade, les candidats à des fonctions électives ou gouvernementales et les groupes

C'est dans cette commission qu'est apparu le principal enjeu de ces «états généraux», qui est la constitutio d'une nouvelle majo-rité an sein du PS pour les années à venir. Si des problèmes de fond, comme la définition de ce que peut être un militantisme de ganche dans la société d'aujourd'hui, ont été soulevés par les intervenants, leur solution a été recherchée, comme de juste, dans l'aménage ment des règles de fonctionnement du parti. Faut-il conserver on noo l'organisation en courants, tradi-tionnelle dans le monvement sociade la représentation proportion-nelle nu congrès d'Épinay, en 1971 ? Fant-il lui substituer, par le scrutin majoritaire, un système dans jequel la direction s'appuierait sur les fédérations?

Les partisans des courants ont plaidé qu'ils assurent l'unité du parti en permettant l'expression des minorités. Y renoncer installerait e le risque de scirsion », a affirmé Daniel Vaillant (Avenir socialiste, courant regroupant les anciens jospinistes), responsable des fédérations au sein de la direc-tion nationale. Patrick Menucci, an nom de la direction fédérale des Bouches du Rhône : qui doit faire face aux pressions centrifuges exer-cées par les lieux de pouvoir que sont la mairie de Marseille et le conseil général, sans compter l'attraction, jusqu'à ce jour, de Bernard Tapie – a soutenu la même thèse. Jacques Navarro, an nom de celle de l'Hérault et pour des rai-sons comparables, est allé dans le même sens. Jean-Marie Le Guen, premier secrétaire de la fédération de Paris, refuse « que le parti soit

syndicale constitutive de la social démocratie et qui, de slogan vague pent devenir, sous des formes restant à définir, un projet fort.

La question est de savoir si ces idées peuvent aider à reconstruire l'identité de la gauche, au moment où une partie de la droite, derrière Philippe Séguin, s'intéresse aux mêmes thèmes. On comprend que Michel Rocard ait choisi de contrer assez rodement l'ancien ministre des affaires sociales (le Monde du 3 juillet), même a'il ne l'attaque que sur le protectionnisme. Car Philippe Séguin, en réclamant un « changement de modèle » et en appelant à un « nouveau pacte social » (le Monde du 18 inin). exprime des préoccupations et formule des solutions qui ne sont pas très éloignées de celles de l'ancien premier ministre. Face à cette concurrence, les états généraux du PS ont notamment pour objectif de rétablir, sur ce terrain, la crédibilité des socialistes.

THOMAS FERENCZI

dirigé par quelques grosses fédéra-tions, et les fédérations par quelques

Le dirigeant de l'une des en cause, Bernard Roman, premier secrétaire de ceile du Nord, s'est défendu des intentions qui lui sont prêties, ainai qu'à Daniel Perchepretes, anna qu'a Daniel Perche-ron, son homologue du Pas-de-Ca-lais. Très applaudi, il a dénoncé les trois principaux courants du congrès de Rennes, ceux de Lan-rent Fabius, de Lionel Jospin (devenu Avenir socialiste depuis le retrait de son chef de file) et de Michel Rocard, « qui ne sont plus, a-t-il dit, des courants d'idées et qui doivent mourir si nous voulons le pluralisme des idées et non plus celui des ambitions». «Nous n'avons pas besoin d'un replâtrage, mais d'une véritable refondation», a déciaré M. Roman, en proposant que le document de synthèse des a étais généraux » soit pris pour base unique du congrès d'octobre prochain et qu'ainsi le futur conseil national ne soit plus composé à la proportionnelle des mandats recueillis par différentes motions. mais élu au scrutin majoritaire par les congressistes. Ultérieurement, le conseil national ne comprendrait pas plus d'un tiers de membres désignés sur la base de motions, les deux autres tiers l'étant par les militants an scrutin majoritaire.

Les rocardiens hésitent. Alliés, depuis le 3 avril dernier, à deux courants, Avenir socialiste et la Gauche socialiste, qui tiennent à demeurer ce qu'ils sont, ils consi-dèrent avec méliance l'offensive du Nord-Pas-de-Calais. La solotion e n'est pas encore trouvée », indiquait Jean-Paul Huchon, second de Michel Rocard, vendredi soir, Alors que les négociations ont commence sur le dosage du futur conseil national, notamment avec les fabiusiens, certains proches du président de la direction nationale voient dans l'insistance de MM. Roman et Percheron une simple montée des enchères, destinée à garantir la représentation de leur fédération sans avoir à en pesser par les dirigeants des courants. reanions, officielles ou offisuffisaient à démontrer, en tont cas, que le «basisme» des assises de Lyon ne doit pas faire oublier les réalités des rapports de pouvoir dans le parti.

#### Réaffirmer « les valeurs de la gauche »

La commission identité projet en donné une autre illustration portant, cette fois, non plus sur les institutions du parti, mais sur les sensibilités des différents groupes sociaux ou socioprofessionnels qui s'y rencontrent. «Il s'agit de vérifier si ce que nous avons lu corres-pond bien à ce que vous avez voulu exprimer», avait préveon Henri Nallet, rapporteur de la commission. Beaucoup de militants soot sortis du cadre fixé par le rappor-teur, qui nyait marqué les quatre poiots cardinaux d'un « pré-projet de rapport ». Allègrement, les ora-teurs ont pioché dans le bilan de la ganche au pouvoir, dans le fonc-tionnement du PS, pour souligner leurs attentes, leurs insatisfactions.

Globalement, malgré quelques envolées particulières sur des questions très ciblées, les militants ont confirmé, par la nature de leurs interventions, le constat préalable établi par Henri Nallet. L'ancien ministre de la justice nvait été a framé sur les très semples conserver. a frappé par les très grandes conver-gences dans le ton et dans les posicontributions des fédérations. e Les analyses de courant nuraient-elles disparu, s'est interrogé M. Nallet. Ou est-ce la pratique du pouvoir qui n poussé à ce même regard?»

Cette « culture de gouverne-ment», cette « culture des déci-sions», ont sûrement été intériori-sées par les militants, qui n'ont pas toujours répoedu, dans leurs pro-positions, à l'appel de Michel Rocard pour des « ntopies concrètes». Les orateurs oot préféré réaffirmer « les valeurs de la gauche » – laïcité, humanisme et justice sociale – qu'ils oot associées à celles de la République. Ils ont répété leurs « exigences démocrati-ques» pour plus de dialogue entre les citoyens et les élus, ont dénoncé, presque unanimement, le cumul des mandats, en nombre et dans le temps, « les excès de in délégation et la captation du pouoir par les technocraties».

Le souci d'une econception ambitieuse de la citoyenneté» s'est aussi traduit par la volonté de « privilégier l'échelon local », tout en « repensant la décentralisation ». Des militants oot regretté « les dérives » des lois de 1982, d'autres, plus rares, ont proposé de dévelop-per le rôle des régions, alors que certains insistaient sur la déconcen-tration des services de l'Etat. Une enseignante a même défendu, sans que cela ne provoque de réactions à vif, el'autonomie des établisse-ments scolaires», thème jusqu'alors presque tabou.

#### La méliance à l'égard. des alliés possibles

Si l'évolution des institutions a été souhsitée à plusieurs reprises, rien n'a été tranché dans la nature du régime à proposer, l'équilibre des pouvoirs entre le président de la République et le Parlement. L'emploi, « postulat central auquel doivent s'adapter les différents paramètres de l'économie », et son corollaire le chômage, out-aussi été des thèmes ouverts. Ouverts à des constats sur l'internationalisation du marché. Onverts à des réflexions timides sur la réduction du temps de travail ou la valorisa tion des tâches d'intérêt collectif.

Mêmes recherches autour du thème de l'immigration. L'affirmation des principes (« Il faut une politique volontariste d'intégra-'tions) et la critique de l'action de Charles Pasqua restent un ciment pour les socialistes, mais certains n'hésitent plus à sontenir des intentions plus fermes sur le respect des lois républicaines, comme la condamnation de la polygamie, et des « contrôles plus stricts aux frontières au profit de immigrés qui travaillent légalement». Un militant, oéammoins, a regretté que son parti n'évoque plus le droit de vote pour les résidents étrangers.

Ces nombreuses interventions en cause le pré-rapport proposé par M. Nallet. Mais des remarques en oot souligné les faiblesses. Ainsi, la volonté de mieux articuler le pouvoir politique et le moovement social se heurte, pour un militant, à e in quasi-disparition des syndi-cals». Surtont, deux lacunes ont été relevées : le manque de référence à l'aménagement du terri-toire et l'absence du mot écologie.

Les militants socialistes, en revanche, semblent moins désireux de répondre d'amblée à la question des alliances. Selon le rapport établi, sur la base d'une soixantaine de contribotions fédérales, par la commission présidée par Philippe

Bassinet, ils préférent an présiable redéfinir l'identité du PS et son projet avant de s'engager avec de nouveaux partenaires. Selon le mot d'un militant de Seine-Maritime, esi le projet est bon, nous aurons des alliés». «Il n'y n que quand on est faible qu'on se met en quête d'alliances», a estimé la fédération du Gers, dans la phase de prépara-tion des «états généraux». e Les alliances doivent être recherchées avec le mouvement social », a indi-qué la fédération de Hante-Garonne, tandis que celle de l'Essonns précisait que e les alliances ne peuvent être conçues simplement comme un accord de partis ».

Il est vrai que, s'ils veulent e renquer avec le mouvement social, syndical et associatif», les militants socialistes demeurent fort réservés sur leurs partenaires politiques éventuels. Senis les radicaux de gauche échappent à ce sentiment de méfiance. Mais, pour le reste, les centristes sont rejetés à droite, les écologistes jugés peu fiables, les communistes tout juste fréquentables. Encore faut-il s'entendre sur les mots : la base socialiste est naturellement disposée à s'ouvrir à tontes les composantes du « peuple de gauche», à leurs alliés - démocrates de progrès, chrétiens sociaux - et à tous les acteurs de la transformation sociale, mais elle se méfie de l'attitude des responsables centristes ou écologistes et de l'appareil du PC.

Davantage encore que les contri-butions départementales, forcement synthétisées, les délégués des « états généraux » ont sévèrement jugé ie comportement des ministres centristes qui e une fois ou pouvoir cautionnent les aspects les plus dors de la politique de la droite». Le principe du eni gauche ni droite », cher aux écologistes, leur est mani-festement resté en travers de la gorge. Dans le meilleur cas, e les gorge. Dans le meilleur cas, e les écologistes sont de ganché, mais ils ne le savent pas encore»; dans le pire, de ne sont que e der scouts, qui fernient mleux d'alies jouer en forèt» et qui ne meritent pas de

Bref. tout se passe comme si le PS n'avait pas de partenaire digne de lui. Seul, un sympathisant des Pyrénées-Atlantiques, lui-même exclu du parti, après vingt-deux ans de militantisme, pour avoir passé un accord dans sa com avec un maire centriste, a observé : «La stratégie d'hégémonie nous a pourtant déjà beaucoup coûté. On ne peut pas rester figé dans une stratégie dogmatique. Il faut lui substituer une stratégie par objec-

#### **BRUNO CAUSSÉ** PATRICK JARREAU at JEAN-LOUIS SAUX

D Jean-Pierre Chevoaement dénonce la « parodie de démocra-tie». – Pour Jean-Pierre Chevènement les cétats généraux » des socialistes constituent une « parodie. de démocratle ». Affirmant « ne rien [en] attendre», le président du Mouvement des citoyens a estimé, vendredi 2 jnillet, que le «basisme» qui a présidé à la préparation de ces «états généraux » est «le masque de la fuite devant leurs responsabilités» des dirigeants socialistes. L'ancien ministre a, d'autre part, indiqué qu'il conduira e probablement » une liste aux élections européennes de 1994 afin qu'un « non-citoyen à Maastricht Duisse s'exprimer

□ Saint-Tropez (Var) : annulation des élections municipales. - Dans na jugement rendu vendredi 2 juillet, le tribunal administratif de Nice a annulé les élections municipales partielles de Saint-Tropez (Var), qui avaient vu, le 2 mai dernier (le Monde dn 4 mai), le succès de la liste dirigée par Jean-Michel Conve (RPR), conseiller général, député et ancien maire, evec cinquantedeux voix d'avance sur la liste du maire sortant, Alain Spada (div. d.). Cette décision est fondée sur le fait que le sous-préfet de Draguignan avait convoqué les électeurs de façon prematurée au lieu d'attendre que le juge administra-tif ait définitivement tranche nn contentioux concernant l'installation d'un conseiller municipal. M. Conve a annoncé son intention d'interjeter appei du jogement devant le Conseil d'Etat. -(Corresp. reg.)

MIS POLITIQUES

Managara and the same of the s

L'ANTIVE THOUGH 323

2 12-1-4

27: 42: 1 · ·

120

APPENDED BY BY BY

Sagara, Sagar

States . . .

10.4

1

7.

\$\$ 17 E.

\* \* \* · · ·

Age to a second

Street Street

1 27 .

Charles Pasqua devant la presse étrangère

## «A quoi reconnaît-on un étranger?»

«A quoi reconneit-on un étranger?», a'est dumandé Charles Pasque, jeudi 1º juilet, lors d'un oliner avec les représentants de la presse étrangère à Paris. Revemant sur le débat qui n'était engagé, devent la commission des lois du Sénat, à propos de l'amendement Marsaud Lie Monde du 25 juini, le ministre de l'intérieur a racontá le dialogue qui n'était alors engagé entre les sénateurs et lui-même : eNetureilement, Il n'est pas question de dire qu'on reconnaît un étranger parce qu'il n'a par notre couleur de peau ou parce qu'il n'a pas tout à fait notre visage. Alors, on le reconneît à quoi? On pourrait

dire : il porte des pantalons de golf, il lit le Washington Post, etc. Mais si vous avez n'importe. quelle nationalité, il suffirait qu'il mette un béret basque, qu'il se mette une flûte de pain sous le bres et une bouteille de vin rouge, tout le monde penserait, qu'il est français», a ejouté M. Paequa, très en verve.

« Alors, moi, j'al trouvé que cette espèce d'énumération était stupide, 8-t-il poursulvi. A quoi reconnection un étranger? Au feit qu'il n'est pas Français. Ils [les sénateurs] m'ont dit : comment salt-on qu'il n'est pas français? J'ai dit : en ful demandant ses Debiers, P

Aussi M. Pasqua a-t-il approuvé la nouvelle rédection de l'emendement Marsaud par la commission des lois du Sénet lie Monde du 2 juliet). Cependant, le ministre de l'intérieur e critiqué le ministra da la justica Pierra Méhalgnerie pour l'attitude qu'il avait adoptée dans cette affaire. « Si la disposition qui a fait tiquer |...| Méhaignerie était tellement inquiétante, a dit M. Pasqua, il aurait mieux valu qu'il ne la propose pas lui-même à l'origine.» M. Méhaignerie avait rendu publique une lettre au premier ministre contestant le rédection initiale de l'amendement Marsaud qui avait été adoptée par les députés.

du Ciere, dans la passa de

tion des actats ferrat

are ir mouvemen:

que la federation de Beate.

ronne fandis que

'Il est wer que . . . . . . . . .

wreteness area is in an original

specialistes dementing

Davantage ento to or in over butions department to ordina

synthetistes, im anager er en

BRUNG CAUSE

PATRICK JASTA

MI JEAN LOUIS SE

a Jean-Pfeere Cherentel

dennece la « paradir de temo

Man. - Pour Jeun-Plane Tiefe

ment, les actuit genter

socialistics constituent of the side

de demoration : hames

ram [en] alternate - 3 -12 20

Mouvement dev

paration de une estate de con-

ele mateir alle

lours responsabilities

socialistes light

d'aufre fun ifich

a grabatioment

tions europer

qu'un e non constitution

Saint-Frence Ass. annies

des plactions municipality

Junter, or total

de Nice a con-

menupar pril

Tropes (Va.

I mas fried

per trat Manager

rentelle gri

BATTON TOURS

PER BERT TANADA

As Colle Services

H fait que de la gargina de la companya de la compa

gantes and

first day

देशीलांग्ड कार्य

AMPIET THE

ferib & chette

 $e_{\rm F}(garm)/2e^{-2g_{\rm F}}$ 

16 1 0417

minds devaid

es all de l'esterni

dent saux

placeter 2 est partiet

allunies doises:

Bassinet, ils preserve redefinir l'identite projet avant de l'estate nouveux pariennie got referèncistant les les Mathematicas le Les pean area ou eller d'un muttant de Service est le projet e des allies a. e.l. e. the de gouverneest futile quar d'alliances », a com

SPECIAL SOL MANAGEMENT. beginns, que n'out pas des diame beurs prol'appel de Michel e des estopies somers set profest for essert de la Republicant Six out confidences, democraticaon the distance entire per analogistations, for E THE PART OF RE

sur feurs partenante printe eventuels. Sculs le gauche échappent : le gauche échappent : le gauche échappent : le gauche de métiance. Mais per l'imples centrates sont : les centrates sont : s displacement in post Franc a secretion per ai sidelé de Aduba luga a tout ics ecologistes comments communistes foul is imanimum street s. les mots la bare de me maturellement au paur an de 1992. É soires. program de dévolut-s reporte dont que com sur la découche-reson de l'Esse. Une erates de progres de la live - et à tous les affect de ...... more security, same formation six a contract melle de l'attitude de contract meters is singlett andres des suchillar. gentrates ou prouve to it is a A . WALLE AND ADDITIONAL

#### ance à l'egeré. ies passibles

the Same with a section of the tristes qui e une s promount reprises. continuent ict = !de la postitue de property toucher principe do e si cas in a side other aux declination ... : " .... statement is in festement reve et " et at naming ventral duquel an life different paraporge Dans le ne bet aufe लेकारिकामध्येत्र अवन्ति चेत् 🕟 🔻 -Separation - 41 was comme comments à vice for feratent must ACCURATE THE DAY NOT the tree is the particular

constituer un part Minutes, such se administration. Beef, tout so power committee e e dining suincel PS alavant pay on purply the de lut. Scul, un viere de la Pyréndes-Atlantique mission income du MARKET LATERAL zaciu du parte ny re especi STORT OF THE PERSON ASSES encominate d'intégra virgan de l'action de ane de militantitume ber if point un accerd avec un maire tertime : " ...... the mentages with comment " La sirulde d'en ..... posted, mais terfarity by 3 amounts day pourtant dest beam a service ne pest pas restriction and a IN SECTION AND IN LESS Transference (consistence) sienteger dogmann : -aufatituet une tital en all le river many servets disks wall be included that

oper pain a droid de and their construction of the Social Edition of Parties PROPERTY PROPERTY SHE or tanticome Attental were the parties in more e er ist meigerente the proper and Andread endred: E. Charles Services Col A STANCTURE OF CASE

director . Ile mili-

THE RESIDENCE WAS

節號 黃江 本北京 经代本基本 france mounts Absolved francesses a se administra Some is some of the comment of the c

BOARDON OF THE LOTTE

Markage per 4 me ton die Seiner Go Blad Charles III SHOWER & CHARLES TO TO SERVICE PROPERTY and the same of April 1860 1860 1 the district reflectment de to Parque ! **海湖下海 首 20**0 Marine & Parishina & E WHAT SHARE SHARE the property of the sales. Man value of Shrowed our sound

## **POLITIQUE**

La réforme du statut de la Banque de France

## La majorité sénatoriale ne donne que partiellement satisfaction au gouvernement

Le Sénat e adopté, dans la ministre a renoncé au vote blonuit du vendredi 1" au samedi 2 juillet, par 225 voix contre 89, le projet de loi accordant l'autonomie à la Banque de France. Il a amendé, parfois contre l'avis du gouvernement, le texte adopté à l'Assemblée nationale. Le RPR et l'UDF ont voté pour, le PS et le PC contre.

« Vu l'urgence et la nécessité, la commission des finances a fait tout ce qu'elle a pu pour concilier les points de vue. Que le gouvernement n'en tire pas pour conséquence que les marges de manœuvre du Parlement doivent être contenues dans des limites très étroites!» La conclusion du rapporteur général de la commission des finances du Sénat, Jean Arthnis (UC, Mayenne) donne le ton de l'smbiance qui a régné pendant le débat sur le projet de loi réformant le statut de la Banque de France pour en faire une institution indépendante, conformément oux engagements pris dans le cadre du traité de Maastriebt sur l'union économique et

L'opposition sénatoriale evait cessé l'obstruction qui avait prévalu ces derniers jours sur la proposition de réforme de la loi Fallonx. Mais dès le débnt de ln discussion, jeudi soir, les relations s'étaient tendues entre un ministre de l'économie, Edmond Alphandéry, qui paraissait crispé et peu enclin au dialogue, et une commission des finances qui, par voix de son rapporteur, menait la fronde avec le dépôt d'une cin-quantaine d'amendements, dont certains modifiaient profondément le projet gouvernemental (le Monde du 3 juillet).

Alors que jeudi dans la nuit, M. Alphandery avait envisagé un vote bloque, l'autorisant à ne retenir que les amendements qui lui egréaient, des tractations en coulisse permirent vendredi an ministre d'éviter un conflit evec la majorité sénatoriale. Un conflit qui aurait été d'antsut déry et Jean Artbuls sont tous

Cbeeun a sauvé la face : le

qué, la commission a retiré cerl'effirmation que « la Banque de France est l'Institution chargée de veiller sur la monnale et le crédit», la suppression de la possi-bilité pour le ministre de l'économie de se faire représenter en conseil de politique monétaire, on l'obligation pour le banque de conserver des comptes de parti-

#### La direction du Trésor critiquée

D'antres sont passés, contre l'evis du gouvernement qui espère msintenent que la commission mixte paritaire, entre députés et sénateurs, rectifiera le tir. Les sénateurs ont ainsi exeln vice-président du Conseil d'Etat da la liste des autorités babilités à désigner les candidats pour sièger an conseil de politique monétaire et supprimé le secrétariat général sutonome qui enlèverait à la Banque de France son ponvoir de contrôls sur les établissements de crédit,

Il n'y eveit pas de vrai clivage entre pro-Masstricht et anti-Masstricht nn sein de in majorité, à le différence de ce qui s'éteit passé à l'Assemblée. Seul le RPR Emmenuel Hsmel (Rhône) exprimait son refus de « l'abandon des prérogatives gouvernementales, une étape sur la facheuse chnussée de Mnas-tricht ». Pont le reste, l'hostilité politique au projet vensit des sénateurs communistes et socia-listes. Paul Loridant (Essonne), cbevenementiste convaincu, assurait avec assiduité la défense de In quesi- totalité des amendaments de ses « amis » socialistes qui avaient déserté les bancs dn Sénat ponr les états généreux

A droite, la critique était ail-leurs, souvent plus technique, voire corporatiste, que politique. M. Artbuis déplorait que le pro-jet de loi dépasse largement le cadre de l'indépendance de la Bnnqun dn Frence: «L'adaptation aux exigences européennes représente dix articles seulement sur les trente-six que comporte le

raient que la directinn du Trésor en profitsit pnnr régler ses comptes avec la Banque de France, notamment en essayant de lui enlever ses prérngatives dens le contrôle des établissements de crédits.

Plusieurs dispositions du texte

visent en effet des activités qui ne relèvent pas de la missina confiée à la Banque de France en matière de politique manétaire. Parmi celles-ci, la tenue des comptes de elientèle pour particuliers e suscité de véritables vocations d'avecats chez les sénateurs de tous bords, sondain soncieux de préserver un secteur ponrtant margins! pour la Banque de France et que le ministre souhaite geler. En bnns défenseurs des collectivités locales, les sénateurs prirent fait et esuse pour une activité qui, avec quelque 200 comptoirs et 1 100 personnes, entretient le tissu régional. Sensibles aux arguments de Paul Loridant qui dénnnçait l'offensive de le profession bancaire contre in Benque centrale, ils faillirent même adopter un amendement l'autorisant à poursuivre enttn ectivité, contre l'evis du

gonvernement. Jnnn-Pierre Fourcade (R1. Heuts-de-Seine), qui aveit feit une réapparition nocturne dans l'bémicycle, profita du flottement qu'il sentit passer dans l'assistance pour prêter main forte ou minîstre : «Il y n comme un parfum de démagogie que je trouve débattre du statut d'une grande Institution et voilà que nous dis-cutons du point essentiel de savoir si in Banque de France continuero à avoir une clientèle parti-cultère. Il faut s'en tenir là et soutenir la position actuelle du gouvernement >

Cele eut le don de détendre l'ntmospbère. Pntigués, par leur deuxième nuit de discussion sur un texte technique, les sénateurs furent plus expéditifs dans l'examen des derniers ertieles. A 2 b 30 du matin, le texte était adopté.

CLAIRE BLANDIN

## COMMUNICATION

En adoptant une retouche à la loi du 4 janvier 1993

## L'Assemblée nationale tente de concilier liberté de la presse et respect de la présomption d'innocence

dans la nuit du jeudi le au ven-dredi 2 juillet, en première lecture de la proposition sénatoriale modifiant la réforme du code de procédare pénale établie per le loi du 4 janvier 1993, un amendement qui modifie sensiblement l'une des dispositions que cette loi aveir retenues à l'encontre de la presse, dans le souci d'assurer au citoyen le respect de la présomption d'in-

Tel qu'il résulte de l'article 47 de la lni du 4 janvier 1993, l'article 9,

alinéa 1 du code civil indique actuellement: « Chacun n droit ou respect de la présomption d'innocence. Lorsqu'une personne est. avont toute condamnation, présenenquête ou d'une instruction judintteinte o la présomption d'inno-

Changement à la direction du « quotidien mondial »

## Richard McClean succède à Lee W. Huebner à la tête de l'« International Herald Tribune »

Un nouveau directeur général a été nnmmé à la tête de l'Interna-tionni Hernid Tribune (IHT), quotidien de lengue anglaise édité à Paris depuis 1967 par le Washington Post et le New York Times et contrôlé à parité par les deux journaux américains.

C'est un Britannique, Richard McClean, président-directeur adjoint du quotidien économique et finencier Finnncinl Times depuis 1989 (et done numéro deux de ce quotidien) qui succè-dera le 5 juillet à Lee W. Hueb-ner, actuel responsable du

## Cent quatre-vingt-un

M. McClean, cinquante-cinq ans, a fait toute se carrière au Financial Times où il e débuté en vendant de la publicité pour le bureeu de Birmingbam. Il aveit décidé de se retirer de la pressé après trente-huit ans d'activité meis n'a pu résister à l'of-fre de diriger l'IHT que lui ont feite eonjointement Katharine ger, présidents des sociétés éditrices des deux quotidiens améri-

français, lequel n'incarnait psa, à

proprament parler, dans la

conjoncture de l'époque, un Etat

étrangar, puiaque l'Algéne n'exis-

tait oas encora en tant que nation.

ni un totalitarisme idéologiqua. S'il

ANDRÉ LAURENS

tée publiquement comme étant coupable de faits faisant l'objet d'une cialre, le juge peut, même en référé. ordonner l'insertion d'une rectificasion ou la diffusion d'un communique nux fins de fuire cesser Or, les premières décisions de

# Originaire du Wischnsin, Lee W. Huebner, qui dirige l'IHT depuis 1979, evait annoncé, au

mois de septembre, qu'il quitte-Pendant ses quetorze ens de règne, le quotidien a conquis son rang de « quotidien mondial ». Il e vu ses ventes augmenter de 60 %, pour atteindre aujourd'hui 195 315 exemplaires (dont 39 162

en France), tandis que le chiffre d'affeires publiciteire a doublé ces dix dernières années, jusqu'à représenter 55 % des recettes. Le « Trib » est diffusé simultanément dans cent quatre-vingt-un

pays, sur trois continents, grace à onze siles d'impression. Le journal est vendu à 69 % en Europe, puis en Asie (23 %), en Amérique du Nord et en Amérique letine (5 %), ou Proche-Orient et en

interprétation littérale de ce texte ont mis en évidence - notamment aux dépens de la Voix du Nord en février, de Nice-Maiin en mars et du Mnnde en mai – le risque d'acculer la presse à l'impossibilité de rendre compte de nombreux faits divers. A contrario, le tribunal de grande instance de Metz a débouté récemment un bomme politique qui avait porté plainte contre l'Est républicain, en se fon-dant sur la liberté de la presse (le

> « Inciter à la sagesse »

Mnnde du 24 juin).

Trnis députés de la majorité, Michel Péricard (RPR, Yvelines), Jean-Jacques Hyesl (UDF, Seineet-Marne) et Christian Kert (UDF, Bnuches-du-Rhône), ont estimé que, dans sa version présente, l'ar-ticle 9, alinéa 1 du code civil pouvait « compromettre gravement la liberté de la presse » et ils ont déposé trois amendements identi-ques visant à limiter explicitement son ebamp d'application au cas de la personne « placée en garde à vue, mise en examen ou faisant l'objet d'une citation à comparaître en jus-

D'abord repoussée par la commission des lois constitutionnelles, cette retouche n été approuvée, en séance publique, par les députés présents, avec l'appui du président de cette commission, Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie), qui e affirmé nvoir « évolué » et qui a souligné la nécessité de « conciller le respect de la présomption d'inno-cence et la liberté de la presse » tandis que le garde des sceaux, Pierre Méhaignerie, s'en remettait à l'Assemblée. « Certes, il faut inciter la presse à la sagesse, a expliqué rient et en | faire connaître à l'opinion publique que dans telle ou telle nffaire il y a des suspects?»

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 6075

HORIZONTALEMENT

I. Pastis que tout le monde déteste. Finalament prêtee pour le grand jour. - II. Ce pourrait être un endroit idéal pour saucissonner. Le choléra en est un. La peinture éteit pour lui un vrei deda. - III. Ousue d'un bouguet. Abréviation. 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15

- IV. Ne rôde pras-III que plus en France mais circule toujours ailleurs. Aire liquide. Ne manque donc pas da réserves. da réserves. VI VIII XX X V. Conjonction. Entre dana un marché commun. Prennent une mauveise direction. En grommalant. ~ VI. Les régimes comptent beaucoup XI XIII XIII dans leur slimentation. Eliminée d'un entourage. - VII. Qui Nécropole sumé- XIV rienne. - VIII. Héri- XV

tege n'enrichissent que les convenances. En etage. Il y s des plis dans ses effets. Dana une devise letine pronent la sagesse -IX. Angleise, elle manque de cha-leur. Sa plante est parfois voisine de l'oignon. – X. Ouitte son château pour ellar en ville. Particu-lièremem vulnérables. – XI. Prépoaition. Un jeune l'embrasse event; de la suivre. Produits da la terre. -XII. Partie de le Normandie. Point da départ d'une coursa quotidienne. Feu vert engageant à circu-lar. - XIII. Délivrées de la corruption. Où les loups ne se mange pas entre eux. Est empreini de nsrcisaieme. - XIV. Partie du corpa. Plus elles noua font tordra. et moine on e envie de nre. - XV.

Traitées en vue d'une amélioration. Voit les choses de haut.

## VERTICALEMENT

1. Granda perche. Des grognements répétée répondaient à ses soins. Sa porte d'eutant mieux qu'on n'en sent pas le poids. -2. Poissons. La temps de faire un tour. - 3. On vise se tête en le chassant. Interjection. La têta dee autree. Associe peut-être l'agréable à l'utile. - 4. Emis dans le but de se faire ramarquer. Eminences disparuas. En France. - 5. Le rideau y est souvent agité pendant que la représentation se prépere. En 8elgique. D'un euxiliaire. - 6. Ne sevent pes compter. - 7. Portent parfois une

élégente tollette en traveillent. Fin de participe. - 8. Degré. Lettres de créances. Evoluent dans des eaux troubles. - 9. Très approchable. Accélérée - 10. Pour se consoler. on peut en prendre un quend on en menque. Visite perfois de nombreux lecs. Préfixe. - 11. N'a paa forcémem les mains plaines da coupures. Peu disposée à distribuer des fleurs. - 12. Préfixe. Bienhaureux. Musique douce. - 13. Implique une exception. Bonne, ella eppertient à la lignée ducheases. En entier. 14. Perturbation semant tempête. Pousse. - 15. Sont eujourd'hui un peu plue mineaa

#### Solution du problème nº 6074 Horizontalement

qu'hier. Sur la rose des vents.

I. Minimum. - II. Erésipèle. -III. Ben. Dent. - IV. Upas. Cain. -V. Ségala. Ml. - VI. Tema. Sec. -VII. Si. Aveu. - VIII. Otèrent. -IX. Nigaud. Ci. - X. Noé. Roman. -XI. Enée. Salé.

Verticalement

1. Rébus, Sonné. - 2. Répétition. - 3, Ménege. Egée. - 4. la. Samara. - 5. NId. Laveur. -6. Ipéca. Endos. - 7. Mena. Sut. Ma. - 8. Ultime. Cel. - 9. Me. Nicotine.

**GUY BROUTY** 

## LIVRES POLITIQUES

ET ILS SONT DEVENUS HARKIS

de Mohand Hamoumou, Fayord 364 pages, 120 F

n préfaçant l'ouvrage de Mohand Hamournou sur les harkis, Dominique Schnapper, elle-même sociologue, comme l'était son père, Raymond Aron, rappelle que l'histoire est tragique. La lecture de ce livra douloureux montre qu'elle est inégelament tragique, car cartains la subissent, individuellement, collectivement, plus que d'eutres. Ainni cee Frençaie musulmene rapatriée d'Algérie, plus connus, entre eutrea dénominations - ce qui est déià révélateur de la précarité de leur sort - sous le nom de herkis : ce sont les oubliés de notre mémoira, parce qu'ils restent les victimes d'un passé commun et peu glorieux. « L'épisode des harkis constitue, écrit Dominique Schnapper, une des pages hontauses de l'histoire de France. comme l'ont été l'instauration du statut des juifs le 3 octobre 1940 ou la rafle du Vel d'Hiv le 16 juillet

C'est cette page que Mohand Hamoumou, fils de harki, restitue à partir des travaux qui ont nourri une thèse de sociologie historique. L'auteur ne pouvait être que a investir personnelinment dana son sujet d'étude mais, et c'est ce qui fait le prix de son travail, il e réussi è le traiter avec riqueur et pudeur. A eux seuls, les faits qu'il rappelle, les témoignages qu'il produit, les explications qu'il livre, justifient amplement le jugement de Dominique Schnepper, ou le sien, suivant lequel la France, en abandonnent sciemment ceux qu'elle avait mobilisés à ses côtés ou en n'essurant pas l'intégration des réfugiés, « n'a pas honoré sa

part du contrat » . Au moment de l'indépendance de l'Algérie, en 1982, plueieurs

gine maghrébine, l'élite francieée formée per le élue, les officiars, triar qu'une faible partie d'entre

soixante-dix mille d'entre eux seulement evalant pu rejoindra la France en 1963. Dix ens plue tard, indique l'auteur, les évaluations de cette population rapatriée variaiem

faite apontanément par un peuple unanima et calui d'un général de Gaulle eyant réussi le décolonisation». L'auteur s'attache à montrer combien l'engagement avec la France, plus que pour elle, des harkis, pour employer le dénomination la plus connua, tenait peu à le politique et à l'idéologie. Au restn. la plupert d'entra eux étaient acquis au départ à la cause de l'indépendance, au milieu d'une population nourrissant cette espérence mais demeurant globelement attentista sous le coup de la dure réprassion qui evaient éteint ses précédentes velléités. Ce furent, salon las caa, les excès des indépendentistes du F. L. N. les nivalités claniques et tribales, la force de conviction des officiers de l'Armée française ayant en charge la constitution des troupes

y evait bien un processus de libération à l'égerd de la puissenen coloniale, ceux qui a'y opposaient, eu riaque d'evoir tort au regard d'un mouvement de l'histoire dont ils n'evelant pas, comme tent d'autren, une vision très cleire. n'étaient pas assimilables à des traftres ou des renégats. Ils eurant surtout le tort gêner le mythe officiel de la lutte pour l'indépandance. L'eutre nilence, celui de le France, est encore plus coupable, e'agissam d'un peys qui n'svait plus à construire son histoire et auquel il sppertaneit de respectar

> Silence d'autam plus coupable, en effet qu'il a recouvert, ensuite, le ratage d'une intégration digne de ce nom. Silsnce, enfin, des intéressés qui, parce qu'ils ont intériorisé le double rajet dont ile étaiem l'objet, parce qu'ils sa sont désunia au gré das oppositions claniques, et das atretégias politiques, parce qu'ils ant vécu leur sort comme une méeaventure individuelle, n'ont pes réussi à constituer une minorité active, un groupe de

> la parole donnée à caux qui

n'éteient rangée à ses côtés.

collectivité. L'euteur espère qu'un « retour du refoulé» permettra de faire sauter les taboua et écleter les vérités de l'histoire, efin que les herkis et leure descendentn se eentent citoyene à pert entière dans le pays où ils vient. Son travail contribuera grandement è ce

pression, capables de pesar sur la

## Les refus de la mémoire disperus. Entre cinquante at

les hauts fonctionnaires, la masse dee personnels civila et militaires de l'Etat et des auxilisires (calds, cadle, gardes champêtree) et lea diverses forcee supplétives (harkis, moghaznis, groupes mobiles de sécurité et groupes d'auto-défenae), étaient, à des dagrés divers, liées à la France et, à coup sûr, rejetées par la nouvel Etat en gestation. Cea musulmans profrançais, dira-t-on par commodité, étaient évalués à anviron 250 000 personnes, soit 1 500, 000 avec lee familles. Les Accorda d'Evian sur les conditions de l'accès à l'indépendance des anciens départemente elgériens leur garantissaient, sur le pepier, la droit de vivre en paix dans leur payn natal, à telle enseigne que la France, comme ce fut la cas pour les piede-noirs, n'avait prévu de rapa-

On sait ce qu'il advint des Français d'Algérie da soucha européenne qui quittérent an masse la colonie avec le sentiment d'avoir è choisir illico entre la valine et le cercueil, il n'en fut pas de même avec les Français de soucha meghrébine, dont le rapatriement n'éteit ni organisé ni souhaité, malgré les promesses faites, de bonne foi, par ceux qui les evalent enrôlés et encadrée. Ils furant abandonnés à la vindicte des vainqueura du moment et, perfois. massacrés eu vu et eu su des troupes françaisee encora présentes sur le territoire algérien et qui avaient reçu l'ordre de ne pas Intervenir. Cent mille ont, estimet-on, été tués dans ces conditions, tandis que nombre d'eutres

antre deux cent et six cent mille personnes, plus ou moine regroupéee dans das camps, das hemeaux forastiere, das chén d'accueil. Les familles d'ax-herkis existent toujours, même lornqu'elles se eont dispersées mais on n'en parle plus, sinon dans qualquaa discoura de circons-Mohand Hemoumou explique qua la poids de trois silences pése sur catte communauté d'origine algérienne et, d'abord, ceux qu'imposent las histoiras nationalas, plus précisément daux mythas historiques : « celui de la révolution populaire elgérienne

supplétives, qui motivèrent des catégories de la population d'ori- l'étaient emprisonnés ou portés l'engagements dens le camp pro- dévoilement. Au procès des initiés de l'affaire Pechiney-Triangle

## Des mensonges d'honneur...

M= Henri Leclerc et Michel Blum ont plaidé pour Mex Théret et Robert Reiplinger devant la 11 chambre correctionnelle du tribunal de Paris. vendredi 2 juillet, en conclusion des quatre semeines d'eudience du procès Pechiney-Triangle. Les deux financiers sont accusés d'evoir reçu de Roger-Patrice Pelat une information boursière privilégiée leur permettant de réaliser une plus-value de 9 millions de francs. Le ministère public a notamment requis contre eux trois ans de prison, dont deux avec sursis.

Ahl monsieur le Procuraur, que vous êtes beau l... « Vous savez qua ja vous respecta, vous êtes un grand magistrat», a salué M. Henri Leclerc. Un instant, la public a goûté ce moment rarissime : l'éloge du ministèra public per un avocat de la défense, du e bourreau » par le conseil de la « victime ». e J'ei appráciá votre réquisitoire écrit, e insisté Me Leclerc. Si l Je n'ai qu'un seul mot ; superbe, l est écrit d'une plume déliée,

Sur son astrade surplombant le scène, le pramier substitut Jean-Cleuda Marin manifestait par queiques gestes son humi-lité. Maie quelle eudlenca epaisante eprès le feu ecida des raproches de le vellle l Qual ratoumement | La premier, Mª Michel Blum, evocat de Robert Reiplinger, avait donné l'axemple avec una intelligence qui lui permit de s'edresser ensuite d'égal à égal au tribunal. Sa plaidoirie restera un modèle inédit, anticonformiste. Perdonnez è mon client, pleida-t-il sans fard, « parler entacherait son

« Quand on yous donne raison sur tous les plans, monsieur le Procureur, on en arrive è qualque chose d'axplicable », osa M. Blum. «Las faits axisrent i Les déclaracions de mon client devent la COB et durant l'instruction ne sont pas crédibles. Les révélations de le de ce dossier nous ont conduits è prendra des poeitions rrop variées, contradictoires. Si je suis convaincu par vos explications, si je die qua M- Edith Boizette e fait un excellent travail, le suis conduit è faire table rese da ses mensongee at obligé de m'accrocher aux véri-

Ce fut un grand moment que celui où l'on vit s'écrouler les fortins défensifs érigée depuie 1988 per Robert Reiplinger et son maître et associé Max Théret. Abandonnée, la fiction d'un coup de Bourse génisi sur le titre américain Triangle sur la foi presse financière l Abandonnée cetts feble d'un « déclic » chez las deux financiers dèe la

## Un Cyrano!

Apràe ce typhon, is raconstruction d'una défensa e'imposeit. Moins srrogente, plus solide. Ainsi M- Blum nuança-t-il par petitee touches les responsabilités de son client, démontrant que Robert Reiplingsr bénéficie d'un tuyeu, meis incamplet : « Quand l'Elysée hásite à epprouver l'echat de Triengle per Pachiney le 17 novembre, il achère beaucoup. Quand l'Elysée donne son feu vert le 18, il achète peu, » Surtout, ca spéculateur vellla précautionneusement à n'achetar le titra qu'en dessoue de 11 dollars, alore qu'il s'envolera jusqu'è 56 dollars. Bref, Robert Ralplinger ene disposait pas

d'une information précise.» S'agissait-il même d'une information imprécise? Non, d'un conseil, rectifis M. Blum. qui accorde - alors que son client a'y refuse - que la massagar pourrait bian s'appaler Roger-Patrice Pelst. eUn noninitié par définition, plaide l'avo-cat. L'ami du président de la République ast à la retreita. Donc, je n'ai pas de raison de me méfier. Et puis il a des relations. Il dine partout. Il ne va pas me dire n'importe quoi l Sans doute donne-r-il ce tuyau en toute bonne foi. J'ai d'autant moins da raison de me méfier que son conseil concerne une valeur américeine et nnn une

Argumentation pleusible, elnon toujours convaincante. Argumentation qui ellait déboucher sur la seule mise en cause du réquisitoira pronnncé par le procureur : « Je ne sais pas s'il fallait traiter Robert Raiplinger de prévenu efringant». Je ne crois pas qu'il soit un « voyou ». Cat homma renfermá, emprieonné, eouffrant, huitième joueur mondiel au bridge, s pris le mnr de «tricheur» comma une insulte. S'il se tait par fidélité, on ne doit pas le mépri-

Des mots è faire pleurer Rei-plinger. Meis déjà M- Leclarc svait bondi. Déjà, il e'Inclineit devant la talent du procureur pour mieux faira valoir le sien. Déjà, il comparait le cofondateur de la FNAC è un Cyrano, couvrant avec penache le délit d'un autre. Déjà, il admattalt les mensonges de Max Théret tant il est vrai qu'il existe des mensonges d'honneur...

#### La politique coûte cher

Mex Thérat, quetre-vingts ans, l'œil vif, a suivi la démonstration de son ardent défenseur. Un monstra sacré du barreau randalt hommage è una figura da le geucha militante. Sous l'épaisse couvertura des dollars et des titres Triangle, Me Leclerc s'est amployé à faira rassurgir le jeune révolutionnaire, gerde du corps de Trotski lors da son séjour an France, combattant dans las Asturies en 1934, angegé dans l'armée républicaina espagnola da 1936 è 1939, résistant des 1940 dans le France occupée. « Je vais peut-être enfin connaître l'expénence de la prison dui me ma queit », a soufflé le prévenu à

Avec gourmandise, on apprit qua ce gauchiste tombé dens l'eguarium de la Bourse gardait toujours préciausement serrée dene son portefeuilla sa carte des Jeunesses socialistes espagnoles entre les cartes nettement plus capitalistes de l'Americen Exprase et Viss. On comprit eussi que, pour ce evieux fidèle » du parti socialiste, l'argant demeurait un moven. ell evair le génie de faire sortir l'ergent du néant », lut M- Leclerc dans les souvenirs de Fred Zeiler, un emi de Théret.

Dèe lors, le faute de Mex Théret en devenait presque une formalité militanta. La politique coûte cher, observa M- Leclerc : eC'ast is nerf de la guerre!» Cette certitude sfflrmée. Mr Leclerc mit au défi la procureur de prouver la culpabilité de son clisht : e J'si attendu vos preuves, je n'ei vu que des hypothèses. J'espérais la mani-festation de la vérité, je n'ai eu qua la démonetration de mensonges. Mais qui e dit que l'ac-cueé devait dire la vérité? Il vous appartient de prouver que Boublil eer l'informateur, que Pelat e bénéficié de l'information de Boubill. C'est un travail de Titan I Si ce n'est pes Boublil, si Pelat n'est pas de mauvalse foi, si la moindre incertitude se glisse, si is chaîne se rompt, la relaxe s'impose.)

Une relaxe unanimement plaidee, y compris par M. Oliviar Bernheim, dont le client, Léo From, revint da Mismi pour entendre son avocat en traduction simultanée. Pour faire bon poids, Léo From, dirigeant de la société luxembourgeoise Petrusse Securities Internatinnal, sortit da sa poche la lettre d'un Uruguayan, Julio Soffer, effirmant être le mystériaux echeteur de 15 000 titres Triangla. L'eveu, il y e quetre ens, aurait ému. A tort ou è raison, il n'a, vendredi, que prêté è sou-

Jugement le 29 septembre. LAURENT GREILSAMER Les suites judiciaires du match Valenciennes-Marseille

## Les policiers ont entendu le directeur général de l'OM

L'interrogatoire du directeur général de l'Olympique de Marseille, Jean-Pierre Bernès, par les policiers du SRPJ de Lille sur commission rogatoire du juge d'instruction de Valenciennes Bernard Beffy, se poursuivait samedi matin 3 juillet. Selon l'état de santé de M. Bernès, brusquement hospitalisé durant une semaine eprès le début de l'affaire, sa garde à vue pourrait être prolongéa ou écourtée, mais il ne fait guère de doute qu'au vu des faits déjà établis le juge d'instruction envisage de lui notifier une mise en examen. D'autre part, le procureur de la République de Valenciennes, Eric de Montgolfier, sévèrement mis en cause par le président de l'OM, Bernerd

Teple, e reçu le soutien de la

Commencée dans l'eprès-midi du vendredi 2 juillet, la garde è vue du directeur général de l'Olym-pique de Marseille, Jean-Pierre Bernès, s été interrompus eu milieu de la suit, samedi vers 3 heures. Après evoir été examiné par un médecin, M. Bernès e rega-gné l'hôpital Sainte-Marguerite de Marseille où il e fini la suit, evant d'être reconduit dans les locaux de l'hôtel de police. De son état de santé dépendra la durée de la garde à vue qui pourrait être écourtée, avant que, selon toute probabilité, uoe mise en examen soit ootifiée par le juge d'instruction valenciensois, au vo des accusations des joueurs de Valenciennes et des élé-ments matériels saisis lors des per-

quisitions.

De sos côté, rompant avec la pratique qu'il avait instaurée depuis huit jours, le procureur de la République de Valenciennes, Eric de Mostgolfier, s pris, vendredi en fin de journée, w la décision personnelle » de ne plus parler à la presse sprés avoir coofié, la veille, sur France T: e Mol, j'affole la meute ». Peu après, dans la soirée de vendredi, le garde des secaux manifestait dans un communiqué « sa confiance aux magismunique « sa confiance aux magis-trals du siège et du parquet » char-gés du dossier OM-Valencienoes. « Face au développement médiati-que de l'Information en cours », Pierre Méhaignerie tenait e à préci-ser que la procédure dans ce dossier se déroule sous la responsabilité du magistrat instructeur dans des conditions normales, notamment au regard du respect du secret de l'ins-truction ». Le ministre de la justice réaffirmait à cette occasion qu'il « entend laisser la justice suivre son cours jusqu'à la pleine manifestation de la vérité».

#### « Un silence fracassant »

Samedi matis, M. de Montgolfier décidait de mettre fis è son silence, expliquant à notre envoyé spécial à Valenciennes, Jérôme special à vaicincientes, actome Fenoglio: « Des politiques sont montés au créneau. J'ai voulu leur opposer un silence fracassant. En décidant de me taire, j'attendais une réponse de la chancellerie. Elle est venue. » L'silssion aux politiques vice polamment Jean Glaques vise notamment Jean Glavany, porte-parole de la directios provisoire du PS. « Bernard Taple est un homme politique et on peut tout imaginer dans l'attitude de certains, y compris le règlement de comptes politique », avait ca effet déclaré M. Glavany, jeudi 1º juillet, sur les ondes d'O'FM, tout en consédant qu'é un certain nombre concédant qu'« un certain nombre des interventions de Bernard Tapie rendent les choses plus difficiles Ua père incestueux et séropositif

mé à dix-huit aus de prison. - La cour d'assises de la Haute-Ga-ronne e condamné, vendredi 2 juilet, à dix-huit ans de réclusion criminclis, un homme de quaranto-quatre ans, Jean Brousse, qui était accusé d'avoir violé l'une de ses filles pendant dix ans et de lui svoir transmis le virus du sida. L'avocat général avait requis une peine de vingt ans d'emprisonnement. La cour e accordé des circonstances atténuantes à l'accusé. qui oiait les faits. Celui-ci svait appris en 1988 qu'il avait contracté le virus do sida, mais svait tou-jours coosidéré les préservatifs comme e contraires à ses principes». Selon la victime, enjourd'hui âgée de dix-neuf ans, ses parents, qui pratiquaient l'échangisme. l'nurgient emmenée evec eux lors de rencontres avec d'autres couples. Sa mère, morte du sida en 1992, sysit reconnu les faits peu avant son décès.

pour les juges». Le responsable socialiste evait surtout décerné un « carton jaune » au procureur de Montgolfier : « Quand j'entends le procureur saisi de cette affaire dans les médias, une, deux, trois fois par jour, je conçois qu'il puisse user du devoir d'information de la justice et des médias pour rendre la justice transparente. (...) D'une certaine manière, c'est une vision moderne de la justice. [Mais] !! y a des limites à ne pas dépasser. Je ne suis pas sur qu'à une, deux, trois reprises, il ne viole pas le secret de

De sos côté, Nicolas Sarkozy, ministre du budget et porte-parole da gouvernament, avait déclaré, vendredi, sur RTL qu'«il convient que la justice fasse son travail»: « Je n'aime pas qu'on désigne des coupables avant même que la jus-tice ait pu faire son instruction et qu'il y ait eu un jugement. (...) S'il

y a eu tricherie il faudra qu'il y ait sanctions et sanctions sans doute sévères (...) mais pour l'heure cela témoigne de la nécessité sans doute d'assainir un peu le milieu du foot-

Les informations du Monde sur les résultats de la perquisition effectuée, mercredi 30 juin, an siège de l'OM à Marseille ont à oouveau été démenties dans l'en-tourage du club phocéen. Me Hervé Ghevontian, conseil de Jean-Pierre Bernes, s'est « insurgé violemment contre les affirmations renouvelées du journal le Monde» : «Il n'a pas été trouvé la moindre somme d'argent dans le bureau de Jean-Pierre Bernès », a affirmé l'ivocat, ajoutant qu'« une seule enveloppe d'un modèle standard a été trouvée ». Nous maintenons que des enveloppes d'un modèle rare, semblable à celle dans laquelle était contenu l'argent qui aurait été remis en

joueur valenciennois Christophe Robert, out été saisies au siège de POM, aussi bien dans le bureau de M. Barnès que dans d'antres bureaux, celui du directeur technique du club ayant été, lui aussi, particulièrement inventorié.

Une importante somme d'argent liquide, dépassant de loin les 15000 à 16000 francs évoqués par M. Tapie (le Monde du 3 juillet), s bien été trouvée mais - contrais ment à ce que nous avons écrit -dans un nutre coffre que celni placé dans le bureau de M. Bernès. mais a été inventoriée sur place, avec notamment un relevé des numéros des billets. Enfin, des agrafes, plus grosses que des trom-bones standard, ont bien été saisies dans les locaux du club, semblable à celle qui liait les billets de 500 francs trouvés en possessioo de M. Robert.

## Jean-Pierre Bernès, l'homme du président

Jean-Pierre Bernèe connett bien les locaux de l'hôtei de 1990, déjà, la directaur général de l'OM y avait passé trente-six heures en garde è vue, entendu par la brigade financière dens le cadre d'una enquêta sur la comptablité du club. Et il svait craqué. Jean-Pierre Bernès avait tout dévoilé des pratiques de son club sur le marché das transferts, des sociétés d'image, des primes rondelettes accordées à des intermédiaires. L'affaira n'evait pas eu de suite. Mais alle avait débouché sur la saul refroidissement connu des relations entre le directeur général et le président de l'OM, Ber-nard Tapie, visiblement exaspéré par les confessions et le pau de istance da son bras droit.

Le directeur général da l'OM: avait faill passer à l'ennemi, succomber aux appels da Claude da Bordeaux. Maie lee deux hommes avelant fini par se réconciller. Comme e'ils n'étaient pas parvenus à briser cette Intimité et ne pouvaient plus se passer l'un de l'autre pour mener les grandes et les petites effaires de l'OM.

Il n'e pu se résoudre à quitter l'homme à qui Il doit tout. Diplômé de eciences politiques, aujourd'hui agé de trente-six ana, il est certee errivé su club bien evant Bernard Tapia, en 1981, comme bénévole au eein d comité de sauvegarde de l'OM, elora so liquidation judicleire. Passionné de ballon rond, il a emprunté un itinéraire d'apparatchik du football en montant très vite dens l'organigramms du club. Maie sa carrière ne e'est accélérée vralment que lorsque Bernard Tepie s pris l'OM en

Jean-Pierre Bernès est alors le seul survivant de l'administration de l'ancien président, Jean Car-

rieu. Il semble apercevoir rapidement la décalaga qui existe entre la volonté de pouvoir absolu du nouveau patron et ses nombreuses absences. Il va se glisser dans cet espace pour devenir l'homme-clé du système Tapie è l'OM. Non pas un raprésentant qui pourrait mener le batesu è sa guise : en football plus qu'ail-leurs, Bernard Tapie e horreur de déléguer. Mais un fidèle, un aide da camp qui saurait raster dis-cret tout en obélssant aveuglément. Una fois le perenthèsa Franz Beckenbauer refermée -Bernàs e'ést inquiété pendent quelques mois de cet entraîneur doté des plein pouvoirs qui le dépoullait de ses attributions, -Jean-Pierre Bernès n'a cessé de prendra du galon au rythma où Bernard Tapie resserrait son emorise sur le club.

## «Les yeux

A l'OM, Jeen-Plarre Barnèa elme è se présenter comme « les yeux et les oreilles de Bernard Tapie ». Il perticipe eu racrutement, gèra les contrats. Il fait descendre le verbe présidentiel vers lee joueura, puie remonter les rapporte sur le moral des troupes. Dene les meuvelees périodes, lorsque Bernard Tapie laissa eller è quelques excès de langage - lors du match Marseille-Glasgow, cette saison, à la mi-tamps duquel l'encien ministre est descendu ineulter eee fontbelleurs dans les vestiaires, – il ee charge ensuite d'arrondir les angles.

Les tâches annt bien réparties : Bernerd Tspie necúpe la devent de la scène, et le personnage un peu falot de Bernès s'emploie dans les coullesee. Ainal, pendant que Tepie et Bez s'invectivelent publiquement, Bemàs partait secrètement è Bordeaux pour négociar un

L'homme ne rechigne pas devent la tâche ingrate de nier l'évidence, comma lorsque, récemtre-attaquar en dénonçant una e manœuvre de déstabilisation eprès un entretien de Raymond Goethals à France-Football. Les ordres sont les ordres.

Dans l'intérêt supérieur du club, Jean-Plerre Bernes n'a iamais hésité non plus à utiliser des procédés pau amanas envers la presse. Les journalistes du quotidien l'Equipe, puis de l'hebdomadaira France-Football, ont été interdits de vestiaire par ses soins, pour avoir publié des enticles qui déplaisaient au président. Jean-Pierre Bernès, accom-pagné de gros bras dont il aima e entourer, est allé jusqu'à menacer physiquement un reporter du quotidien sportif.

Avant que Jean-Pierre Bernès match Velenciannes-Marseills tout laissait d'aillaurs à penser que les « yeux » de Bernard Tapi à l'OM n'avaient pas toujours été très regardants. Homme des missione obscures, la directeur général de l'OM e été cité daos. la plupart des affaires que recensait un rapport de la Commission national de discipline en 1990 (Je Monde du 30 juin). Dans un rôle étrangement simileire è celul dont il est soupçonné eujourd'hui. Comme s'il n'avait jamais fixé de bornes è sa passion pour l'OM, è sa fidélité envers Bernard Tepie. Comme a'il lui fallait rence que le club lui e donné.

Jean-Pierre Bernès est aujourd'hui confronté è des accusations beaucoup plus sérieuses. Il sait que beaucoup guettent ees peroles. Et que, s'il devait craquer une deucième fois, il pourrait bien, cette fois-ci, se retrouver tout seul.

JÉROME FENOGLIO

SCIENCES '

## Les nouveaux statuts du Muséum d'histoire naturelle sont rejetés par le CNESER

Le Conseil de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNE-SER), consulté pour avis, mardi 29 juin, par le ministre de l'enseignement supérieur et de in recherche, sur les nouveaux statuts du Muséum d'histoire naturelle, s'est exprimé contre ce projet de décret par 12 voix contre et 4 pour. Le 22 juin, ce texte, qui porte essentiellement sur la redéfiuition de la composition du conseil d'admisistratios et du conseil scicstifique de l'établissement, nvait été vigoureusement contesté par les personnels du Muséum.

Au coars de cette assemblée générale, ils svaient en effet exigé le retrait de ce projet dans lequel ils voient un retour sau pouvoir mandarinal » et réclamé l'ouverture de négociations sur un statut e plus consensuel » assurant la pérennité de l'établissement, et demandé une audience au premier ministre.

Le conseiller pour l'éducation de M. Balladur sur le sujet, Nicole

Ferrier, les e reçus et a écouté leurs doléances, qui portent en priorité sur la mise en application du statut actuel du Muséum d'histoire natu-relle et l'organisation immédiate d'élections destinées à pourvoir les deux conseils du Muséum, faute de quoi, affirment-ils, le fonctionnement de l'établissement resters bloqué. Déjà, en janvier 1988, une situation analogue s'était présentée du fait de l'existence d'un projet de décret modifiant les statuts de l'établissement et rédigé par les services do ministre de la recherche de l'époque, Jacques Valade. Ce texte evait été repoussé par le CNESER, puis par le Cooscil d'Etat et finalement abandonné par

Le Muséum avait donc conservé ses statuts définis par le décret du 4 février 1985. Mais, dès son arrivée à la tête du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, François Fillos s'est ému de ce que ce texte ait été

modifié le 27 mars 1993, en pleines élections législatives. Une décision prise à la sauvette, estime l'actuelle majnrité. Et pour les représentants du personoei, une simple mise en conformité technique du décret de 1985 sur le statut du Muséum suite à un recours, on avril 1985, des professeurs directeurs du Muséum sur la définition des collèges électoraux.

Affaire à suivre dooc en attendant de savoir si les services de M. Fillon envisagent de retoucher leur texte avant de le transmettre au Conseil d'Etat. Une scule chose est sure : le ministère ne sombaite pas laisser la situation en l'état, même s'il existe, dit-il, des moyens administratifs permettant de faire fonctionner le Muséum au moins financièrement.

145°. 4 " "

my 24 24

M. 127-4-41 41

34 3

2.

4\*\*\*: .:

-14" \*\*

. . . . .

. . . .

12 m

AMB to the second

Made (alais

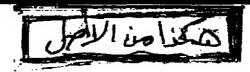
ilab en etamen

 ${\mathfrak A}_{E_{2m,2m}}$ 

- . ـ \*

San and the same

A 120 140 1 100



# ntendu

e d daudiu qu'é i us: Ministra com donts and proof the sale court

de la provincialida provincia de laira, des 4 à Marandie ant à dementies date l'en-Mer + H & d gett men & Lean Pierre Berne Carpent, Biouunde employee d'un nges ger es enve-sistes rare emblable marche from contenu

while his mails to

Robert, out the term of the Bernes Care of the Bernes Care of the Gueralta, or the particular representation of the Bernes Care of the Bernes Care

ligoide, degains 15 000 à 10 000 : M Tapac (A 16 cm been die trouver ment & or que ment dans un autre Cette somme the Total and the Sales a cite inventor to the tall avec notamment to the tall avec notament to the apmeros des bilett Eagrates, plus grantes --- in the bonco Mandara, ent cat The dens les locaux du ren de la celle que hart et borres 500 francs trouver et pour de M. Robert

# l'homme du président

in mouseur attention du BEFORE THE SAME PORCH MINIO, 7 19 at 1845 embles don devers Se separa temperatura de Des de regularieres ment is because a second Service Date of the re Tames a Roman de to district straigle distons in prescribion maintain careronia he substituted throughout the the care appropriately IN THE WASHALLES AND ne spie ubt Centralies; w Marrick of A Land Se

debut de retorne de

Marie Season test SCO

## es arrester -

JOHN PARTY BUTTER PROPERTY CONTRACTOR & DATE crising to harvery person as merele. me contrata. I fact istinstable greates of WIFE, THE PROPERTY. the same in the tracking them men in this side les à quinciere éncès and the market Mar rior griprine adeipart, A 😘 laterar : gergine Polisireducing orderigate part 6-4 4#E4 198 · F AND SCHOOLS SECTIONS HE PERMIT

MR MARK SHEET TAPAT I MORNE AT W DESIGNme Muse de Berring mers was confronted new man factor of their man marty amen's many and governor un

armatice, at quelours trating L'homme ne reche to als tex la tâche mgrate ce ce te dence, comme lorsque restri mant, il avan été chi le le m tra-attaquer en dentrite : emenouvre de cértic inc. Goethals & France France & ardres sont les cittles

Dans finteret fartere. chit. Jean Pierre Erret ... James house not the alice des procedes : 1 . amen. wayers in presse ... Caraca du quatidier deur 1112 Theodomecare Firm 11128 gen did migrats an attanta ses soms, post first fitte in articles qui pépisale (\*\* 2. 7% date John Pherry Ent 1127 pagrié de gros trus dert are S'ensourer, est all .... evenien sport"

ne sod impliqué con i iniza i match. Valencier des Missel tout lawarest to a mart 1 2018 the les a paul a or Former to a l'OM n'event per to tore! tras regardants N. --- " messions observed a 1977 gineral de 1986 a 1971 and to plupart pay of a ret are rest sait un rapport de l'immiss reponel de discipline in 194 t dont a est southern ... of dies. Contact . find the ingritors if he mande out FORM, & sa hos or an any bend Tape Comme is that I die per tous les montres I on our in that is a partie Jeen-Platte Bernet 75' 500

ditor continued to the son said that here in a service parties Et que Quer una de puisrad been, pette on - 12 to

war tout sea JEROME FENOL

## is du Muséum d'histoir jetés par le CNESER

國 新加州西北部 华 米代司 Makes Chinaria Bally Marinist up account see en appear 1955, and design a sense heavy of per en marine per les ser makes the in the best his g facilities Table 19 19 and reprotess par in THE ME SON SHEET

A THE STATE OF THE Francis Files and we we have not tot

se meter so muril picing Market pro-Patterne Ar E de Management de La Language de La कुछ वैद्यान्त्रिक वर्ष Marie & Sestimate of An Marie en att diseased to be seen to be কার্যক প্রাণ্ড জন্ম ১ জন্ম Arte to the second of the 3271 Ar 1617 Ingo term and Section 2 and the second section 2 and the section 2 and the second section 2 and the section 2 and the section 2 and the second section 2 and the The state of the s THE PARTY AND ADDRESS OF THE PARTY AND ADDRESS British Ber of Adults in the Control of the Control

# SOCIÉTÉ

Critiquant le rôle de « courroie de transmission » du garde des sceaux

## Une intersyndicale de professionnels de la justice et de la police fustige les «lois Pasqua»

des organisations de la police et de la justice a fustigé, jeudi 1º juillet au siège parisien de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), la «politiqua sécuritaire » du gouvernement et le rôle de « courroie de transmission du ministre de l'intérieur joué par le garde des scaux». Aux côtés de la FASP (majoritaire chez les policiers en tenue), le Syndicat des avocats de France (SAF, 30 % des voix). le Syndicat de la magistrature (SM, 31 % des voix), le SNPES-Protection judiciaire de la jeunessa (SNPES-PJJ), la CFDT (justice-police, majoritaire chez les personnels administratifs de la justica), et la CGT (cours et tribunaux) ont dénoncé la logique des récents projets de loi que devront appliquer les pro-fessionnels de la justice et de la

Jamais, depuis le mobilisation contre le projet « Sécurité et liberté » d'Alain Peyrefitte, une telle intersyndicale ne s'était constituée. Même si elles n'ont pas forcément enjourd'hui autant d'inflnence qu'bier, les organisstions les plus remuantes de la police et du monde judiciaire - la FASP, le SAF et le SM, proches de la ganche - ont donc décidé de créer un front commun contre la politique de sécurité du gonvernement Balladur. « Formont un ensemble coherent, les textes qui sont aujourd'hui devant le Parlement vont beaucoup plus toln que « Sécurité et liberté », affirmeot-

## Pas de mot d'ordre

d'action Les projets de loi sur les nationalité, la maîtrise de l'immigration, et la réforme du code de procédure pénale, ressoudent une union contre « un appareil répres-sif qui se met en place (...) avec, comme seule orientotion, le toutsécuritoire » et qui risquerait de porter « atteinte à des libertés fon-

« La rédoction du texte sur les contrôles d'identité dits préventifs est de noture à multiplier les cas de délit de facies, commente l'intersyndicale. Les contrôles ordonnes par un procureur de lo Répu-blique risquent de donner lieu à des outorisations volables plusieurs mois dans un même quor-tier, dont les habitants seront ainsi stigmatisés. » La réforme du code de procédure pénale provoque, de son côté, une « rupiure du prin-cipe d'égalité du citoyen dans les droits de lo défense et dans la

Les développements judiciaires de l'affaire ORCEP

#### Noël Josèphe, ancien président de la région Nord-Pas-de-Calais a été mis en examen

L'ancien président du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, Noël Josephe (PS), a été mis en examen pour «abus de confiance», dans le cadre de l'affeire de PORCEP, une association soupconnée d'avoir versé des salaires à des élus pour des emplois fictifs (le Monde des 13 et 20 février). M. Josèphe, maire de Beuvry-les-Béthune (Pas-de-Calais), qui a été à la tête de la région pendant onze ans, était à ce titre président de l'ORCEP (Office régional de la culture et de l'éducation permanente), dont un audit avait révélé, en septembre 1992, un déficit de 20 millions de francs. La comptable de l'association, Danielle Gboris, qui avait reconnn avoir détourné 800 000 francs, avait été mise en examen le 2 février pour « faux en écriture et abus de confiance ». Après deux mois de détention provisoire, elle s été remise en liberté le 9 avril. M. Josèphe devrait être entendu prochainement par Emmamuel Barbe, le juge chargé d'instruire ce dossier,

Une intersyndicale regroupant gorde à vue », ergumente-t-elle. Les organisations se rejoignent pour dénoncer la togique d'ensemble qui les inepire et le rôle moteur occupé par le ministre de l'intérieur. « Y a-t-il un garde des sceoux ò lo Choncellerie? interroge l'intersyndicale. Y a-t-ll une

politique judiciaire?» Formulée notamment par le Syndicat de la magistreture, la critique du « rôle de courroie de transmission du ministre de l'intérieur joué por le gorde des sceoux est iconoclaste, tent Pierre Mébaignerie s'est efforcé de donner récemment l'impression contraire lors de la polémique sur l'amendement Marsaud. A propos de la réforme du code de procédure pénale, les magistrats n'ont « pas l'impression que le ministre de lo justice pèse beaucoup dons le débat ou dons les omendements ». Au sujet des mineurs délinquants, « ce sont M= Veil ou Charles Pasquo qui donnent les orientotions en motière de justice, qu'il s'ogisse des centres fermés ou de l'éloignement des mineurs multi-récidivistes », ajoute le SNPES-PIJ. Au point que le SAF parle des « qua-tre lois Pasquo » (en visant la réforme du code de procédure pénale et celle des contrôles d'identité, qui sont présentées par le garde des sceaux, tandis que les lois sur le code de la nationalité et le maîtrise de l'immigration sont défendues par le ministre de

Face à cette « inflation législative répondont à des puisions demagogiques », l'intersyndicale regrette « l'obsence totole de concertation » avec les représen-tants du personnel. Dubitative sur la capacité de mobiliser les troupes à la veitle des vscances d'été, l'intersyndicale ne s'est pour l'instant engagée sur aucun mot d'ordre d'action. Les avocats oot cependant évnqué l'bypothèse d'une « grève », tendis que les magistrats se sont demandés s'ils « pourront oppliquer des textes aussi liberticides ».

**SPORTS** 

CYCLISME: le départ du 80° Tour de France

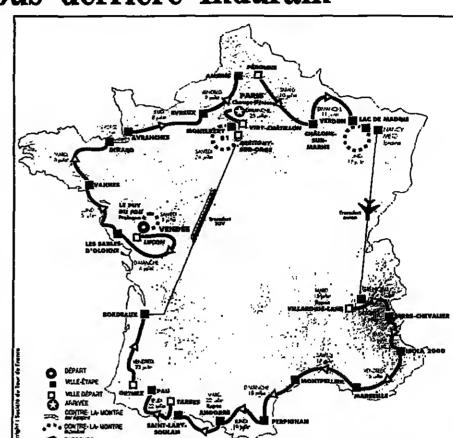
## Tous derrière Indurain

Le départ du Tour de Franca devait être donné samedi 3 juillet au Puy-du-Fou (Vendée) lors du prologua, un contre-la-montre individuel de 6,8 kilomètres. inauguréa la veilla par una fastuausa cérémonia son et lumière, la Grande Boucla fêtera aes quetre-vingts ens d'une manière très hexagonala, ne se parmettant qu'una escapade an Andorre. En 1992, ella avait visité sept pays auropéena. Les cant quatre-vingts couraurs, répartis en vingts équipes (deux de moins qu'en 1992), rejoindront Paris la 25 juillat, après 3 700 kilomètrea d'une coursa divisée en vingt atapas, dont daux contre-la-montre individuels. Double vainqueur du Tour de France en 1991 et 1992, rácent vainquaur du Tour d'Italia, l'Espagnol Migual Indurain est la grand favori de l'épreuve. Il devra toutefois sa méfier das grimpeurs comma l'italien Claudio Chiappucci ou la Suisse Tony Rominger, qui seront gátés cette année avec cinq étapes de montagne, deux de plus qu'en

LE PUY-DU-FOU (VENDÉE)

de notre envoyée spéciala Deux cents ans après la révoite des Chouans, la Vendée a retrouvé un roi. Il est espagnol, c'est un hidalgo navarrais. Miguel Indurain est le plus sûr prétendant au trône qu'il a conquis en 1991 et 1992. Au Puy-du-Fou, il règne une sorte de fetalité chez les autres coureurs. A l'orée de cette quatre-vinstième édition de la cette quatre-vingtième édition de la Grande Boucle, personne ne semble songer à la victoire, espérant tout d'abord battre Indurain, rouiller cette belle mécanique, dominer enfin ce coureur complet, grand spécialiste du contre-la-montre, ce coureur-ordinateur, disent joi les jaloux. Son nom est sur toutes les lèvres, sa cote varie entre sept et oeuf chances sur dix de réussir le triplé consécutif comme Louison Bobet (1953-1954-1955), et

consécutif que seuls Jacques Arquetil (1961-62-63-64) et Eddy Merckx (69-70-71-72) ont réussi (1). Pourtant, ce Tour de France sem-



ble plus ouvert qu'en 1992. Les grimpeurs, comme l'Italien Claudio Chappucci – dauphin d'Indurain, en 1992 – ou le Suisse Tony Rominger – double vainqueur du Tour d'Espagne (1992 et 1993), - peuvent sai-sir leur chance de creuser les écarts. Le tracé leur offre le passage de neuf

cols de plus de 2 000 mètres au cours de cinq étapes de montagne : deux dans les Alpes, où its passeront par le col de la Bonette, Restefonds, toit du Tour (2802 m) et trois dans les Pyré-nées, délaissées lors de la précédente Bien que doté d'une étonnante

puissance physique, Indurain est peu à l'aise sur les fortes dénivellations. « Pour le renverser, explique Cyrille Guimard, directeur de l'équipe Cas-Rominger forment un véritable com-plot, qu'ils attaquent ensemble pour espérer le loisser derrière eux.» Le

contra son compatriote Andre

Agassi, Sampras a battu, ven-

dredi 2 juillet an trois manches.

Boris Becker qui avait laissé trop

d'énergia dans la confrontation

avec son compatriota Michael

Stich en quart de finale. Privé

d'una opposition consistante

avant les demi-fineles, Stefan

Edbarg n'a pu résister que quatre sets à Jim Courier, qui a été

avantagė par las forts rebonds

LONDRES

de notre envoyé spécial

Le centre court de Wimbledon fait

peine à voir. Cela tieot de la pelouse

sabélienne, de la prairie sibérienne. Entre les carrés de services et les

lignes de fond, il y a comme de

grosses flaques de poussière; derrière les lignes de fond, ce n'est que du sable. Aux changements de côté des joueurs, des jardiniers ramassent les

herbes folles, tenteot de boucher les

trous en tapant du pied sur le sol. La belle moquette d'herbe, orgueil

du All England Club, est comme un

Pareil outrage, le gazon de Church

1976. Cette année-la, une sécheresse

dus au temps sec.

Tour était sans doute le Suisse. Reste à savoir si Rominger répondra à son

Miguel Indurain e eppris à tirer partie des luttes «tribales» des pré-tendants au maillot à pois. Il prend parfois le risque de regarder s'ourdir les attaques sans lui, de laisser les autres s'époumoner dans des batailles qu'il parie mutiles. Il espère profiter de la rivalité des vedettes de la montagne comme il l'a fait en Italie, en remportant le Giro, le 13 juin, aux dépens de Chiappucci, qui a terminé

Cette année encore, l'Espagnol reste un roi solitaire, chef de file d'une equipe trop moyenne pour pouvoir l'épauler dans sa quête de la victoire, surtout dans comptera sur la première partie de l'épreuve, dix étapes su nord, réservées aux rouleurs et, bien sûr, sur les coureur italien n'a effectivement pas contre-la-montre dont il est le souve-

rain incontesté. En 1992, entre Tours et Blois, il avait dépassé le record de l'heure détenu par Francesco Moser, tétanisant de peur ses adversaires, leur sapant définitivement le moral.

Sur son agenda, l'Espagnol a déjà pointé le 12 juillet, date du contre-la-montre au lac de Madine (Meuse). Deux jours avant d'attaquer les Alpes, ce deuxième acte du Tour dévolu oux purs grimpeurs, il entend bien assommer ses adversaires. Ven-dredi, au Puy-du-Fou, Miguel indurain a déjà commencé son travail de sape. Il a tout simplement ignoré ses adversaires, estimant que son princi-pal enoemi, sur le Tour de France 1993, était lui-même.

BÉNÉDICTE MATHIEU

(1) La première victoire de Jacques Anquetil dans le Tour avait été obtenue en 1957. Quant à Eddy Mercks, il avait

## REPERES

## ÉDUCATION

La réforme des lycées est approuvée par le Conseil supérieur de l'éducation

Annoncée le 7 juin par la ministre de l'éducation netlonele (le Monde du B juinf, la réforme des classes termineles de lycée et du baccalauréat e été examinée, jeudi 1= juillet, per le Conseil eupéneur de l'éducation, organisme consul-tatif ou eont représentés tous les partenaires du monde de l'éducation. Cette séance du CSE e provoqué le grogne de plusieurs syn-dicats ou essocietions (le FEN, le SGEN-CFDT, le CGT, les parente de la FCPE ou encore les délégués des lycéens), furieux d'être consultés trois comaines après l'annonce des mesures et qui ont quitté la séance. En leur ebsence, le réforme de M. Beyrou e été approuvée par 7 voix contre 2, evec 11 abstentione et 3 refus de

## ILE-DE-FRANCE

Le Conseil d'Etat annule l'arrêté de 1988 sur la création d'Orlyval

Par una décision rendue le 2 juillet, le Conseil d'Etat a annulé les arrêtés ministériels du 2 novembre 1988 et du 10 avril 1989 qui avaient déclaré d'utilité publique les travaux da création d'Orlyval, la liaison en site propre entre la gare de RER d'Antony et l'aérogare d'Orly. Il a également décleré illé-gal l'errêté par lequel la préfet des Hauta-de-Saine avait déclaré expropriables las tarrains nécessaires à la réalisation da ce métro eutomatique. Le Conseil d'Etst considèra an effet que « les travaux de création de chemins da fer d'intérêt général ne peuvent être déclarés d'utilité publique que par décret en Conseil d'Etat ».

Catte décision est le demier épisode d'une téalisation contestéa. Au cours de la première cohabitation, le gouvarnement de M. Chirae eveit feit de cette descerte l'une dec illustrations de sa politique libérale. Jacques Dauffiagues, minietre des trensports, eveit décieré le 21 avril 1988, que cette ligne concédée ene devrait pes enûter un sou eu contribuable ». Son finencement (1.2 milliard de francel et san fonetinnnement staient entièrement confiés à des sociétés privées. Inaugurés te 1= octobra 1991, la ligne n'evait transporté que 1,5 million de passagers un en plue tard au lieu des 4,3 millions prévus.

Examen de santé «normal» pour le pape

# A L'EST? Sous la direction d'Alain Gélédan

Préface de Jacques Lesourne

Le pronostic allait en faveur d'una demi-finale masculina des championnata de Wimbladon 1993 cant pour cent auropéenna, avec une quatrième édition du Backer-Edberg das années 1988, 1989 et 1990, En fait, pour la première fois depuis le McEnroe-Connors de 1984, ce devait être, dimancha 4 juillet. jour de la fête nationale des Etats-Unis, une finale américaine et inédite entre Pete Sampras et Jim Courier. Ne souffrant plus de l'épaule qui l'avait handicapé

## RELIGIONS

Jean-Peul II a été briàvement hnepitalleé, vendredi 2 juillet, à l'hôpitel Gemelli de Rame, pour subir un exemen eu scenner de l'ebdomen. Selon le porte-parole du Vatican, il s'agissait d'un examen de routine, comme ceux auxquels il a été procédé à plusieurs reprises aprèe l'intervention chirurgicale subia en juillet 1992 par le pape et qui avait permis l'abiation d'une turneur bénigne à l'intestin. Toujours selon le Vatican, le résultat de cet examan est «normal» et eucune modification n'eat prévue dans l'emploi du temps du pape pour les prochains jours.

# **QUEL AVENIR ECONOMIQUE**

EN VENTE EN LIBRAIRIE

TENNIS: les championnats de Wimbledon

## Herbes folles

1993. Il pleut un peu partout en ce début du mois de juillet. Pertout, sauf à Londres! Cela revient donc malgré tout au même pour Wimble-don. Comme dix-sept ans aupara-vant, les championnats se terminent plus sur terre battue que sur gazon. Les mêmes causes produiront-elles dès lors, les mêmes effets? En 1976, Bjoro Borg, qui avait remporté les Internationeux de

France les deux années précédentes et auquel les spécialistes ne donnaient pas la moindre ebance de victoire à Wimbledon, a bénéficié de ces eirconstances elimatiques pour prendre tout le monde à contre-pied et s'emparer du titre qu'il allait gar-der cinq ans, exploit inégalé. En 1993, l'Américain Jim Courier est dans une situation comparable à celle de Bjorn Borg. Il e emporté la levée parisienne du grand chelem les deux années précédentes, il vient de perdre ce titre et se retrouve à Lon-dres, en finale, sur un gazon que le ciel rend moins bostile. L'analogie ira-t-elle à son terme?

L'analogie ira-t-elle à son terme? La référence e-t-elle une valeur? Il y a un mois, on avait laissé Jim Cou-n'er presque soulagé d'evoir cédé sa couronne à l'Espagnol Sergi Bru-guera, comme détaché de la lutte pour le pouvoir, résigné à la défaite. Son passage à Wimbledon, il le prenait comme une obligation e remplir, pas comme une ambition s'assouvir. « Le 4 juillet, j'ai prévu de faire un parcours de golf avec mon père en Floride», a-t-il assuré. Pour-tant, ce dimanche de fete nationale américaine, jour de la finale des simples messieurs, on devait le retrouver, sur le court central, en face de son vieux copain Pete Sampras, à courir sur cette savane avec au ventre la peur du chasseur de

L'étonnant, c'est que pour en arriver là, Jim Courier s'est départi de sa cuirasse de samoural. Il s'est billard qui aurait servi de piste de comporté autrement que comme un androîde programmé pour le vic-toire. Il n'a pas joué au petit prof, n'a pas fait la leçon. Il s mis les Road n'en avait pas connu depuis mains dans le cambouis, en bon ouvrier, en vrai prolétaire. On l'a vu centenaire avait accablé l'Europe. Les conditions sont différentes eo perdre son calme, on l'a entendu meeting de Zurich.

injurier un arbitre, il se pincait les doigts dans son bricolage. Il a pris sur le gazon une firme moins guer-nère, plus bumaine, que sur la terre battue parisienne ou le ciment newynrkais. C'est dire qu'il a été plus fragile, moins lisse. Il a souffert con-tre Jason Stoltenberg, Wayne Fer-reira et même Todd Martin. Il ne partait donc pas favori contre Stefan Edberg en demi-finale.

Pendant une manche et deux jeux, le Suédois sembla, en effet, invincible. Puis, sans raison epparente, son service se dégrada, sa volée feiblit, ses retours mothrent. D'un seul coup, il cédait è la pression de Jim Courier comme un barrage cédant à la pression de l'eau. L'Américain était maître du court, opposant sa puissance, imprimant son rythme. Indifférent aux règles du genre, la charge à découvert vers le filet, il pilonnait du fond du court, faisant regner chez l'attaquant la crainte du cogneur, la terreur du

C'est ce Jim Courier sans inbibition et sans apprébension, qui se retrouvera en finale sur une steppe acide, offrant t'occasion d'une confrontation contrastée ever un autre attaquant, le tennis béton con tre le tennis canon. De quoi régaler Wimbledon, terminer en beauté son déjeuner de soleil, mettre le point final à une quinzaine où le record de vente de fraises à la crème a été amélioré, où des places au merebé noir ont dépassé cent livres (près de 900 francs).

## **ALAIN GIRAUDO**

 ATHLÉTISME : Marie-José Pérec améliore son record de France du 200 mètres. - Marie-José Pérec a amélioré son propre record de France du 200 mètres en 21 s 99/100°, veodredi 2 juillet, au cours de la réunion d'sthlétisme de Villegeuve-d'Ascq (Nord). Elle détenait le précédent record depuis te 19 août 1992 (22 sec 20/100) au

## **THÉÂTRE**

AKTÉON-THÉATRE (43-38-74-62). Le 20 h. La Si Jolis Vie de Sylvie Joly Premier: 17 h et 22 h. Couleurs de Parts: 18 h. L'Enfant criminel: 20 h 30. ARCANE (43-38-19-70). Je cours, j'al reliement de hâte : 20 h 30, dim. 17 h. ARTISTIC-ATHÉVAINS (48-06-36-02). L'Eloge de la folie : 19 h

AUDITORIUM SAINT-GERMAIN (48-33-87-03). Au bord du lit : 20 h 30.

BATEAU-THÉATRE LA MARE AU **DIABLE-RIVE GAUCHE (40-46-90-72).** Sur le dos d'un éléphant : 21 h, dim.

9ERRY-ZÈBRE (43-57-51-55). Dim. Les Champêtres de joie : 20 h 30. 806INO (43-27-75-75). Le Pied 8 l'étrier : 21 h.

**BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24).** L'Avare : 21 h. dim. 16 h. BOUFFONS-THÉATRE DU XIX-(42-38-35-53). Ça vaut la peine quand māme : 21 h.

CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51]. Les Zappeurs : 20 h. Le Graphique de Boscop : 21 h 15.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Etats frèree? Et ta sœur...; 21 h, dim. 15 h 30. CENTRE CULTUREL DE LA CLEF (43-07-14-30). Meurtre & l'euba

20 h 45. **CENTRE POUCHKINE (44-05-64-20).** Des pommes pour Eve : 20 h 30. CINO DIAMANTS (45-80-51-31), Out :

20 h 30, dim. 17 h 30. COMÉCIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Les coqs se couchent à

l'aube : 21 h COMÉDIE DE PARIS (42-61-00-11). Voltaire-Rousseau: 16 h et 21 h 30. COMÉDIE CES CHAMPS-ELYSÉES (47-20-06-24), L'Aide-mémoire : 18 h

et 21 h. COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). Le Doux Baiser d'amour : 15 h et 20 h, dim. 14 h. L'Epouse prudente : 21 h 15. COMÉCIE-FRANCAISE SALLE RICHELIEU (40-15-00-15). Le Malade imaginaire : 20 h 30.Dim. La Prix Mertin : 20 h 30. Le Faiseur : 14h.

CRYPTE SAINTE-AGNÈS (EGLISE SAINT-EUSTACHE) (47-00-19-31). Le Lettre : 18 h 30, dim. 15 h. Le Cid : 20 h 30, dim, 17 h 30. ESPACE ACTEUR (42-62-35-00).

Crazy Daisy: 21 h. ESPACE MARAIS (48-04-91-55). L'Ile des esclaves : 20 h, dim. 15 h. La Mouette : 21 h. Feu le mère de madame : 21 h. dim. 18 h.Dim. Le

Mariage de Figaro : 16h. GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-16). Ce qui arrive et ce qu'on attend : 20 h 45, dim. 15 h. GALERIE CHRISTIAN SIRET

(42-61-46-04). Un amour : 17 h 30. GRANO EOGAR (43-35-32-31). Le Système Ribadier : 20 h. Mignonne, allons voir si la rose : 22 h.

GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61). Eux souls le savent : 19 h. Amours en pièces : 20 h 30. Personne n'est parfait : 22 h.

HÉBERTOT (43-87-23-23). Pygmation : 19 h 30 et 20 h 45. HOTEL OE SULLY (44-61-21-50), Dim.

Les Peupliers d'Etretat : 21h15. HUCHETTE (43-28-38-99). La Cantatrica chauve : 16 h 30. La Lecon :

LA GRUYÈRE (48-74-76-96). Temps contre temps ; 20 h 30, dim. 15 h, LE FUNAMOULE THÉATRE (42-23-68-63), Man, Ooris, Gus : 19 h 30, dim. 17 h. La Horta : Boule de mit: 20 h 45

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 16 h 45. Le Banc : 20 h. Isabelle Eberhardt ou la Magie des sables ; 21 h 30. Théâtra rouge. Les Dix Commandements: 19 h. Les Aventures du beron de Faaneste : 21 h, dim, 16 h.

PARIS EN VISITES

a L'Opéra, centre de la vie mon-daine de la fin du dix-neuvième siècle. Garnier et le style Napoléon III. Le nouveau Musée a, 11 h 15 et 15 heures, devant l'entrée, à droita (Comaissance d'ici et d'elleurs).

s'Hôteis de prélets et de parlemen-taires dans la quartier Saint-André-des-Arts s, 14 h 30, devant la fon-

al. église et les hôtels de l'ile Saint-Louis s, 14 h 30, métro Sully-Mor-land, sortie boulevard Henri-IV

s Mouffelerd et ses jerdins ».

14 h 30, métro Monge, sortie sur le

« Jardins et chapelles secrètes de la rue Mouffetard », 14 h 30, angle de la rue Mouffeterd et de le rue du Pot-de-Fer (S. Rojon-Kem).

s Tombes célèbree du Père-Lachaises, 10 h 30 et 14 h 45, porte principale, boulevard de Ménimontant (V. de Langlade).

place (C. Merle).

21 h 30.

MACELEINE (42-55-07-09). Atout ccecir: 21 h, dim. 15 h 30. MARIE-STUART (45-08-17-80). Je me tiens devent toi nue : 20 h 30. 0im.

MATHURINS (42-65-90-00). En attendant les bœufs : 20 h 30, dim. 15 h. MÉTAMORPHOBIS (42-61-39-70). Tonnelle d'été : 15 h. Le Miroir des songes : 21 h, dim. 15 h.

MICHOOIÉRE (47-42-95-22). Partenaires : 20 h 30 dim 16 h MONTPARNASSE (43-22-77-74). Mortadela : 16 h et 21 h 15.

CEUVRE (48-74-42-52), Pendant que vous dormiez ; 20 h 45, dim. 15 h. PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (42-02-27-17). Pétaouchnok : 20 h 45.

PALAIS OES GLACES (PETIT SALLE) (42-02-27-17). Bruno Lugan : 20 h 30. PALAIS-ROYAL (42-97-69-81). Ubu :

POCHE-MONTPARNASSE (45-48-92-97). Salle I. Vingt-quatre heures de la vie d'une femme : 19 h et 21 h.

PORTE SAINT-MARTIN (42-08-00-32). Knock: 17 h et 20 h 45. PRÉ-CATELAN, JARDIN SHAKES-PEARE (42-27-39-54). Les Précieux : 15 h et 18 h 30. Lee Femmes, les truffes et la musique ou Mon gendre, tout est rompu: 21 h 30, dim. 17 h 30. PROCRÉART (42-52-09-14), Y'e t'une mouche sur l'mur : 21 h.

RANELAGH (42-88-64-44), Les Enfants du silence : 20 h 45, dlm. 17 h. RENAISSANCE (42-08-18-50). La Jeva des mémoires : 16 h et 21 h. ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20), Le Jardin des cerises : 20 h 30, dim. 18 h. SAINT-GEORGES (48-76-63-47). Una

asplrine pour deux : 20 h 45. SPLENDIO SAINT-MARTIN (42-06-21-63), Improvizefond : 20 h 30. Didler Genureau : 22 h. THEATRE OF OIX-HEURES (46-Q6-10-17). Les Jeunes Pères : 20 h 30. Vous allez rire : 22 h. THÉATRE O'EDGAR (42-79-67-97). Union libre : 20 h 15. Les Sacrés Mons-

tres : 22 h. THÉATRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-OE-MAI (48-05-67-69). L'oïseau n'e plus d'ailes : 20 h 30, dim. 17 h. THÉATRE MAUSEL-MICHEL GALA-6RU (42-23-15-85). Madame de Sade : 20 h

THÉATRE MAURICE-RAVEL (43-48-10-66).Dim. Littorina littoralis ou le Corrolexe du bigomeau : 20h30. THÉATRE NATIONAL OE CHAILLOT (47-27-61-15). Saile Gémier. Eve Peron: 20 h 30. Salle Jean Vilar. La Mégère epprivoisée : 20 h 30, dlm.

15 h. THÉATRE OE NESLE (46-34-61-04). Le Théâtre de Brel : 16 h. A Life in the Theatre (en anglais) : 20 h 30. On va faire la cocotte, Mals n'te promène donc

pes toute nue : 22 h 15. THÉATRE SILVIA-MONFORT (45-31-10-96). La Peau des autres : 20 h 30, dim. 17 h. TOURTOUR (45-67-82-48). M'sieur

Offenbach: 19 h. Chronique d'une mort ratardée : 20 h 30. TRISTAN-6ERNARD (45-22-08-40). Chopelia: 21 h.

**RÉGION PARISIENNE** 

CLICHY (PETIT THÉATRE) (40-87-12-72). Entre ciel et terre : 21 h. MUSÉE NATIONAL DES GRANGES DE PORT-ROYAL (30-43-73-05). Lea Confessions: 16 h.

SAINT-OENIS (THÉATRE RAJ'GANA-WAK) (45-67-87-74). L'uvre du pitre :

a Un temple bouddhique dans une case africaine : la pagode du lac Dau-mesnil a, 15 heures, 40, route circu-laire du lac Daumesnil (Monuments

« Saint-Etienne-du-Mont et l'hi

15 heures, devant le portali principe 1, place Seinte-Geneviève (Connai-

**CONFÉRENCES** 

la montagne Sainte-Geneviève »

a A lasy-les-Moulineaux : un parc,

séminaire a, 15 heures, 33, rue du inéral-Lecierc, à lasy (Paris et son

23, quai Conti, 14 h 45 : «L'exégas en crise», par 0. Bourei (Académie des sciences morales at politi-

23, qual Conó (grande salle des

séances), 15 heures : s Histoire de la Téthya depuis 250 millions d'an-nées», par J. Dercourt (Académie des

LUNOI 5 JUILLET

## **CINÉMA**

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

SAMEDI L'Explonnaga, un genre Impur : l'Es-pionne (1923), d'Henri Oesfontaines, 14 h 30 : Marthe Richard au service de la France (1937), de Raymond Bernard, 16 h 45 : Mata Hari (1631, v.o.), de George Fitzmaurice, 16 h ; Une femme disparaît (1938, v.o. s.t.f.), d'Alfred Hit-cheokt. 21 h.

DIMANCHE

L'Espionnage, un genre Impur : Salonique nid d'espions (1937), de Georg Wilhelm Pebst. 14 h 30; Secret Live (1937, vo. a.t.f.), d'Edmond T. Gréville, 15 h 30; Mata Hari (1664), de Jean-Louis Richard, 16 h; le Chatte (1658), de Hari (1658), de Henri Decoin, 21 h.

GEORGES-POMPIDOU SALLE GARANCE (42-78-37-29)

SAMEDI SAMED
La Cinéma armérien : Kariné (1667, v.o.
a.t.f.), d'Armand Manarian, 14 h 30 ;
Cantique des cantiques (1933, v.o.
s.t.f.), de Rouben Manoullan, 17 h 30 ;
Serguer Paradjanov (1986, v.o. s.t.f.), de
Patrick Cazals, Achik Kerib (1986, v.o.
a.t.f.), de Serguei Paradjanov et David
Absehidze, 20 h 30.

DIMANCHE

Le Cinéma arménien : Vois entre rêve et Le Cinéma aménien : Vols entre rêve et réalité (1683, v.o. s.t.f.), de Roman Baletan, 14 h 30 ; Tout va très bien, madame la marquise (1891, v.o. e.t.f.), de Robert Sahaklants, David-Bek (v.o. s.t.f.), de H. Bek-Nazarlan, 17 h 30 ; Lebbaeus/Thaddeus (v.o. s.t.f.), de Arby Ovanessian, Arshin Mel Alan (1937, v.o. traduction simultanée), de Setrag Vertian. 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande-Galerie orte Saint-Eustache Forum des Halles (40-26-34-30) SAMEDI

Les Seventies - 2º partie : l'après-Mai 88 : Années féminines : Actualités Gau-mont, Pluriellae (1987) de Jeen-Patrick Lebel, 14 h 30 : Sande ennonce : l'Amour en fuite (1878) de François Truffaut, l'Amour l'eprès-midi (1972) d'Eric Rohmer, 16 h 30 : Spot Dim (1997) le Partieir de Merience (1970) (1697), le Portrait de Marianne (1970) de Daniel Goldenberg, 16 h 30 ; Actuali-tés Geumont, Une histoire simple (1678) de Claude Seutet, 20 h 30.

**OIMANCHE** 

Les Seventies - 2º partie : l'après-Mai 68 : Années utopiques : Spot Sameri-taine (1980-1669); Valparaiso, Valpa-raiso (1971) de Pascel Aubien, 14 h 30 ; Bende annonce : le Charme discret de la bourgeoisie (1672) de Luis Bunuel, la (1673) de G. Cohen, 15 h 30 : Stone et (1673) de G. Colleiri, 19 in 30 ; Storie et Charden chentent l'Avventura (1971) de Dady Davis-Boyer, Croque la vie (1981) de Jean-Charles Tecchella, 19 h 30 ; Actuelités Gaumont, F. comme Feiranks (1678) de Maurice Dugowson,

LES EXCLUSIVITÉS

A CAUSE D'ELLE (Fr.): Forum Orient Exprese, 1" (42-33-42-26; 36-65-70-67); UGC 6ierritz, 6\* (45-62-20-40; 36-65-70-81); UGC Gobelins, 13\* (45-91-94-95; 36-65-70-45); Miremer, 14\* A FLEUR DE MER (Por., v.o.) : Letina, 4· (42-78-47-66).

4º (42-78-47-46).
A TOUTE ÉPREUVE (\*\*) (Hong-Kong, v.o.): Forum Horizon, 1º (45-08-57-57; 36-65-70-83); George V, 6º (45-62-41-46; 36-65-70-74); Gaumont Grend Ecran Italie, 13º (45-80-77-00); v.f.: UGC Montparnasse, 6º (45-74-94-94; 36-65-70-14).

AGAGUK (Fr.-Can., v.o.) : Lucemaire, 6 (45-44-57-34). AMANTS (Esp., v.o.): Espece Seint-Mi-chel, 5- (44-07-20-49); Elyades Lincoln, 8- (43-59-38-14); Sept Parnassiens, 14- (43-20-32-20).

ANTONIA & JANE (Brit., v.o.) : Lucer naire, 8- (45-44-57-34). L'ARBRE, LE MAIRE ET LA MÉDIA-THÈQUE (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 8° |46-33-97-77; 36-65-70-43) : Den-fert, 14° (43-21-41-01). L'ARCHE ET LES DELUGES (Fr.) : Bien-

venee Montpernease, (36-65-70-38). ARIZONA OREAM (A.-Fr., v.o.) ARIZONA OREAM (A.+r., v.o.) ; Forum Drient Express, 1-, (42-33-42-26 : 39-95-70-67) ; Cinoches, 6- (46-33-10-82) ; George V, 6- (45-62-41-46 ; 36-65-70-74) ; Seint-Lambert, 15- (45-32-91-88).

AVRIL ENCHANTÉ (Brit., v.o.) : George V, 8- (45-62-41-46 ; 35-65-70-74). BAD LIEUTENANT (\*\*) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3• (42-71-52-36) ; Utopia, 5• (43-26-84-65) ; Studio 26, 16• (46-08-36-07).

BASIC INSTINCT (\*) (A., v.o.): Studio Galanda, 5: (43-54-72-71; 39-65-72-05); UGC Triomphs, 8-(45-74-93-50; 38-65-70-76). LA BATAILLE DE SALAMMBO (Fr.) La Géoda, 19- (40-05-80-00).

SEAUCOUP DE SRUIT POUR RIEN 9EAUCOUP DE 9RUIT PDUR RIEN (Brit., v.o.) : Forum Horizon, 1 = (45-08-57-57; 38-65-70-83); Gaumont Opéra - ex-Impérial, 2 / (47-42-72-52); Les Trois Luxembourg, 6 / 48-33-97-77; 36-65-70-43); UGC Denton, 6 · (42-25-10-30; 36-65-70-68); UGC Montpamasse, 8 · (45-74-94-94; 38-85-70-14); La Pagode, 7 · (47-05-12-15); UGC Champe-Elysées, 8 · (45-62-20-40; 38-65-70-68); La Beatille, 11 · (43-07-46-60); Gaumont Grand Ecran Italie, 13 · (45-80-77-00); Mistrel, 14 · (36-65-70-41); 14 · Juillet Beaugranelle,

15- (45-75-79-78); UGC Meillot, 17- (40-68-00-16; 36-65-70-81); v.f.: UGC Dpéra, 6- (45-74-95-40; 38-65-70-44); UGC Gobelins, 13- [45-61-94-95; 38-65-70-45]; Geumont Parnesse, 14- (43-35-30-40). BEIGNETS OF TOMATES VERTES (A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82) UGC Triomphe, 9 (45-74-93-50) 36-65-70-76).

BLADE RUNNER-VERSION INÉDITE (A., v.o.): Gaumont Les Hallee, 1e (40-26-12-12): Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36): Saint-Lambert, 15-45-32-91-680

(45-32-91-68).

BODY SNATCHERS (\*) (A., v.o.): Gaumont Les Halles, 1\* (40-26-12-12): Gaumont Heutefeuille, 9\* (46-33-79-38); Publicis Champs-Elysées, 8\* (47-20-76-23); v.f.: Paramount Opéra, 6\* (47-42-56-31; 36-65-70-18); Gaumont Gobelins, 13\* (47-07-55-88): Gaumont Alésia, 14\* (36-65-75-14); Montparnesse, 14\* (43-20-12-06). (43-20-12-06).

C'EST ARRIVÉ PRÈS DE CHEZ VOUS (°) (8el.) : Epés de 8ols, 5° (43-37-57-47).

C'EST DE L'ART (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6- 148-33-97-77 ; 36-65-70-43). CE QUE FEMME VEUT... (Fr.) : Epée de Bols, 5- (43-37-57-47). CHUTE LIBRE (\*) (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1= (42-33-42-26; 36-65-70-67); UGC Danton, 6-(42-25-10-30; 36-65-70-66); Gaumont Merignen-Concorde, 6: (43-59-92-62); UGC Normandie, 8: (45-63-16-16; 36-85-70-82); Sept

(45-63-16-16; 36-65-70-62); s.fr.; Bretagne, 6· (36-65-70-37); Paramount Opére, 9· (47-42-58-31; 36-65-70-16); UGC Gobelins, 13· (45-61-94-95; 36-85-70-45); Gaumont Convention, 16· (49-28-42-27). COMMENT FONT LES GENS (Fr.) : Action Christine, 6: (43-29-11-30 ; 36-65-70-62).

LA CRISE (Fr.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50; 36-65-70-76). CUISINE ET DÉPENDANCES (Fr.) : Geumont Ambassada, 6. (43-59-19-08); Les Montpsmos, 14-(36-65-70-42). LES DÉCOUVREURS (A.) : Le Géode,

19- (40-05-80-00). LE OERNIER OES MOHICANS (A., v.o.) : Gaumont Opera - ex-Impérial, 2- (47-42-72-52).

DRACULA (\*) (A., v.o.) : Ciné Beau-bourg, 3• (42-71-52-36) ; Seint-Lam-bert, 15• (45-32-91-68). ORAGON, L'HISTOTRE DE BRUCE LEE (A., v.o.): Forum Orient Express, 1\* (42-33-42-26; 36-65-70-67); George V, 6\* (45-62-41-46; 36-65-70-74); v, 6: (45-02-41-45; 36-06-70-74; v.f.: Rex, 2: (42-36-93-93; 36-65-70-23); UGC Montparnasse, 8: (45-74-94-94; 36-86-70-14); Paramount Opéra, 9: (47-42-58-31; 36-65-70-16); UGC Lyon Bastille, 12:

36-65-70-16); 05C Lyon bassine, 12-(43-43-01-56; 36-85-70-84); UGC Gobeline, 13- (45-61-94-95; 36-65-70-45); Mistrel, 14-(36-65-70-41); UGC Convention, 15-(45-74-93-40; 38-65-70-47); Patha

(45-74-93-40; 36-65-70-47); Pathé Clichy, 16- (39-66-20-22); Le Gambette, 20- (46-36-10-96; 36-65-71-44).

L'ENFANT LION (Fr.): Forum Horizon, 1- (45-08-57-67; 35-65-70-83); Rex (le Grand Rex), 2- (42-36-93; 36-65-70-26); Racine Odéon, 6- (43-26-16-68); UGC Montparnasse, 8- (45-74-94-94; 36-65-70-14); George V. 8- (45-62-41-46; 36-65-70-74); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-66; 96-65-70-84); UGC Gobelins, 13- (45-61-94-85-70-41); UGC Convention, 14- (36-65-70-41); UGC Convention, 15- (45-74-83-40; 36-65-70-47). 15- (45-74-93-40 ; 36-65-70-47). EPOUSES ET CONCUSINES (Fr.-Chin.

v.o.) : Ciné 8eeubourg, 3-(42-71-52-36) ; Lucerneire, 6-(45-44-57-34). ET AU MILIEU COULE UNE RIVIÈRE (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 6-(43-59-36-14) ; Saim-Lambert, 15-

(45-32-91-68). FANFAN [Fr.]: Gaumont Les Helles, 1-(40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2-(47-42-60-33); Rex, 2- (42-36-83-93; 36-65-70-23); UGC Odéon, 8-(42-25-10-30; 36-65-70-72); Gau-(42-25-10-50; so-corrorde, 9-mont Merignen-Concorde, 9-(43-59-92-92); Les Nation, 12-(43-43-04-67; 36-65-71-33); UGC (43-43-04-67; 35-65-71-33; UGC Lyon Baetille, 12- |43-43-01-59; 36-65-70-94); Gaumont Gobeline, 13-(47-07-55-68); Gaumont Alésia, 14-|36-65-75-14|; Miramer, 14-(36-85-70-39); Montparnesse, 14-(43-20-12-09); Gaumont Convention,

15- (48-28-42-27); UGC Maillot, 17-|40-68-00-19; 36-65-70-61|; Pathé Wepler II, 18- (36-68-20-22). FATALE (Fr.-Brit., v.o.) : Cinoches, 64 FIORILE (It., v.o.); Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5- (43-54-42-34).

FRANCOIS TRUFFAUT, PORTRAITS VOLES (Fr.I : Images d'elleurs, 5-(45-67-16-09) ; Les Trois Librembourg, 6-(48-33-97-77 ; 36-65-70-43). HENRY V (Brit., v.o.): Ciné Besubourg, 3- (42-71-52-36); Denfert, 14-(43-21-41-01); Sept Parmassiens, 14-(43-20-32-20).

LES HISTOIRES D'AMOUR FINIS-SENT MAL... EN GENERAL (Fr.) : Epée de Bois, 5. (43-37-57-47). HOOK (A., v.f.) : Cinoches, (48-33-10-82). IMPITOYABLE (A., v.o.) : Cinoches, 6-(46-33-10-82).

(45-33-10-92);

JAMBON JAM6ON (\*) (Esp., v.o.);

Ché Beaubourg, 3° (42-71-52-36); 14
Juliet Odéon, 8° (43-25-58-83); UGC
Rotonde, 8° (45-74-84-84;
36-65-70-73); UGC Blarntz, 8°
(45-62-20-40; 36-65-70-81); UGC
Opérs, 9° (45-74-85-40;
36-85-70-44); 14 Juliet Bastilla, 11°
(43-57-90-81); 14 Juliet Beaugrarrelle,
15° (45-75-79-79); v.f.: UGC Gobelins,

13. (45-61-94-95 ; 38-65-70-45) ; Gaumont Parmasse, 14 (43-35-30-40); Gaurmont Alésia, 14 (36-65-75-14); JENNIFER 8 (A., v.o.) : George V, 6-45-62-41-46; 36-65-70-74.

LE JEUNE WERTHER (Fr.) : Lucemaire, · (45-44-57-34). LE JOUR DU DÉSESPOIR (Por., v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-86). LA LECON OF PIANO (Austr., v.o.)

Germont Les Helles, 1" (40-26-12-12); 14 Juillet Odéon, 6" (43-25-59-83); Germont Heutefauille, 8° Geumont Hautefauille, 8(46-33-76-38); UGC Rotonde, 6(45-74-94-94; 36-65-70-73); Geumont Ambessade, 8- (43-59-19-08);
UGC 9iarritz, 8- (45-62-20-40;
36-65-70-81); Max Linder Panorama, 9(48-24-88-88); 14 Juillet Bastile, 11(43-57-90-81); Geumom Aldeia, 14(36-65-75-14); 14 Juillet Bastile, 11(36-65-75-14); 14 Juillet Bastile, 11(45-65-79-79); Geumom Kinopenorama, 15- (43-06-50-50); UGC Maillot, 17(40-88-00-16; 36-65-70-81); v.f.: Gaumont Opéra, 2- (47-42-60-33); Saint-Lazare-Pasquiar, 8- (43-87-35-43; 36-65-71-89); Las Nation, 12(43-43-04-67; 36-65-71-33); Gaumont Gobelins bis, 13- (47-07-55-88); Montpamasse, 14- (43-20-12-08); Gau-Montparnasse, 14 (43-20-12-06); Gau-mont Convention, 15 (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18 (36-68-20-22).

LA LÉGENDE (Fr.) : Gaumont Opéra ex-impériel, 2- (47-42-72-52). LOUIS, ENFANT ROI (Fr.): Gaumont Opéra, 2- (47-42-80-33); Elyades Lin-coln, 8- (43-59-36-14); Sept Parnas-siens, 14- (43-20-32-20).

MA SAISON PRÉFÉRÉE (Fr.) : Forum MA SAISON PREFERE (7.): Forum Orient Express, 1° (42-33-42-29; 38-65-70-67); Gaumont Hausteuille, 6° (48-33-79-36); Gaumont Marignen-Concorde, 6° (43-59-92-82); UGC Opére, 6° (45-74-65-40; 36-65-70-44); Gaumont Alésie, 14° (36-65-75-14); Montparnasse, 14° (36-65-7 (43-20-12-06).

(43-20-12-06).

MAD DOG ANO GLORY (A., v.o.):
Gaumont Lee Helles, 1\* (40-26-12-12);
Gaumont Opéra, 2\* (47-42-60-33);
Gaumont Hautefauille, 6\* (48-33-79-36);
Gaumont Chemps-Elyaéee, 6\*
(43-59-04-67); Le 9estille, 11(43-07-48-80);
Gaumont Parnesse, 14(43-35-30-40).

MADE IN AMERICA (A., v.o.): Forum Horizon. 1\* (45-06-57-67: 36-65-70-83); UGC Oenton, 6: (42-25-10-30: 36-65-70-68); Gaumont Ambaesade, 6: (43-59-19-08); UGC 9iarritz, 8\* (45-82-20-40: 38-65-70-61); v.i.: Rax, 2\* (42-36-83-63: 36-65-70-23); UGC Montpernassa, 6\* (45-74-94-84: 36-65-70-14); Saint-Lazare-Pasquier, 6\* (43-87-35-43: 36-65-71-38); Paramount Opére, 6\* (47-42-66-31: 39-65-70-16); Les Netion, 12\* (43-43-01-59: 36-65-70-94); UGC Gobelins, 13\* (45-61-94-95: 38-65-71-33); UGC Lyon 6astille, 12\* (43-43-01-59: 38-65-70-94); UGC Gobelins, 13\* (45-61-94-95: 38-65-70-45); Mistrel, 14\* (36-65-70-39); Mistrel, 14\* (36-65-70-22); Le Gambetta, 20\* (46-38-10-96: 36-65-71-44); MAMAN J'AI ENCORE RATÉ MADE IN AMERICA (A., v.o.) : Forum MAMAN J'AI ENCORE RATÉ L'AVION (A., v.f.): Cinoches, 6-(46-33-10-62); Seint-Lambert, 15-(45-32-91-68).

MENOIANTS ET ORGUEILLEUX (Eg., v.o.): Utopia, 5- (43-26-84-65). MOI IVAN, TO! ABRAHAM (Fr., v.o.) Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77; 39-65-70-43); Le 9alzec, 9 (45-61-10-60); Eecuriel, 13 (47-07-38-94) (47-07-28-04).

MONSIEUR LE DÉPUTÉ (A., v.o.) Club Gaumont (Publicie Matignon), 8-(42-56-52-76); George V, 8-(45-62-41-46; 36-65-70-74). MY OWN PRIVATE IDAHO (\*) (A., v.o.) : Ciné Seeubourg, 3-(42-71-52-36) ; images d'ailleurs, 5-(45-87-18-09).

NIAGARA, AVENTURES ET LEGENOES (A.) : La Géode, 18-(40-05-80-00).

(40-05-80-00).

NINJA KIDS (A., V.f.): Forum Orient Express, 1° (42-93-42-26; 36-65-70-67); UGC Montparnasse, 6• (45-74-94-94; 36-65-70-14); George V. 8• (45-62-41-46; 96-65-70-74); Paramount Opérs, 6• (47-42-56-31; 36-65-70-16); UGC Lyon 9astille, 12• (43-43-01-58; 36-65-70-84); UGC Gobellns, 13• (45-61-64-95; 36-65-70-45); Saint-Lambert, 15• (45-32-91-88).

LES NUITS FAUVES (\*) (Fr.): Epée de Bois, 5\* (43-37-57-47); UGC Triomphe, 8\* (45-74-93-50; 36-85-70-76). L'OOEUR DE LA PAPAYE VERTE L'OCEUR DE LA PAPAYE VERTE (viennamien, v.o.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 8- (43-25-59-63) ; Le Pe6ode, 7- (47-06-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8- (43-59-19-08) ; 14 Juillet Beaugenelle, 15- (46-75-79-79) ; Sienvenüe Montpamasse, 15- (36-66-70-38), 1/GEIL DE VICEUX (5- ) CAL Beautenelle

L'ŒIL DE VICHY (Fr.) : Ciné Beaubourg, 9- |42-71-52-39| ; Reflet Logos I, 5-(43-54-42-34). ORLANDO (6rit., v.o.): Ciné 8eau-bourg, 3- (42-71-52-36); Epée de Bois, 5- [43-37-57-47); Geurmont Ambas-sade, 8- (43-59-19-08).

LE PAYS DES SOURDS (Fr.) : Ciné Besubourg, 3 (42-71-52-36); Europe Penthéon (ex-Reflet Penthéon), 5-(43-54-15-04).

PÉTAIN (Fr., v.o.) : Studio 28, 18-(46-06-36-07) : Sept Parmassiena, 14-(43-20-32-20).

PETER'S FRIENDS (Brit., v.o.): Forum Orient Express, 1" (42-33-42-28; 38-65-70-67): Les Trois Luxembourg, 6- (48-33-97-77; 36-65-70-43]: UGC 81arritz, 8- (45-62-20-40; 35-65-70-81); Sept Parmassiene, 14- (43-20-32-91-68). (45-32-91-68). PROPOSITION INDÉCENTE (A., v.o.) :

Forum Orient Exprese, 1er (42-33-42-26; 36-85-70-67); Gau-mont Marignan-Concords, 8-

(43-58-92-82) : UGC Normandie, 8-(45-63-16-16 ; 36-65-70-82) ; v.f. : Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31 ; 36-65-70-18); Les M (36-65-70-42).

QU JU UNE FEMME CHINOISE (Chin., v.o.) : Lucerneire, 8' (45-44-57-34) ; Studio 29, 16' (46-06-36-07)

| 146-06-36-07|.
| RED ROCK WEST (A., v.o.) : Ciné Besubourg, 3- (42-71-52-66); UGC Os nton, 6- (42-25-10-30; 39-95-70-98); UGC Rotonde, 6- (45-74-94-94; 36-65-70-73); UGC Siarritz, 6- (45-62-20-40; 38-65-70-61); UGC Opéra, 6- (45-74-95-40; 36-65-70-44); Ls Bastille, 11- (43-07-48-80); Escurisi, 13- (47-07-28-04); Gaumont Alésia, 14- (36-85-76-14); v.f.: Les Montparnos, 14- (36-85-76-14); v.f.: Les Montparnos, 14- (36-85-70-42). 14- (38-65-70-42).

RELACHE (Fr.) : Reflet Logos II, 5-(43-54-42-34). RESERVOIR DOGS (\*\*) (A., v.o.) : Ciné Resubourg, 3\* (42-71-52-36) ; Utopia, Beaubourg, 3 (42 5 (43-26-84-65).

RETOUR A HOWARDS END Mit. Gaumont Ambassade, 8º v.o.) : Gaumont Ampassace, (43-59-19-08) ; Saint-Lambert, 45-32-91-68). SANTA SANGRE (\*\*) (Mex., v.o.) : Epés de Bois, 5- (43-37-57-47).

SAUVE-TO! (Fr.) : Reflet Logos II. 5-SIMPLE MEN (A., v.o.) : Cané Besu-bourg, 3- (42-71-52-36) ; 14 Juillet Par-nasse, 6- (43-26-58-00).

BINGLES (A., v.o.) : Cinochea, 6-(46-33-10-62) : George V, 8-(45-62-41-46 : 36-65-70-74). 80MMERSBY (A., v.c.) : George V, 8-(45-62-41-46 ; 36-65-70-74) ; Sept Parnessions, 14- (43-20-32-20). LE SONGE DE LA LUMIÈRE (Esp., v.o.) : Letina, 4- (42-78-47-86). LE SOUPER (Fr.) : Lucemaire, 6-

1- 7:

12 =

± \*\*

---

2.25

T 25. 5

70

La hour m

2.5

\*\*\*\*\*

25 \*\* 2

-

12 hr .

14 PET 22

2

First Control of the Control of

11.

**~**\_.

22.5

20000

.. .

SUPER MARIO BROS (A., v.o.) ; Forum Horizon, 1= (45-08-57-67; 38-65-70-83) ; UGC Odéon, 8\* (42-25-10-30; 38-65-70-72) ; Gau-(42-25-10-30; 38-85-70-72); Gas-mont Merlenen-Concorde; 8-(43-56-92-62); UGC Normandie, 8-(45-63-16-18; 38-65-70-82); Gas-mont Grand Ecran Italie; 13-(46-80-77-00); v.f.: Forum Hölköni, 1-(45-08-57-67; 36-65-70-23); Revtagne, 8 (36-66-70-37); UGC Norman-die, 8 (46-63-16-18; 36-65-70-82); die, 8 (45-63-16-18; 36-65-70-82);
Paramount Opéra; 9 (47-42-56-31;
36-65-70-18); UGC Lyon Bestille, 12 (43-43-01-58; 36-65-70-84); Gaumont Grand Ecran Italie, 13 (45-80-77-00); Gaumont Aldsia, 14 (36-65-76-14); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27); Pathé Wepler, 18 (36-69-20-22); Le Gambette, 20 (46-36-10-96; 36-65-71-44).

TALONS AIGUILLES (ESp., v.o.): Studio Galande; 5 (43-54-72-71; 36-65-72-05); Denfert, 14 (43-21-41-01). Saint-Lambert, 15 (43-21-41-01). (45-32-61-68).

THE CRYING GAME (\*) (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Images d'aiteurs, 5- (45-87-18-09) ; Cinoches, 6- (46-33-10-82). THE UNBELIEVABLE TRUTH (A., v.o.) ; Ciné 6eeebourg, 3• (42-71-52-36) ; 14 Juillet Parmesse, 6•

(43-26-58-00). THELMA ET LOUISE (A., v.o.): Ciné 6eeubourg, 3. (42-71-52-36); Cinoches, 6. (46-33-10-82). TOUS LES MATINS DU MONDE [Fr.]: Ciné Beaubourg, 6. (42-71-62-36); Saint-Lambert, 15. (45-32-91-88). TOUT CA POUR CA (F1): Forum Horizon, 1= (45-08-57-57; 38-65-70-83); Rex. 2= (42-36-83-93; 36-65-70-23);

tex, 2 (42-36-83-93; 36-65-70-23); UGC Montpamasse, 6 (45-74-94-94; 36-65-70-14); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30; 36-65-70-72); Gaumont Merignen-Concords, 6 (43-69-92-82); Saint-Lezzer-Pasquier, 6 (43-87-35-43; 36-65-71-88); UGC 6 (43-87-35-43; 36-65-71-88); UGC Normendle, 8 (45-63-16-16; 36-65-70-82); Peramount Opéra, 6 (47-42-56-31; 36-65-70-16]; Lee Nation, 12 (43-43-04-67; 36-65-71-33); UGC Lyon Basrille, 12 (43-43-01-59; 36-65-70-84); Gaumont Gobelina, 13 (47-07-55-88); Mistral, 14 (36-65-70-41); Montparnasse, 14 (43-20-12-06); 14 Julist Beaugrenelle, 15 (45-75-78-79); UGC Convention, 15 (45-74-93-40; 36-65-70-47); UGC Melliot, 17 (40-66-00-18; 68-65-70-61); Pathé Clichy, 16 (36-68-20-22); Le Gambetta, 20 (46-36-10-96; 36-65-71-44).

TOXIC AFFAIR (Fr.): Gaumont Opéra - ex-Impérial, 2- (47-42-72-52); Gaumont Parnasse, 14- (43-35-30-40). TRUST ME (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36) ; 14 Juliet Parnasse, 6- (43-26-58-00). UN FAUX MOUVEMENT (\*) (A., v.d.): Ciné Bourbourg, 3: [42-71-52-36]; Uto-pia, 5- (43-26-84-66).

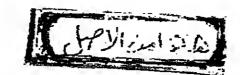
UN JOUR OU L'AUTRE (Fr.) : Epée de Bols, 5: (42-27-57-47) is, 5. (43-37-57-47). UNE BRÈVE HISTOIRE DU TEMPS (8rit.-A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3-(42-71-52-36) ; Osnfert, 14-(43-21-41-01) 43-21-41-01).

VERSAILLES RIVE GAUCHE (Fr.) : Utopie, 5: (43-26-84-65). LES VISITEURS (Fr.) : Gaumont Les Heiles, 1" (40-26-12-12); Gaumont Los Heiles, 1" (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2" (47-42-60-33); Gaumont Opéra, 2" (47-42-60-33); Rex, 2" (42-36-83-93; 36-65-70-23); UGC Ddéon, 6" (42-25-10-30; 36-65-70-72); Gaumont Ambessade, 3" (43-59-18-08); Publicis Champe-Bythes, 47-40-75, 20-75 sées, 6 (47-20-76-23); Gaumont Gobelins, 13 (47-07-55-88); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Geumont Alésia, 14 (36-65-75-14) ; Lea Mont-Alessa, 14 (36-65-70-14); Lea Morr-pernos, 14 (36-65-70-42); 14 Juliet Beaugrenalie, 15 (48-76-79-79); Gau-mont Convention, 15 (48-28-42-27); Pathé Wepler II, 18 (36-68-20-22); Le Gembatta, 20. (46-38-10-96; 36-65-71-44).

LES YEUX BLEUS OF YONTA (Guinde-Bissau-Por.-fr., v.o.) : Letins. 4- (42-78-47-86).

ODICE DUEDE of SAMPLE

tomper det i



**ARTS** 

Cin to have tended by

CAN TO SELECT THE SELE

ALSERVO'R DOGS + 1

Bradien.

METOGR A HOWARDS INC.

43 50 14 1

SANTA SANGRE HE MELLER

SAUVE TO:

means from the same

##GLES .45-67-4-41

SOMMERSEY (45 f)

LE BONGE DE LA LANGE

M SOUPER ----

4.01

was the said of the said

SUPER MAR C EPES L

449-32 3 · · ·

443 TO L. .

42 55 11 8-43 7-11 5

Core from an analysis of the core of the c

THE UNDER LIABLE TO

101.191 102 - 12 - 1 - 102 FE

TOUS LES MAY NO TO WAS

Cind Fee.

TOUT CA PICE

A Second Second

the set

TANK RESERVE

TRUST EL .

Zeer tein Arti

topos disposarios.

CREAT WILLIAMS

MA MOUNTS TO THE FOR

UNE EFE

48.00

E 27 77 1

RELACHE

MANAGE OF CA

SIMPLE MEN :

**"我是我在对你,这** 

RED ROCK WILL

NIKI DE SAINT PHALLE ou Musée d'art moderne de la Ville de Paris

## Une sacrée Nana

Le parcours d'une œuvre qui a poussé en liberté

Quand Alexandre Iolas exposait. au milien des années 60, les premières «Nanas» de chiffons et de papier maché, les passants qui découvraient jambes en l'air et protubérances colorées depuis le boulevard (Saint-Germain) ne savaient trop sur quel pied danser. L'anticonformisme de Niki de Saint Phalle choquait, crevait les yeux, amusait. Sa vitalité étonnait. Elle étonne toujours. L'artiste n'a pas tellement changé depuis, mal-gré le temps, les problèmes respiratoires et la perte de Jean Tinguely, son compagnon de route stabilisateur dont l'artiste a dn mal à se passer et qu'elle pille allégrement dans ses œnvres nouvelles ; des tableaux sinon vivants, en tout cas animés grâce à de petits moteurs qui se mettent en marche an passage du visiteur.

Ce sont ces dernières œuvres, dites Tableaux éclalés, que l'expo-sition, une version plus courte et recentrée sur la femme de la rétrospective proposée à Bonn par Pontus Hulten l'année dernière, invite à découvrir d'abord. Outre les Meta-Tinguely, des portraits la tête dans les rouges et les boulonsboutons, on y voit un ange bleu de sexe féminin révéler son ombre grise, une borloge dorée s'ouvrir sur le cosmos, une Vierge à l'en-fant cacher le diable sous son manteau. Et des Nanas peinturlurées d'après la Danse de Matisse s'agiter: une commande du musée. On peut s'amuser de ces arrangements de formes en mouvement sommaire, plus aptes, semble-t-il, à décorer les murs d'un jardin d'enfants que de voisiner avec les grands rythmes de Delaunay, qui, dans le musée transformé en salle de récréation par une bonne (on menvaise) (ée, passeraient pour un peu inaperçus. Il y a bien de la puérilité dans les derniers remueménage de Niki qui, avec son travail limite d'animation, réanimetion et récupération du monvement, cultive tant on elle peut ce, cherche a laire trion pher les forces de la vie sur celles de la mort. Sa façon de collaborer encore avec Tinguely. Et de vivre,

Hon veut dire elle en suédois. C'était une Nane rabelaisienne, géante et bariolée, couchée sur le dos, jambes écartées, vagin ouvert entreprit d'édifier un Monstre dans par malheur en voulant faire l'ange



Un hommage à Jean Tinguely, par Niki de Saint Phalle,

en forme de porte, par laquelle, au Moderna Museet de Stockholm (1967) on entrait pour visiter un monde intérieur labyrinthique et Indique signé Niki de Saint Phalle et Jean Tinguely. On s'asseyait dans le bras ganche pour regarder le premier film de Greta Garbo, on découvrait un planétarium dans un sein, nne sculpture radiophonique dens une hanche, un banc ponr amoureux dans le genon. il y avait aussi un milkbar, un récupérateur de bouteille, et dans une jembe, nne galerie de faux ... C'était le bon temps et le premier essai de ces grands aménagements d'espaces ludiques dont Niki de Saint Phalle allait se faire une spécialité, quoi qu'il arrive, à la lumière du pare Guell de Gaudi, du palais du Facteur Cheval, des tours de Simon Rodia à Watts (Los Angeles), et des parcs d'attractions américains.

la forêt, qui est aujourd'bni classé monument historique; à Jérusalem, un Golem à trois langues en forme de toboggan pour les enfants; elle a fini par trouver en Toscane du sud. à Garavicchio, un terrain où réaliser son grand rêve : le Jardin de tarots, dont les monuments clinquants conçus à partir des vingtdeux cartes des arcanes majeurs, brillent de tous leurs éclats de verre, de miroirs, de céramiques, entre les oliviers. Comme an musée brillent les ailes de «la Tempérance » ou le gros pied du Champignon magique coiffé de ferrailles par Tinguely.

> Ni ange ni béte

En remontant le cours de l'œuvre comme l'exposition invite à le faire, on s'apercevra vite que l'ar-

elle fait un peu bébête, il y a dans ses aventure artistique et outobiograpbique intimement amalgamées de quoi excuser les faiblesses de ces dernières années. Les Nanas de tontes les couleurs, avec des cœurs et des fleurs an bout des seins, et un sac à la main, c'était bien, drôle, une façon nouvelle de s'épanouir en artiste et femme, après plusieurs années passées à se défouler à coups de fléchettes sur quelque Saiot Sébastien craveté (Portrait de mon amant). Après un certain nombre de tirs destinés à crever l'abcès de la peinture en faisant dégouliner du rouge sang sur les valeurs de la bourgeoisie bien-pensante, de la Vénus de Milo à l'Eglise, sa révolte, qui a germé ou temps du Nouveau Réalisme, des rencontes avec Rauschenberg et Jasper Johns, allait aussi écleter sous forme de cœurs gros de poupées cassées et sans doute de culpabilité; de corps de messieurs armés jusqu'aux dents (lo Mort du patriarche) avec volants à gauche, cartonebes à droite, evion au milieu et voitures de courses partout; de corps de dames crucifiés, accouchant, éclatés, tenaillés par mille bestioles, chiens et araignées, comme jamais Dubuffet n'aurait osé en montrer.

Un ange allait enfin passer sous le voile blanc de lo Morièe sous l'arbre en sieur ou de lo Mariée à cheval, bien plus belle qu'une mariée de Chagall. C'était là l'adieu de Niki eux armes de mort. L'artiste se ferait une virginité en disant la joie de vivre par-dessus tout, par-dessus les nuages gris, le diable, et les mauvaises lames du tarot. L'avecture est décidément plus euthenlique qu'on ne croil. On peut l'inscrire dans la verve, la veine et l'insolence des outsiders, et lui trouver meilleure place du côté des compagnons de l'art brut que parmi les pop'artistes distin-

Musés d'art moderns de la Villa de Paris, 11, avenue du Prasidant-Wilson, Jusqu'au 12 septembre. Catalogua 390 F. Niki da Saint Phelle, Tableaux éclatés, Editions da La Diffa-rence, 100 F.

## Le ministère de la culture pris à parti

## L'inquiétude des professions du théâtre

Le Syndicat national des direc-Le syndicat national des direc-teurs d'entreprises ortistiques et culturelles (SYNDEAC) a publié, mercredi 30 juin, un communique dénonçant l'opacité des décisions et des orientations du ministère de la culture et de la francophonie, notemment à propos des reductions de crédits du budget du secteur public. Le budget ainsi amputé servirait de base pour les calculs de 1994, avec de nouveaux choix politiques.

Le SYNDEAC tient également à rappeler que dix-huit contrats de centres dramatiques nationaux ne sont pas avalisés. Il s'inquiète des intentions du ministère du budget, qui serait prêt à remettre en cause les contrats de trois ens - en usage depuis 1972 -, sous prétexte que le budget de l'Étet est annuel. « Quont oux dix contrats à échéance fin 1993, déclare le communiqué, nucun signe n'est venu du ministère malgré lo clouse de préavis de six mois. A cela s'ojoute le projet de revoir le contenu des contrats des centres dromatiques

vantes : mode de diffusion et de circulotion des œuvres; augmentotion des emplois permanents; accentua-tion de la création contemporaine; relèvement du pourcentage des recettes propres por ropport oux subventions; accentuation de l'aide aux compagnies.

» Ces voloniés, poursuit le SYN-DEAC, témoignent sons doute d'une louable intention d'utilisation maximale des services publics, mais aussi d'une défiance généralisée. On fait comme si les gens de théâtre et les responsables des scènes nationoles ne se soucioient pas de ces questions. On diroit que les salles sont vides, qu'une nouvelle généra-tion n'est pas en troin de faire sa place, qu'aucun spectocle ne tourne. (...) Enfin le SYNDEAC exprime toute son inquiétude quant à l'évo-lution du statut des intermittents du speciacle. Le CNPF veut supprimer les onnexes 8 et 10 de l'assurancechômage, c'est cloir. Le ministre s'est engagé à les maintenir. Tien-

## Laisser défaire

par Calette Godard

JACQUES TOUBON, ministre de la culture et de la frencophonle, aveit ennoncé, lors de ea nomination, qu'il e ferait sens défaire ». Cependent, jusqu'à présent, on demeure dene l'ettente : on ettand le confirmetion du ranouvellement pour trois ens de Lluis Pesquel à le direction de l'Odéon-Théâtre de l'Europe, ce qui voudreit dire que le minietre eurait renoncé à faire de ce théêtre national une « seconde salle », celle de la Comédie-Française - et on s'en réjouit. On ne sait si Jacques Lesselle, ectuel edministrateur général de le Comédie-Frençaise, ve être reconduit - son mandet arrive à son terme le 8 juillet - et, s'il ne l'était pes, qui pourreit le remplacer. On parla, pour ce théâtre prestigleux, de modifica-tions da statuts. Dens cette hypothèse, que deviendrait la seconde eella de le meison de Moliàre, le Vieux-Colombier, inauguré

Le ministre lui-même raetant fort discret, diverses rumeurs circulent. On seit seulement que Christien Gay Bellile, directeur générel de la Grende Halle de Le Villatte, nommé an mers, devreit êtra «doublé» dans ses fonctions. Que la nomination de Didier Fusillier à

an mara?

pération.

le Maison des erts de Créteil a été entérinée, Mals le SYNDEAC e'inquiàte, à juste titre, des dix-huit contrats de centres dremetiques nationeux qui restent à avaliser, et des dix autres contrets de directeur d'institutions de la décentralisation qui viennent à échéence à la fin de l'ennée,

Lors de se conférence de presse (le Monde du 17 juin), le ministre eveit demendé eux institutions à la fois de réduire leurs frais de fonctionnement et de créer des emplois. C'est méconneître les conditions de trevail dens le eecteur public, la fréquentation des salles et les résultets d'ections bien condultes en direction du public, les raisons qui ont permis l'émergence de nouveaux metteurs en scèna. De Stéphana Breunschweig à Stanislas Nordey, de Dominique Pitoiset à Michel Didym, ils sont bien une vingtalne à donner son éclat au théâtre d'euiourd'hui. Et ca n'est pas

Le ministra donne l'impression de jouer avec les nerfs de ees administrés. Pour tester les solidités at les faiblesses? Par Indiffé-rance? Pour l'instant, sa politique epparaît comme celle du « laisser défaire ».

ODILE DUBOC et SANTIAGO SEMPERE au Festival de Montpellier

# Chorégraphie des regards

Une création, « Primum Saltare », menée au triomphe par le Ballet du Rhin

## MONTPELLIER

de notre envoyée spéciale Rares sont les décors qui attei-gnent à la charge mythique et poé-tique d'un plateau de théatre dénudé jusqu'à l'os, avec son dénudé jusqu'à l'os, avec son immense mur du fond un peu lépreux, ses tuyaux rouges à incendie bien enroulés, ses hautes portes de fer sur rails, ses projecteurs. C'est là qu'Odile Duboc lance, ou pintôt fait entrer à petites doses, les danseurs du Ballet du Rhin, et l'on sent tout de suite qu'il va se passer quelque chose, c'est dans l'air, dans leur maintien, peut-être dans leurs yeux.

Ils dansent, et l'on retrouve tout de suite la Duboc des grands soirs avec son écriture déliée et ferme, fantasque et rigoureuse : l'écriture d'une vraie chorégraphe an sens étymologique du terme, pardon de rappeler cette notion de base, mais combien de sez confrères unurent combien de ses confrères usurpent l'appellation... Et très vite, evec ce Primum Saltare, Duboc tisse entre ses interprètes ce réseau de regards qui lui est cher et dont elle a sou-vent joué dans ses pièces précé-dentes : tandis que les uns dansent, seuls ou en petits groupes - ce pent être les quatre filles, ou les cinq garçons, ou un couple, - les autres les observent, l'un assis per terre, l'autre accoudé sur une rampe d'escalier, avant d'entrer à leur tour dans le mouvement.

Comment Duboc sait-elle instalier cette qualité de relation à la fois si simple et si forte, qui fait de ses danseurs des êtres bumains habités, qui ont nue histoire même s'ils ne nous racontent rien? Leur faire occuper et tracer dans l'espace, au gré d'évolutions apparem-ment «naturelles», presque hasar-deuses, des places et déplacements

si subtilement organisés qu'ils semblent d'une justesse et d'une néces-sité évidentes? Sans faire l'intéressante, le danse est constamment captivante et belle evec de grands envols (titre oblige), des portées, des emprunts discrets eu vocabnlaire classique parfaitement inté-grés à la gestuelle contemporaine.

> Bonheur manifeste

Duboc sait utiliser la formation classique des danseurs du Ballet du Rhin sans en être le moins du monde intimidée ou inhibée, monde intimidée ou infaibée, comme c'est souvent arrivé, par exemple, eux jeunes chorégraphes confrontés au Ballet de l'Opéra de Peris. Et ses neuf interprètes se sont coulés dans son univers, son style, avec un bonheur manifeste. Petite réserve concernant les costumes estivaux et bariolés de Dominique Fabrègue: on l'a connue mieux inspirée chez Bagouet, dont elle fut longtemps la

Cette nécessité impérieuse de chaque geste, qui fait d'un bellei un objet quasi parfait, on ne l'a pas ressentie, héles, dans l'eutre création de la soirée, les Matins de Blonche, de Santiago Sempere. Après un début prometteur - un garçon eux mouvements insolites et forts, - Sempere s'enlise dans les tics les plus agaçants de la danse contemporaine, immobilités interminables, parcours d'autos tam-ponneuses impassibles. Pourquoi les yenx des danseurs, ici, semhlent-ils vides? Pourquoi ce garçon qui se barbouille le visage avec le contenu d'une grande coupe? Cel autre tout nu? Ces écroulements répétitifs? On cherche du sens, on n'en trouve pas, on s'ennuie.

Mais il y a une belle toile de fond qui rappelle un peu Tapies; Sempere bénéficie, comme Duboc, des merveilleux éclairages de Françoise Michel, magicienne de la soirée, et les danseurs, ici aussi, ont mis tout leur cœur à l'ouvrage.

En cinq jours, à Montpellier, le Ballet du Rhin eura dansé avec le même brio un onvrage baroque, Jason et Médèe, de Noverre; un «classique du XXº siècle»: le Jar-din aux lilas, de Tudor (donné en plein air sur la place de la Comé-die), et des créations contemporaines. Une «versatilité» qui le met à part dans le paysage choré-graphique français, mais qui devrait faire école.

## **EN BREF**

lections du comte de Paris. - La direction de Sotheby's a annoncé, vendredi 2 juillet, à Monaco, la suspension de la vente des collections du comte de Paris qui devait avoir lien samedi 3 et dimanche 4 juillet, uà la suite de l'arrêt rendu par la 8º chambre de la cour d'oppel de Paris le 2 juillet qui a confirmé l'or-donnance du 30 juin 1993». La valeur de ces 400 lots était estimé à 15 millions de francs (dont 5 millions de francs pour une parure en diamants, perles et sapbirs exécutée en 1830 pour la reine Amélie). Les enfants du comte de Paris, qui ont rappelé que leur père avait vendu pour 60 millions de francs de biens immobiliers depuis dix ans, s'y sont opposés en indiquant qu'il s'agissait là de souvenirs de famille door leur père n'était que le dépositaire. - (AFP.)

Saspensios de la vente des col- u Un tablean de Nicolas Poussin vendu plus de 3 millions de francs. -Repos pendant lo fuite en Egypte de Nicolas Poussin, vendu vendredi 2 juillet à Monaco par Sotheby's, a atteint le triple de son estimation en partant à 3,663 millions de francs. Il a été acquis par un enché-

risseur anonyme. - (AFP.) Julio Iglesias condamaé pour pla-giat. – Le chanteur espagnol Julio Iglesias a été condamné par le justice argentine à une amende d'environ 1,5 million de francs pour evoir plagié une chanson d'un chanteur ergentin, Norberto Larry Moreno, ont annoncé jeudi le juillet des sources judiciaires à Buenos-Aires. Larry Moreno estimait que Julio Iglesias avait largement emprunté à l'une de ses œuvres, intitulée Yolando, pour en faire la chanson Morrinas. - (AFP.)

Les fleurs de la crise nées. L'Anglais James Priest profite du thème pour prouver qu'on peut faire un élégant jardin à peu de frais (moins de 30 000 francs) :

parterre de pétunias et matériaux (bois, vieux filets, baches) de récu-

La réponse opportée par les Français Myriam et Louis Mou-

noury est celle du repli, du recen-trement : une friebe protège une

sorte d'igloo végétal en saule tressé qui n'est pas sans évoquer les tra-vaux de Mario Merz, figure bien

Pour l'Américain Peter Walker.

connue de l'arte povera italien.

Suite de la première page On retrouvera également la

**JARDINS** 

grotte de l'Argentin Emilio Ambasz, cette année envahie d'une végétation tropicale, ou la cascade des Français Miehel Desvigne et Christine Dalnoky: deux cent vingt-deux seaux d'eau en fer gal-vanisé enchâssés dans un parterre de menthe, une manière d'évoquer la crise avec bumour.

L'Allemand Stephan Tischen, lui, ne plaisante pas avec la récession qui frappe son peys. Il la représente dens tonte sa dureté avec un espace cerné de tôles rouilllées, une épaisse trainée de charbon, des traces de béton, des pièces mécaniques incluses dans une cou-lée de ciment. L'ensemble joue egressivement avec queiques mas-sifs fleuris. Démorche identique français, mais qui pour le céramiste belge Pierre Culot, qui pose un mur de cérami-que en ruine an milieu d'un bassin bordé d'une collection de grami-

le crise, c'est d'abord celle de l'énergie. Sur sa parcelle, les cap-teurs solaires (ils fournissent l'énergie oux pompes à eau du pare) alternent avec les tournesols, dont les têtes suivent noturellement la course du Soleil. Le propos de Christophe Giraud est plus polémi-que : pour illustrer la « crise du paysage», il e construit, au bout d'un parterre de tabac, une estrade où est fixée une lunette d'observa-tion braquée sur l'environnement immédiat du parc de Chaumont. Grâce à elle, le curieux découvrira ce qu'il ne regarde jemeis : un banal morceau de campagne fran-

caise, evec ses constructions médiocres au milieu d'un décor végétal irrémédiablement gaché. Si le travail du Jeponais Shodo Suzuki reprend la thématique classique des jardins zen (rideau de

bambou, mer de graviers blencs, blocs de pierres noires soigneusement disposés), ces morceaux de marbre poli – les grandes iles japo-naises – sont brisés pour symboliser « la crise contemporoine qui frappe l'archipel». Retour à l'hu-mour avec le Suisse Gérald Poussin el son «Centre d'accueil pour les nuisibles», sorte de golf minia-ture tapissé de lobélias bleu outremer et semé d'obstacles de plastique en forme de taupes, de doryphores, de moustiques ou de punaises geants.

Sens doute le scénerio imposé,

qui peut sembler anecdotique, ne sera-t-il pas toujours visible pour les visiteurs, même quand il est traité. Sons doute le côté épbétraite. Sons doute le cote eppe-mère, «branché», de la manifesta-tion peut-il irriter. Mais elle indi-que au grand public que la création dans le domaine des jardins est à l'ordre du jour et qu'il ne s'agit pas d'un art stéréotypé. Pour les collec-tivités territoriales, qui dépensent chaque année, pour leurs «espaces verts» des sommes importantes verts», des sommes importantes avec des résultets pour le moins incertains, le Festival de Chaumont représente un échantillonnage de ce qu'il est possible de faire avec des moyens relativement modestes. Il permet enfin aux élèves des écoles – quatre d'entre elles (1) ont conçu un jardin pour Chaumont - de pré-senter à un large public des tra-

vaux pratiques en grandeur nature. Ce sestival est désormais doublé d'un conservatoire des parcs et jar-dins et du paysage ouvert à l'initie-tive de la région Centre (2), dont la vocation principale est « lo formo-tion continue aux métters du paysage. Formotion qui s'adresse aussi oux responsables des collectivités locales, aux codres des entreprises d'oniénagenient et de trovaux

**EMMANUEL DE ROUX** 

➤ Deuxièma Festival international des jardins, 41150 Chau-mont-sur-Loire (à 15 kilomètrea de Blois). Tèl.: 54-20-99-22. Jusqu'au 15 octobre. Entréa:

(1) Lycée horticole de Blois, collège Rabelais de Blois, école primaire de Chaumont, lycée horticole de Tours-Fon-

(2) Le budget de cette deuxième édition approche les 7 millions de francs, dont près de 3 millions de francs ont été versés par la région Centre et 2 millions de francs par le ministère de la culture.



LE 3 JUILLET 1993 AU "PETIT JOURNAL MONTPARNASSE" Tél.: 43.21.53.70

ACTION OF THE PROPERTY OF THE

nd do 10 13 Line nd de 10 14 17 CS de seisez 30 40 ten sinde Persona 5 36 Julie Bestio 11-te sinde Admin 14-All Sandani Administration of the control of the Co 40 OF 40 40-13

100 della Spanieri Operi La State 12 (2) WART AND F-3 - Courses M2-30-32 24. BON PROFESSION PER ! POWER discount Paradoute 5
Gametreet Margran
45 59-87-875 USC PARTE VALUE

NE AND SECTORY 14 12 121 Los Feders, To SEC-20 12 121 Colleg S. SEC-44 60 338 Colleges Sectors Sec Charge-Invides 5 hand Paragraph 14 A STATE OF THE COLUMN TO THE C THE PROPERTY OF THE PARTY OF TH THE STATE OF THE S

Districted Convenient Districted Property States of Party States of The Convenient o N. 44 70 05 1 40 R FA THOUGHT MATE THE SHEET STREET meta et satuerleux de . What was a single THE TOE STREET P. VOT.

MINISTER D. 402 21 52 38 Les

MINISTER D. 402 21 52 39 12 .

MINISTER DE MANISTER DE MANIS

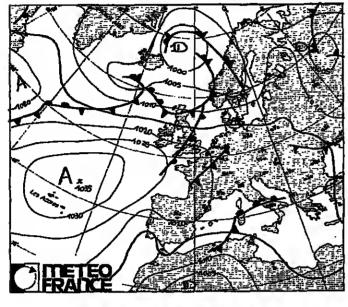
The state of NAME OF PERSONS AS NOT Sange Valle S. S. AI TO CHEATH STANDER AND **阿拉斯 医外系被补充的信息** 多点 Old . . . . Chade. Y

Parties Court

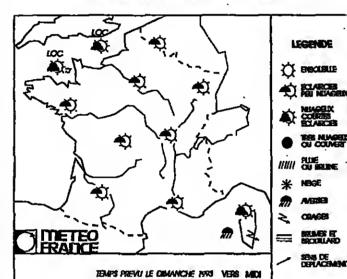
(A. 2. 3. 4. 2. 2. 3. 4. 2. 3. 4. 2. 3. 4. 2. 3. 4. 2. 3. 4. 2. 3. 4. 144 41 44 45 Total Concept 20 Profession 10-70 DR DE LE PRINTE VENTY
PRINTE LA PRINTE COMMO DE
LA CASTA LA CASTA DE
LA CASTA LA CASTA DE
LA C TO THE PARTY OF TH

the region of the second of th THE PERSON NAME OF BRIDE -10 THE RESIDENCE THE COL Ber State Parket

And the second The second secon Marie Can Company 145 42 20 August 145 A THE PROPERTY OF THE PROPERTY O



PRÉVISIONS POUR LE 4 JUILLET 1993



Dimanche : journée estivale. - Le solell dominera sur presque tout le pays, avec seulement qualques petites Sur la Bretagne et les côtes de la Manche, les nuages bas seront assez fréquents le mann. Ils se déchirerent souvent, et l'après-mid on vers d'es-

Sur le sud et l'est du pays, la tenquelques nuages se développerent sur le nord du ; dans la journée, surtout sur le relief. Le 30/32 dagrés su Sud.

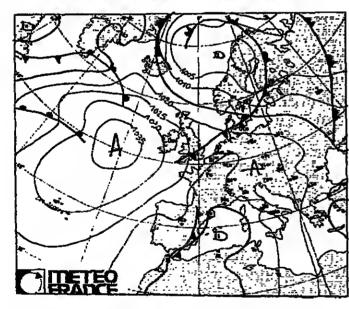
cial se voilera aussi sur le sud-ouest du pays. Les Pyrénées-Orientales et la Corse risqueront un orage en soirée.

A/BISES

CRACES

Las températures seront générale ment en hausse : le matin, elles seront cumprises entre 14 degrée et degrés un peu partout, mals degrés et 20 degrés près de la literranée. L'après-midi, elles s'étageront de 22 degrés per endroits en Manche, à 28/29 degrés en moyenne nord du pays, jusqu'à

"RÉVISIONS POUR LE 5 JUILLET 1993 A 0 HEURE TUC



Valeurs extrêm	mexime - minime es relevées entre es le 3-7-1993 à 8 heures TUC	le 3-7-93	
FRANCE  AJACSIO 23 18 N BIARRITY 17 16 P BURDEAUX 23 13 C BREST 20 13 C CREST 20 12 N CRESBOURG 22 11 C CLEN 24 16 N DACK 24 16 N GRENOURG 22 16 N GRENOURG 22 16 N DACK 24 16 N DACK 24 16 N MARSEILLE 25 14 D MARSEILLE 25 18 D PARS MONTS 24 14 D NICS 25 15 D PARS MONTS 21 16 D PARS MONTS 21 16 D PARS MONTS 22 14 D PREPIGNAM 27 18 D POSSTARTISS 32 34 N PERNES 24 11 C	ST-ETIECNE	LILIEMBOURG 25 MADRID 25 MADRID 25 MARRATICH 22 MILAN 25 MILAN 25 MILAN 25 MOSCOU 19 NAIRORI 19 NAIRORI 19 NAIRORI 19 NAIRORI 25 PRIM 25 PRIM 25 ENGLICA 2	15 ND 11 D C C C C C C C C C C C C C C C C C
A B C ciel convert	D N Ciel O crage	P T tempête	+ neige

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été : heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie na

## CARNET DU Monde

Anniversaires de naissance - Mireille, Annie, Claire et Nathalie

Michel B.

L'événement mérite at le Monde s'en fait l'écho.

<u>Mariages</u>

Asne-Cécile LOVENS Herré AUQUIER

se marient le 3 juillet 1993, à Rixena (Wallonie).

Olivier ROCHE Docs BONELLI

sont heureux de faire part de leur mariage le 3 juillet 1993.

Nos abonnes et nos actionnaires. bénéficians d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous com-muniquer leur numéro de référence.

<u>Décès</u> Claude et Jacqueline Antore, es parents, France-Lyne Françoise,

David et Yasmina, Martene, Fabrice et Françoise, Addaide et Michel, Matthieu et Amélie, ses frères, sœur, neven et mèces, font part du décès, le 18 juin 1993, de

Emmanuel ANTORE, à Saint-Pierre de la Réunion

Il repose désormais dans cette fie co il avait choisi d'enseigner.

plus petits de mes frères, c'est à moi que vous l'avez fait. » Matth. 25-40.

 Il y a tout juste un mois, notre très timé et très regretté époux et père, J. Marie ROSIO,

nous quittait.

Les programmes complets de redic et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : De signalé dans e le Monde radio-télévi-sion » ; a Film à éviter : u On peut voir ; u u Ne peu manquer ; и и u Chef-d'œuvre ou classique.

## Samedi 3 juillet

TF 1 20.45 Variétés : Stars 90. Le jumelage de Belle-lie en Mer et de Marie-Gelenne. 22,40 Téléfilm : Dans les griffes

du crime. De Stephen Comwell. 0.15 Sport: Formule 1 magazine. Essais et qualifortions.

FRANCE 2

20.50 Variétés : Taratata d'été. 22.35 Sária : L'As de la crime. 23.30 Journal et Météo. 23.45 Magazine : Le Cercle de minuit.

FRANCE 3

20.45 Séris : Puissance 4. Caméra blindée, de Pierre Cevessius. 22.20 Journal et Météo.

22.45 Magazina : Vis-à-vis.
Jean-Pierra et Richard : le
nœud marin, documentaire. 23.40 Documentaire: Les Etoiles d'Hollywood. An Evening with Gene Kelly (v.o.); impressions of Judy Garland v.o.).

**CANAL PLUS** 20.30 Les Meilleures Pubs du monde. Emission prés par Jérôme Bonsidi. Au programme près de 150 spots du monde emier.

22,15 Flash d'informations. 22.20 Téléffim : L'enfer n's pas de limites. De Thomas J. Wright. 0.00 Le Journal du hard.

0.05 Cinéma : Les Echangistes Film américain, classé X, de Paul Thomas (1990).

ARTE

20.40 Le Roue. Portrait de Bruno Comiliet per Philippe Constantini. 20.45 Documentaire: Marathon à New-York De Max Rahhein at Jane-Llave

Scheffler. 22,25 ➤ Téléfilm : Gabriel. De Mounir Dridi. 23.55 Musique :

Montreux Jazz Festival. 0.25 Série : Monty Python's Flying Circus (rediff.).

M 6

20.35 Divertissement: Tranche de rire. Les melleurs moments. 20.50 Téléfilm : Princesse Daisy.

De Warls Hussein. 0.05 Magazine : Emotions.

## Dimanche 4 juillet

TF 1 20.40 Téléfilm : Le Complot du renard. De Charles Jerroit. 23.20 Magazine : Cine dimenche.

23.30 Cinéma : La Brute. D Film français de Claude Guille-mot (1987). 1.20 Journal et Météo.

FRANCE 2

20.50 Cinéma : Calendrier meuririer, a Film eméricain de Pet O'Connor (1988). 22.30 Cinéma : Les Galettes de Pont-Aven. a Film frençais de Joël Séria

(1975). 0.15 Journal et Météo. 0.30 Concert :
Olsseux exotiques.
De Meselsen, par l'Orchestre
de l'IRCAM.

FRANCE 3

20.45 Spectacle : Ge soir à Las Vegas, 22.00 Magazine: Montagne.
invité: René Desmelson. Les
forçars du soufre; Le première secension du Grepon
en 1881; Découvarte du
Beaufortin; Cet été-B.
La vis des hommes qui
recueillent le soufre en fusion
dans les volcans d'infonésie. recueitent le sourre en tusior dans les volcans d'Indonésie

22.50 Journal et Météo. 23.15 Magazine : Le Diven. Invitée : Smone Veil. 23.40 Cinéma: L'Evadé du bagne. \*\*
Film de Riccardo Freda (1947) (v.a.). **CANAL PLUS** 

20.35 Cinéma : La Cheir. II III Film Italian de Marco Ferreri (1991). 22.00 Flash d'informations. 22.05 Corridas. 23.35 Cinéma :

Room service. D Film français de Georges Lautner (1992).

ARTE

20.48 Cinému : Les Anges du péché. u u u Flim français de Robert Bres aon (1943).

22.15 Court métrage : Les Petites Sœurs. De Lorraine Groissu. 22.20 Court métrage :

Le Malentendu. De Carlo Rois. 22.35 Court métrage : Haute Terre. De Gilles Alvarez et Erlwige Busson.

22.45 Documentaire : et épouses du Christ. De Degmer Christmann.

23.35 Documentaire : Sponsae Christi. De Thomas Riedelsheim

M 6

20.45 ► Magazine : E = M 6. 22.15 Magazine : Culture pub. Spécial pub mode d'amploi. 22.45 Téléfilm : Une jeune fille si charmante. De Servais Mont.

0.05 Informations:

Six minutes première heure. Métal express

5

Paul et Simone Keiler, Josette Keller, Ariette et Jean Pona, Danielle Duchene,

Jacqueiine Peloux, Georges et Jacqueiine Keller, Michel et Elisabeth Keller,

See petits-Ses peins-chants,
Et ses grière-petits-enfants,
Son besu-frère René Gros,
Les familles Keller, Gros, Bruston,
Schloesing, Exchaquet, Bost, Weber,
Koenig, Bartholomé, Mathiot, Buhling,
Richard-Knosch, Ses amis da Nord et da Sud,

pasteur Jean KELLER,

out la tristesse de faire part du décès

survenu dans sa quatre-vingt-quator zieme année, le samedi 26 juin 1993. Un service religieux a ou lieu le 29 juin, su temple de l'Eglise réformée de Prance, à Aix-en-Provence.

e Ma grace te suffit >

(2 Cor. XII, 9.)

Keller-Poos, Les trois Moulins F, 13100 Aix-en-Provence

 Sytvie Bergeron,
 Babara Le Coff,
 Philippe et Inabelle Roncayolo,
ses filicules et filleul,
 Les familles Abadie et Marc,
Ses amis,
ses ha douleurs de faire mart du déont le douleur de faire part du décès

GEY PALMADE, sucien élève
de l'Ecole normale supérieure,
inspecteur général
de l'éducation astionale,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur de l'ordre du Mérite
et de l'ordre des Palmes académiques,

A l'hôpital Cochin, à Paris, le 29 juin

La cérémonie a eu lieu à Jégun (Gers), dans l'intimité.

45, rue Gay-Lussec, 75005 Paris.

 Le directeur général
Et les personnels du Centre nations de documentation pédagogique, out la tristeme de faire part du décès, à l'âge de soisante-cinq aus, de

GUY PALMADE, de l'Institut astional de la rech

- L'Association des professeurs de sciences éconamiques et sociales (APSES) a le regret d'annuncer le décès du

GUY PALMADE,

dont la contribution e été décisive pour

la fondation des sciences économiques et sociales comme discipline de l'ensei-

processes securiorités.

[Né le 27 noît 1927 à Manereline-du-Ranke (desde), moien élève de l'École normale supé-feure 1948) et agrésé d'histoire (1951), Guy Palande evak commencé en carrière comme processer un lycée de Calors avent de relation, dis 1952, l'École normale supérieure de la sus d'Une, où il fut agrésé répétiteur, pais maître meistant imparant parties présent de l'autre 1968, Normale impactair général de l'imparanteur pénéral de l'imparanteur d

O Mort du producteur américain R. Tyler Gatchell. - L'un des producteurs permi les plus connus de Broadway, R. Tyler Gatchell, a été terrassé par une crise cardiaque, jeudi 1= juillet à l'âge de cinquante ans, à l'aéroport Kennedy de New-York, alors qu'il devait prendre l'avion pour Londres et assister au lancement de son dernier spectacle, Sunset Boulevard. Il avait produit plus de cent spectacles depuis 1969 et s'était associé en 1971 au com-positeur Andrew Lloyd Weber pour des spectacles à succès comme Jesus-Christ Superstar, Cats ou

O Mort da Raland Perrat. --Roland Perrot, dit Remi, nuteur d'un livre contre la guerre d'Algé-rie intitulé R. A. S., est mort, jeudi le juillet, près de Limans (Alpes-de-Haute-Provence). Né le 7 juin 1931 à Saint-Rémy-de-Provence (Bouches-du-Rhône), il avait orga-nisé des filières d'évasion pour les déserteurs pendant le guerre d'el déserteurs pendant la guerre d'Al-gérie. Emprisonné à Nice en 1961, il s'était évadé et avait fui à l'étranger, où il a écrit R. A. S., dont Yves Boisset tira un film. Après son retour en France, il par-ticipe à la création, en 1973, d'une coopérative agricole baptisée Longo Mai, sur le territoire de Limans. En 1990, Roland Perrot avait organisé le premier Forum civique européen, destiné à rassem-bler, chaque été, des intellectuels et des responsables politiques euro- On nous prie d'annoncer le déble

GRUNER SCHLUMBERGER officier de la Légion d'honneur.

survenu le 2 juillet 1993, à Paris, dans

Du docteur Jean Grener, Et de la part des desc premier mariage evec Henri Georges

M. et M- Frank Deviction Doll, décédé, ses enfants, Ainsi que ses donze petits Et vingt-huit arrière petits

Ainsi que de la part de M= Jean de Ménil, Me et M. Eric Doisson

Les obsèques auront lieu le mardi 6 juillet, à 15 heures, au Val-Richer, Saint-Ouen-le-Pin (Calvados).

90, rue de Varenne, 75007 Paris. Hante-Bruyère, 78690 Saint-Rémy-THonoré 7809 Sam-Ramy-France.
41, rue de l'Université,
75007 Paris.
3363 San Felipe Road,
Houston, Texas 77019 (USA).
7, sité de Varenne,
75007 Paris 75007 Paris.

M. et Ma Joan-Ch M= Rémne Jacot Denise Leblanc

r>= : \* ·

27.00

Nat 11 11

25 to 1 to

200 miles 1999

gyana di shak

ه ۲۰۰۰: دند

Secretaria de la

25/2 4 - -

With the said

FRE MARKET STREET

THE PERSON NAMED IN

With the second

tabet in

T-1 . . .

22.55

Kustie-eg ge

Z-1 2-1 . . . .

Figg.

Time and

Station of

.... The Later

Property.

Back to the

≥\_

المستر

Magracia militar a

124 Co.

American 1981

Service of the servic The State of the S - 10 · ·

Sec. 2010

49.77

Pierre-Martin JACOT. sculpteur-plastici (1941-1993).

On se réunira ou crématoria Père-Lach

Cet avis tient lien de faire-part. - Vannes, Brunoy,

Dolly Savary,

son épouse, Jean-Pierre et Denise Savary, s parents, Jean-Louis et Danièle Savary, Daniel et Denise Savary, Julio et Christine Rives, JoE et Carole Martin,

ses frères et stemes, out la tristesse de faire part du décès de Bernard SAVARY.

Les obsèques ont en lieu le 28 juin 1993. à Lorient.

**Anniversaires** - Il y e cinq ans, le 4 juillet 1988,

André GESKIS

quittait l'affection des siens.

Pour que son souvenir demeure, une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé. 9, rue Valentin-Hally, 75015 Paris.

- En ce onzième anniversaire de la

Edouard LABIN, nous le rappelons en souvenir de ceux qui l'ont connu, joignant à sa mémoire celle de ses deux frères,

Emile LABIN, décèdés en 1956 et en 1974,

et celle de leurs parents,

Daniel et Charlotte LABIN, dispurus en 1953 et en 1957.

- Il y e trois ans, la 30 juin 1990, René MAGNIN

Madeleine Néna,

sa compagne, se souvient et rappelle son souvenir à ceux qui l'ont comm.

- 5 juillet 1990.

Jean Pierre THIECK.

On entend toujours ton rire, in as present à tout moment, evec ta ten-dresse et la joie, continuant à nons entraîner dans ton tourbillon de pas-tion de la continuant à mons tion de la vie et d'enthousies

CARNET DU MONDE

Renseignements: 40-65-29-94 ou 40-66-29-96

Tarif : la ligne H.T. Toutes rubriques ........... 100 F Abonnés et actionnaires ... 90 F Les lignes en capitales grasses sont facturées eur la bese de

deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et fecturées.

. Ť ..... j

Minkmum 10 lignes.



and the last time

and the management of

FOR FALMANE. AND A SUR WALLAND BRANCH

- L'au des proper une cries medicape. police à l'âge de crissanir langues Kansady às hierfore of a series pressery page franchis es aprophe de M. M. Arriver special. heaters if well product SME SMERSHES SERVER 1969 Andrew there Weber poor

home Represent Cats on

t de Policiel Parret. -Marie de Marie meletel or inners to guerry of Algebraich the party of Landon (Alper-ty of the Landon (Alper-ty of the Control of the Control of the Province and Alphan Company of the Control of the Control of the Control of the Control of the Con-trol of the Control of the Congen grandent in genere d'Al-teraturement à Nicce du 146-git Grande en avent fur à per the first and files all alliant de Profes il beimore apricial test are talks, and in correspond ar to the Baland Period M primar Forem Mar and the Antique of the C.

- On hour this company GRUNER SCHILL MBERGE Islant: de - Inne

Les Européens

unis à Tokyo

Lors du sommet des sept

principaux pays industrialiséa,

qui se tient du 7 au 9 juillet à

divisée sur le dossier du GATT.

vendredi 2 juillet à Bruxelles, ont fait le nécessaire en se mettant

d'eccord sur une plete-forme qui

Mardi, à la vaille du sommet de

Tokyo, se tiendra une réunion

de la Quedrilatérale, un groupe

qui rassemble les ministres du

Brittan, le commissaire européen

chargé des relations extérieures.

La Quadrilatérele, qui cherche à

principaux paye participant à

l'Uruguay Round, vient de se

de « l'accès au merché ».

c'est-à-dire le réduction des

libérelisation des échanges de

services, n'est toujours pas

Les Frençais, échaudés per

l'épisode de « Blair House » - en

novembra 1992, à Washington,

la Commission e conclu evec les

Américains, toujoure dans le

cadre de l'Uruguay Round, un

l'agriculture, qu'ils récusent,

mais dont on leur explique qu'il

est immuable - se méfient de

Commission cherche, une fois

encore, à leur forcer le main, en

se présentant eu sommet, avec

un accord quasi ficele et dont il

serait difficile de se dépêtrer.

Leon Brittan les e rassurés. Il e

eppropriées pour prendre des

au point das arrangements

nécessaires à sa conclusion

devait se faire dans un cadre

contractantes a du GATT. Et er

écho à la sévère mise en garde

Edouard Balledur, les Douze ont

eméricaine d'appliquer das taxes

dissussives sur les importatione

Communeuté, expliquant qu'alle

pourrait avoir « un effet négetif »

sur la conclusion de l'Uruguay

Toutea ces bonnes paroles

edressée à Washington par

« inacceptable » le décision

d'acier en provenance de la

multilatéral, an v associant

l'eneemble des € parties -

condamné comme

décisions concernant la conduite

de l'Uruguay Round. Que le mise

été dit et redit que ni la

n'étaient des Instances

pré-accord portant sur

cette Quadrilatérale, et

entendent éviter que le

droits de douane pour las

produits industriela et la

rencontrer, il y e quelques joura,

sans auccès. Le dosaier épinaux

repprocher les pointa de vue dee

commerce extériaur des

Etats-Unis, du Japon, du

Canada, einsi qua Sir Leon

Tokyo, l'escentiel sera que

l'Europe n'apparaisse pas

Lee ministres des affaires

françaises.

étrangères des Douze, réunis

mer sente de 2 janvier : son altres de company de 2 janvier : son altres de company de c De la part De déctour loss Grains son épane.

Re de la part des l'entre del popularies mai aux avec l'este le popularies mai aux avec l'este l'entre l'entre del décède.

M. et Mem France Des des l'entre l'ent SOR CPULL.

Author upo der ander personen Author que de la maria de M Me et M. Ety. Let Halling.

sauf ei um betreiber 90, rue de Verenta

Haute Berreie 78890 Saret Remy Horas 41, rue de l'inventa 1900? Pans 1363 San Feape River Houston, Treat 11.4 tax 7, cité de Varenne, 79007 Paris

Justine lacat M. et Mm Jean-Christighe im M. et Mm Marritt and len Me Regine laure Es leurs entante Donnie Lehiet.

> Plerre-Martin JACOL manifestrum publicant (144, 1, 24)

On to Princip to Francis ter-Lecture, is mar. I am Cat was tert to be in throat.

a Wattern France Dolly Sasses Jene Perere et Derne faier

John James et Det en Sem Daniel et Det en James Julie et l'hort et keit Julie et Catalo Malte tota eri servira and he brings ar all and put there

Bernard 541 4R! Les obsessor entre meat Anniverses

· My marten and a designed to Andre GESES

questant l'affection . - tent Police grant with the control between panety cal demander : 124 m For Valettie del

. En ve metreme ett immit

Educard (AEN mous to copper that an incorporate tions from the second

APPREL LABIL Lat. 148! pertor: r of white the areas parties.

Dereich er Caurines Lief Signeral F  $|\hat{p}| \approx 4 (67) \times 4 \pi^{1/2} e^{-2\pi i \frac{(2\pi)^2 k_{\perp}^2}{2}}$ 

Rese MAGNEY

Madening Name of the event of the first of the CPAR ALL

 $\nabla_{\mathcal{A}}g_{\mathcal{A}}(G) = \mathbb{R}^{d}$ Jene Perr THEO

the state of the s

CARNET DU YORE Same in the state of 40 \$6.75 to a 27 facility

# **ECONOMIE**

BILLET Début de normalisation avec Hanoï

## Washington ne s'opposera plus à l'octroi de prêts internationaux au Vietnam

La fin de l'isolement commerciel du Vietnem est en vue. « J'al decidé de mettre un terme à notre opposition aux efforts déployés par d'eutres pays pour eider la Vietnam à peyer ses arriérés eu FMI », a annoncé le 2 juillet le président Clinton. De son côté, la Commission de Bruxelles e indiqué le 3 juillet, à l'issue d'une visite tient compte des préoccupations d'una délégation vietnemienne conduite par le premier ministre, Vo Ven Kiet, qu'elle était prête é ouvrir des négociations commerciales avec Hanoï.

de notre correspondant

**NEW-YORK** 

Le président Clinton a annoncé le juillet que l'administration américaioe allait lever soo opposition à l'octroi de prêts au Vietnam par des organisations internationales (Banque

mondiale et Fonds monétaire ioter-nadonal). Cette interdiction de commercer evait d'abord été appliquée à Hanoï en 1964 avant d'être étendue

à l'ensemble du pays en avril 1975. La nouvelle politique de la Maison Blanche permettra au Vietnam de refinancer les 140 millions de dollars d'arriérés dus au FMI (800 millions de francs) et d'accéder ultérieurement aux différents concours financiers du Foods. De la même façon, Hanoï Foods. De la même façon, Hanoï pourra frapper à la porte de la Banque mondiale, qui a annoncé samedi son intention de débloquer 350 millions de dollars, et à celle d'autres organisations internationales telles que la Banque asiarique de développement, dont elle était exclue en raison de l'opposition systématique des textes linis. Cette depuis par pague a Etats-Unis. Cette dernière banque a immédiatement fait savoir qu'elle était prête à accorder 250 millions de

«Il ne s'agit là que d'une première étape», a rappelé un responsable du département d'Erat. La levée éventuelle de l'embargo ne pourra en effet

lique puisque tout est rentré dans

De soo côté, la Ville justifie soo recours à des emprunts superféta-toires par la oécessité politique et

médiatique de oe pas présenter un budget en déficit, même momeo-

tané. Cela, assure-t-elle, «aurait été perçu comme un signe de mauvaise gestion par les étus, par la popula-

tion et par les partenaires sinan-ciers. Elle rappelle que ces opéra-tious o'ont fait l'objet d'ancune remarque de l'autorité chargée du

contrôle de légalité. Quant aux pla-cements, ils oot été faits par des fooctionnaires disposant d'uoe

délégation de signature du maire

de Paris. Ces placements ont d'ail-leurs rapporté 317 millions de

francs, ce qui, estime la Ville, est

uo excellent rapport financier.

Enfin, d'une manière plus générale, le municipalité estime que les

règles concernant la trésorerie des

collectivités locales - notamment celles du dépôt des fonds au Trésor

public sans rémunération - sont

« archaiques et pénalisantes». Et de cooclure : « La ville de Paris n'a fait qu'anticiper sur une évolution

intervenir qu'une fois satisfailes les exigences de Washington relatives au sort des soldats américains disparus ou emprisonnés au Vietnam, un dos-sier qui, depuis vingt ans, envenime

les relations entre les deux pays. L'assouplissement de la position américaine n'aura cependant guère d'impact à court terme pour les entreprises américaines qui ne pour-ront reprendre des relations commerciales directes avec le Vietnam, sauf à contourner l'obstacle via des contrats passés avec le FMI, la Banque mondiale ou avec d'autres organisations internationales.

Il s'agit toutefois d'un premier pas qui devrait permettre aux firmes américaines de renouer progressivepolitique de rénovatioo économique entreprise par le régime en 1988, a bénéficié de près de 5 milhards de dollars d'investissemeots en prove-nance, pour l'essentiel, de Taïwan, de Hongkong, du Japon et d'Europe.

En conflit avec le président

## Le Français Daniel Gœudevert quitte la vice-présidence de Volkswagen

FRANCFORT

de notre correspondant «Der Franzose» s'en va. Le Rémois Daniel Gœudevert, qui a fait une carrière fulgurante au sein du groupe automobile allemand, tire la conséquence logique de sa non-élection comme président, il y a un peu plus d'un an. Les action-naires lui avaient alors préféré Ferdinand Picch, ancien patron de la filiale Audi. Les deux bommes, naturellement, ne se soot pas

M. Gœudevert quirtera le groupe le 31 juillet, a annoncé un commu-niqué du siège à Wolfsburg, qui, recourant à une langue de bois bureaucratique, explique que ce changement « est la consequence d'optimalisations structurelles lièes à l'évolution organisationnelle».

C'est dire le malaise... Et c'est dire si la culture a basculé chez Volkswagen. M. Gœudevert était cooforme à l'ère Carl Hahn, le patron précédent, qui en avait fait son numéro deux. Beau parleur. ouvert, autant « vendeur de

La Cour adresse, par contre, un satisfecit au comité qui a su mobi-liser 2 362 millions de recettes

commerciales (droits de télévision, 1 208 millions, et droits d'utilisation des emblèmes olympiques, 1 154 millions), soit un chiffre supérieur de 30 % aux prévisions. Cette somme a permis de financer 55 % du coût de l'organisation des laux Mein le rivoganisation des laux Mein le rivoganisation des

Jeux. Mais le rapport s'étonne du montant des hoooraires versés par le COJO à la société IGM de Mac

Cormak, qui s'élèveot à 100 mil-lions de francs. IGM fut iotroduite par l'intermédiaire de Jean-Claude Killy au sein du comité d'orgaoi-sation des Jeux pour démarcher les

sation des jeux pour démarcher les onze principaux partenaires com-merciaux de la manifestation doot sept (AGF, Crédit lyonnais, Renault, SNCF, Thomson, Poste et France Télécom) étaient des cotre-prises nationalisées ou des services publics. « Une prépondérance nussi

marquée conduit cependant à relati-

viser le rôle de prospection de la

Celle-ci a enfin établi un bilan

relativement sombre de la situation financière des communes

savoyardes qui oot accueilli les

épreuves sportives des Jeux. «Sur

treize communes ou groupements

de communes, onze connaissent une situotion dégradée, dont trois sont

lourdement endettées ou même incapobles d'assurer leurs poie-

ments », comme Brides-les-Bains et

Les Saisies. La Cour relève cepen

dant que les équipements olympi-

ques ne sont responsables de ces déboires qu'à Brides-les-Bains.

problèmes actuels résultent « d'in-

vestissements d'accompagnement

qui ont été accélérés ou facilités par

la perspective des Jeux, mais qui

n'avaient pas, au sens strict, le caractère d'équipement olympique ».

(1) Le coût de la piste de bobsleigh de La Plagne est supérieur de 189 % aux prévisions initiales. Le prix des tremplins de saut de Courrbevei est passé de 61 à 134 millions de francs.

CLAUDE FRANCILLON

société de conseil », note la Cour.

bagnoles» qu'intéressé par les discussions politiques et les médias, il correspondait à la strategie d'expansion mondiale que conduisait M. Habn. Rachat de Seat en Espagne, de Skoda en Tchécoslova-quie, entrée en Chine, etc. : le groupe allemand était devenu le numéro un européen, loin devant ses concurrents. M. Gœudevert était arrivé à Wolsburg en 1989, après avoir débuté comme vendeur apres avoir debute contine ventueur chez Citroën et mené une carrière chez Renault Allemagne puis chez Ford Allemagne, dont il était deveou président en 1981.

En 1992, pourtant, les comptes dérapent. La rentabilité est mau-vaise. Les actionnaires comprenvaise. Les actionnaires compren-nent qu'à l'ère des visionnaires doit succéder l'ère des durs. M. Piech est tout l'ioverse du «Franzose»: d'apparence fermé, sérieux, anti-médiatique, compta-

Normalement M. Gœudevert aurait du rester numéto deux, chargé de la partie commerciale. Mais M. Piëch a embauché en début d'aonée Ignacio Lopez, un espagnol « pique » chez General Motors, pour s'occuper des appro-visionnements. «Super-Lopez», comme l'appellent ses compatriotes basques, est uo chasseur de couts qui a pris une importance considerable dans l'organisation de M. Piech. On ne parle plus d'ex-pansion et de projets futurs, on rabote, on lime, on dimioue. Les différeods, notamment commer-ciaux, entre MM. Gœudevert et Piech n'ont, logiquement, pas cessé

ÉRIC LE BOUCHER

Réforme des retraites

## Négociation bloquée dans les banques

Les négociations sur une réforme des caisses de retraite des banques, préalable à leur adhésion aux régimes complémentaires ARRCO et AGIRC, ont été interrompues vendredi 2 juillet. Selon l'Association française des banques (AFB), les syodicats wont refusé l'examen détnillé » d'un projet qui «se traduirait par le versement de pensions supérieures d'environ 16 % à lo moyenne de l'industrie et du commerce » tout en programmant l'extinction progressive de ces avantages. De leur côté, les syndicats accusent l'AFB de rechercher «la remise en cause complète du système actuel » en présentant « un texte provocateur visant à remettre en cause d'une manière inacceptable les droits acquis des salariés et le niveau des pensions des retraités ».

Une étude du ministère du travail

#### La formation des chômeurs de longue durée est insuffisante

Seloo une étude du ministère du travail, les dispositifs de formation restent insuffisamment ndaptées aux besoins des chômeurs de longue durée. Uoe étude publiée le le juillet constare « le lent progrès de l'individualisation des parcours de formation » (AIF) qui «ne concerne que 6 % des bénéficiaires » des actions d'insertion et de formation. Le ministère relève toutefois « un progrès important », compte tenu du nombre d'entrées en AIF (267 000 l'an passé contre 200 000 en 1991). En outre, le recours à des bilans professionnels systématiques permettant une orientation n'intervient que dans 27 % des cas et leur généralisation « reste encore éloignée ». Quant à la proportion de parcours modulaires » de formatioo, elle o'atteignait 24.7 % en 1992 contre 26,8 % en 1991.

C Accord salarial à EDF-GDF. -Les syndicats CFDT, CFTC et CFE-CGC ont signé, vendredi 2 juio, un accord salarial pour 1993 avec les directions d'EDF et de GDF. Celui-ci compreod deux revalorisations de 1 % des salaires, l'une au le mai dernier, l'eutre au 1º octobre. « Une majoration eventuelle » de la masse salariale ioterviendra si les ventes d'électricité et de gaz dépasseot des objectifs du budget 1993.

## Le rapport annuel de la Cour des comptes

## Les acrobaties budgétaires de Paris

La Cour des comptes avait déjà constaté, en 1991, que certaines collectivités territoriales se dispeoseot de déposer au Trésor public leurs excédents de trésorerie, alors que la loi leur en fait obligation. Cette fois, elle épingle la Ville de Paris, qui a adopté daos ce domaine une «formule» qui, pour être «originale», n'en est pas moins « irrégulière ». Ainsi, en 1984, 1986, 1988 et 1989, la ville a contracté des emprunts qu'elle a immédiatement replacés, eo tout ou en partie et moyennant intérêts, auprès de banques. «A lo fin de 1990, constate le rapport, près de 1,1 milliard de francs ovalt été ainsi dérive hors des caisses de lo Ville et fructifialt dans trois établissements bancaires». En y incluant es intérêts, ces fonds atteignaient 1,6 milliard de francs eo juio 1992.

D'autre part, les experts de la Cour relévent que la Ville n'a pas encaissé du tout certains emprunts qu'elle a pourtant fait figurer dans ses comptes. « Depuis 1986, écrivent-ils, cette pratique a permis de différer le recouvrement d'une dizaine d'emprunts totalisant envi-ron un milliard.» Ils observent que ces manipulations non seuleme contreviennent au droit budgétaire des collectivités territoriales, mais aussi qu'elles «altèrent la sincérité des comptes de la Ville». Le Conseil de Paris n'en a même pas été tenu informé. Les conseillers pensent que s'il avait été saisi, le tribunal admioistratif aurait censuré ces placements. Or il oe l'a pas été puisque le représentant de l'Etat o'a pas exercé le contrôle de légalité qui lui incombe. Quant au receveur géoéral des finaoces, comptable de la Ville, il n'a pas non plus, comme il l'aurait dû, récupéré les fonds placés auprès des baoques et leurs iotérêts. Ces derniers - entre 50 et 100 millions

INDICATEURS

• Taux de chômage :

7 % en juin. - La taux da

chômaga a augmanté en juin,

pour la pramiara foia cetta

ennée, atteignant 7 % contra

6,9 % en mai, at l'économia

n'a créé que 13 000

amploia. Las axperte pré-

voyaient un taux de 7 %,

mais des créations d'emplois

beaucoup plus nombreusea

ÉTATS-UNIS

(125 000).

JAPON

d'essayer de faire progresser la négociation et, si une percée se produit, le aommet d'en prendra acte. Mais on devine que le vice-président de la Commisaion sera suffisamment habile pour ne pas embarrasser Frençois Mitterrand, qui dirigera la délégation française à Tokyo. Actuellement, dans l'Uruguay Round, de nombreux blocages sont le fait des Américains et des Japonais et ce sereit pur masochisme de la part des Européens de mattre en relief ce qui les divise. Mais à l'automne, ai la voie est dégagée sur les dossiere non agricoles, chacun se prononcera sur le sort à réserver au pré-accord de a Blair House ». C'est alors que la rupture entre la France et ses partenaires de la CEE risque de se produire.

u Le SMIC horaire porté à 34,83 francs au 1º juillet. - Le conseil des mioistres a coofirmé mercredi 30 juin l'augmentation de 2,3 % du salaire minimum à compter do 1= juillet. Le SMIC horaire est donc porté de 34,06 fraocs à 34,83 francs, soit ooe rémooération meosuelle brute de 5 886,27 francs sur la base de 169 heures.

de fraocs par an depuis 1985 n'oot pas figuré dans les budgets Sur injooction de la chambre régionale des comptes, il a été mis bon ordre à certe situation. Les emprunts ont été recouvrés par la Ville et les fonds placés en banque sont retournés dans les caisses de Paris Des règles «archaïques et pénalisantes» Mis en cause, le ministre de l'intérieur iodique, dans sa répoose, qu'il était difficile, voire impos-sible, au représentant de l'Etat de déceler ces anomalics. Il ajoute que le délai de recours en annulation est expiré et que, de toute manière, si la oullité était prococée,

« Une réserve importante et facile-

n'empêcheront paa Leon Brittan

 Excédents PHILIPPE LEMAITRE comptes courents: 9,6 milliards de dollars en mai-- Le Japon a dégagé en mai un nouvel excédent de ses comptee courenta exténeura de 9,6 milliarde de dollers (55 milliards de francs), en hausse de 0,9 % eur mei 1992. Il s'agit de le vingtelxiàme progression mensuelle consécutive de ce surplus extérieur.

#### Les Jeux n'ont pas payé les Jeux taires et, à ce titre soumises à la GRENOBLE

de notre correspondant

Dans son rapport, la Cour des comptes émet un certain nombre de critiques sur les dérapages financiers des Jeux olympiques d'Albertville. Leur coût est estimé à environ 12 milliards de francs, dont 4,2 milliards pour le budget du comité d'organisatioo (COJO) et 7,8 milliards pour les dépenses d'iofrastructures. La Cour s'est penchée essentiellement sur le définience de la COJO Second d'Albert de la COJO Second de la COJ penchée essentiellement sur le déti-cit enregistré par le COJO. Ses co-présidents, Jean-Claude Killy et Michel Barnier, ont prétendu, pen-daot plusieurs anoces, que « les Jeux paieroient les Jeux», à l'image de Calgary (Caoada) qui afficha un bénéfice de 144 millions de francs à l'issue des JO d'luver de 1988.

Albertville n'a pas su autofinancer son rendez-vous olympique. Le COJO enregistre uoe perte de 279 millions de francs due esseotiellement au surcoût des équipemeots sportifs (plus 286 millioos) (1), mais aussi aux graves erreurs de prévisions dans le domaioe de l'hébergement. Les dépeoses qui furent évaloées à finalement atteint 575 millions alors que les recettes n'ont été que de 143 millions.

#### Une prospection codteuse

La Cour des comptes rélève que le déficit affiché aujourd'hui n'est pas définitif. En effet un risque fiscal important pèse encore sur les opérations de clôture des comptes. Celui-ci a été estimé à 120 millions de francs alors que le COJO n'a provisionné qu'un million et demi de francs à cet effet. Le comité a «oublié» de prendre en compte le versement de la TVA pour les avances remboursables que lui oot versées l'Etat et les collectivités locales. Le déficit du COJO étant désormais certain, ces avances doi-veot être coosidérées comme des

subventioos publiques complémen-

MARC AMBROISE-RENDU

EN BREF u Virgio Megastore : aonulatico de l'anterisation d'ouverture dominicele. - Le tribunal administratif de Paris vient d'annuler no arrêté du préfet de Paris autorisant nour une durée d'uo an l'ouverture le dimanche du magasio Virgin Megastore situé sur les Champs-Elysées. Cette décision est d'une portée limitée, car l'autorisation d'ouverture expirait dans la première quiozaine de juillet. De source proche de la direction de Virgin, on iodique qu'une oouvelle eutorisatioo d'ouverture dominicale a été sollicitée auprès de la préfecture, en raison de la fin de

l'eutorisation précédente le 11 juilu Manifestations contre le TGV et une autoroute. - Des opposants au projet de TGV Sud-Est ont perturbé, veodredi 2 juillet, le trafic ferroviaire sur les deux rives du Rhône, en bloquant les voies dans les gares de Théziers (Gard), Tainl'Hermitage (Drome), Sorgues (Veucluse), Lamanon et Sénas dizzines de manifestants ont blo-

qué, le même jour, la nationale 152 Tours-Angers pour dénoocer le tracé de la future autoroute Aogers-Tours, qui, seloo eux, va a défigurer » la vallée de la Loire. Ce tracé prévoit notamment que les voies passent entre le ville de Langeais et le bord du sleuve.

Deux syndicats de oavigants commerciaux (hôtesses et stewards), le syndicat national du personnel navigant commercial (SNPNC) et le syodicat uoitaire des oavigants commerciaux (SUNAC), oot déposé auprès de la direction d'Air France uo préavis de grève pour les journées des 13 et 14 juillet. Ils revendiquent 95 % des voix aux dernières élections professionnelles à Air Fraoce. Les bôtesses et les stewards protestent cootre l'amputation de moitié de la prime bi-annuelle de juin (égale, comme celle de décembre, à uo mois de salaire environ) décidée par la directioo (Bouches-du-Rhone). Quelques d'Air France dans le cadre du dernier plan d'économies.

Le projet d'une levée partielle de l'embargo sur l'Irak

Les cours du pétrole chutent Les cours du pétrole ont cédé à

New-York plus d'un dollar sur

trois séances tandis qu'à Londres D Air France : grève des bôtesses (- 84 ceots de pertes en une semaine), ils tombaient à leur plus et stewards les 13 et 14 juillet. bas oiveau depuis le début de l'anoée. A l'origine de cette dégriogolade, la crainte d'une levée limitée de l'embargo pétrolier sur l'Irak mis en place par l'ONU depuis trois ans. Des diplomates irakiens oot iodiqué que leur pays serait prêt à accepter, lors de oégocietions la semaine prochaine à New-York, certaines cooditions de l'ONU afto de pouvoir exporter une partie de soo pétrole. Le mar-ché, déjà saturé de brut, evait été ébranlé la veille par les déclarations de l'ambassadeur américain aux Nations unies. Madeleine Albright, indiquant oc voir aucune objection à l'accord entre les Nations unies et l'Irak concernant la veote de 1,6 milliard de dollars de pétrole (le Monde du 3 juillet).

STATESTAT DEAL DES CAPITÀ

La hierarch

# REVUE DES VALEURS

**SEMAINE DU 28 JUIN AU 2 JUILLET 1993** 

**PARIS** 

# Le rituel de l'indécis

«Temps de le réflexion» en 1888, *∢sourde* déception » l'année du bicente-naire de la Révolu-

tion, « déprime » en 1990, « méfiance évoluant vers l'inquiétude» quelques semelnes avant l'invaeion du Koweit par l'Irak, et « accumulation de nouvelles maussades » l'an demier sont autant de signes illustrant l'hésitation des boursiers à la veille des périodes estivelea. Pour la sixiàme snnée consécutive, cette tendence est la même, comme ei l'errivée de l'été ennonçait les prémices d'une rupture. Le cerectère festif de le semaine précédente (+2,64 %) e rapidement disparu sent le merché ratourner à ses interrogations et à ses soucis eccentuéee par le léger glisse-ment du franc face au mark.

Lee cinq séences s'achèvent sur une beieee de 1 % qui ramène la prograssion depuis la début de l'année à 4,49 %. Une performence décevente puisqu'elle est inférieure de moitié à celle de 9,8 % enregistrée à l'is-sue du premier trimeetre. Le 30 mars, au lendemain des élections législatives portant Edouard Balledur à Matignon, l'indice CAC 40 evait culminé à 2 035,91 points evant de repertir à le

Au cours de cette semaine, la Bourse e fourni un bon exemple de son fonctionnement, entici-

forte hausse des cours avant de « prendre ses bénéfices » une fois le felt eccompli. L'espoir d'une baisse des teux d'Intérêt ellemand à l'Issue de la réunion de la Bundesbank jeudi e, d'entrée de jeu, dopé le marché. Lundi l'in-dice CAC 40 gegneit 1,54 % dans un marché où le montant des transactions a atteint 6,5 milliards de francs. Sur ce montant, 2,5 millierds proveneient d'ejustements techniques liés à l'échéence meneuelle des contrats à terme. Ce volume global est l'un des plue élevés enre-gistrés sur le marché, le record de 8,4 milliards de francs ayant

été étebli, vendradi 26 mers,

juste avant le second tour dea Fort de cette espérance, les intervenents ont retenu leur souffle jusqu'à jeudi (-0,68 % mardi et-0,28 % mercredi). De ce fait, l'annoncs d'une détenta des taux d'eecompte et Lomberd Outre-Rhin e été eccueillie eane surprise. Le journée ee soldeit par un recul de 0,59 %, les gestionneires tenent peu compte du nouvel excédent commercial francais, dû en grande partie eu tassement des importatione en raieon du ralentiseement de le consommetion. Vendradi, l'eseouplissement des teux diracteurs français dans le sillage allemend e été ignoré, les Investisseurs, décus par les sta-tistiquee eméricaines publiées le veille qui laissent craindre une faichomage pour se forger une opi-nion. Le déception née des don-nées sur l'emploi aux Etats-Unis eccentuelt le mouvement de défiance. Le journée e'echevait sur une baisse de 0,97 %.

#### Le désendettement de Rhône-Poulenc

La perspective d'une privatisa-

tion rapide s de nouveau poussé Rhone-Poulent à eméliorar ss situation finenciàre. Le groupe chimique a sinsi procédé à deux émissions de titres perpétuele pour un montant d'environ 4 miliards de francs destinées à rembourser une partie de son endettement à court terme. Il s'egit d'une émission pour 370 millions de dollers (2,1 millierde de francs) de titres subordonnés à durée indéterminée (TSDI) et pour 350 millions de dollars (2 milliards de francs) d'ections préférentiellee. Afin également de réduire sa detta, la firme nationa-lisée e décidé de vendre 35 % du cepital de Roussel-Uclaf, L'offre publique de vante (OPV) des 3,89 millions d'ections de ce groupe pharmaceutique français, filiele de l'ellemand Hoechst, se déroulers du lundi 5 au jeudi 8 juillet. Le prix unitaire des titres sera fixé en début de semaine et la cotation des actions de Roussel Uclaf, suspendue depuis le 21 juin à 575 francs devrait

endre le 9 juillet . O'autre part, afin d'harmoniser les niveaux de prix entre le

2-7-93

Diff.

7 3,50 0

NC 10,80 NC

et portefeuille

Bourse de Paris et celle de Neve York et d'eseurer une plus aires, le conseil d'administration

de Rhône-Poulenc e décidé de

diviser per quetre le valeur nomi-nale des actione du groupe, à compter du 12 juillet. L'avenir d'Eridania Béghin-Say e provoqué un ragain d'Intérêt eutour des titres eppertensnt majoritairement eu groupe Fer-ruzzi. Après Jean-Març Vernes qui s'est déclaré intéressé par un rachet éventuel, c'est au tour du groupe papetier et egro-alimentaire Saint Louis de se mettre sur les rengs par la voix d'Umberto Agnelli dont le holding famillal IFIL est l'un des actionnaires principeux de Saint Louis. Le gouver-nement français « soutiendrait une offre française », e déclaré de son côté le directeur général de l'alimentation du minietère de l'Agriculture, Jeen-Frençoie

Le plue forte heusse de la ine a été enregistrée per la CPR, Compagnie parislenne de réescompte. L'engouement pour cette filiale à 33,3 % d'Indosuez est lié à des spéculations sur une modification éventuelle de son capital à la suite de la cession par Paribas de la Caisse centrale de réescompte à le Commerzbank. Le bon prix tiré de le vente pourrait donner des Idéee eux propiétaires de la CPR. A cela e'ejoute le baiese des teux d'intérêt qui profite eux activités

de ce type de banques. DOMINIQUE GALLOIS

Métallurgie, mécanique

Assurances

(1) CP : 75 F.

<u>Chimie</u>

2-7-93

2-7-93

2-7-93

2-7-93

733 921 295,50

Sicomi ou ex-Sicomi

Diff,

Diff.

21,20 3

Diff.

Diff.

## **NEW-YORK**

## Sans ressort

MOKE DOW JONES calme à Wall Street qui e tout de même fini par être affecté par la succession de statistiques défavo-rables sur la santé

ricaioc. L'iodice Dow Jones des valeurs industrielles a perdu, en tout, sur la semaine 0,2 % pour s'inscrire à 3 483,97 points, ven-dredi en clôture.

« Je crois que nous avons finale-ment succombé à la série de statis-tiques décevantes publiées cette semaine », souligne Gregory Nie, vice-président chez Kemper Securi-ties. « Les résultats trimestriels des sociétés qui vont bientôt être publiés sont également une source diquié-tude » a til ajouté. Les investistude», a-t-il ajouté. Les investisseurs ont également préféré pren-dre des précautions à la veille d'un long week-end puisque le marché américain sera fermé lundi.

Les prévisions de croissance de l'administration pour 1993 ont été ramenées à «un peu moins» de 2,5 % en 1993, a déclaré vendredi le principal conseiller économique de Sill Clinton, Laura D'Andrea Tyson. Au début de l'année, l'ad-ministration tablait encore sur une croissance do prodoit intérieur brut (PIB) de l'ordre de 3,1 %. Ce chiffre e été ramené ensuite à 2,8 % après le rejet par le Congrès du programme de stimulation éco-omique do président Cliotoo.

«Les Indicateurs de ces dernières ensuites aout ont montré que semaines nous ont montré que

l'économie a du mai à se reprendres, note un professionnel. Le repli de Wall Street s'est accentué vendredi après l'annonce des données do chômage de juin. Sculement 13 000 emplois out été créé sur le mois, un chiffre dix fois inférieur aux prévisions. Le taux de chômage est passé à 7 % contre 6,9 % en mai. La situation s'est particulièrement dégradée dans l'industrie, qui a perdu plus de 400 000 emplois en un an.-Jeudi, le groupement des directeurs d'achats des principaux groupes industriels américains avait signalé une contraction de l'activité dans le secteur manufacturier en juin.

3 483,97 (c. 3 490,89).		
	Cours 25 Julio	Cours 2 Jul
Alcos ATT Boaleg Chese Men. Benk Du Pont de Nemours Eastmen Kodak Exoon Ford General Esctric General Endres Goodyeer ISM ITT Mobil Of Pricer Testaco Unil. Corp. (ex-Allegia) Union Carbide	62 1/4 38 1/4 38 1/4 31 1/8 50 3/6 43 1/8 40 3/8 40 3/4 40 3/4 40 3/4 40 3/4 40 3/4 40 3/4 12/6 83 1/8 84 1/8 82 1/8 83 1/8 84 1/8 85 1	71 1/2 52 1/4 36 3/6 32 3/6 50 1/2 48 1/2 50 1/2 48 1/2 60 1/6 60
Volted Tech Westinghouse Xerox Corp	55 14 1/2 79 7/8	52.3/8 15.3/4 77.3/4

eu pouvoir, lors des élections

municipales à Tokyo. Le Nikkei est

ensuite retombé mardi, suite à l'ar-

restation de plusieurs dirigeants

d'entreprises du bâtiment et d'un homme politique de province sur

des accusations de corruption por-

tant sur 100 millions de yens. Le

scandale a continué à déprimer le

marché mercredi, ainsi que la cou-

velle demande de Washington pour

que le Japon réduise son déficit commercial. La Bourse s'est nette-

ment reprise jeudi evant de redeve-

TOKYO

## Scandales

INDICE NICKEI .

du Parti libéral démocrate (PLD) La 8ourse de Tokyo e terminé, vendredi 2 juillet, en légère baisse enrès une semaine itrégulière mergoée à couveau par des remous politiques de nou-

veaux scandales, à l'approche des élections. L'Indice Nikkei des 225 valeurs, priocipal baromètre, e termine la semaine à 19 621,46 poiots, co balsse de 38,11 points, soit 0,2 %. Mais l'indice général qui regroupe tous les titres du premier marché était, lui,

à 1 586,03 poiots. Certains opérateurs estiment, eo fait, que les remous politiques ont maintenant été digérés tant bien que mal par le Kabuto cho et qu'il pourra repartir quelques semaioes eprès les élections. « On peut dire cela, car les investisseurs étrangers, qui n'aiment pas du tout la confusion politique, ne se sont pas mis à vendre », explique le directeur de Marusao Securities

Le Nikkei eveit emaine en flèche, bér meilleure performance

**LONDRES** 

nir morose vendredi après la publicatioo d'eccusetions selon lesquelles le ministre des finances Yoshiro Hayashi ourait sollicité des dons d'institutions financières pour sa campagne électorale. Indices du 2 juillet : Nikkei 19 621,46 (c. 19 659,57); 1 586,03 (c. 1 584,05) . 1 340 1 390 1 360 2 330

. . . . . .

s, Zeoshiro	Fuji Bank
commeacé la	Matsushita Electric. Mitsubishi Heavy
néficiant de la	Sony Corp Toyota Motors

# Déprime

- 1% Victime à le fois de prises de bénéfice, de la morosité de Wall Street et de l'absence de nouvelles baisses des taux d'intérêt britanniques, la Bourse de Londres a fini la semaiue en repli. L'indice Footsie des ceat grandes valeurs a perdu en toat 29,8 points (-1%) pour atteindre 2.857,1 points vendredi

en fin de journée. Le Footsie retroovs ainsi soc aiveau du début de l'année (il aiveau du début de l'annee (11 cotait 2.861,5 points le 4 janvier). L'indice evait ensuite nettement progressé jusqu'au milieu de mars, où il avait atteint un record de 2.980,9 points, le 9 mars, avant de retomber au fur et à mesure que la retranscrive de conveiles baisses de perspective de couvelles baisses de taux d'intérêt s'éloignait. Celle-ci s'est encore éloignée cette semaine avec la forte montée de la byre et les déclarations prudentes du nouvezu gouverneur de la Banque

d'Angleterre, Eddie George.
Indices «FT» du 2 juillet: 100
valeurs 2.857,1 (c. 2.887,5); 30
valeurs 2.238 (c. 2.264,9); Fonds
d'Etat 97,39 (c. 96,88); Mines d'dr.

,9 (c. 195,5).			
	Cours 25 juin	Cours 2 juil.	
d Lyons	5.40		
	3,05 3,77 4,59	5,31 2,95 3,65 4,62	
6613	11,11	11.68	
	5.67 30.63	5,47 31	
#3	13,82	6,37 14,14	
	5,68 6,31	6,72 6,11	
THE PERSON NAMED IN	10,32	10.13	

## 1 280 1 270 650 4 300 1 530 FRANCFORT Irrégulière + 0.16 %

La semaiae a été domiaée a Francfort par l'attente de la réunion du conseil de la Bundesbank jeudi et par la progression du dol-lar face au deutschemark. Finalement après une évolution en dents de scie, l'indice DAX des trente valeurs vedettesa tout de même termioé veadredi à 1 697,81 points, soit en hausse de 0,16 %. Le DAX svait franchi le senil de resistance des 1 700 points lundi et mardi, souteno par l'espoir une réduction des taux d'intérêt directeurs jeudi. Les espoirs se sont réduits à la veille du jour J, mais la Bundesbank a finalement pris une oouvelle fois à contre-pied le marché en décidant de dimiauer son taux d'escompte d'uo demipoint à 6,75 % et son taux Lombard d'un quart de point à 8,25 %.

Le marché s'est pourtant replié vendredi, le DAX passant une nouvelle fois au-dessous des 1 700 poiots. Le maigre soutieo que représentait la spéculation sur la baisse des taux a disparu avec la décisioo de la Bundesbank, jeudi. Indice dn 2 juillet : DAX 1 697,81 (c. 1 695,24).

	-,,-	
	Cours 25 julis	Cours 2 juli.
ASF	153 238,20 273 298 882,20 260,30 525 271,40	152,50 235,90 275 298,20 685,30 257,80 626,50 270,70
olkswagen	358.80	300,30

#### Agroalimentaire

	2-7-93	Diff.
Bongrein	2.490	+ 26
BSR	884	- 18
Eridanie Bághia	787	+ 56
Fromegeries Sel	4.209	+ 210
LVARI	3821	- 10
Pernod-Ricard	390,20	- 0.30
Renoy-Contrace	172,80	+ 8,50

## Mines d'or, diamant

	2-7-93	Diff.
Anglo-American	187	+ 18
Buffelefontein	67,70	+11,10
De Beers	103,20	+ 8,70
Driefonteig	75,20	+ 2,80
Gencor	14,50	+ 0.30
Harmony	30,50	+ 3.25
Readfortely	49.60	+ 6.60
Sainte Helene	48.80	+ 5.90
Western Deep	193.10	+ 33 10

## Bâtiment et matériaux

	2-7-93	Diff.
Bouygoes	643	- 27
Climents françois	312	- 3
Colon	917	+ ĭ
Eurotoepel	35,75	+ 1.05
Elffage	905	~ 56
GTM Entrepose	406	- 4
Immob. Philabr	138,90	- 0.40
Jean Lafebore	1 065	- 7
Laferge-Copp. (1)	366,10	- 15,20
Pollet	288	+ 1,50
Salest-Gobels	510	+ 10
5GE	225	- 7
Solo-Settenolles	352.50	+ 3.70

## (1) Coupon = 0 F.

	2-7-93		Diff.
8fC	11251		53
Chargeurs	964	i –	18
Christian Dior	297	+	21,50
Clarics	403,50	-	18.50
DMC	269	۱.	21
EBF	820	4	25
Essilor lat.	452	-	17,40
Groupe André	622	l –	15
Creal	1884	-	44
Moulines	92	۱.	2.90
Salomon	1625		77
SEB	445.10		10.10
Die Remionel	1238	l i	49
Sommer-Allbert	1500		37
Your Soint Laurent	760	i .	32
Zedec	1 732	ı.	72

Crédit et l	Crédit et banques		
	2-7-93	Diff.	
Comp. hamselv SNP CI CP 7 F Catalam CPR CDE CCF CIF Clf Crid. lyon. (1] Codds générala. SOVAC UFB Locabell UFB Locabell UFB Locabell	531 538 1381 379 210 227,30 1010 410,10 639 584 1305 342 560	+ 14 + 25 + 31 + 50,50 inch. - 35 - 6,40 + 18 + 25 - 4 + 10 + 12	
Via Banque	325	+ 4	

## (1) CP : 10 F.

## Electricité et électronique

blesse de la reprise économique,

Electricité et électronique		<b>Immobilie</b>	r et fon	<u>cier</u>	
	2-7-93	Diff.		2-7-93	Di
Alexal-Alathorn Alexal-Cible CSE Insertechnique Latinal Lagrand Matra Hachette Radiotachalque Sagem Schmidter Sentant Autonique	840 562 483 446,50 685 4 135 133 280 1 710 657 185	- 17 - 3 - 2 + 7.50 + 78 + 5 - 5.80 Inch. + 50 - 14 + 26	CFI	NC 431 198 49,85 3 160 485 - 800 612 706 593	+ 3 + 1 + 15 + 12 + 40 - 7 - 3 + 10

## Distribution

2-7-93		_	DIII.
Alsacieme Sep	2 922		19
Bon Marchi	528	+	28
Carrafour	2 870	+	33
Cooks	136,20	-	6,30
Cartorama	606	+	3
Compt. Modernes.	1 290	-	20
Despert	4 120	I –	28
Docks de France	496	+	5,50
Sel. Lafoyette	1 865	+	10
Seitbert SA [1]	1 508	+	53
Surrenna Geor	1 499	+	44
Heavit Printemps.	737	+	0
nimenez	836	+	63
romodès	810	÷	4
EXEL	448	<b>–</b>	3.80
CCA	13.80	+	0,10

# VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT Valeur er 2022420

# 1 324 834 1 193 578 780 1 06 752 4 50 832 7 28 829 964 827 7 34 619 0 75 51 6 307 51 4 881 3005 500 348 472 810075 1430 000 2296 750 630 500 1 213 250 1 650 650

7	LES PLUS DE COURS	FORT HEBD	ES VARIATIO OMADAIRES	INS (RM)
;	Valours	Panese %	Valours	Baiss
	CPR	+19,6 +17,1 +15,3 +14 +13 +10,8 + 9,5 + 8,6 + 8,5 + 7,7 + 7,5	Ingerico	7/6 88 44 44 44 44 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4

arge Coppée tr trail	1 553 530 1 900 625 529 740 3 561 500	500 217 580 394 584 286 568 367	Estiman Registres	_ + 7,7 Signs	- 4 - 3 - 3 - 3
LE	VOLUME DE	S TRANSAC	TIONS (en mi	illiers de franc	:s)
	25-6-93	28-6-93	29-6-93	30-6-93	1-7-93
Rptant	2 852 908	6 186 847	3 862 111	5 288 708	3 446 989
et abl.	34 443 208 424 790	38 986 520 189 169	39 149 522 126 343	27 842 800 135 208	31 246 89 128 05
ai	37 720 906	45 362 536	43 137 976	33 066 714	34 821 93
	TAILS	1000 010 14			

O	4 002 300	0 100 04/	3 602 111	5 288 706	3 446 989
Comptant R. et obl. Actions	34 443 208 424 790	38 986 520 189 169	39 149 522 126 343	27 842 800 135 208	31 246 89 128 05
Total	37 720 906	45 362 536		33 066 714	
	IND	ICES CAC (du	lundi au vend	redij)	
	28-6-93	29-6-93	30-6-3	1=-7-93	2-7-93
indice gén, 🚚		542,7	538,4	541,7	535,3
	Q.	ese 100, 31 d	écembre 1987	מ	
indics CAC 40 .	1 990,95	1 977,50	1 971,87	1 960,15	1 <b>941,</b> 15

indice CAC 40 . 19	990,95   1 97	7,50   1 971,	87   1 960,1	1 941,15		
Notionnel	10 %. – Cotat Nombre de d	MATIF ion en pourcen contrats : 153 9	ntage du 2 juil 20 environ	let 1993		
COURS		ÉCHÉANCES				
COURS	JUIN 1993	SEPT. 1993	DÉC. 1993	MARS 1894		
Premier		119,34	118,74	121,34		

119,30

118,74

## Transports, loisirs, services 2-7-93 Diff.

Ø.

CCC1	618	+ 13	
#5	124	inch.	va
anal Plus	1221	- 19	
te Gemini	185,40	- 0.70	V2
EP Comm, (1)	382	+ 30.50	d'I
ZU in	325	- 0	22
Jub Midterranie	349,90	- 15,10	Ι
	NC	lock.	i
Jeuphin Ota Jánár, des geux	2110	- 140	<b>j</b> .
cco CP 10 F	425		ì
The Steem			AM
STO Display	67,10	+ 0,10	ap.
	414,10	• 1 .	
yoncales-Durnez.	465,70	+ 14,50	
OF CP 24 F	505	+ 34	Car
ub. Flipscehi	710	+ 10	.De
abilcie	652	+ 2	Gie
oknas Vieljaux	877	lock.	GU
ITAATI	615	+ 9	
Sone	448	- 1,50	Rec
odeabo	994	+ 3	RT
ři	434,10	+ 2,10	Sh
(4::::::::::::::::::::::::::::::::::	-34, IU	7 410	Lini
			_

121,30

l'industric, qui a prida par

400 000 employ on the geonperiority

q achete der bimming bie

industricle americans with the

une contraction de lamine

le secteur manufacture lindice Dow Jones

d'antreprises de tut mertalt

homme politique un cris and

tons sur 100 m. .... ....

timeshe mercrez. I to 1212

velle demande in in the

cation d'accomme

lesquelles le min de la fina

Yoshiro Hayasi . aut 1 10.522

does d'institution de la cesta

- <u>-</u>

2 500 1 530

Irréguliere

+ (),16 %

La semanie 1 21. 21.7

Francieri par Carrett .....

these the course.

lend, et per in the same

de mie l'indiana la centre ment apres due et ...

soleurs vezetiese trat and

Le DAN 2000

rendance det

reduction on the

trura leng.

tents lang.

marche et and SOC BOUSE ...

paint a fine in

Le marche de la laction

seile Inn the services

représentation de l'accept

training (Se)

GEORGE OF A STATE

ledis for the series

entired a traction

bert d'un quett de 20

genets in the

is Bundespark -

muede, spalent Tel mel

points soil co

far face au deutsten ante

to compagne tir.

FRANCFORT

14 1 384.051

3 483,97 tc. 3 493 ;;

throng the i. We general t THE PERSONAL PROPERTY. put signife than been K NAMES COM AT 40 H the distinct semigraphy Micros . Lin good dire AND THE PROPERTY AND PERSONS ASSESSMENTS. you see were he condu e sur me memo grapa della di inches or surrecture da

man mucht fant, in.

CART COMMERCE IS lighter percellances de la eligenment per privie ES

incaraire Zonabiro

A. M. Store the attentio the e in respectable for Well e Communication de manufacture france d'oraciente frances. sere de Laudien a fin la more i when featur more resours a persu to desired ( %) pour

ME OFFICER STREET debut de l'apporte (il I'd mount in 4 patroners Transporter activities; man in when he were i william to report de WELL IN IT THAT'S EVEREL OF a figure & commerce often in die maiorität handate de ME & BONNESS CRIENT in genetigte tie a plant de more postenies du nou-manage de la Bangue

of the day 2 parties 100 kg 1 to 187 ft 30 lb 187 ft 30 l it is, it they bear of the M. 16





## MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

## La hiérarchie des crédits

A mesure que le niveau de l'intérêt diminue, le choix des souscripteurs augmente. A côté des débiteurs récurrents, souvent les meilleurs du monde, les listes des nouveaux emprunts internationaux renferment des noms mnins connus auxqueis, pourtant, il est également fait un très bon accueil. Cette évo-lutinn correspond à la réactinn de nombreux investisseurs qui, pris de court par la rapidité de la baisse des taux, cherchent à s'assurer des rendements encore élevés. Ces investisseurs se montrent moins exi-geants qu'il y a quelques mois quant à la qualité des signatures, à condition bien sûr qu'ils soient pro-portionnellement rémunérés. Le compartiment du franc illustre bien la situation.

Il commence - c'est un développement vraiment nonveau – à s'y établir une sorte de gradation des rendements en fonctinn de la biérarchie des crédits. Les meilleurs ne rapportent désormais guére plus que les fonds d'Etat. Ainsi, ces der-niers jours, la Banque européenne d'investissement a pu se contenter de n'offrir que 8 points de base (ou centièmes de point de pourcentage) de plus que les obligations du Trésor de six ans de durée. Quant au Crédit local et au Crédit national, qui sollicitaient le marché pour des durées proches de dix ans, il leur a suffi de proposer respectivement 20 et 34 points de mieux que les fonds

En comparaison, l'emprunt de Cetelem semblait généreux ; 92 points de base de plus que les fonds d'Etat. Le débiteur bien connu en France est une société du groupe de la Compagnie bancaire. Mais à l'étranger, sa notoriété est faible et, de fait, la plupart ignorent tout de son activité. Il y a quelques mois, nul n'antait songé à apporter une telle signature sur l'euromarché. Actuellement, il lui est possible d'y lever sans peine aucune des finds pour une durée aussi longue que

Normalement, plus l'échéance est lointaine et plus les souscripteurs

veulent des nams réputés. A présent, ils sont si avides de rende-ments que les npératinns à lung terme leur conviennent mieux que les autres, car elles rapportent devantage. Et lorsque l'emprunteur ne lésine pas, il va au-devant d'une réussite certaine, même s'il s'agit d'un nouveau venu. Cetelem assu-rait les souscripteurs d'un renderait les souscripteurs d'un rende-ment de 7,95 % l'an. A titre de comparaison, l'opération du Crédit local, qui a dix ans à enurir, apparaît bien peu généreuse : elle ne rapportera que 6,96 % l'an.

A condition que la situation sur le plan monétaire le permette et que le franc se remette de l'accès de faiblesse dont il a été pris vendredi, ces prochaîns jours pourraient être très animés stir le marché français. Deux npérgtinns: internationales figurent déjà au programme, la première pour l'une des meilleures signatures du Japon, l'autre pour la Grèce, dont le crédit est certainement le plus discuté des douze pays de la Communauté européenne. Le de la Communauté européenne. Le débiteur japonais sera Kepco, la deuxième société d'électricité du pays. Sa qualité est irréprochable et on peut s'attendre à des conditions particulièrement fières qui ne se détacheront guère de celles des ubligations du Trésor français. Cette transaction de 2,5 milliards de francs pour une durée de dix ans devrait être placée sous la direction

> La Grèce et la Turquie

Le second emprunt, dont le débiteur sera la Banque de Grèce, devrait vair le jaur par l'intermé-diaire de la Banque nationale de Paris et du Crédit lyonnais. L'em-prunteur a sollicité le marché allemand au mois de mars, et pour sa transaction de l milliard de marks et d'une durée de cinq ans, il lui a fallu offrir 156 points de base de plus que les bons du Trésor de Bonn. A la Banque de Grèce, on avait alors déploré qu'un pays de la Communauté ait à payer aussi cher.

dette en devises étrangères d'Athènes auront cette semaine l'occasion de faire valnir à nouveau leurs arguments.

Cette transaction est attendue avec une certaine impatience non seniement parce qu'elle montrera dans quelle estime on tient mainte-nant la Grèce, mais également parce qu'elle devrait permettre une double confrontation: d'une part entre le marché du mark et celui du franc, et d'autre part entre la Grèce et la Turquie. Le Trésor public d'Ankara vient, en effet, de rempor-ter un succès remarquable à Francfort, où, pour la première fois, la Turquie a pu lancer un emprunt de longue darce. L'opération turque sera remboursée dans dix ais. Son mantant est de 750 millions de marks et la DG Bank, qui le dirige. en a arrêté les conditions de façon à rapporter aux souscripteurs quelque 220 points de base de plus que les funds d'Etat allemands de réfé-

· Il reste qu'en dehors de France et d'Allemagne l'appétit a bien dimi-nué pour les placements en francs et en marks, tout simplement parce que les rendements ont beaucoup baissé et que les monnaies n'unt guère de chance de se raffermir sensiblement dans l'immédiat, Les grands investisseurs institutionnels titres libellés en livres sterling, qui promettent de rapporter bien plus, et, d'une façon générale, les obliga-tions les plus recherchées sont libel-lées en lires italiennes, dans un compartiment où les meilleurs emprunteurs du mande proposent encore des rendements de l'ordre de 10 %. C'est d'ailleurs le marché de l'eurolire que la Banque européenne ment (BERD) a retenn pour lancer son dernier emprunt, dont le succès incontestable montre que le crédit de cet établissement n'a pas été éclaboussé par les déboires de son président. CHRISTOPHE VETTER

## **MATIÈRES PREMIÈRES**

## Le café en ébullition

que dn Sud (le Brésil, la Colombie et presque tous les pays d'Amérique centrale, c'est-à-dire le Guatemala, le Costa-Rica, le Salvador, le Nicaragua et le Honduras) se sont rassem-blés les 2, 3 et 4 juillet à San-Salva-dur pour créer une confédération susceptible de « dynamiser le marché avant de prendre des mesures plus agressives vis-à-vis des pays consom-

Le Brésil, d'ordinaire fort timoré, va même jusqu'à proposer de retirer du marché 20 % de l'offre mondiale immédiatement. Ce pays a, à la stu-péfaction de tous, renchéri sur la proposition initiale qui prévoyait un retrait de seulement 15 % à partir d'octobre. Pour antant, après une saison de très bas prix, les cours du café ne se redressent pas. De 1 400 dollars la tonne il y a quinze jours, ils sont tombés à 1 322 dollars la tonne cette semaine.

De part et d'autre de l'Atlantique, en Afrique et en Amérique latine, le programme ébauché au lendemain de l'échec des négociations sur le de l'ecnec des negociations sur le café commence pourtant à prendre forme. C'est à Managua, au Nicara-gua, que les producteurs latino-amé-ricains, qui représentent 75 % de l'offre mondiale, s'étaient déjà réu-nis. Les pays africains les avaient aussitôt rejoints. Le fait est suffisam-ment nouveau pour être signalé : les ment nouveau pour être signalé : les deux continents jusqu'à présent aux antipodes de la publicité leurre pour

PRODUITS	COURS DU 2-7
Cuivre h. g. (Londos) Trois mois	1 928 (- 56) Livres/tonne
Aluminime (Louise) " Trois mois	1 262 (+ 33) Dollars/tonne
Nickel (Lodes) Trois mois	5 490 (- 20) Dollars/tonne
Stacre (Pzis) Août	274,5 (- 2,5) Dollars/tonne
Czile (Loodes) Septembre	928 (+ 5) Dollars/tonne
Cacae (Nes-York) Septembre	978 (+ 60) Dollars/tonne
Blé (Orcago) Septembre	302 (+ 14) Cents/boisseau
Mals (Chego) Septembre	238 (+ 13) Cents/boisseau
Seja (Cheap) Septembre	206,30(+ 11,48) Dollars/L courte
Pétrole (Lookes) Août	16,77 (- 0,84) Dollars/beril

Le chiffre entre parenthèses indique la

Le petit monde du café est en les consommateurs, où le Robusta pas écouler sur le marché les 17 mile la mam a l'Atabica – en d' tres termes la force africaine s'allie à l'arôme sud-américain – étaient plutôt coutumiers du bras de fer « Ce que nous voulons, a déclaré Alain Gauze, président de l'organisation inter-africaine du café, c'est que les Latino-Américains et les Africains parlent le même langage, car nous avons le même objectif.»

Pari ponr la première fois tenu, même s'il ne s'agit encore que de paroles. M. Gauze multiplie les démarches dans ce sens. Il sait de demarches dans de sens. Il san de quoi il parle: quelque cinquante sociétés d'exportation de café et de cacao implantées à Abidjan constituent un secteur pléthorique. Il faudrait, selon les experts, que ce chiffre soit ramené à 10 ou 15 pour assurer la compétitivité de chacun et assainir l'ensemble du secteur.

Difficulté de taille pour une Côted'Ivnire premier exportateur mnndial de cacao et quatrième de café. Pour l'instant, les résultats de la présente réunion ue peuvent encore être connus. Mais les pays d'Amérique latine ont ratifié la première décisinn de retenir 15 % de leurs réserves à partir d'octobre. Quelques malicieux s'accordent à dire qu'il s'agit d'un marché de dupes. Ces ésolutions arrivent à une période intermédiaire, lorsque la récolte, survenant entre septembre et avril, n'exerce pas encore de pressinn. « Nous verrons bien comment ces déclarations se traduiront dans les faits », sourit un opérateur.

#### La menace asiatique

Comme beaucoup de profession-nels, il n'ignore pas une réalité de taille : en admettant que les pays producteurs s'en tennent à lenr décision de la comme de la c décision, il faudra au minimum six mois pour avoir des effets tangibles s cours. «Il y a beaucoup de café dans les circuits » et les pays consommateurs détiennent des stocks importants. Par exemple, les Etats-Unis ont entreposé 2 millions de sacs de Colombie, un café très prisé des torréfacteurs. «Les Américains consomment environ 300 000 sacs par mois. Cela fait donc à peu près sept mois de consommation», calcule un professionnel. «Le marché vend sur la rumeur, achète sur la réalité», ajoute un autre, d'autant moins inquiet qu'en dépit des déclarations, les engagements des pays fournisseurs ne sont pas véritablement significatifs. Après avoir affirmé que «le Brésil ne pouvait se permettre de faire de la rétention», les gouvernants de ce pays ont promis de ne

persifient certains, ils ne pouvaient pas le faire de toute façon. Depuis le temps que ces grains sont en dépôt, la qualité s'est dégradée.»

La Colombie ne s'est guère mon-trée plus solidaire : elle a réitéré sa décision de ne pas dépasser ses 13 millions de sacs d'exportations annuelles. « Une décision qui ne change rien: 1,1 million de sacs par mois, c'est environ ce qu'elle a vendu au cours des campagnes précéau cours des campagnes prece-dentes». Restent les pays d'Améri-que centrale qui veulent réguler leurs ventes trimestrielles, afin de «répartir l'affre tout au long de l'an-née». Mais ils n'ont pas le finance-ment nécessaire pour créer un niga-nisme de contrôle. Le Mexique, de surcroît, refuse de souscrire à ce traité informel, car il a contracté des accords préférentiels avec les Etats-

Pour que les cours aient la moindre chance de se redresser, il faudrait qu'aucun des producteurs, sans exception, ne change d'avis au cours de la campagne et, surtout, que d'autres pays n'en profitent pas pour occuper le marché. Tous les regards convergent vers l'Asie. Si, l'Amérique latine et l'Afrique tentent de ne pas faire de la rétention pour de la fétentien mois pour à berne inveller. rétention mais pour, à terme, juguler une offre trop importante, le continent asiatique a une fâcheuse pro-pension à envahir le marché. « Nous poussons nutre cri même dans le désert, disent les pays producteurs. Mais ce n'est pas pour arroser le

Les pays consommateurs l'enten-dront-ils?

MARIE DE VARNEY

	MARCHÉ LIBRE DE L'OR				
		Cours 25-6-93	Gours 2-7-93		
	Or fin Billo en barre)  - (Idio en lingot)  - Pièce française (20 F)  - Pièce française (10 F)  - Pièce stançaise (10 F)  - Pièce stançaise (20 F)  - Pièce stançaise (20 F)  - Pièce du risistence (20 F)  - Souverain  - Souverain Elevbeth (1 —  - Dumi-souverain  - 10 dollars  - 50 pens —  - 50 pens —  - 20 mests	69 000 68 800 389 332 385 385 385 496 496 498 2 57 2 240 1 180 590 2 550 465	71 100 71 500 410 340 410 430 396 525 500 271 2 290 1 206 646 2 625		
•	- 10 floring	396	401		

e Cas pièces d'or na sont cotées qu'à la séance

#### **DEVISES ET OR**

## Un dollar fort malgré tout

Bonne tenue du dollar malgré les 1,7 million d'emplois ont été supprimauvais chiffres sur l'emploi aux Etats-Unis, faiblesse du mark sauf à Paris, où l'indépendance commence à trouver ses limites, recul du yen, nette remontée de la livre sterling et nouvel accès de fiévre sur l'nr, tels ont été les événements marquants d'une semaine plutôt nerveuse. Le dallar, d'abord, toujours

comme le bouchon d'un pêcheur à la ligne, avec des «touches» de plus en plus fréquentes. De 1,6980 DM à la fin de la semaine dernière, d'nu il venait déjà de 1,6750 DM, son cours s'élevait à 1,71 DM au début de cette semaine, ce qui entraînait, dit-on, des ventes de dollars par la Bandestag, dant le vice-président, Hans Tietmeyer, déclarait qu'un cours de 1,70 DM lui semblait «approprie». Après un retour à 1,70 DM, le dollar bondissait, jeudi, à 1,7180 DM sur l'annance de l'abaissement des taux directeurs de la Bundesbank, qui rendait relativement plus rémunérateurs les place-ments libellés en devise américaine. Puis, le lendemain vendredi, les «mauvais» chiffres de l'emplni aux Etats-Unis le renvoyalent à 1,68 DM, pour terminer, toutefinis, à près de 1,70 DM et 5,7350 francs à New-

En juin 1993, 13 000 emplais non agricoles, seulement, ont été créés, contre 215 000 en mai (après révi-sion): les estimations préalables portaient sur 140 000 emplois nouveaux. La déceptinn est de taille, d'autant que le taux de chômage est passé de 6,9 % à 7 %. Depuis janvier 1989,

Les chiffres de juin et d'autres indices en baisse (confiance des consommateurs, vente de logements neufs, commandes à l'industrie et direction d'acbais) fant craindre un essoufflement de la reprise de l'éconnmie, mnteur dans l'industrie. Ils rendent peu probable un resserre-ment de la politique monétaire de la Réserve fédérale lnrs de la réunion du comité de l'Open Market la semaine prochaine. Si les taux direcieurs de ladite Réserve, taux d'escompte ou «Federal Funds» (approvisinnnement des banques en liquidités) ne sont pas relevés à la faveur de la reprise de l'économie, comme le bruit en avait couru aupa-ravant, le dollar ne serait pas dopé, d'où le repli du billet vert à la veille du week-end. Mais la perspective d'une poursuite de la baisse du taux allemand d'ici à la fin de l'année rend le marché fundamentalement haussier sur un dollar touiours sousévalué d'environ 20 %, malgré sa

A Paris, le franc a un peu baissé vis-à-vis du mark, dont le cours, retombé à 3,3580 francs il y a quelques jnurs – mujnurs des cours pivots de 3,3538 francs – s'est raf-fermi à 3,3820 francs à la veille du week-end sur le marché de New-York. Les raisons de cet affermissement sont essentiellement techniques (voir en rubrique « Marchés monétaire et obligataire»). Un tel phénomén d'ampleur modeste pour l'instant,

remnntée depuis le début de l'année.

més dans l'industrie américaine, et 1,2 millinn créés dans les services. France vis-à-vis de l'Allemagne en matière monétaire.

Les cours de l'nr à Londres unt atteint leur plus haut niveau depuis janvier 1991, encouragés par la progressinn du marché aurifère américain après la vague de baisse des taux d'intérêt en Europe. L'nnce s'échangeait, vendredi 2 juillet, à 388 dollars, ce qui représente une hausse de 18,6 % depuis le début de l'année. Ce regain d'intérêt pour le métal jaune est apparu à la fin du mois d'avril Inrsone l'bnmme d'affaires franco-britannique Jimmy Goldsmith a cédé 10 % de Newmont Mining, le premier producteur d'nr des Etats-Unis, au financier améri-'cain Georges Soros, Son désengagement s'est poursuivi à la mi-mai avec une vente de 9,5 % du capital à un cansortium bancaire. Mercredi 30 juin, il a procédé à une troisième vente en mettant sur le marché 12,5 % des titres pour 440 millions de dallars (2.5 milliards de francs). Jimmy Goldsmith qui avait acquis 49 % de Newmant Mining en octobre 1990, n'en détiendra plus que 5 %. Néanmnins, il ne se détourne pas pour autant de ce minerai puisque ses gains devraient être consacrés à l'achat d'optinn d'or sur les mar-

FRANÇOIS RENARD

# SYSTÈME MINÉTAIRE EUROPÉEN\*

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 2 juillet 1993. 5,3095 F contre 5,3847 F le vendredi 25 juin 1993. Taux calculés par rapport aux cours estimatifs de la Banque de France

## MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

**COURS MOYENS DE CLOTURE DU 28 JUIN AU 2 JUILLET 1993** 

(La ligne inférieure danne ceux de la semaine précédente.)

 Livre
 S.E.U.
 Franc français français
 D, mark belge
 Franc belge
 Florin itulienne

 1,5118
 8,6732
 2,2813
 2,5655
 52,7618
 2,8815
 2329,68

 1,4800
 7,9509
 2,2318
 2,5130
 51,6520
 2,8187
 2274,92

 1,5118
 17,4007
 66,2601
 38,9275
 2,8653
 52,4659
 0,006,49

 1,4890
 17,9099
 66,3130
 58,8928
 2,8653
 52,5072
 0,00651

 8,6732
 5,7370
 2801,9657
 27,4022
 20,00651

## Encore un cran à la baisse des taux

C'est fait! La Banque fédérale d'Allemagne, à l'issue de son conseil d'administration du jeudi le juillet, a abaissé ses taux directeurs, les ramenant de 7,25 % à 6,75 % pour l'es-compte, limite basse, et de 8,50 % à 8,25 % pour le lombard, limite haute. En même temps, la Bundeshank ramenait significativement de 7,59 % à 7,30 % le taux de ses pensinns à court terme (REPO), qui mesure exactement le niveau aure elle ali-

mente les banques en liquidité. Une telle baisse intervient à point nommé avant le sommet des Sept (G7) à Tnkyo du 7 au 9 juillet, et permettra à l'Aliemagne de s'y rendre la tête haute, puisque, compte tenu d'une inflation supérieure à 4 %, elle pratique des taux réels, hars inflation, parmi les plns bas du mande (ce qui n'est pas le cas pour la France, hélas!). Cette baisse marque aussi une nouvelle étape dans l'assou-plissement de la politique de la Bun-desbank amnroé à la mi-septembre 1992 lors de la dévaluation de la lire italienne. Elle fait suite à celle du 22 avril dernier (un quart de point seulement sur le taux d'escompte et un demi-point sur le lombard) et a été accompagnée par une nette dimiterme, le REPO revenant de 8,15 % à 7,30 %.

La décision des dirigeants de la banque centrale allemande a été assez courageuse, car le taux d'inflation sur un an est encore supérieur à 4 %, en dépit de la récessinn, la hausse des prix restant alimentée par celle des loyers et des services (entre 6 % et 7 %). En outre, la baisse du mark par rapport au dollar (voir en rubrique Devises et or) risque de ren-chérir le coût des importations, et de rendre plus difficile la lutte contre l'inflation. Mais la crise de l'économie allemande pouvait justifier un nouvel assouplissement qui, selon certains, pourrait se renouveler vers la mi-juillet ou le début d'août. plutnt en septembre selon d'autres opérateurs, avec, pour objectif. des taux de pension à court terme s'établissant aux environs de 6 % à la fin de l'année et peut-être moins,

Du cnup, la Banque de France, qui était restée l'arme au pied au début de la semaine après l'abaissement d'un quart de point de ses taux directeurs le 21 juin, s'est empressée d'annoncer un nouvel abaissement, le dixième depuis les élections législatives, toujnurs d'un quart de point, ce qui raméne de 7 % à 6,75 % le taux des appels d'offres et de 8 % à 7,75 % celui des pensions à 5 à 10 jours. Les banques commerciales qui, le 25 juin, avaient réduit de 0,20 point leur taux de base à 8,40 %, vont, très probablement, rendre publique une nnuvelle diminution, sans doute en début de semaine prochaine. Ajnutans qu'en Europe, les autres pays de la «zone mark», Autriche, Belgique, Irlande, Pays-Bas, Suisse, nnt abaissé leurs taux, celni de la Banque d'Espagne revenant de 11,25 % à 11 %. Le succès

## de l'emprunt Balladur

Sur le MATIF, en revancbe, le phénomène du fait accompli a joué à plein : l'anticipation forcenée s'est évaporée et les nno-résidents, essen-tiellement les Anglo-Américains de Londres (Salomon, Morgan, Stanley, Sheason, Lehman, Goldman, Sachs et autres) ont pris leurs bénéfices sur s achats antérieurs. Le cours de l'échéance de septembre du notionnel (emprunt d'Etat à dix ans) après une pointe à 119,80 a terminé la semaine à 119,30 et celui du Pibor trois mois à 93,54. Le léger affaiblissement du franc vis-à-vis du mark a également joué un rôle dans les ventes bénéfi-

Il serait dû, en bonne partic, à la diminutinn spectaculaire, vnire la disparitinn, et même l'inversion de l'écart entre le rendement de l'OAT française à dix ans et celui du Bund allemand de même échéance. Jeudi, cet écart était devenu négatif au profit de l'OAT, qui tombait à 6,63 %, redevenant positif de 0,07 vendredi entre un OAT à 6,78 % et un Bund à 6.65 %. En conséquence, les opérateurs, essentiellement les non-résidents susnommés, ont vendu de l'OAT pour reporter sur du Bund ou

même des Bonos espagnols (bons di Trésar et abligations d'Etat) qui valent plus de 10 % et dont le rendement pnurrait baisser, avec, pour conséquence, une montée des cours. Sur les Bonos comme sur le Bund, les arbitrages reviennent à vendre du franc et à acheter des marks, passage obligé, d'nu le glissement du franc. Ajnutans qu'à court terme l'écart entre Paris et Francfort au profit de la France semble avnir tronvé ses limites, ce qui pourrait brider les initiatives «autonomistes» de la Ban-que de France en l'absence de tout nouvel assouplissement allemand. En fin de semaine, le loyer de l'argent s'établissait à 7 5/16 %-7 7/16 % à Paris, contre 7,70 % à Francfort pour 1e jnur le jnur, à respectivement 7,40 % et 7,59 % à un mnis et 7,12 % et 7,41 % à trois mois. Sur le marché nbligataire, l'événe-

ment de la semaine a été, comme à chaque début de mois, l'adjudication d'obligations assimilables du Trésor. qui s'est bien déroulée. Elle a porté sur 17,93 milliards de francs, avec naturellement une baisse des rendements d'un mnis sur l'autre : 6,72 % contre 7,28 % pour l'OAT 2003 et 7,04 % enntre 7,49 % pour l'OAT 2008. En nuire, le Trésor a adjugé 500 millions d'écus (3,3 milliards de francs) sur sa ligne à OAT 2003, à 7,09 % contre 8,19 %, le 28 janvier. La seule autre émission a été celle

de Fidei, sous la conduite du Crédit lyonnais (ex-Immofice), 700 millions de francs à 7,50 % nominal et 7,49 % réel, avec un succès très moyen, le rendement étant jugé insuffisant (0,75 point au-dessus de l'OAT).

Le grand succès de l'emprunt Balladur (on parle d'une soixantaine de milliards de francs) pourrait, selon certaines rumeurs non confirmées. conduire à sa clôture dès le début de la semaine prochaine. Au train où vont les choses, ses souscriptenrs pourraient rapidement enregistrer une plus-value sur son montant nominal, le rendement des emprunts d'Etal à quatre ans (durée du « Balladur») s'établissant actuellement à 6,15 % pour 6 % offerts à la souscription.

Dans le Cantal

## M. Mitterrand préconise un «vaste programme d'infrastructures européennes»

François Mitterrand e inauguré, vendredi 2 jullet, dans le Cantal, en compagnie de Bernard Bosson, ministre de l'équipement, des transports et du tourisme, le pont eutoroutier de La Truyère permettant à l'axe eutoroutier A 75, destiné à relier Clermant-Ferrand à Aumont-Aubrae (Lozère), evant que ne soit atteint Béziers à l'horizon 2000, de franchir une vallée située à 16 kilomètres de

#### **SAINT-FLOUR**

de notre correspondant L'absence à cette manifestation de Valéry Giscard d'Estaing, président de la région Auvergne, a été remarquée, d'eutant que l'ancien président de la République, comme l'a rappelé François Mitterrand, est à l'origine du lancement, en 1975, du plan routier Massif central.

Après les cérémonies d'inaugura-tino, le président de la République a rendu visite so maire de Saint-Flour, Pierre Jarlisr (PR), qui l's eccueilli à la mairie et lui e fait visiter le musée de la ville et la cathédrale. A cette occasion, le chef de l'Etat e déclaré; « Il faut croire en soi, croire en lo France, croire en l'Europe que nous construisons, ne pas se perdre dans des critiques (...) et dans le refus de tout; ne pas se perdre dans le doute. Quand on o derrière sol mille quand on o derrière sol mille ans d'histoire, on n'a pas le

droit de douter de l'avenir.» Pour le chef de l'Etst, la récession économique, comparable à celle de la grande crise de 1929-1930, ne peut être dépassée que par la Communauté européenne, dans laquelle il voit « le nécessaire relais pour aller plus les recessaire relais pour aller plus les resonants par proposers de la comparable par le le nécessaire relais pour aller plus les resonants de la recessaire par le le necessaire par le necessaire partie par le necessaire par le nec voit « le nécessaire relais pour aller plus loin ». Selon hui, une urgence s'impose : « L'Europe doit développer les grandes liaisons entre nos différents pays. » Aussi a-t-il précooisé un vaste programme d'iofrastructures européennes « qui doit bénéficier du soutien financier de la Communauté dons le cadre de la rolitique propre à l'initatine européennes. politique propre à l'Initiative euro-péenne de croissance ». Mais cette plaiduirie en faveur d'une action pour autant occulter les aspects propres à la politique devant être menée impérativement au niveau

C'est ce qu'a souligné François Mitterrand, profitant de l'occasion pour signifier comhien en la matière le rôle de l'Etat était primordial, voire prépondérant. «La politique d'aménagement du territoire (...) suppose que les grandes fonctions assurées par l'Etat, telles que l'éducation nationale, l'ensem-ble des services publics, soient partout exercées avec une extrême vigi-lance. » Les efforts consentis co faveur d'a une meilleure localisa tion sur l'ensemble du pays » étant relayés « par de nombreux orgo-nismes publics ou parapublics (...), car trop de ces efforts ont été trop longtemos concentrés sur lo région

JEAN-PIERRE ROUGER

## Une leçon du récent raid américain sur Bagdad

## Le missile de croisière comme arme du contre-terrorisme

accusée d'inspirer la terrorisme international, - et d'abord contre le refuge du colonel Kadhafi et de sa famille, les Etats-Unis ont lancé ce qu'ils avaient de mieux à l'époque dans leur panoplia d'armes dites de rétorsion : leurs bombardiers F-111 venus de bases du Royaume-Uni et des eppareils embarqués sur leurs porte-avions croisant en Méditer-ranée.

Cette opération n'ovait pes manqué de créer qualques diffi-cultés avec certains de leurs alliés - comme la France - qui pour ne pas donner la sentiment qu'ils étaient assoclés à ce raid punitif, avaient préféré interdire à Washington la survoi de leur territoire ou l'instauration d'un aimple relais de secours. Les Américains evalent dû se résoudre à des ecrobaties techniques pour réaliser, sans trop de « casse »

Aujourd'hul, ces mêmes olliés epprouvent ou dolvent se contenter de e comprendre » la décision de Weshington d'attaquer le quartier général, en plein Bagdad, des services traklens de renseignement : Ils assistent, ants, au tir de missiles de ernisiàre Tomahawk par dea navires de guerre américains qui évoluent en toute impunité, à des centaines de kilomètres de leur objectif, dans le confort des esur dites internationales. Ces missiles ont survolé, sans autre forme de procès, des pays srabea - plua ou moins proches politiquement dn l'irek - qui, en d'eutres temps, n'auraient pas apprécié

Entre ces deux « démonstrations » du Pentagone, auquel on e pu déjà reprocher d'ouvrir le feu avant même de s'expliquer, il s'est passé un événement : l'entrée en service, à partir de 1986, de misailes de croisière mer-sol (tirés par des navires de surface ou des sous-marine) et alr-sol (lancés d'avions).

#### La loi du talion

Volant su ras du sol, contournant les obstacles du relief sur sa route, épousant les «masques» du terrain pour déjouer la détec-tion des redars, pourvus de moyene eutonomes de guidage inertiel et de repérage cartogrephique au profit d'une nevigation précise, ces missiles de croisière e'ils ne sont pas la panacée ont en revenche pour eux d'être l'outil, par excellence, d'une pénétration en profondeur du territoire adverse sans rieques majeura pour ceux qui s'en servent. Le missile, tel un javelot qui eurait en mémoire eon objectif, fonce sur sa proie. Celul qui l'e lancé est demeuré à l'abri.

Du même coup, les Etats-Unis sa sont affranchis, en 1993, de l'obligation à laquelle lla avaient du satisfaire en 1986 quand il leur a failu obtenir de leurs alliés un «feu vert» avent de « contger» la Libye. L'Irak n'e pas eu la chance de la Libye. Las missiles de croisière dont sont désormais équipés les Américains leur permettent de frapper quand ils ter l'avis de qui qua ce soit.

Le missile de croisière - la France cherche à s'en doter avec ses progremma Apache du groupe Matra ou ASMP-C du groupe Aérospatiale – o été pré-senté, au début, comme l'instru-ment d'une dissussion non exclusivement nucléaire dont l'avantage consiste à pouvoir discrètement menacer de détruire des eibles stratégiques, telles que des sites militaires protégés (pistes d'aérodrome, concentretions de forces, PC, dépôts). Comme on dit dans les états-majors, « on gère les crises ».

En d'outres termes, avec un missile de croisière, un pays se donne - en prélude à un état de cries qui risque d'évoluer en dehors de tout contrôle politique les moyens d'adresser à qui de droit des coups de semonce ou des mesures de rétorsion, voire des frappeo dites préventives, dans l'espoir de révèler sa propre vulnérabilité à un adversaire et de la voir s'effondrer sans combat-

#### Une solution sans appel

Aux Etats-Unis, la lutte anti-terroriste relevait à ce jour du Federal Bureau of Investigation et des Instances de justice. Les auteurs d'actes de terrarisme étalent

passibles des tribuneux, autouels les preuves étaient ou non appor-

Désormais, voilà le monds entier prévenu : su nom de la légitime défense, des missies de croisière - et non plus des raids aériens toujours détectables et interceptables - peuvent s'abat-tre sur les centres de décision de ce que les Etats-Unis considèrent comme étant un foyer du terro-risme internetional. La seule limite à leur utilisation est que de tels engine sont assez peu efficaces à l'encontre de toute cible qui aerait mobile ou de toute autre qui prendrait soin de se dis-

L'emploi de la force armée - à l'exclusion du bras séculier que constituent ins branches « Action » militaires des services spéciaux pour des missions qui se vaulent clandestines - peut difficlinment se justifier en matière de contre-espionnège et de lutte antiterroriste. Face à des problèmes mouvants, aux contours souvent imprécis, l'option militaire e quelque chose de définitif et de radical. Or, les experts du renseignement admettent qu'ils ont rarement la preuve déductions les ont poussés. Ils travaillent dans le relatif et c'est leur intime conviction qui conduit la plupart de leurs analyses. Le missile de croisière o, dans l'or-dre du contre-terrorisme, l'inconvénient d'être couvent sans

JACQUES ISNARD

Selon un arrêt du Conseil d'Etat

## Le respect dû par les médecins à la personne humaine continue de s'imposer après la mort

2 juillet, le Conseil d'Etat définit les principes déontalogiques fondamentaux qui s'imposent au médecin après la mort de son patient. Pour le Conseil d'Etat, le respect dù par le médecin à la personne humaine continue de s'imposer après la mort.

L'affaire qui est à l'nrigine ds l'arrêt du Conseil d'Etat evait, il y a cioq ans, alimente une très vive polémique. Il s'agissait d'une expérimentation » conduite sur un sujet en état de mort cérébrale par le professeur Alaio Milhaud (CHU Amiens). Ce spécialiste d'anesthésie-réanimetion eveit

Il y n cent trente ans, la bataille de

Géorgie : aggravation du conflit en

Loin des capitales : « Eupen, cité

Sometie : le général Aldid est jugé responsable de ls mort de trois

Les «états généraux » des socie-

Livres politiques, par André Lau-rens : «Les refus de la mémoire» 10

Le départ du 80- Tour de France, 11

Tennis : les championnuts de

Arts: Niki de Saint-Phalle ou

Musée d'art moderne de la Ville de

Sempere au Festivol de Montpel-

casques bleus » italiens.

DATES

ÉTRANGER

POLITIQUE

SPORTS

ment d'être à l'origins de la mort de Nicole Berneron, une jeune femms bospitalisée dans la CHU de cetta ville (le Monde du 25 février 1988).

Cette «sxpérienes» evait consisté à faire inhaler du protoxyde d'azote (origine supposée de la mort de Nicole Berneron) à un jeune homme âgé de vingt-quatre ans, victime d'un accident de la circulation et maintenn depuis plusieurs mois en «survic artificielle». Le directsur départemental des sffaires sanitaires et sociales de la Somme déposait alors contre le professeur Milhaud une plainte auprès du conseil régional de l'or-

Dans un arrêt en dete du juillet, le Conseil d'Etat définit es principee déontalogiques de l'affaire de Poitiers où plusieurs except professionnel et pratiqué un médecin, conseil d'Etat définit de l'affaire de Poitiers où plusieurs except professionnel et pratiqué un estimant que celui-ci avait violé le secret professionnel et pratiqué un acte « de nature à déconsidérer la

En janvier 1991, la section discipliceire du Conseil national de Ordre des médecins rejetait l'appel dn professeur Milhaud mais modifiait le motif retenu pour le blame. Le conseil national estimait que le médecin o'était nullement responsable du « déchaînement médiatique » qui avait suivi la révélation, à Poitiers, de « l'expé-rience » réalisée à Amieus. Il considérait, en revanche, que les articles du code de déontologie médicale prévoit la respect de la vie et de la personne humaines et le res-pect de la volonté du malade, svaient, en l'espèce, été violés.

Saisi en tant que jnge de cassa-tion de la décision de la section disciplinaire du conseil national de l'ordre, le Conseil d'Etat vient de traocher. Il a, dans un premier temps, censuré ce qu'il estime être unn erreur de droit. «La section disciplinaire du consell national de l'ordre des médecins avait fait application à un mort des textes concernant les vivants, souligne le Conseil d'Etat. En effet, la mort cérébrale est aujourd'hui le critère scientifique de la mort reconnu par scientifique de la plusieurs textes.»

Pour autant, le Conseil d'Etat o'a pas annulé le blâme infligé an professeur Milhaud. Rejoignant les conclusions de M. Kessler, com-missaire de gouvernement, le Conseil d'Etat estime « que les principes fondamentaux relatifs qu principes fondamentaux relatifs au respect de la personne humaine, qui s'imposent au médecin dans ses rapports avec son patient, ne cessent pas de s'appliquer avec la mort de

En dehors du cas des prélève-

ment d'organes (loi Caillavet), ces principes fondamentaux s'opposent

à ce qu'une expérimentation soit pratiquée sur une personne après sa mort si plusieurs conditions ne sont pas remplies et ce, afin « d'évi-ter un développement incontrôlé de certaines pratiques». Le Conseil d'Etat définit dans son arrêt ces conditions : il fant que la mort ait été constatée dans des conditions analogues à celles définies par les artieles 20 à 22 du décret du 31 mars 1978 sur les prélèveme d'organes; il fant encore que l'expérimentation répondn à unn nécessité scientifique reconnue; il faut, enfin, que le consentement de l'intéressé ait été donné de son vivant ou, à défaut, que l'accord de ses proches, s'il en existe, ait été obtenu.

Les suites de la prise d'otages de Neuilly

## Le Syndicat de la magistrature met en doute la version officielle de la mort d'Erick Schmitt

de la prise d'otages de l'école de Neuilly-sur-Seine. On se souvient que; à l'unisson avec le ministère de l'intérieur, les hommes do RAID et le capitaine des pompiers présents dans la salle de classe au moment de l'intervention evaient affirmé que le preneur d'otages -Erick Schmitt, qui s'était surnommé «Human Bomb» et avait disposé des explosifs sur lui-même et dans la pièce - s'était réveillé au moment de l'intervention policière,

Devant la menace de mise à feu et alors que «HB» aurait sursauté,

#### Bernard Tapie présente ses « excuses »

à un journaliste

Bernard Tepie e e présenté ses excuses à Christophe Bouchet et à l'Agence France sa mise en cause du chef de la ction du burseu de Lille de l'AFP était «erronée». Dens une interview à Libération du 2 julilet, M. Tapie avalt violemment mis en cause notre confrère Christophe Bouchet, euteur d'une biographie très documenn'a donné lieu à aucune contestation judiciaire (l'Aventure Tapie, Points-Actuel, Editions du Seuit : e Tout est orchestre par un journaliste, un politique et un procureur. Bouchet, il est tellement impartial qu'il o fait le bouquin le plus pourri sur moi, il

est responsable de l'AFP là-Cette mise en cause evalt suscité la protestation unanime des syndicats de journalistes de l'AFP (CGT, CFDT, FO et SNJ) et cella de le direction da l'Agence. Les syndicats avaient notamment dénoncé eure nouvelle fois la volonté de faire des journalistes les boucs émissaires d'affaires, dont ils ne sont nullement les acteurs, mais seulement les témoins ». Malgré les excuses de M. Tepie, Chrissamedi matin, son intention de porter plainte pour diffamation. Lire nos autres informations page 10

Dans le ouméro de juin de sa les policiers ayaient ouvert le feu. Cette présentation des faits est magistrature (SM) contredit la versing afficielle sur le dénoument figure notamment un long cotretien avec le procureur de la République de Nanterre (Heots-de-Seine), Pierre Lyon-Caen, qui participa activement aux négociations mais o'était pas présent dans l'école an moment de l'intervention policière. Sans vouloir eiter ses sources d'informatinn, le bureac do SM affirme qu'il e obteno e du ministère de l'Intérieur lui-même l'information selon laquelle la résolution d'abattre le preneur d'otages aurait été prise très en amont, à froid, et n'aurait, en aucun cas, été le fruit des contingences nées de l'intervention du RAID ». En outre, les responsables syndicaux se demandent si «HB» était réellement éveillé au moment des coups de feu, alors que des somnifères lui auraient été administrés à son insu En définitive, ils considèrent que « l'obligation d'abattre cet homme

(...) reste largement à démontrer». Devant ces question en suspens, le SM souhaite qu'une information jodicieire pour « recherche des causes de la mort » d'Erick Schmitt

soit ouverte afin de dissiper les doutes. Sans cacher que l'enquête préliminaire confiée à la police pas présenter de garanties suffisantes d'impartialité. « Non seulement, explique-t-on au syndicat, l'autopsie du corps d'Erick Schmitt o été effectuée en dehors de la présence d'un magistrat, mais l'expertise a été réalisée par le laboratoire de la police de Paris, et les policiers charges de l'enquête ont eu des difficultés à entendre leurs collègues du RAID».

Même si « l'assaut final s'est déroulé sans témoin» - hormis les policiers du RAID, le capitaine des pompiers et les enfants. - le SM continue oussi d'e espérer que la caméra et les micros du RAID n'auront pas connu quelques opportunes défaillances » et qu'il sera possible d'y avoir accès. e Nous n'avons aucune illusion sur l'ècho public de nos interrogations et de nos affirmations, conclut le hureau syndical. Mais pour nous, il était indispensable, à plus forte raison dans un cas aussi sensible, que la légalité soit scrupuleusement respectée.»

Au cours d'une cérémonie religieuse

## Près de 270 personnes auraient péri dans un naufrage aux Philippines

surchargée, qoi participait, veo-dredi 2 juillet, à une procession religieuse catholique sur la rivière Bunio, à 20 km su nord de Manille, aurait causé la mort d'enviroo 270 personnes. Ao lendemain de la catastrophe, alors que les équipes de plangeurs continuaient à extraire des corps de la rivière, les saoveteurs avaient décombré 233 corps; 34 personnes, pour la plupart des femmes

Le osufrage d'une embarcation et des enfants, étaient portées dis-

Plus de 500 personnes s'étaient entassées à bord d'une embarcation formée de deux navires liés par une arche en bambou pour de la sète annuelle de Bocaue. Quand l'embarcation a coulé, environ 200 personnes ont pu regagner les rives à la nage. Les processions fluviales sont très répandues eux Philippines, dent la population est, en grande majorité, catholique.

Le Monde L'ÉCONOMIE

MMUNICATION ES BUDGETS MTA LA BAIS

## ÉCONOMIE

Washington ne n'opposera plus à l'octroi des prêts internationaux au Le rapport nnnuel de la Cour des Revue des valeurs. Crédits, changes,

COMMUNICATION

SOMMAIRE

L'Assemblée nationale tente de concilier liberté de la presse et res-pect de la présomption d'inno-

## HEURES LOCALES

e Communication : les budgets sont à la beisse s Régions : course contre la montre à Madine e ile-de France : Paris suspend ses jardins s Dossier : les trente ans des parcs nationaux e Cités : Chartres entre deux siècles...

## Services

Mots croisés Télévision.

La télémetique du Monde : 3616 LEMONDE 3616 LM

Ca numéro comporte un cabier «Heures locales» folioté de 19 à 26 et un cahier «Radio-télévision» folioté de 1 à 32

Le numéro du « Monde »

a été tiré à 468 438 exemplaires

daté 3 juillet 1993

which is the group the Factor

pessibles des marie de la Parie tes brances graners on the party

Désormais, vo a series entier prévenu de marier prévenu des maries des maries des maries des maries de la company ligitare délense, des mains Crossing - 61 DC sériens loujours cotentates autocentaties - be 'enight tre sur les centres de centre de cen comme étan! risme internations -3 (s.) tels engins sont asses to is caces à l'encontre de tous que qui sereit mobile ou se se eutre que prendrat son se se

l'exclusion du bes : :: + : constituent es same Action & militaries des serve specially pour des - start se veulent cisnoes: les - :: difficilement se still matière de contre esperada de katte antiterroriste familie problèmes mouverts is COMINGES BOUNET! TENES tion mintare a que c.e con: delentet et de tatta 1. experts ou renseignement are tent du de ont ran ment apreerafutable de ce .e. ... er déductions les con pages : travallent dans in the site heur interne completion ou lore in plumant on furt are its. missis de crombe a ter : dre du contre le contre me venient d'eire toller le

JACQUES ISM

a prime d'otages de Neuilly

## nagistrature met en doute de la mort d'Erick Schmit

or our is decreter de manife that becard dustriers un best entre-16 perceieres de la Répoe Nameders (Hauls-dewith the case of the parremove the edge continue read inserva end have Some reposts etter sea descriptions, by bures flame on a solution of com scient inspecific la résu deputer in seventer d'utages e gross trict an amount à PAPER, I'M BECKE THE OFF det transporters when de men in Reils . En outer. mendier syndicial se ne w . Hit - frant chellethe second des conds the first ten sensitives in my bone enterior à tem inter. Car in considerent gire DOME & STREET ON AGMINI

AND STREET, AND THE RESIDENCE some se me spirospiro in haus sonskerche der

the shault current to feu noit ouverte 2' - 1 22 gretiminaire .... :: : 28. pudiciaire per interes et ... pas présenter le sauf ca wentes d'emparte la char ment, expliqued to a prol'enteprie sence d'un real de l'acces time a ele residence de la succ de sa pedice de las la discharges de l'engan 1942 ficulties a collection of the du R. (. D.

> Mense policies de R.V. pompiers at the an artist continue and enal per consultation of diferilation 1 1 1 1 157 dly aver size awww. HOL WITTE ES mations - Time cal Mais Propensahir, a pa and that death tent to the start soul strapped and the

the most a Chesch Schmidt

As cours d'une ceremonie te ... res de 270 personnes auraient per dans un naufrage aux Philippines es des enterte de minimi

Straight 4 star producted with spice marticipati, ven. Children & The Processor mindiagnet was in symple in him see aged de माना इकार्य में केवर होता The proposition to innerment schol abort que de glangeure contrspreaded that there are the PROPERTY APRICES of 177 rects 14 set in propert des femilies

Pur se la pendadi. Cir annual "embatte" porto. A 18 THE eart for the

L'ÉCONOMIE

Course contre la montre à Madine

Depuis des mois, la Meuse prépare le passage du Tour de France

Paris suspend ses jardins

A Montpamasse, faute de pleine terre, la ville plante sur le béton

Les trente ans des parcs nationaux

Bilan positif pour les zones protégées créées per l'Etat

Chartres: entre deux siècles

Le meire rêve de remodeler le centre historique de la ville

26

■ 20 Stetistiques m Agende m Concours m Formation m Publications m Textes m 25 Débat m Courrier m Livres m

# LES AÉROPORTS BRISENT LE SILENCE

Les riverains des pistes d'atterrissage ne supportent plus les vrombissements des avions. Les professionnels s'organisent pour faire face à leur mécontentement

NTRE les populetions mécontentes, les élus exi-geants, les constructeurs qui ne parviennent pas à inventer des moteurs parfeitement silencieux et la Commission des Communautés européennes qui semble pencher pour le TGV, les aéroports européens se sentent mal-aimés,

Réunis sur l'île de Malte, à l'occasion de l'assemblée annuelle de l'Airports Council International (ACI), leurs dirigeants ont passé plus de temps à faire le compte de leurs soucis et à justifier leur existence qu'à rendre compte de leurs progrès dans le domaine de l'environnement, le thème de cette rencon-

A en croire ces professionnels, la demande de transports aériens est en hausse. Ponrtant il ne s'est pas construit de grand equipement en Europe depuis longtemps, car le souhait des populations de voir respecter leur qualité de vie croît bien plus vite. Accusés de polluer l'air. l'eau, les sols, lucités comme toutes les collectivités à réfléchir à la collecte des déchets, les gestionnaires de ces équipements vont devoir investir pour répondre à ces nouvelles exigences. « Peut-être des millions de dollars par aéroport », estime Jack Moffatt, président de l'ACI. .

Mais tout cela ne serait rien ou pas grand-chose s'ils n'avaient pas à faire face à « l'opposition acharnée » des riverains en lutte contre le bruit. Des voisins soucieux anssi de leur sécurité. La catastrophe d'Amsterdam a tendu encore les

rapports. A terme, les responsables d'aéroport craignent que certe hostilité ne compromette lenr expansion. Déjà, le ciel européen a été interdit aux engins les plus sonores, comme les premiers Boeing 707 ou les vieilles Caravelle. Une deuxième catégorie d'avions va être progressivement éliminée entre 1995 et 2002. En outre, l'ACI-Enrope a réitéré, à Maîte, son désir de voir les constructeurs réaliser



des efforts supplémentaires en ce sens. De toute facon, que les avionneurs et les compagnies aériennes soient plus directement responsables du bruit produit à l'atterrissage et au décollage apparait secondaire aux oreilles des riverains.

En France, ce sont contre les aéroports que ces derniers se tournent. Celui de Marseille l'a appris à ses dépens. Condamnée après un procès d'une douzaine d'années, la chambre de commerce et d'industrie vient finalement de verser 12 millions de francs d'indemnités à la municipalité de Saint-Victoret. Située à 900 mètres de la dernière piste d'atterrissage aménagée, cette commune de 6047 habitants va enfin pouvoir insonoriser ses bâtiments publics.

de Paris (ADP), en ebarge d'Orly, de Roissy-Cbarles-de-Gaulle et du Bourget, dispose d'une expérience ancienne dans ce domaine sensible. Il emploie une dizaine de personnes uniquement pour faire le lien avec les collectivités locales, les assoeiations et les mécontents en

général. Dès 1973, ADP disposait d'un fonds d'aide aux riverains alimenté par une taxe parafiscale, puis par une redevance payée par les compagnies en fonction du bruit émis par leurs

En vingt ans, ee pactole d'environ 700 millions de francs constants a permis de financer, en priorité, l'insonorisation de bâtiments publics, à hauteur de

L'établissement Aéroports 80 %. La même opération a été conduite afin de soulager les particuliers, sculement dans les pièces principales de leur logement, et seulement si celui-ci avait été construit avant que le trafie aérien ne vienne perturber leur tranquillité. L'établissement publie a aussi acbeté certaines maisons de particuliers pour les

> La loi sur le bruit, adoptée en décembre 1992, s'inspire de ce dispositif. Les décrets d'application de ce texte de portée générale, qui n'ont pas encore été publiés, devraient officialiser l'aide aux victimes. Pour les six plus grands équipements francais, à Paris, Nice, Marseille. Lyon et Toulouse, les besoins sont estimés à 800 millions de francs. Cette fois, une commis

sion comprenant des élus et des représentants des riverains devrait être consultée sur l'utilisation de ces fonds. Il n'est pas prévu de soumettre les terrains militaires aux mêmes obligations, Ces dispositions vont relancer le problème des plans d'exposition au bruit, que les responsables d'aéroport français estiment insoluble. L'eugmentation du trafic les a rendues obsolètes.

Mais, même s'ils en souffrent, quelques particuliers refusent le classement dans une zone qui leur donne droit à des indemnités pour insonoriser une meison devenue à peu près

Certains maires ne se montrent pas non plus toujours cobérents, selon les professionnels du transport aérien. Certains d'entre eux s'étendraient volontiers sur les secteurs de leur territoire communal décrétés non constructibles.

Au nord de Lyon, Satolas bénéficie d'une situation confortable, puisqu'il est installé dans une zone peu peuplée. En 1990, ses dirigeants ont tout de même consulté une quinzaine de communes proches. L'initiative s'est révélée judicieuse, car les maires se sont moins plaints des nuisances que du manque d'information. L'aéroport était alors sur le point d'aménager une deuxième piste. Rencontres, invitations, embauche prioritaire de leurs administres, les rapports de bon voisinage sont aujourd'bui si sereins que le Syndicat mixte de l'Est lyonnais, qui regroupe six communes, vient d'accorder une subvention de 3 millions de francs pour la construction d'un bâtiment supplémentaire destiné au fret. Tout irait pour le mieux si l'utilisation d'un nouveau couloir aérien n'avait déclenché, au sud-est de Lyon, les protestations des communes éloignées de plusieurs dizaines de kilométres

> de notre envoyé spéciale à Maite Martine Valo

## **Comptes**

C'EST en publient Les Comptes fentaetiques d'Heu*ssm*ann que Jules Ferry, elors journeliste, se fit connaître des Pansiens, avant de devenir leur melre en 1870. Il stigmatisait les hasardeuses opérations qui eveient permis au préfet-baron de finencer ses grands trevaux. Encore le bras droit de Nepoléon III avait-il l'excuse d'avoir embelli et essaini la cepitele comme jamais auparavant.

Les acrobaties budgétaires de Jecques Chirac, épinglées per le Cour des comptes, n'ont pas cette justification. Si les fonctionnaires municipaux ont, en son nom et durant huit ans, souscrit des emprunts, plus ou moins nécessaires, c'est, expliquent-ils, pour présenter des budgets en équilibre.

Ensuite, comme les res-sources de le ville rendaient ces crédits inutiles, soit on ne les utilisait pas, soit on les prêtait à d'autres banques. Tout ceci. dans l'illégelité, sans en souffler mot à l'assemblée municipale et avec le de l'Etat.

Dans cette affaire, régularisée iuste avant les demières élections, les responsables parisiens ont porté un coup de cenif eu contrat qui fonde la démocratie. Les représentants du peuple contrôlent les

Ce principe vaut pour les collectivités locales - et Paris, e première d'entre elles, se doit de donner l'exemple comme pour les institutiona

Il y e longtemps que les contribuebles perisiens, ainsi que leurs élus, voudraient y voir clair dens le double budget municipel et départementel. Il est généralement incom-préhensible. On epprend aujourd'hui qu'il étan omé de fausses fenêtres. Il est urgent de le rendre transparent et lisible. L'époque ou Badinguet dirigeait l'ampire eat définitivement révolue.

Marc Ambroise-Rendu

## COMMUNICATION

## LES BUDGETS **SONT A LA BAISSE**

Sous l'effet de la crise,

les collectivités locales font des économies

ERNER les budgets communication des collectivi-tés locales relève de la mission impossible. Les magistrats de la Cour des comptes viennent de souligner cette difficulté dans leur rapport annuel, qui porteit sur la période 1986-1991 (le Monde du 3 juillet). Pourtant, tous les «dir-'com », ou presque, acceptent de parler argent. Communication oblige. Mais tous ne disent pas ce qu'ils mettent dans leur tire-

Certains directeurs de la communication, par exemple, ne comptabilisent pas leurs dépenses de fonctionnement.

sous prétexte qu'elles relèvent du budget général de la collectivité. Parfois, ce sont l'acbet d'espaces publicitaires, l'édition et l'imprimerie qui ne sont pas pris en compte. Lorsque la communication n'est pas centralisée. il faudrait additionner les lignes budgétaires des différents services pour avoir une vision exhaustive du budget...

Et puis, qu'entend-on par «communication »? Doit-on inclure le mécénet, qui, parfois, relève du budget culture, le sponsoring, en partie imputé au service des sports, la promotion d'une collectivité par le biais d'un voyage de lycéens, prise sur pour les collectivités locales. Lo

le budget éducation? La coopération intercommunale, enfin. ne simplifie pas les choses. Doit-on additionner le budget de la ville et celui de la communauté ou du syndicat? Le budget communication de Montpellier s'élève ainsi à 9 ou 23 millions de francs, selon que l'on parle seulement de la ville ou, aussi, du district. Aussi vaut-il mieux accueillir evec prudence l'affirmation selon aquelle la plupart des collectivités ne consacreraient pas plus de 1 % de leur budget à la communication.

A l'intérieur d'un budget, comment l'argent est-il réparti? Seuls, quelques professionnels sont en mesure de répondre. La plupart dressent la liste des «actions» menées pendant l'année, mais ne précisent pas s'il s'agit de communication institutionnelle, identitaire, promotionnelle ou politique. Ce manque de concepts est sans doute lié à la jeunesse de la décentralisation. «La dernière décennie o été celle de l'orgent « facile »

politique de communication a souvent été une addition d'opérations plus qu'une planification », constate Jean-Pierre Chasseau, directeur de communication au conseil général de Seine-et-Marne, et vice-président de l'association Communication et citoyen, qui rassemble une cinquantaine de « dir'com ». « La crise économique que nous traversons vo nous obliger à foire des choix, à affiner nos politiques », indique Vincent Guiheneuf, directeur de la communication de la région Bourgogne. et président de Communication

et citoyen. Depuis dix ans, regions et départements avaient suivi des itioéraires assez semblables. Dotées de nouvelles compétences de par les lois de décentralisation, « ces collectivités ont cherché à s'affirmer auprès de leurs odministres, en faisant de la communication institutionnelle », explique Vincent Guihe-

> Raphaële Rivais Lire la suite page 21

# Le Monde EDITIONS

## Voyage à l'intérieur de l'Eurocratie

Jean de La Guérivière

Pour enfin comprendre comment fonctionne l'Europe, cette formidable machine qui, si vous ne vous intéressier pas à elle, n'a pas attendu-Maastricht pour s'occuper de vous.

EN VENTE EN LIBRAIRIE

#### **STATISTIQUES**



L'année 1991 marque un tournant en ce qui concerne l'emploi. « Pour la première fois depuis sept ans, le nombre d'emplois a baissé, les créations dans le tertiaire n'ont pu

dempora à daisse, les creations dans l'agricultura et l'indus-trie», constate Magda Tomasini, auteur d'une étude de l'IN-SEE sur les demiers chiffres connus. La certe représente, par région, l'évolution en pourcen-tage par rapport à 1990. Elle montre qua les régions qui résistent la mieux sont celles qui ont été touchées précédemment par le crise, comma le Nord-Pas-de-Calais ou la Lorraina. A l'inverse l'Ile-de-France at Rhôna-Aipes, qui avaient connu une croissance l'année précédente, sont plus

(Sources : INSEE)

## AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

## LES DOLÉANCES **DES VILLES NOUVELLES**

Les responsables de ces agglomérations sont inquiets pour leurs finances et leurs universités

LORS que s'ouvre le grand chantier du gouvernement sur l'aménagement du territoire, les villes nouvelles s'interrogent plus que jamais sur leur avenir. Réunis la semaine der-nière à Evry (Essonne) à l'occa-sion de l'assemblée générale de l'Association française des villes nouvelles (AFVN), leurs responsa-bles n'ont pas caché être partagés entre le désir de continuer dans la voie tracée et la peur de ne pas en evoir les moyens. L'idée des villes nouvelles en

égion parisienne remonte au milieu des années 60. La création de ces agglomérations est alors présentée comme l'antithèse des grands ensembles; un idéal de vie economique, sociale et culturelle. Plus tard, à travers la charte d'aménagement de la région pari-sienne (1975), ces cités seront confortées dans leur rôle restructurateur de la grande banlieue et surtout de pôles de développement des emplois et de l'habitat type ont été créées en Ile-de-France (Evry, Cergy-Pontoise, Marne-la-Vallée, Melun-Sénart, enjourd'hui baptisée Sénart, et Saint-Quentin-en-Yvelines), quatre seulement en province, Villeneuve-d'Asq et Le Vandreuil, qui n'ont plus le statut de ville nouvelle; L'Isle-d'Abeau, et «les rives de l'étang de Berres, qui l'ont

Après deux décennies, le bilan est positif. «Les villes nouvelles ont atteint les objectifs qui rôle important dans l'aménagement du territoiré. Elles concen-trent environ 700 000 habitants mais ne connaissent pas, comme d'aures grandes agglomérations, de difficultés d'ordre social, car elles ont su allier les équipements, l'habitat et l'emploi», souligne Jean-Jacques Fournier (PS), qui préside le syndicat d'aggloméra-tion nouvelle (SAN) de Sénart ainsi que l'AFVN.

#### Rééquilibrage des moyens

Cette fragile alliance est eujourd'hui très menacée. Si le développement des villes nouvelles a longtemps été fortement aoutenn par l'Etat à travers le financement privilégié des équipements publics, ce n'est plus le cas aujourd'hui. « Entre le renchérissement des emprunts et la baisse des ressources de taxe professionnelle, les villes nouvelles n'ont plus la possibilité de réaliser les équipements nécessaires à l'accueil des populations nouvelles », constate François Bousquet, président dn SAN d'Evry.

«Grace à leur disponibilité foncière encore grande, les villes annulation va donner des idées à nouvelles sont prêtes à continuer toutes les communes minoritaire.

la stratégie d'aménagement du ter-ritoire, mais le système de financement de leurs équipements n'est plus adapté, ce qui compromet sérieusement l'avenir», insiste Jean-Jacques Fournier, qui attend de l'Etat qu'il s'engage dans «un partenariat clair» evec les villes

Les responsables de l'AFVN s'inquiètent par ailleurs de la déci-sion du tribunal administratif de Versailles d'annuler le budget 1992 de Saint-Quentin-en-Yve-

La juridiction administrative s retenu pour motif de son jugement qu'e un syndicat d'agglomé-ration nouvelle ne peut accorder de subvention ou prendre en charge. des dépenses correspondant au financement de manifestations cul-Toutes les villes nouvelles financant des associations sur le même modèle sont donc concernées. « Cela ne me paraît pas totalement pertinent de distinguer le financement des équipements et les subventions aux associations, car ces dernières sons indispensables à toute société organisée», remarque François Bousquet.

Mais en-delà, les dirigeants des syndicats d'agglomération nouvelle craignent que cette affaire fasse tache d'huile, « Cette annulation va donner des idées à

e de réelle paratysie et un coup

Le prochain comité intermi-nistériel d'aménagement du terri-toire (CIAT), prévu le 12 juillet, retient enfin toute l'attention des dirigeants de l'AFVN. Les universités y seront en effet à l'ordre du jour. Les quatre universités de plein exercice offertes par le plan Université 2000 à Evry, Cergy-Pontoise, Marne-la-Vallée et Saint-Ouentin-en-Yvelines et celle dans le grand bassin parisien. Les voix se sont élevées à Reims, Amiens ou Orléans, les grandes villes à moins d'une heure de brage des moyens su profit de la province. D'où la craînte des élus des villes nouvelles franciliennes de voir le gouvernement rogner

les ailes de leurs universités. «Les universités des villes taires de Paris et faire face à l'accroissement du nombre d'étudiants en Ile-de-France. Elles accueillem d'ailleurs en grande majorité des immédiat », réplique l'ancien secrétaire d'Etat à l'enseignement technique et maire socialiste d'Evry, Jacques Guyard. Quant à Jean-Jacques Fournier, dont la ville nouvelle de Sénart ne bénéficie pour l'instant que d'un IUT, il estime l'université « indisper

. . . . .

2722

## **BLOC-NOTES**

63-85-32-76.

38-77-83-83.

**PROPOS** 

**■ VILLAGES** 

**ENVIRONNEMENT** 

Ville et sculpture. - La ville de lestation s pour but de pré des sculptures contemporaines monumentales dans les fleux publics.

Chaque emés, un maître d'œuvre est choisi par la collectivité et met en place les différentes expositions. Pour l'édition 1993, le galerie Le Monde de l'art présentera les œuvres de l'ertiste russe Chemiekin et du sculpteur buigare Lekarski. Renseignaments su (16)

 Communes et régions d'Europe. - Le Conseil des communes et régions d'Europe (CCRE), que préside Pasqual Maraguall, maire socialiste de Barcelone, organise ses dixièmes états généraux à Strasbourg, du mercredi 20 au samedi 23 octobre. Ce congrès sera l'occasion, pour le CCRE, de faire le point sur le rôle que les collectivités territoriales doivent jouer dans la construction de l'Europe. L'Association trançaisa du CCRE, que préside Jacques Chaban-Delmas (RPR), milite pour la représentation des communes

au sein du comité des régions institué par le traité de Maastricht. Les débats porteront sur la coopération intermunicipale et interrégionale, ainsi que sur le rôle des collectivités locales dans le construction d'une Europe sociale. Les états généraux du CCRE devraient rassembler environ trois mille élus, venus d'Europe et des pays de l'Est. Ransaignemants su (16)

Sport et collectivités. - Le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) organise un premier mardi 30 novembre st mercradi 1ª décembre. Cette manifestation s'adresse aux élus en charge du sport. aux responsables de services et d'équipemente sportifs, ainsi qu'aux mateurs. Les débats porteront notamment sur les politiques sportives après dix ans de décentralisation, le sport scolaire, les clubs et fédérations, sport de masse et de haut niveau. Ransaignements au (16-1) 40-60-48-00.

## **PUBLICATIONS**

# Marchés publics. - L'Association française des avocats-conseils auprès des collectivités territoriales (AFAC) vient da publier les actes de son dernier colloque, « Marchés publics, concessions at contrata voising yers de nouvelles pratiques contractuelles». L'ouvrage fait le point sur les textes, français et communautaires, qui régissent ces marchés

▶ 92 p., 250 F. Couleurs et Stratégia, 39 rua Gazan, 75014 Paris. Tál. (16-1) 45-65-02-60.

## CONCOURS

ell ne suffit pas de posséder un château et quetre maisons à colombage

pour faire partie des plus beaux villages de France. Un village, c'est la vie :

«Un cœur de ville sans voitures est possible à Avignon, pendant le Festi-

val, mais pas dans la quatrième ville de France. Il faut donc rationaliser

l'usage de la voiture et inciter les automobilistes à l'utiliser avec discerne-

« De 50 à 60 milliards de francs d'Ici à 2002, c'est l'investissement néces-

saire sux collectivités pour atteindre les objectifs de la nouveile loi sur les

Jean-Paul Delevoye (RPR), président de l'Association des maires

Charles Ceyrac (RPR), maire de Collonges-le-Rouge (Corrèze),

Dominique Baudis (UDF-CDS), maire de Toulouse,

de France, la Gazette des communes du 28 juin.

l'artisan, le paysan, les commerçants, le marché, le bistrot. »

■ Trophées Eco-actions. - L'Association des maires pour l'environnement (les éco-maires), présidée par André Labarrère (PS), maire de Pau, organise la troisième édition des « Trophées Eco-Actions ». Il s'agit d'un concours destiné à récompenser les actions les plus novatrices, lancées à

l'Express du 24 juin.

le Quotidien du maire du 30 juin.

vironnement. Ce concours est ouvert à toutes les communés ou groupements déchets, dépolitrion, aménagement e urbanisme, risques (sécurité), information et communication, politique globale environnementale. La date limite de réceptions des dossiers est fixée au 15 septembre 1993. ► Renesignements au (16-1)

#### 40-63-84-21. FORMATION

■ Valoriser le patrimoine. - Depuis quelques années le ministère de la culture s favorisé la création de formations destinées à des personnes qui ont en charge le développement culturel ou touristique de collectivités locales. L'Institut supérieur de management du patrimoine du Mans offre la possibilité à des étudiants (bsc + 3), ou à des personnes en activités, de suivre des stages, longs ou courts, préparant aux métiers de ce secteur. Les collectivités, les STVOM ou les offices du tourisme recrutent en effet das assistants dévaloppement du patrimoine.

Renasignaments au (16) 43-76-45-45.

## TEXTES

Coopération intercommunale. -Lea communes suront jusqu'su 31 décembre pour réfléchir. Le Journel Officiel vient de publier le texte d'une loi, en date du 29 juin, « allongeant la délai d'élaboration des projets de schéme départemental de la coopération Intercommunale». La Parlement e adopté une proposition de loi de Jean-Paul Delevoye (RPR), sénateur et prési-dent de l'Association des maires de France, qui proroge de six mois le délai dans lequel doit être élaboré le schéma départsmental de coopération intercommunal prévu per la loi du 6 février 1992 sur l'administration territoriale de la République.

Initialement, les communes auraient dû adresser leurs propositions à la commission départementale de la coopération intercommunals avant le 8 août 1992. La commission avait ensuite jusqu'au 6 février pour que le schéma élaboré en concertation avec les collectivités soit publié par le préfet. Cette date limits avait été repoussée dans un premier temps au 6 août. Cette prolongation s été votée presque à l'unanimité. Au Sénat, seuls les communistes, très réticents à l'égard des formes de coopération intercommunale, proposées par le gouvernement en concertation avec le Parlement, se sont abaterus.

## ASSOCIATION

## La Flamboyance, victime d'une réduction de son budget

ciation La Flamboyance (1) pouvait se féliciter d'svoir fait naître dans plus de trois cents villes francaises un mouvement pour la promotion des spports cultureis des plus de sobante ans, un nuage vient assombrir son horizon. Invoquant les restrictions budgétaires, le ministère de la culture et de la francophonie lui a fait savoir qu'il envisageait de retirer son soutien financier. La suppression ds 1,9 million ds francs sur un budget d'anviron 2,5 millions, voilà qui pourrait hypothéquer l'svenir de l'essociation. Pourtent, Michel Daureil. directeur de La Flamboyence n'envisage pes, si ls menace devait se concrétiser, de mettre is clef sous is paillasson. Il se penchs déjà sur différentes formules (dont uns perticipation financière des adhérents : assoeiations ou eolisctivités), qui permettraient de continuer leurs activités. Mais la portée symbolique d'un désengagement du ministère ne lui échappe pas. Cette essociation s été

créée en juin 1990 grâce à Jack

Juste au moment où l'asso- Lang qui était persuadé que les organiser des activités entre plus de soixante sos sont à la fois créateurs et porteurs de culture. Le ministre de la culture de François Mitterrand estimait qu'il est temps de rompre avec l'image d'une vieillesse égoists et inutile et de faire reconnaître ses richesses: Une société qui ignore le savoir-faire des plus de sobænte ens, est une société mutilés. Une société qui repousse leurs valsurs set uns société desséchée.

## Un moment spécial

Maximilienne Levet, géron-

tologue, présidente de l'associa-tion (2), résume elnsi ce qu'ils apportent : « ls convivialité su lieu de la loi du plus fort, le temps de vivre contre la précipi tation, la gestion raisonnée des ressources à la place du gaspil-lage, la consommation de biens immatérisis eu lieu de l'hyperconsommation de gadgets ». La Hemboyance side done depuis trois ans les associations et les collectivités locales à mettre sn valeur les initiatives des aînés, à journées de réflexion : sur les transformations de la société du fait du vieillissement ou sur les valeurs offertes par l'âge. Octobre étant un moment spécial. Un mois au cours duquel chacun à travers la France unit ses efforts eux autres pour donner au mouvement de La Hemboyance sa plsins Intensité. Plusieurs centainss ds villss préparent dejà octobre 93. Il se trouve que l'on fêts égalament l'annéa suropésans des personnes agées et des relations entre générations i Un drôla de moment pour le ministère de la culture pour jouer les abonnés

## Christiane Chombeau

(1) Monvement La Flamboyance, BP 351, 75526 Paris Cedex 11; tel : (1) 43-38-38-39. (2) Maximilicane Level est l'anteur d'un ouvrage qui vieut de paraître, préfacé par Michel Daureil : l'Age de la flamboyance, Ed. Jacques Bertoin, 185 p., 115 F.

#### RELEVER LE DEFI RURAL Comment réagir à la crise de notre espace rural et aux effets pervers de la Un métropolisation? avenir pour le monde rural "Un véritable manuel de l'art du possible

Pouvoirs Locaux

mande : fastitut de la Decentralisation 2. Rue des Langs Pres / 92 is 6 Ronfaga

□ Rectificatif. - Nous avons écrit par erreur dans l'erticle «La rocade de l'Est», consacré aux projets de rocade ferroviaire dans le Val-d'Oise (le Monde daté 27-28 juin), que le conseil générel du département était maître d'ouvrage de l'opération. En réalité, ce sont l'Etat et la SNCF qui assumeront cette

Le Monde DES LIVRES

LE PLAISIR DE LIRE

Chaque jeudi dans le Monde daté vendredi

DMMUNICATION ES BUDGETS MTA LA BAISSE

Un petit « pays » de la Meuse prépare fiévreusement le passage du Tour de France

**COURSE CONTRE** 

Colson, directeur général de sée trop abîmée ou le déplace-Madine Accueil, une structure ment d'éléments du mobilier du département de la Meuse urbain... Les carrefours girachargée de la gestion de la base de loisirs du lac de Madine, Il s'est battu pendant quatre ans pour que le Tour de France passe dans son village.

LORRAINE

Aujourd'hui, il se demande où placer les dizaines de pancartes envoyées par la Société du Tour de France pour flécher les lieux stratégiques de la course contre la montre en individuelle qui partira le 12 juillet du lac de Madine, proche de Verdun dans la Meuse. Un parcours de 59 kilomètres qui ramènera les

coureurs au bord du lac. Car, c'est officiel depnis octobre 1992, la neuvième étape du Tour de France 1993 se terminera à Madine. Ce sera le premier grand rendez-vous sportif du Tour, à la veille du transfert vers les cols des Alpes. Le conseil général de la Meuse a payé les 600 000 francs de droits d'entrée demandés par la Société du Tour de France pour l'organisation d'un contre-la-montre et il en a délégué l'organisation à sa structure, Madine Accueil. Une somme à laquelle s'ajoutent de nombreux frais annexes, « qui font doubler lo mise de départ», estime Philippe Colson.

Patrick Case

générations et la chiques

journées de tohin de la la la

THE PROPERTY OF THE PROPERTY OF

on de son budget

the first are server Seura est sentaura de A SAME OF AN ADVANCED in theremand anterest write do formere succ wind suspense berriete et the terms of the section seed the specific our WALLS SHOW THE SALES OF and the socialist राजक प्रयानकी के वार with the second

ment special

refreshering for the accurate requires some to du se t. The Consultation au a sel de select fort. In arene arrentas la preferengrander magnifelde inte m & in crimin in gamesis CONSTRUCTION OF SHIPS eig as the charten. agazer pa pandyaka s. (A was been build district an anticomprise of the 

Vansionnal one in classic volume offentes had in the ben diam un moner i anam ? mois su could at the next travers to Francis - 12 18 177 sux autres pour transfer to verners de La Finnancia plane thrematic fortill ? deja octobre 93 100.63 PART THE Con fore better auropéenne au le terri mement pour a tree 2economical proof Spirit Culture pour their is store STATE . Christiane Chembs

hospital By

127 Maxim Profession B. teur 2 at. 741 75 Medier projet is 1.4TV Maria de la Companya PROPERTY AND LONG . NO. 40. B



plen exercise after a few points of the Currents after a few points of the Pontoise. Marrie 1879 Saint Quentin-chely said and promise a Separa (17) 25 dans le grand no le promi VOIS NO SURE PARTY Amiens on Orlea-Pana pour dentande brage des moven as miles province, D'ou des villes nouvelle france de voir le gouvernant de les alles de iran anti-mate where the service with nouvelles no version and rence à celles Landan ... Elles one etc rece accessed désengueger les contra que unres de Pare de las Les

100

.

que no la servició de la lación qui ne leur ville non reprende leur ville non reprende

que de rere rama a ray

the the principal and a second second

sifterne fearsifterne fearsifterne fearbesteriel d'amentoure (ClaT)
retient enfin fourdingrants de lapsuct y seront en entre

sing y second on other

400 -

CHECK SAME WEST

d'ambanyment da ter-

秦 李称 李 俊 印度

Militaria de la constanta de l

C. CO THE COMPROMISE

a Francisco, que afficial

THE RELL SHOWS TO

temps aver her villes

menindran de l'AFVN

per seinere de la deci-

was niverministratel de

d'accepter le bodget

want efecturit en- f. ec.

derive administrative

my world de me juge-

the American of Anticonnect

ritte on most accorder de

THE STATEMENT AN INTEREST

we specification in

a de managementions con-

erenant in Sommanidues -

ville interelles finan-

mocinación sur la ratine

ma describerta

or ported that is della recent.

is distributed in Souther-

the subsection of les subs

wine interior analysis it

Transmission - - -

strangerib and accounts

ned service education and

design the residence

nd Farmus cosens

crossomers do a manage en Heide France En area d'alleur en mana mara jeunes senant al lan altre immediate fur fer in secretaire d'Etat a marge technique et man inte d'Evry, Jacques Consti le Jean-Jacquer Fourt et in ville nouvelle de Sintante the poor Present and a 2 estime l'université duriet au bon bereit in his and er harder Truste at rive mentions

> Il a tout fallu préparer en neuf mois: le départ, le parcours, l'arrivée, en pensant aux coureurs, à l'organisation officielle, au public et aux habitants. Pour le parcours, pas de pro-blème, Philippe Colson sillonne les routes du département en vélo depuis assez longtemps pour pouvoir proposer un itinéraire intéressant : un carré composé à travers la campagne vallonnée de la Meuse, qui s'annonce à la fois régal et supplice psychologique pour les coureurs. Ce parcours devrait d'ailleurs être repris tel quel pour le Grand Prix des Nations, autre course contre la montre, que Madine accueillera pendant trois ans à

> partir d'octobre 1993. A partir de là s'engage la coordination avec les services du Tour. « Nous parcourons chaque étane ovec cartes et oltimètres, notant les carrefours, les entrées de ville l'état des routes a explique Michel Girard, commissaire général adjoint du Tour de France. Suit une grande réunion en préfecture, avec gendarmerie, police, maires et services techniques des communes traversées, direction départementale de l'équipement, services départe-

de la contraction de la contra

toires, dangereux pour les cou-reurs, doivent parfois être «cassés », aux frais de l'organisateur Six gerbes

de fleurs

Pour l'étape de Madine, très champêtre, peu de problèmes de ce type se sont posés. La construction d'un sens giratoire a été repoussée; en revanche, certains travaux de voirie, inclus dans un plan triannuel, ont été avancés. Alors que le Tour ne le leur demandait pas, les services du département - l'ensemble du parcours emprunte des routes départementales - ont tout de même remis en état près de 8 kilomètres de routes. « Nous aurons terminé notre programme annuel en juillet!», s'exclame Lucien Berton, directeur général adjoint au conseil général, en charge de la voirie. Seul imprévu important : la construction d'une voie de 170 mètres pour l'arrivée. Elle desservira la nouvelle salle polyvalente de la base de loisirs. Les problèmes liés au parcours paraissent simples à côté

de ceux dus à la préparation de la zone de départ et surtout de celle d'arrivée.

Il a failu trouver des parkings pour les véhicules des 4000 personnes qui se déplacent chaque jour; des salles ou chapiteaux pour les coureurs et la presse; des tables et chaises, qui seront empruntées aux écoles de la région; & kilomètres de barrières métalliques; une aire pour les bélicoptères - le practice de golf fera l'affaire; une installation électrique géante; 500 kilogrammes de glace.

Le cahier des charges du Tour demande aussi à l'organisateur local de fournir asix gerbes de fleurs, à remettre au responsable du protocole trois heures avant l'arrivée de la course (longueur maximum 80 centimètres) ». Pour accueillir les 500 000 spectateurs attendus, tout le monde v à mis du sien : les communes traversées organiseront des bais et fêtes locales les 11 et 12 juillet; des agriculteurs ont mis leurs prairies à la disposition du publie et leurs épouses ont organisé un système excep-

tionnel d' «étape à la ferme». Le département attend certes de cet événement des retombées économiques immédiates : on estime que ebacune des 4000 personnes du Tour dépense 1 500 francs par jour. Mais c'est aussi ponr la Meuse l'occasion de faire savoir que son territoire est propice au tourisme vert et sportif. «Le développement touristique du lac de Madine est un des quatre points forts de notre politique d'oménagement du territoire », explique Jacky Warot, directeur des services du département.

de notre envoyée spéciale à Buxières-sous-les-Côtes Cécile Maillard AQUITAINE

## LASCAUX II FÊTE SES DIX ANS

Le fac-similé de la grotte préhistorique a stimulé le tourisme local

N 1963, André Malraux, des trois millions de visiteurs alors ministre de la culture, annonce le fermeture de la grotte de Lascaux, jadis découverte par quatre gamins de Montignac. Quinze ans d'ouverture au public menaçaient, en effet, de rayer Lascaux du patrimoine de l'humanité.

Vieilles de dix-sept mille ans. les peintures magdaléniennes avaient pu traverser le temps grâce à une couche de marne imperméable coiffant la cavité obstruée par des éboulis. Ainsi a'était constitué un micro-climat propice à la conservation des parois ornées. Mais l'élévation de d'éponges de fourrure pour peinla température ambiante a provoqué l'apparition d'algues vertes et la prolifération de cristaux de calcite. Depuis, les grilles qui protégent Lascaux ne s'ouvrent que « préhistoland » pour cinq personnes par jour, ceux qui s'inscrivent sans trop d'espoir sur les listes d'attente et les priviligiés qui savent frapper aux bonnes portes pour obtenir un laisser-passer.

Aussi curieux que cela puisse paraître, la fermeture de Lascaux s'est révélée une bonne affaire pour l'économie périgourdine. A quelques dizaines de mêtres de l'original, la colline sacrée a accouché d'une copie conforme conçue par des faussaires de talent. Ce fac-similé, plus communément appelé Lascaux II, fêtera cet été ses dix ans au moment où le cap

vient d'être franchi. Et pourtant, lorsque Daniel Debaye, directeur de la régie départementale du tourisme, et son équipe avaient proposé ee projet, les réactions n'avaient guère été enthousiastes. Personne n'imaginait notamment que Monique Peytral puisse restituer avec autant de talent les fresques de la saile des taureaux et du diverticule axial. Le succès de Lascaux II est en grande partie dû à cette artiste qui, tout comme ses devanciers, a préparé ses couleurs à l'aide de pigments naturels et usé de pinceaux de crin etdre les murs factices.

Pas de

En réalité, le fac-similé a profondément influencé le tourisme périgourdin. Son impact va bien au-delà des 40 salariés qu'il emploie, du chiffre d'affaires qu'il génère et de la noria d'hôtels, de campings et de gites nés dans son sillage. Le département de la Dordogne s'est à tel point identifié à sa grotte «en toc» qu'il a choisi l'image du grand taureau pour

Lascaux II profite aux autres lieux. Chaque année l'aquarium du Bugue, les jardins d'Eyrignac, les châteaux de Hautefort, Calstenaud et Beynac, pour ne citer que ceux-là, accueillent des milliers de visiteurs. Mal acceptée à sesdébuts par les dépositaires du savoir-faire touristique, l'association des sites privés a su progressivement s'imposer.

Et dans ce département dont l'enclavement ne peut qu'anémier un tissu économique déjà bien lâche, le tout-tourisme a ses particonseil général, alors à majorité socialiste, avait lancé l'idée d'un « préhistoland ». L'échec des parcs à thèmes, le coût des investissements ont eu, pour l'instant, raison de ce projet prévu initialement dans la vallée de l'Isle, entre Périgueux et Bordeaux. Les élus ont aussi senti que l'identité du Périgord ne ferait pas long feu devant la grande marée des tours opérators. A trop vouloir se vendre, le pays de Cro-Magnon ne risque-t-il pas de perdre son âme? C'est la grande question que pose la réussite de Laseaux II au moment où il est question de massacrer la vallée de la Dordogne par une voie rapide entre Périgueux et Sarlat.

de notre correspondant

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

## UNE CITÉ DE LA BIOTIQUE **A MARSEILLE**

Grâce à son potentiel de recherche médicale la ville veut attirer des entreprises spécialisées

une aire géographique restreinte, sont implantés deux bôpitaux modernes (le Conception et la Timone), trois facultés (médecine, pharmacic, odontologie) situés à quelques centaines de mètres les uns des autres et un potentiel de recherche biomédicale important. Une origine-lité qui fait de Marseille un centre majeur disposant de cent vingt unités INSERM, de vingt-quatre formations CNRS et vingt et une équipes bospitalo-universitaires.

L'Assistance publique de Marseille et la chambre de commerce et d'industrie (CCI), conscientes de cette «richesse». ont donc décidé de rendre public un projet de Cité de la biotique.

U cœur de la ville, dans Une proposition soutenue par la municipalité phocéenne, le département des Bouches-du-Rhône et la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

L'idée est d'implanter une cité consacrée aux sciences et aux technologies evancées, baptisée Villa Hippocrate. Cette cité devrait offrir une zone d'ectivités biomédicales, publiques ou privées, qui serait construite sur trois bectares, permettant, à terme, de générer mille cinq cents emplois.

Elle regrouperait trois types d'activités: biotique avencée (informatique biomédicale, transfert de technologies biomédicales, instruments de prothèses, recherche-développement industriels), formation de bioticiens,

induits par ces activités comme des bôtels, un centre de conférences et des résidences pour cher-Pour l'instant, deux entre-

biotique-avenir (recherche et pros

pective), ainsi que des services

prises sont candidates. La première est un groupement l'Assistance publique de Marseille et la société IBM, chargée du développement des produits d'informatique hospitalière. L'autre proposition vient de la société américaine Genta, spécialisée dans la dermatologie et dans l'élaboration de produits pharmaceutiques

Le Centre de pharmacologie clinique et d'évaluation thérapeutique de Marseille devrait rejoindre bientôt ces précurseurs, tandis qu'une vinetaine de contacts sont engagés dans la perspective d'implantations prévues en 1995.

> de notre correspondant à Marseille Jean Contrucci

► Renseignements : Associe tion Cité de le biotique, 9, rue Lafon, 13006 Merseille. Tél. : (16) 91-38-20-01.

Pyrénées et dans l'Oise. Dans les

Dominique Richard

COMMUNICATION

## LES BUDGETS **SONT A LA BAISSE**

Pour cela, elles ont créé leurs propres journaux, et lancé des campagnes d'affichage. Lorsque la complexité institutionnelle se doublait d'une géograpbie aux frontières troubles et d'une absence de conscience territoriale collective, les régions ont fait de la « communication d'image». La région Centre, citée par la Cour des comptes pour avoir dépensé 100 millions de francs en six ans, explique que cet argent a servi à faire connaître un territoire a qui o hérité du pire nom que l'on puisse imaginer », selon Jacques Huguenin, chef du service de presse. « Avec six départements et une vingtaine de terroirs différents, l'identité de la région est encore floue v.

Certains conseils généraux, en He-de-France notamment, ont eu le même genre de problemes. « Pour que les habitants de Bagneux, Sceaux ou Gennevilliers comprennent qu'ils habi-

tent dans un département, et non dons lo banlieue de Poris, nous leur diffusons un magazine, le 92 Express », explique Jean-Merie de Morand. Pour Vincent Guiheneuf, « des régions comme la Bretagne, l'Auvergne, l'Alsace, lo Franche-Comté ou lo Lorraine, aux limites géographiques claires, éprouvent sons doute moins le besoin de foire de lo communication identitaire que le Centre ou la Picardie. » Ce que confirme Françoise Fermaud, chargée de communication au conseil régional d'Auvergne : «La personnalité de notre président, Valery Giscord d'Estaing, et le fort sentiment d'appartenance à la région nous permettent d'avoir un budget de communication modeste: 4 millions de francs en 1993, sur 1 mil-

liard. » Les villes n'ont pas eu besoin de faire de la communication institutionnelle. Elles ont. en revanche, comme les départements et les régions, beaucoup investi dans la communication promotionnelle, afin de se faire connaître des entrepreneurs et des touristes. Mais communes, départe-

ments et régions semblent avoir donné un coup de frein à leurs investissements publicitaires en 1992. C'est en tout cas ce que montre la Société d'études de la consommation distribution et publicité (Secodip), filiale du groupe SOFRES. La Secodip recense, notamment, les echats d'espace des collectivités locales (presse écrite nationale et régionale, radio, télévison, affichage, cinéma). En 1991, régions, départements et villes ont investi dans le publicité 266 millions de francs. L'année suivante, elles n'ont dépensé que 156 millions de francs. Les premiers chiffres de 1993 montrent que les économies se poursuivent.

Pourtant, selon les «dir'com», c'est sculement à partir de 1993 que les budgets communication diminnent. En bausse jusqu'à cette année, celui de la Picardie vient d'être amputé de 14 millions de francs. «Nous ovons supprimé l'assichage sur panneaux de 12 mètres carrés, qui coûtait très cher et ne servait pas à grand-chose », indique Pascal Babinet, responsable de la communication au conseil régional. Même chose en Midi-

Yvelines, le budget communication est passé de 14 à 12 millions de francs. «Les économies portent sur tous les postes : publicité et publications », indique Jacqueline Boulier. Partout, ce sont aussi les dépenses de réception qui diminuent. En Seine-et-Marne, par exemple, le poste « fêtes et cérémonies », doté de 761 000 francs en 1992, ne dispose plus que de 189 000 francs.

Mieux cibler les messages

Rares sont les collectivités où le budget communication augmente, comme dans les Pays de la Loire, où il est passé de 24 à 26 millions de francs. «Lorsque ça va mal, il faut se donner les moyens d'attiter les investisseurs et les touristes », estime Jean-Marie Guillemot. directeur de la communication. En Poitou-Charentes, il a augmenté de 2 millions de francs. « Mois il est encore loin de représenter I % du budget, seuil que Jeon-Pierre Roffarin ne veut pas dépasser », souligne Annette Duffour, chargée de communi-

cation. Depuis un an ou deux, certeins professionnels ont modifié leurs stratégies. Pour faire de le

communication institutionnelle. ils ne placardent plus de messages didactiques, mais ils s'adressent au citoyen. « Nous invitons des élèves à des courses automobiles. Nous organisons un jeu sur les compétences de lo région », raconte Vincent Guiheneuf. La région Centre finance la construction d'un « village des métiers» par des apprentis. La Seine-et-Marne met de l'argent dens le Salon de l'Etudiant. La plupart des départements fournissent des brochures d'instruction civique aux élèves de cinquiéme. La communication promotionnelle est mieux ciblée. On utilise moins les affiches du métro parisien, que les publications spécialisées, les salons ou

les réseaux de professionnels. La crise économique pourrait avoir le mérite d'étendre ces nouvelles pratiques. Si les collectivités locales ont parfois été une vache à lait pour des communiquants en tout genre, elles exigent aujourd'bui du personnel aux compétences solides. « Nous avons besoin de formes de communication plus proches du citoyen, et d'évoluer l'impact de nos actions », estime Vincent Guiheneuf. lci comme ailleurs, l'amateurisme n'a plus bonne

Rafaële Rivais

#### **GUADELOUPE**

Le département veut lancer un emprunt

Le conseil général de la Guadeloupe va se fairs notar une nouvelle fois avant de lançer, en septembre, un emprunt obligataire d'anviron 200 millions de francs destiné à financer, notamment, le chentiar d'alimentation en eau potable des Saintes (erchipel situé au sud de l'île).

La notation permat da présenter, sous une forme synthétiqua, l'opinion qua cartains experts se font de la qualité des émissions. En avril demier, le département s'est fait noter pa l'agence IBCA Notation, qui lui a attribué un « A ». Cette appréciation indique que le risqua est falble pour l'investisseur : bier qua la conseil génétal ait, comma toutes las collectivités d'outre-mar, une marga da manœuvre limitéa (faibla fisca lité, importança des dotations da l'Etat), il se distinguerait par la riguaur da sa gestion (maîtrisa des dépansas da fonctionnament, taux d'épargna important, andettement raisonnabla). Pour confirmar cette bonne note, le département va demander à l'aganca Moody's da procéder à une saconde

#### RHÖNE-ALPES

Morestel soutenue par les magistrats financiers

La chambra régionale des comptes de Rhône-Alpes vient d'innover en donnant raison l e commune de Moraștel (Isère), qui avait refusé d'Inschre à son budget les annuités d'une dette concernent la construction d'un collège pour les anfants des egents de la centrale de Creys Malville. Or le surgénézateur e été arrêté an juin 1992,-sur-décision du gouvemement. Il a, depuis, suspendu le versement de sa taxe professionnelle, privant Morestel d'una partia de ses res-sources (le Monde du 5 juin). La commune poursuit l'État at différents établissements finan ciars. Elle a aussi refusé d'insctire l'annuité de cette dette au budget 1993, bian qu'il s'agisse, en principa, d'una dépensa obligatoire. Le préfet a done transmis le budget, pour avis, à la chambre régionale des

Or, selon lss magistrats, «l'engagemant de prêt ne pouveit être dissocié du mécanisme de prise en charge par NERSA [NDLR : l'axploitant de la centrale) des annuités an ces de tarissement de la taxe profes-sionnelle. (...) Le défaut de versement par NERSA la libèra de sa propre obligation ». L'inscription de la dépense ne présente donc pas le cerectère d'una dette exigibla. Reste à savoir si la préfet suivra l'evis das

#### BOURGOGNE Aider

au développement en Saône-et-Loire

Le développement économie qua an Bourgogne du Sud a appuie depuis quelques mois sur un nouveau pertenairs : EDF-GDF. En plus dea outils classiques et das diverses agences de développement qui quadrillent déjà la terrain, la département e confié la chasse aux nyestisseurs à la « délégation aux implantations industrielles a d'EDF, pôle d'expertise en matière d'implantation. Celle-ci vient da signer pour trois ans une convention avec Saône-et-Loire Promotion, structure mise en plece depuia plusleurs années par le conseil général pour coordonner les actions destinéas à valoriser le départe ment sous tous ses aspects. Grâce à cette collaboration, les chargés d'affaires EDF disposeront d'una documantation at d'un argumantaiza da vanta destinés à proposer la Saôneet-Loire comme lieu d'implantation aux investisseurs potentiels. Les projets retenus après analyse de fiabilité pouttont bénéficier du soutian de la filiale financière d'EDF.

## **FESTIVAL**

Bon chic. bon genre

Le seizième amondissement ne fait jemais rien comme les autres. Son festival annuel qui e iieu du 2 juin au 10 juillet refuse ce vocabla trop galvaudé et a'intitule en toute aimplicité : «Juin à Paris, un mois dans le XVI ». Et quel programme l La journée des drags par exemple avec ses vingt-deux calàches comme autrefois dont huit garnies d'authentiques ambassa-deurs qui défilent de l'avenue Foch à l'hippodrome d'Auteuil. Mais aussi huit concerts, deux expositions, quatre spectacles cieles dens lee nombreux musées de l'arrondissement et même un tournoi de bowling ainsi qu'un chaîlenge de judo. Grâce à una subvention da 300 000 francs de l'Hôtel de Ville, à quelques sponsors et à la bonne volonté générale, tout cela est entièrament gratuit. Il est vrai que l'arrondissement dispose d'une multitude de lieux propices à ces festivitéa bon chic bon genre : salons de le mairie, église, hippodroma, serres municipales, jardin d'acclimetion, parc de Bagatelle, conservatoire, euditonum de musée, etc. Et il sait en tirer parti. Seule difficulté : le «Festivais a un tel succès que chaque année - il en est à se dixième

#### PRÉVENTION Le sida en kiosque

édition - on y refuse de plus en plus de monde.

Cinq mille personnes, des jeunes pour la plupart, mais aussi des papys, des ensei-gnants et même des étrangers de passage dans le capitala, ont franchi la seuil de la boutique d'information sur le sida ouverte voici dix mois, dans le cinquièma arrondlasement. Créé par l'Association des jeunes contre le sida, baptisé «kiosque enti-sida», bien accueilli dans le quartier, le lieu, piacé entre le boulevard Saint-Germain et Notre-Dame, e du succès. On y a déjà diffusé 300 000 brochures (dont 80 % vers la province) et vendu un millier de fivres et de cassettes vidéo. Objectif : informer la grand public sur les risques de la maladie et les précautions à prendre pour s'en préserver. A ce titre, le kiosque distribue gratuitement des préservatifs. La Ville, le miniatère de la santé, une essociation d'ertistes et une mutuelle d'étudiants en ont financé l'aménagement (500 000 francs). Le budget ennuel (1 million de francsi ast assuré par les ventes (25 %), des subventions municipales et ministérielles (50 %), des aides d'entreprises et d'essociations (25 %). La kiosque reste, à ce jour, une initiative unique en Europe. ► 6, rue Dente, 75005 Perls, tél.: (16-1)

## RETAPE

46-33-02-27.

La Butte-aux-Cailles s'interroge

Les habitants de la Butte-aux-Cailles, le pendant rive gauche de la Butte-Montmartre, aont inquiets. Leur viaux quartier pentu, au sous-sol en gruyère, autrefois refuga des chiffonniers, bastion communard at encora peuplé de paisibles enars, ve-t-il résister aux assauts de le mode?

Una opération programméa d'amélioration de l'habitat retape les logements. La voiria a jalonné da réverbères rétro la rue principale. Une association se charge de l'animetion, les Cafés-restaurants font le reste Résultat : une fête de le musique qui s'est prolongée jusqu'à eube evec 10 orchestrea, 10 000 badauds et, en prime, un ministre de la culture escorté de ses équipes de télé. D'abord ravis de cette notoriété, les gens de la Butte se demandent à présent comment ils vont gérer le succès et ne pas laisser leur quertier devenir une «réserve d'Indiens » fréquentéa par les branchés, environnée de marchands de frites et sillonnée de cars de touristes.

#### **ESPACES VERTS**

## **PARIS SUSPEND SES JARDINS**

Faute de pleine terre, les architectes paysagistes de la capitale se résignent à planter sur le béton. Exemple : la dalle de la gare Montparnasse

EST l'Arlésienne de la capitale. Ce jardin qu'oo avait promis aux Parisiens lorsque fut édifiée, voici plus de vingt ans, la nouvelle gare Mootparnasse et ses immeubles-barres. Les 3 bectares et demi de voies et de quais surplombés par des milliers de fenêtres devaieot, des l'origine, être masqués par une dalle supportant un espace vert. La modernisatioo de la gare pour le TGV Atlantique et le programme immobilier qui l'accompagoe (65 000 m2 de bureaux et 8 000 m2 de commerces) oot enfin permis le financement et la réalisation d'uo projet soquel les riverains oe croyaient plus.

Mais le sol artificiel livré aux jardiniers de Paris n'est pas celui qu'ils escomptaieot. Ils souhaitaient un ouvrage supportaot 3 mètres de terre : l'épaisseur nécessaire au développemeot d'uo erbre digne de ce oom. Or, pour des raisoos techoiques et fiosocières, les iogénieurs ont couvert leurs voies d'un toit trop léger pour supporter uoe telle masse de terre végétale. Elle eurait pesé 237 000 tonnes et oécessité des poutres et des piliers cyclopéens.

#### Soleil et ombre

Le sol livré sux jardioiers est d'une tout outre oature. Eo gros, il est soutenu par une grille de poutres en bétoo pré-cootraint. Celles-ci soot si conséquentes qu'on e pu nicher dans leur épaisseur (2,20 m) un parkiog de 700 voitures. Cette charpente, au demeurant de faible surface, est seule en état de souteuir 2 mètres de terre. Celle-ci doit être mise en charge avec préceutioo : par couches successives de 50 ceotimètres, sur toute la surface eo même temps, eo commencant aux deux extrémités simultanément. Sinon l'ensemble risque de basculer. Entre les poutres géantes règneot des poutrelles et des dalles eo simple bétoo armé. Celles-ci oe peuvent porter que 50 centimètres de terre, parfois 80. Juste de quoi semer du gazon et piquer quelques buissons. Et encore ce « plancher » est-il ajouré comme uoe deotelle : verrières d'éclairemeot, trémies de désenfumage, prises et rejete d'air, escaliers de secours, etc. Ao total 137 trous d'une surface de 2500 m2. Enfio, cootraiote supplémentaire et reliquat de la mode des anoées 80, il fallait loger 5 tenois gommant encore 3000 à 4000 m2. Dès le départ l'espace

vert était amputé de 15 % de sa capacité. Son micro-climat promet d'être rude. Eovironoé par des falaises de verre de 50 mètres d'altitude, le puits d'ombre meoace d'être glacial en biver, torride eo été, parcouru de courants d'air et, le long des façades, agité de vents tourbillonnants.

La première tâche des ingéoieurs des parcs et jardins a consisté à faire calculer le poids total (terre, dallages et usagers) que pourrait supporter le soubassemeot du futur square. Et cela mètre carré par mètre carré.

traitées eo granit poli, ressemblent à des stèles fuoéraires. D'autres à des décors de théâtre. Le tout est encagé dans une grille de protection et parcouru par une sorte de wharf destiné à la promenade, lui-même surmonté de six mâts gigantesques censés sopporter des « voiles métalliques ». On voit l'inspiration «atlantique».

Pour masquer les bruits émanant du tréfonds et ne pas imposer plus de 55 décibels aux usagers du jardin, il a falln encadrer les trémies les plus importantes de dispositifs absorbants.

mité garantie l

Il o'empêche que l'aménagejardio parisien revient ordinai-

de poids. Uoe véritable chirurgie esthétique! Le jardin Atlantique sera done le square TGV. Quoi qu'on fasse, on reniflera l'haleine du fauve, on en entendra les grondements et l'on percevra le nasillement des bautparleurs. Le tout sous le regard des milliers de quidams travaillant et résidant sur 50 mètres de haut tout autour du carré. Inti-

ment aura coûté fort cher : 120 millions de fraoes soit 3 530 francs le mètre carré. Uo

pendus de Babylone. Rappelons que Paris n'en est pas à son coup d'essai. Des végétaux ont déjà été installés sur les terrasses du Front de Seine (XV), des bouts de jardin sur la dalle convrant la tranchée ferroviaire du boulevard Pereire (XVII). L'opération de la porte Maillot ambitionne de masquer le périphérique sous un espace vert, comme on l'a déja fait en bordure du bois de Boulogne (XVI) et sur la ZAC Champer-

soulignait le fait que, désormais,

les squares parisiens devizient

se contenter de supports béton-

nés. Et d'évoquer les jardins sus

ret (XVII-). L'aménagement en promenade de l'ancienne voie ferrée Bastille-Vincennes prévoit un jardin public sur un immeuble. Le service des parcs et jardins compte dans ses rangs un spécialiste de cette technique : l'ingénieur Maurice Schilis, qui est le bras droit du chef des aménagements. Mais aucun chantier o'a été et ne sera aussi compliqué que celui de Montparnasse. Sauf celui de la dalle devaot enjamber les voies d'Austerlitz, sur 30 hectares cette fois. Dans ce cas, précisément, les aménageurs de Seine Rive Gauche avaient renoncé a tout jardin suspendu. Mais dans le concours international d'idées

lancé pour les alentours du hall d'Austerlitz, l'architecte Jean Nouvel, reprenant l'ensemble du projet SRG, plaote carrément sur la dalle un parc de 40 hectares aboodamment garni d'arbres de haote tige. Uoe audace qui ressemble fort à un coup de bluff quand oo pense au précé-

> roviaires. Réponse dans un an

En etteodant semble se répandre parmi les élus et les fooctioonaires muoicipaux l'idée selon laquelle il faudrait renoncer à ouvrir de nouveaux espaces verts sur un sol cormal . « L'évolution de l'urbanisme, dit-00 officiellement, ne peut plus limiter arbitrairement les espaces verts aux seules étendues de pleine terre. » La Ville vient d'ailleurs de lancer un concours international destiné à défigir les règles - et les astuces - d'un oouvel art des jardios sur sols artificiels. Comment faire pousser des plantes sur do béton?

dent de Mootparnasse et aux

cootraintes des installations fer-

Réponse dans un an. Les idées arriveroot à la même époque que l'ouverture au publie du jardin Montpar-nasse. Les Parisiens devront-ils elors se convaiocre que les espaces verts, ces équipements publics essentiels à l'équilibre physique et mental des citadins de tous âges, scront désormais des cache-misère, des délaissés, des espaces de récupération grignotés à grand frais sur le béton

Marc Ambroise-Rendu

# **JARDIN ATLANTIQUE** BUREAUX LOGEMENTS parterres et .. tennis wharf

Puis, un concours a été lancé eo 1987, doot le jury a couronné deux architectes paysagistes : Michel Pena et François Brun.

Le résultat est un square en trois zones. Du côté exposé au soleil, les courts de tennis, doot les spectateurs seroot protégés par des pergolas. Au centre, une pelouse traversée par uoe allée de grands arbres mi-américains mi-europécos. Côté ombre, une compositioo compliquée où se inxtaposeot des parterres de plantes, des enclos minéraux et des fausses «fabriques» qui ne sont que les puits d'aération des voies sous-jacentes. Certajoes.

Oo espère qu'uoe fois la terre répandue (il y eo aura fioale-ment 35000 tonnes) et la végétatioo installée (700 arbres, 5 000 arbustes et 70 000 plantes) les vibratioos et rumeurs sous-

jacentes se feront plus discrètes. Eo réalité, le jardio est entièrement conditionné par les installations SNCF. La pelouse ecotrale, par exemple, o'est ondolée comme des vagues océanes que parce que son soubassement « exige » des épaisscurs variables de terre végétale. Oo a même dissimulé des blocs de polystyrène ultra léger là où, au contraire, il y aurait eu excès

méthode d'éveil du goût e été mise

rement à 1 300 francs s'il est en pleine terre, à 2000 francs s'il est sur dalle ordinaire. Passablemeot sophistiqué, le pare Citroen a coûté 2 600 francs le mètre carré. A Mootparnasse, oo atteint un record absolu. L'entretien sera en rapport.

La mairie de Paris est pourtant fière de ce qu'elle considère comme un prototype. Il est vrai que, si l'on considère la pauvreté végétale de ce qui chapeaute les parkings habituels, il y a iei de quoi s'esbaudir. En faisant visiter le chantier, Jac-queline Nebout, adjoint de Jacques Chirac aux parcs et jardins,

# La Villette joue avec le vent

«Jardin des vents». Le promeneur occasionnel du Parc de La Villette lève un sourcil Interrogateur en fisant la pancerte. Elle signala l'entrée discrète d'une aira de jeux d'un genre nouveau.

D'abord, celle-ci a'adresse

aux plus jeunes, avec une place réservée aux « tout petits », souvent oubliés des aires de jeux classiques ou simplement cantonnés autour de l'éternel bac à sable. Ensuite les enfants peuvant y epprivoiser un élément réputé insaisisseble : la vent. «L'idée s'est imposée d'ellemême. Nous étions en repérage situé près du canal de l'Ourcq. Des mouettes survolaient le aite, balayé par un vent d'ouest » racontent Isabella Devin et Catherine Rannou, les deux jeunes architectes responsables du projet, qui ont alors imaginá une série de jeux autour du vent.

L'élément qui remporte le plus de succès est la eérie de « boudins », grands tapis de coussins d'air où l'on peut courir et rebondir. Un mur de voile de 2,40 mètres de haut crée une sorte de labyrinthe mouvant et sert aux jeux de « cache-cache». Il est interrompu par une création originale, « la roue de barns-

ter», qui, eu rythme dee enfants, actionne une éclienne. Ça et là sont disséminés sur le sable des chaises longues, des lampadaires flexibles, des jeux.

Victime de son succès

Dans ce jardin qui laisse una grande place à l'imagination, il n'est pas rare de voir les

enfants détoumer les amusements qui leurs sont proposés. Le « Jardin des vents » est victime de son succès. Certains dimanches, près de deux mille entrées sont comptabilisées. Un tourniquet et un gardien permettent de réglementer l'accès du lieu afin d'éviter la saturation, puisque, au plus, cent cinquante bambins peuvent y être accueil-

La direction du parc, qui a déjà investi 5,5 millions de francs dena le « Jardin dee vents», a donc confié à isabelle Devin et Catherine Rannou un avant-projet d'agrandissement. La nouvel espace fera une place aux parents et aînés, souvent présents dans le jardin, et pas seulement pour gerder lee

**GASTRONOMIE** 

## L'ÉCOLE DES GOÛTS

Les élèves de classe élémentaire apprennent à distinguer les saveurs

RAQUANT», «croustillant», «croquant»: troover le boo mot pour la bonne sensation. Ce qui a l'air d'un jeu ou d'un exercice de vocabulaire fait en réalité partie des tests réalisés par des élèves de dix à onze ans participant à une classe de goût.

A l'école élémentaire de l'avenue de Choisy (Paris XIII), Evelyne, une animatrice dépêchée par i'Institut français du goût, e apporté dans son grand panier d'osier do fromage de comté, des tablettes de chocolat ooir, de la limonade et de la menthe pour confectionner un diabolo-menthe. Elle a ainsi préparé le neuvième cours de cette session qui a débuté au mois d'avril.

Après avoir reçu une assiette en cartoo et un gobelet en plastique, les enfants dégustent lentement chaque produit. Installé eu fond de la classe, leur instituteur Patrick Martin fait, lui eussi, l'exercice. Ils doiveot ensuite remplir une fiche où ils notent leurs sensa-

tions «avant la consommation» et « peodent la consommation ». Dans chacune de ces deux parties, quatre lignes sont réservées pour indiquer ce que resseot l'oeil, l'oreille, le doigt, le nez. Pour la seconde partie, c'est la bouche, le nez, le doigt et l'oreille qui sont sollicités. Conclusions : le carré de chocolat est un rectangle marron foncé, lisse gras et fondant; le comté est mat et écru, lisse moelleux et gras, il a goût de beurre fondu et de choux-fleur et le son est feutré lorsqu'on le mange.

## Fiches d'évaluation

En effet, ces classes de goût ne se résument pas à saisir la différence entre le chaud et le froid, le salé et le sucré, l'amer et l'acide. Le programme comprend dix séances. « Il s'agit d'apprendre aux enfants les principes de la dégustation et de leur faire découvrir les cinq sens, les quatre saveurs, les odeurs et les arômes», explique Evelyne. Cette

au point il y e vingt ans par Jacques Puisais, président de l'Institut fran-çais du goût. C'est pendant l'année scolaire 1990-1991, qu'elle a commencé à être appliquée dans les écoles élémentaires de deux académies. Des entreprises, comme Danone et l'Européenne de Gastronomie ainsi que le Centre interprofessionnel de documentation et d'information laitière (CIDIL) participent financièrement à ces opérations. A Paris, elles sont le résultat d'un partenariat entre la mairie de Paris, le Conseil national des arts culinaires, l'Institut français dn goût et le rectorat de Paris. Depuis trois ans, les éléves de 36 classes CM 1 et CM 2 ont suivi ces cours qui ont aussi été institués dans les académies de Orléans-Tours, Dijon, Lyon, Lille, Poitiers, Strasbourg et Rennes. Au total, 6 000 enfants ont profité de cette formation en 1991, plus de 12 000 en 1992 et près de 24 000 en 1993.

Pour conforter leurs méthodes, les organisateurs demandent oux enfants et à leurs parents de remplir des fiches d'évaluation. Les réponses indiquent un fort taux de satisfaction, y compris de la part des enseignants qui estiment que ces exercices contribuent a «faciliter l'expression orale.» L'alliance de la gastronomie et du

Françoise Chirot

SENTRETIEN A LFAUT INVESTIBLE ANS LES ROUTES

eggi de tanis

Marie .

100 mg

T. .... Same of the same o

72.

\*\*\*\*\*\*\*

...

\*\*\*\*\*

Butter to the area for France fatter of a promotion of the PERMENT TE TEL SOLIA

The state of the state of En Castissa tak in in in e PER MARKET CALLES

would main to full the land ica squares patro en la contenta de conten ses El d'erreure pendut de Bubylon,

Rappeion:
est par à son craest par à son craesgétaux en:
sur les terrare
Seine (A Vi. de
sur la dalle conferrovisire du bo m wittible chirerne Le perden Allenand he women TC/V. freme, on registera Mark to the contrademocrats of lost persidenment dan hauttragger semes because of ment mor 30 matres de ment du carre lutiabove out : amende spire fort ther ms de francs sait s in milien marri: Un was review process. Jevant enjamber at if d'Austerlitz, sur 1. im. cette fois. Dans .c .z. 772 ment, les amenagent de Rive Gauche and art tree. tous pardin suspense. Make ic concours internationally fance pour im deribet. 1. d'Austeritete :

#### Réponse dens un an

des espaces La grates & grand Omninita:::

Villette joue avec le vent

SOUMBORNES IN PARC OR the first of hours of their P OF BOARDS & CONTRACTOR pridite servicine describin the out were give there a

MINES ENTERNA

Mary Transport of the World and

m 1 2000 franci i'd

presentati le parc

of a bingiparmassi.

e an estimate absolute.

THE MENT AND THE PROPERTY.

on the trace of the constitutions

t personnen. It met urne

nt remember in pau-

herbit ihr in dur cya-

per the territories of

was a substant fit

DECK OF THERESE.

4

I THE PARTY OF THE PARTY FREE TOPAL CHICAGO, SAN CHARL WITH THE THE THE WILLY 104 GK DATE SHOW SHOW SHOW married the following but h STREET, OF WINDSHIPS SHALL effenderen in diguidut AND A WORTH. A ME WALLEST CHE STATE OF STATE STATE STATE 神会は神学をひむ PROPERTY SECTIONS person per un vent a secure lasters Cartain Agence on

MARK SCHOOL SIN PROCES A secure to the store THE RESERVE AND THE PARTY AND ADDRESS OF dente de magara la STREET AND M. SALES OF Mark Strate 1864 in **医复数的 (中) 100 (100)** hange. This sparts that he happe toget

entants with the secret Ca et de sont des property to the same

Victime de son succès  $|\nabla g(t)|^{2^{k-1}}e^{-t}e^{t$ ..... grande (un-liv entants of the ments to make الروانية المستونية ا المستونية extens of the second

LOUIS TO THE STATE OF THE STATE CRESCON ST. And the second second The art of the second s

Berger bis and a second of the The Park SECURITY STATE OF STATE

ferrovisire du foi (XVIII). L'operation (XVIIII). Maillot ambituire (XVIIII). ie periphengur sess' rounde du la session de la session de bestehn de la session de la bordure du bei de Beille (XVIII et son la Perille Comme ret (XVII'). L'attendant promenade de ferree flastific-t in halden bopper and and specialiste de cette terrain Pingenicus Maurice Single est le bras droit de sait chantier n'a etc :: 12 mais complique que .c. 18 % parnasse. Sant rem. 1442.

Nouvel represent and and projet SRG picturaling sur in dalle un pare mala bres de haute : ... qui ressemnie fant aut aug bluff quand on processing dent de Mantportune no contraintes des la la latatoribitch.

TREMBLAY-EN-FRANCE **PROTÈGE SES HECTARES** Pour éviter la spéculation et l'autoritarisme, la municipalité s'occupe ellé-même de son aménagement

E nord de la ville de Trem- nement » a été lancé en décemblay-en-France et les terres agricoles qui l'entourent suscitent bien des canvaitises. Résolue à ne pas se laisser imposer par l'Etat un « aménagement autoritaire» sur les 700 hectares de terres «zadées», bordés an nard par l'aéroport de Roissy, à l'auest par le Parc international des expositions de Villepinte et au sud par l'autoroute A 104, la municipalité dirigée par la député Français Asensi (PCF

contestataire) e vite réagi. Plutôt que de « se replier sur elle-même », elle a décidé de travailler « en partenariat intelligent » avec l'Agence foncière et technique de la régian parisienne (AFTRP) à l'élaboration d'un plan de ville qui préserve la qualité de vie de ses habitants et le patrimaine historique de son vieux village. En liaison avec les principaux intéressés (Aéroport de Paris, la chambre de commerce et d'industrie de Paris, la SNCF, le Syndicat des transports parisiens), la ville et l'organisme public ant engagé des études préalables à l'aménagement global du secteur: infrastructures et des transparts, logements, équipements généraux et locaux, espaces verts... Une fois ces priarités définies, la ville et l'AFTRP ont décidé, d'un commun accord, de faire appel au savoir-faire de spécia-

SEINE-SAINT-DENIS

« Un appel d'idées international d'urbanisme et d'environ-

listes internationaux pour imagi-

ner le Tremblay des vingt ans à

nous déclare le président

bre 1992 euprès d'équipes pluridisciplinaires (architectes, urbanistes et paysagistes). Sur les vingt pastulants, quatre équipes : deux françaises -Jean-Paul Viguier et Paul Che-metov, associée à Borja Huidobro, et deux étrangères: Massimiliana Fuksas (Italie) et lan Ritchie (Angleterre) - ont été retenues. Après avoir consulté, en janvier 1993, la population

tremblaysienne, les quetre équipes ont travaillé durant quatre mois sur le projet en tenant compte des contraintes imposées par la commune, à savoir le respect et la mise en valeur du patrimoine historique et culturel du vieux pays; la création d'une ceinture verte; la



La ville de Tremblay-en-France avec, à l'Ouest, le projet de l'architecte Fuksas. Au nord, l'aéroport de Roissy et, au sud-ouest, le Parc international des expositions at la ville da Villepinte.

dimensian internationale et par une équipe soudée compad'un quartier central autnur de la future gare RER: le développement prioriteire des transparts en commun et la réduction des nuisances sonores dues à la proximité des aéraparts de Roisey et du Bourget. Elles nnt

remis leur copie début avril. Après avoir examiné ces quatre projets, les dix-huit membres du jury présidé par le président de l'AFTRP, Georges Canstentin, et le maire de Trembley, François Asensi, ont décidé de retenir celui de l'équipe de Fuksas. « Le seul projet, de l'avis du meire de Trembley, qui ne martyrise pas la plaine de France. »

« Un des plus souples à mettre en œuvre et à réaliser dans le

see de l'arcbitecte-urbaniste Maximiliano Fuksas, de l'architecte-paysagiete Franca Zagari, de l'urbaniste Français Gretber et de l'urbaniste-programmateur Jean-Michel Roux, il propose d'entourer le vieux pays, ses corps de fermes, sa grange aux dimes et sa vieille église d'un perc planté, annulaire, de 240 hectares nrganisé sur un «ring», lieu de promenade, d'équipements spartifs et de protection visuelle. A l'ouest de ce ring s'élèverait un nouveau quartier mixte autaur de le future gare RER, rappelant fortement la farme urbaine d'Amsterdam. Entre ces deux pôles serait créé un lac de 25 hectares. nécessaire à la régulation des eaux pluviales, autour duquel pourraient s'implenter de l'habitet et des équipement de loisirs. Les quertiers internetionaux (12 000 emplais) serajent cancus paur recevoir une progremmatian variée d'entre-

Le quartier de la gare serait affecté à un centre d'effaires dense intégrant commerces, loisirs, administrations, lieux de formation, bôtellerie et logements, Afin de relier les quartiers internetionaux de la zone de Paris-Nord II et du Vald'Oise au lac de Tremblay, une grande promenade interdite eux voitures serait créée. Ce nauveau cancept de secteurs d'entreprises, en rupture avec l'aménagement de «zoning» et de lotissements, semble avair répondu aux attentes de la ville et de son partenaire, l'AFTRP.

« Pour autant, ce projet-lauréat ne constituera pas un cadre contraignant pour la com-mune, tient à affirmer le député et meire François Asensi, Il s'agit de garantir la pérennité d'une ville agréable, tout en bénéficiant en termes d'emplois et de formation de la proximité de Roissy. »

Martine Boulay-Meric

## RECYCLER **LES DECHETS VERTS**

Des communes volontaires expérimentent une collecte sélective des végétaux

pelouses, l'élagage des arbres, le nettoyage de parterres, ectivités qui entrainent une spectaculaire augmentation de la masse des déebets verts. Pour s'en débarrasser, les particuliers n'oni d'autres ressources que de les jeier dans une poubelle nu un sac plastique. Un véritable probléme pour des communes qui paient pour faire enfouir, en décharge contrôlée, des déchets qui peuvent être tnialement recyclés à mnindre coût pour la

sage et de eollecte des ordures

ménagéres (SIRCOM), regrou-

pant 24 communes du centre de

l'Essonne, expérimente, pour six

mnis, une autre solution. Depuis

quelques semaines, il a fait pla-

cer dans dnuze communes

volnnteires des bennes exclusi-

feuilles, des tontes, des bran-

chages. Les déchets naturels cal-

lectés sont dirigés directement

vers une instellation proche de

fabrication de camposi, qui

zone de l'Essonne où s'est consi-

dérablement dévelappée, depuis

une vingtaine d'années, un habi-

tat essentiellement pavillan-

naire. Il suffit, le lundi, d'exami-

ner le cantenu des bennes à

ardures pour en déduire, sans

ctre expert en rudalagie, que

beaucaup d'habitants du secteur

ant goûté aux joies du jardinage

au cours du week-end precé-

dent. « On estime à 10 % en

moyenne le pourcentage des

déchets végétaux dans le tonnage

Le SIRCOM cauvre une

vient d'être mise en service.

vement réservées au dépôt des

collectivité. Les déchetteries, où il est possible d'apporter taut ce qui est recyclable ou tnxique, snni irop peu répandues pour epporter une réponse adaptée. Le Syndicat intercommunal de rames-

mble de la réginn. Au nam de l'écalogie bien

Propos recueillis par

(1) L'Union routière de France rassemble les fédérations professionVEC les mnis du prin-temps et de l'été revien-nent la tonte des SAER, société à qui le SIRCOM e confié la réalisation de son

> anération Treize bennes ont été dispersées dans les cammunes. « Nous les avons réparties en fonction de la population environnante, asin que les utilisateurs n'aient pas trop de chemin à parcourir », précise Jean-Luc Liénerd. Cette formule, d'abord volontaire, ne rebute pas. Rien qu'à Ballancourt, le plus peuplée (6 200 habitants) des Incalités participent à l'expérience, la SAER a récolté 17 tonnes de végéteux en un mois. « Moins on mettra en décharge, moins cela coutera aux contribuables. Mais la démarche est également écologique car il faut commencer par éduquer nos concitoyens à faire le tri des dissérents types d'ordures », indique Philippe Royé (RPR), maire de Boutignysur-Essonne et précident du SIRCOM.

#### Une première étape

L'élu estime qu'il feut pro-Innger l'expérience en cnurs. « Ce n'est qu'une première étape, par la suite nous espérons mettre en place une double collecte de porte-à-porte avec deux poubelles, l'une pour les ordures ménagères classiques, l'autre pour les déchets naturels.» Les communes et les habitants, donc les cantribuables, ont tout à gagner à s'habituer au tri des décbets et à la séparation des végétaux. Le coût d'élimination de ces derniers, par transfarmation en compost, sera à l'avenir vraisemblablement moins éleve que celui de l'incinération.

Patrick Desavie

#### HAUTS-DE-SEINE Les projets de l'EPAD

présentés à Nanterre L'aménagement da l'axe historiqua à l'ouest da la Grande Areha concerne le populetion de Nentarre en priorité, puisque c'est sur le territoire da cetta communa que devrait être manée l'opération d'extension de la Défense dans les prochainas annéas. L'établiesament public paur l'aménagement da la région de la Défanse (EPAD), chargé de cette missian d'intérêt national dapuis la mais d'aaût 1990, vient d'ouvrir dans la préfecture das Hauts-de-Seine un espaca d'infarmatian paur exposer ses projats,

Inetallé près da l'université Paris-X, cet espace da 200 mètres cerrés précente l'étet des liaux et l'avancement des travaux en caurs sur l'autaraute A-14 at dans les jardins au piad de la Grande Archa. Des hôtessas devraient recueillir les ramarques, les eritiquas at lae suggestians des habitants da Nanterre. Un forum permettra d'organiser una animation permanente autaur da ce prajat, qui suscite encore bien des interrogatiane dans la région.

#### VAL-DE-MARNE La traversée

de Joinville

La direction départamentale de l'équipement (DDE) du Valde-Marna a confié à trals bureaux d'études, SEE, EEG et SETEC, une mission d'anelyse sur trois projets de treverséa de la ville de Joinville-le-Pant par le tronc commun antre l'autoroute Pans-Nancy et la rocade A 86 (le Mande daté 21-22 février). Ceux-cl proposant sait un double viaduc avec des écrans phoniques de 7,50 mètres, soit une couvarture plus ou moins partialle des vaies, soit deux sauterrains, de part et d'autre de l'auvrage existant. Selan la DDE, ces réalisations coûteraient respectivement 758 millions, 1.03 et 2.8 milliards da francs. Les estimations des bureeux d'études sant, à 10 % près, celles de la

La camité de défense des riverains, qui regroupe les élus et les habitents de Jainville, propose da canstruira un seul tunnel da quatre voies. Dans le sens pravince-Peris, las six vaies saraiant toutas en surfeca. Salon la comité, le coût da ca prajet s'élèva è 1.1 milliard de francs.

#### **YVELINES** Le département emprunte pour favoriser

l'économie A l'occaeion du vote du budget supplémentaire 1993, le conseil général des Yvelines a décidé, le 25 juin, de cantracter un emprunt exceptionnel de 100 millions de francs paur financar un plan d'invectissements présenté comme « une contribution du département à l'effort de relance économique». Une samma de 85 millions de francs doit être destinée à la canstruction de collegae, et 15 millians à l'eménagement des routes départementales.

Lors d'un ajustement da son budget (près de 3 milliarde da france) à l'évalution économiqua, le canseil général a décidé d'emplayer 31 millians de francs d'économies, réali sées sur las dépenses de fonctionnement de 1992, à compenser la diminution des recettes due au raientissemant des transactions fancières at immobilières, sur lesquelles le département perçait une taxe. «Un nauvel ajustement à la baisse das prévisions da racattas duas à catta taxe sera vraisembleblement nécassaire avent la clôture de l'axarcice si la conjoncture ne se rataurne pas», prévait Jean-Lauis Barthet (UDF) conseiller du Chesnay et rapporteur du budget.

En attender einer repundre pariti il ..... factionnaire T. . . . f'idec seign ..... renomest à Little de CEDECES VETTS ..... " L troini. " - " " dition officer and the plus temetre ..... BOLEN ST. III ... d'afficurs de la la la come international ... les region et la latte de manvel all Cr artificials Comment Land ser des plante. .. 1. mil

Réponse dans un . mème epokus . ........ massi I co Pater ---Block to come, something espaces sents of the sent publics execution a live physique et meet, an im de tous ages. des cache apparer and the

#### leden til staget mer. Ikis there where he law-Marc Ambrose 4 DE MAN PHONE OF PERSONS,

tor a. Auf. 20 1, 1-1 3 inches dans service à Las parci-

provide the company of the property of

Marine Street Street Street

Marie de Marie Care Care M Million and Ass. o. t plan de ecardo-carlos s MANY SHIP WAS CLASS THE PARTY OF THE PARTY

de l'Union routière de France que la Francilienne est pratique-« L'Etat et le conseil réglonai envisagent de consacrer ment partout située en milieu progressivement deux tiers de quasi rural. Dans la partie cenleurs Investissements eux trale de la région parisienne, transports en commun et un c'est-à-dire Paris et la petite coutiers aux infrastructures rouronne, la solution consiste à réali-

« L'augmentation du

trafic est maîtrisable »

ture routière?

Il y a maintenant de grandes réticences dens lea

zones fortement urbanisées

pour toute nouvelle infrastruc-

l'idée qu'en améliarant le réseau

on va accroître la circulation. En

fait c'est l'inverse qui se passe.

Les gens prendront toujours leur

voiture pour aller de banlieue à

banlieue. Mais la question est de

savoir s'ils la prendront eur les

réseaux existants, déjà encom-

brés, ou s'il sera possible de les

détaurner vers de nouvelles

routes et d'ainsi améliorer la cir-

culation. Il est nécessaire de creer

des infrastructures supplémen-

taires pour réduire la circulation

volume de la circulation

devrait augmenter dans les

va augmenter parce que la popu-

lation et la mobilité vont

- En tout état de cause, le

- Le volume de la circulation

autour des habitations.

prochaines années?

- Nous avons tous un peu

tières. Qu'en pense l'Union ser des auvrages souterrains. - Comment les financer? routière de France (1)? - C'est seulement à l'issue de Il faudra probeblement l'examen des besoins qu'an aussi une contribution de l'Etat au mains pour les premiers devrait fixer la proportion des ouvrages, comme cela avait été le cas pour les premières autoroutes en rase campagne.

UN ENTRETIEN AVEC M. GÉRONDEAU

**«IL FAUT INVESTIR** 

**DANS LES ROUTES»** 

investissements. La très grande majorité des besoins nouveaux de déplacements en Ile-de-France seront assurés par l'automabile. Certes, les transports en commun sont indispensables dans le centre des agglamérations ou pour les

liaisons avec la banlieue. Mais l'expansion de la région se fait en banlieue, et plus précisément en grande couronne, qu'il s'agisse de l'arrivée de populations nouvelles, mais aussi des implantations d'emplois. Seulement 18 % des habitants de la région sont des banlieusards qui viennent travailler à Paris. Pour les autres, l'eutomabile est la mieux placée pour assurer leurs déplacements parce qu'il est absolument impossible d'imaginer un maillage complet de la banlieue en transports en com-

- Que pensez-voua de la conception d'ensembla du réeseu routier en lle-de-

France? - Le réseau routier d'Ile-de-France a été conçu lors du précédent schéma directeur. Si le boulevard périphérique, les autoroutes radiales, la rocada A 86 n'existaient pas, la circulation en région parisienne serait paralysée. Mais ce réseau est conçu en général pour deux fois trois voies au s'accroître. Les habitants iront de maximum. Certaines voies plus en plus loin pour travailler récentes comme la Francilienne ou pour faire leurs achats. Cepenont été construites à deux fois dant, cette augmentation est deux voies et ne peuvent pas être désormais modérée. Elle est nulle élargies. Or certaines sections dans Paris intra-muros depuis dix nelles et les entreprises des grands secsont déjà presque saturées. Alors ans. En proche bantieue, l'aug- teurs d'activité lies à la route.

mentation est de l'ordre de 2 % par an. En grande couronne, elle devrait être de 3 % à 4 % par an. Déjà 80 % des banlieusards qui travaillent en bantieue utilisent leur voiture, L'eugmentation du trafie est donc maîtrisable.

Si nous investissons dans l'amélioration du réseau routier. la vitesse moyenne des véhicules en lie-de-France peut passer de 28 km/h à 36km/h. Tandis que si l'an ne fait rien, celle-ci va au contraire continuer à régresser.

- Comment expliquez-vous les réserves de l'opinion par rapport au développement de l'automobile?

- Nous avons tous tendance à généraliser à partir d'une situation bien réelle dans le centre de Paris. C'est vrai qu'il faut absolument y encourager les transports en commun, et y modérer l'usage de l'automobile. Mais il y a chaque jaur 14 millians de déplacements en voiture en Ile-de-France. Et parmi eux, I millinn seulement dans Paris. Mais nous raisonnons comme si ce million

était représentetif. On parle toujours des encombrements autour de Paris alors que le trafic est fluide sur l'en-

comprise, si l'on veut qu'il y ait moins d'eccidents, moins de circulation dans les quartiers, il faui drainer le trafic dans des ouvrages aù ils présenteront le moins possible de risques. Au cours des dix dernières années le nombre des déplacements automobiles par route a augmenté quatre fais plus vite que le nombre de déplacements en trans-

ports en commun. Près de 85 % des besoins nouveaux de déplacements vont devoir être assurés par la voirie. A partir de ce moment-là, on ne vait vraiment pas pourquoi, on donnerait à priori deux tiers des investissements pour les transports en commun, qui vant avoir à assurer 15 % des besoins, et seulement un tiers pour la voi-

## Christophe de Chenav

## LES PARCS NATIONAUX FÊTENT LEURS TRENTE ANS

Créés par l'Etat dans un souci d'aménagement du territoire, ces zones protégées ont un bilan plutôt positif, malgré le handicap d'un mauvais découpage

AYS hebité et exploité dans ses moindres recoins, la France a tardé à se lancer dans le création de parcs nationaux. Bien eprès les États-lie et même l'Espagne, la France se décide donc à franchir le pas en promulguant le 22 juillet 1960 la loi « relative à la créatio de parcs nationaux », complétée par le décret du 31 octobre 1961.

Pour le gouvernement d'alors, qui n'avait pas eccore de ministère de l'environnement (il ne verra le jour qu'en 1971), il paraissait important de mootrer que la France n'oubliait pas ses grands espaces «neturels». Et donc d'ériger l'Etat en protecteur tutélaire de quelques grands sites d'intérêt national.

Mais une chose éteit d'adopter le principe du parc national, une eutre était d'en définir les contours sur le terrain. En créant leurs pares, les Américains n'evaient eu qu'à délimiter des zooes tirées au cordeau dans leur immense wilderness (terres vierges). Pas de propriétaires fonciers ni d'habitants dans les limites de ces parcs, siooo quelques Iodiens oomades dépourvus de droits. Donc pas de difficultés politiques ou administratives à imposer la loi de l'Etat fédéral.

Dans la Fraoce des aooées 60, les espaces vierges o'existent plus. Les laodes de Gascogne et la Sologne ont été transformées en forêts sous Napoléoo III. La mer et la montagne commencent à être colonisées par les estivants ou les amateurs de sports d'hiver.

teurs de sports d'hiver.
Il faut dooc se résoudre à mettre le sceau de l'Etat sur des terres déjà appropriées, qu'il s'agisse de propriétés privées, Pour le ministre de l'egriculture d'alors, Edgard Pisani, les seuls espaces propices à une protection intégrale se trouvent en hante montagne, où os subsiste qu'un peu d'élevage et d'exploitation forestière. Les deux premiers parcs se font «à la hussarde». Le massif de la Vanoise (lire ci-dessous), qui jouxte la frontière itslienne, est choisi comme le complément naturel du Gran Paradiso italisa, dont les bouquetins et les chemois commencent à essaimer en France... pour y être tirés par les chasseurs savoyards. L'Etat se pose donc en gardien d'une neture maltraitée par les populations locales. Onitte à bousculer les élus et même ses propres agents, comme le corps des Eaux et Forêts, irrité par ces nouveaux fonctionnaires d'Etet



qui viennent piétiner ses platesbandes.... Cette même anoée 1963, l'Etat établit sa souveraine protection sur une île pratiquement inhabitée, quoique paradisiaque: Port-Cros (lire ciétablir le parc national sont réduites au minimum car les interlocuteurs sont peu oombreux : une commuoe (Hyères), l'armée et les pêcheurs. Quoique d'un type nouveau, le pare de Port-Cros oe rencontre guère d'hostilité. Pour créer quatre ens plus tard le parc des Pyrénées occideotales, en revanche, le débat fut autrement âpre. Les quelque 48 000 hectares protégés, qui s'éteodent sur plus ds 100 kilomètres de frontière, sont à cheval sur deux départements (Pyrénées-Atlantiques et Hautes-Pyrénées) ... et quatrevingt-six communes l Alors que l'Etat souhaitait étendre sa protection pour préserver l'ours. symbole de la faune souvage pyrénéenne, les communes n'ont eccepté d'aliéner la gestion de leur territoire qo'en dehors de toute zons bsbitée, c'est-à-dire vers les sommets que l'ours pe fréquente pas! D'où un tracé en vermicelle le long de ls frontière, qui oe correspood à aucuoe zone naturelle intéres-

Il a fallu trois ans de négociations avec les élus de Lozère et du Gard pour créer le parc des Cévennes

Les trois premiers parcs eveient été créés dens les confins du territoire, par définition inhabités, fréquentés seulement par des usagers temporaires. En décidant, en 1967, de créer un parc national dans les Cévennes, en plein Massif Central, l'Etat se heurtait à une difficulté majeure : le « désert cévenol » compte alors environ mille buit cents propriétaires

résidents et plusieurs milliers de non-résidents, soit eu total quelque 17.000 personnes eo haute saison. Le territoire est dooc. habité, qui plus est par des gens au tempérament ombrageux, soixsote-huitarde, 11 fsudra donc trois ans de oégociatioo pour coovaincre les élus locaux de Lozère et du Gard d'acceptes la structure «parc», avec, de la part de l'Etat, d'importantes concessions, notamment en laissant le droit de chasse oux résidents permanents. Cette entorse su principe de la protection intégrale en zone centrale ve scule permettre d'aboutir. On est loin du pare américain ou africain, peuplé d'animaux sauvages et de quelques indigènes nomades. Cette fois, les indigènes sont des citoyens de plein droit, qui refusent de se voir imposer quoi que ce soit sans compensations. La France dispose alors de son plus grand ter-ritoire « protégé » : 91 000 hectares. Ce droit de chasse sera refusé dans le parc des Ecrins,

créé en 1973 sur 91 800 hectares. Sauf dans uns commune, Villar-d'Arène (Hautes-Alpes), qui obtient pour elle seule une dérogation, en échange d'un engagement de bonne gestion cynégétique. Il sera également refusé dans le parc du Mercantour, créé en 1979 sur près de 69 000 bectares des Alpes-Maritimes. Ce qui o'ira pas sans bataille evec les chasseurs du lieu, qui n'hésitent pas à tirer des aigles.

des aigles.

Le dernier perc créé —

17 300 hectares dans la forêt tropicale de Guadeloupe — a lui eussi été accouché dans la dou-leur. Le conseil général de la Guadeloupe avait en effet créé dès 1970 un parc naturel géré par l'Office national des forêts. Ni la région, ni l'ONF, oe voyaieot dooc d'on bon œil l'instauratioo d'ane nouvelle tutelle sur un territoire déjà placé sons la sauvegarde d'un corpe d'Etat. Se sont ajoutés en ourre des problèmes administratifs pour l'embaoche des agents du parc, doot une partie an moins devait être recrutée localement, ce qui apparaissait en contradiction avec les stants.

Le plus grand échec des parcs existants : ne pas avoir réussi l'aménagement de leurs zones périphériques

Reste sujourd'hni la création de ce qui devrait être le dernier parc national français: la Guyane. Le gouvernement, la communeuté scientifique et les écologistes sont pour, afin de donner l'exemple d'une forêt tropicale intégralement protégée. Les élus locaux et certains naturalistes sont contre, car ils os voient pas l'intérêt de créer une structure administrative dans une zone, vierge qui est déjà protégée par son endsve-ment, loin de toute zone babitée. De toute façon, la réglemen-tstioo de la chasse, déià impossible à faire respecter dans la Guyane «utile», serait de fait nulle et 000 avenue dans un territoire fréquenté seulement par quelques lodiens, des eventuriers et des Brésiliens ou Surinamiens clandestins.

Si l'on doit faire le bilan des sept parcs existants, il est forcément mitigé. La Vanoise et les Ecrins ont effectivement permis sux bouquetins et chamois de prospérer, loin du fusil des chasseurs. Mais le parc des Pyrénées, le plus mai concu, n'a pas permis de sauver l'ours, dont les effectifs - uoe dizaine - ont etteint le scuil de l'extinction. Il a d'eilleurs perdu son label européen en 1991. Le parc du Mercantour n'e pas toujours réassi à protéger la vallée des Merveilles contre les vandales. Le parc de Guadeloupe n'apporte guère plus de protection que le parc naturel naguère géré par l'ONF, mais il coûte plus cher eu contribuable. Quant au parc des Cévennes, il apparaît souvent comme un parc naturel régional, plus soucieux de développement que de protection. Le parc astional y joue le rôle d'Etat-providence pour des commuoes peuvres en mal

C'est pourquoi les élus ont investi les conseils d'administra-tion et contrôlem aujourd'hui la politique menée dans chaque parc, sans toujours se soucier de l'intérêt national ni même de protection de la nature. Après la décentralisation lancée en 1982, il apparaît de plus en plus difficils à l'Etat d'imposer sa loi dans les parcs nationaux. Quant aux échanges de territoires proposés, ils sont tous conçus pour favoriser le développement touristique. Mais le grand échec des pares nationaux reste l'aménagement des zooes périphériques, censées ménager une transitioo douce cotre uo territoire iotensément exploité et une nature préservée. Dans les faits, on passe sans transition de territoires abandonnés ou surexploités à des espaces amiraculeusement» préservés... par la soule volonté de l'Etat.

Roger Cans

## Les mérous de Port-Cros

Voici un parc-national original il gere totalement une lie (Port-Cros), partiellemant une autra (Porquerolles), un domaine maritime de 1 800 hectares, un conservatoire botanique, un fittoral sur la continent (Cap Lardier et une réserve sousmanna intégrale d'un hectare. Son directeur, Pierre Bougeant, ancien avocat au barreau da Pans, l'affirme sans ambages : « Le parc, c'est une PME » De fait. avec ses quarante-sept agants à temps plein, renforcés pendant l'été par autant de bénévoles, le parc de Port-Cros fait de tout : de la restauration architecturale (sept forts militaires à Porquerolles et trois à Port-Cros), du secours en mer, da la lutte contre les incendies de forêt, de l'accueil de classes vertes et bien sûr du gardiannage, qui davient una obsession durant la saison estiva

Car la priorité, pour le parc, ast de préserver eon exceptionnel couvert forestier. Porquerollas et Port-Cros ont la chance da conserver presque intacte una forêt méditerranéenne typiqua, avec chêne-vart, chêne-lièga, pin d'Alep, pin pignon, lentisque, arbousier, genévnar da Phénicie et bruyère géante. Un maquis souvant très danse, qui s'est entièrement reconstitué eprès le grand incendie de 1897 et qu'il faut préserver contre les coups de mistral, le principal ennaml. Pour ce faire, la parc a disposé partout des réserves d'eau, en citeme, en bassin ou en anveloppe plastique souple, A Porquerolles, où vivent 350 habitants perme, nents et plusieurs milliers chaque jour d'été, les bords des chemins sont débrousquatre zones distinctes, protégées par des plaines soricoles où l'on cultive la vigne et las srbres fruitiars. Dea que le mistral sa lève, les accès à la forêt sont interdits et les visiteurs cantonnés sur las pleges. Tout fumeur surpris en forêt se voit aussitôt infligar unaamende de 1 500 francs et tout campeur sauvage une amende de 3,000 francs (le

1: 7

. .

ELIERC) KEE

\$1.5 m.

· . . . . .

\*\*\* ......

5:35.

34 \$5\*\*\* → .

----

2. .

S-15-

....

#### Dix-huit clubs de plongée

bivousc est interdit).

L'autre priorité, c'ast la préservation de la vie sousmanne, à commencer par les « prairies » de posidonies, où se reproduisent una bonne part des poissons et crustacés da la Méditerranee. Le parc se livre actuellement à des expériences de replantation pour têcher de réparer les dégâts de la plaisance. Et les navires ne peuvent plus jeter l'encre que dans les zonas dûmant autorisées, à l'écart das secteurs las plus sensibles. Port-Cros compte dix-huit clubs de plongée, qui se bousculent pour admirer les saupes harbivores at lee

mérous carnessiers. Port-Cros victime da son succès? « Il y a quinze ans, les élus nous eccusaient d'être « un laboratoire de désertification », rappelle le directeur. Aujourd'hui, ils nous reprochent d'ettirer trop de monde / » De fait, les privilégies qui habitent l'erchipal et qui votent, n'epprécient guère la mission d'accueil à tous du perc. Mais le maire d'Hyères, Léopold Ritondal, est eujourd'hui ecquis è la cause et n'hésite pas, par exemple, è livrer au public le zonage qui s été feit par les naturalistes sur les 14 000 hectares de sa commune. Que serait-ce, d'ailleurs, s'il n'y avait pas le perc et ses agents pour surveiller tout ce monde?

.

## Les limites de la Vanoise

Le parc de la Vanoisa a etteint son objectif prioritaire : la protaction des grands ongulés. Alors qu'ila proepérsient dans les 120 000 hectares voisins du parc italien du Grend Persdis, au début das années 60, ils étaient en voie de disparition sur is versant francais. Or on dénombre aujourd'hui 1 100 bouquetins, contra une soixantaine il y a trente ans, et l'affactif des chamois a été multiplié par dix pour sttaindre 5 000 têtes. Le parc offre auss une gamme exceptionnelle da flore alpine au million de randonnaurs qui la parcourent chsque ennée à pied ou à ski.

Longtemps contesté par les vingt-huit communes qui bordent le massif - elles voyaisnt dans catta institution, imposéa par l'Etat, una antrave à leur développement économique et à leurs droita naturels da chaese, - le parc commence seulement a être « toléré » par ses plus farouchee adversaires. Dans les conseils municipaux, il na provoque plus de débsts passionnés antra aménagaurs forcenés de l'espace montagnard at défenseura de l'environnement alpin.

Pourtent, dens les années 80, les promoteure de l'« or blanc » croyaiant encore dans l'expansion infinie du nombre des ekieurs. Ile réclamaient donc de nouveaux espaces pour construira une chaîna ininterrompue de remonte-pentas entre les stations de ski installées à la périphérie du parc. Una menece pessit elora sur la Vsnoise, encora plus aéneusa qua calle qui avait mobilisé las sssociations en 1970.

Projets classés

Ainsi, la commune de Veld'Isère se serait bien approprié
le pointe de la Sena, situéa eu
cœur de la zone centrale. Le village da 8onneval-sur-Arc voulait
traverser le psrc pour rejoindre
la domaine skiable de Vel-d'Isère. Tignas, Courchevel, ValThorens et Aussois souhaitaient
également rogner quelques centainas d'hectares du célàbra
« grand jerdin des Français»,
vanté par l'écrivain et peintre

Las prétentions affichéee par ces communes sont aujourd'hui plus modestas. La criea

qui a sévi an montagne à partir de 1989, en raison du manque da neiga at de la désaffection d'une partie da la clientèle pour la pratique du ski, a réduit leurs eppétits territonieux. «Le coût pour équiper de nouvaaux espaces est tel que la jau n'en vaut plus la ehendella», constata un conseller municipal da Courchavel. Besucoup da stations ont donc classé leurs projets... dans l'attente da jours meilleurs.

ell est temps de procéder à le révision des limites du parc national de la Vanoise », dit-on au ministère de l'environnement.

Avec le tassement ectuel des eports d'hiver, la moment epparsit propica pour angager une négociation globale sur les frontières du parc. Mais cela ne peut sa faire qua si «l'environnement sort gagnant, en quantité et en qualité, des échanges de territoires». Ne détenant que 1 % da forêt, le parc souhaite récupérer das zones boisées situéas an dessous de 1 800 mètres d'altituda, afin d'offrir des zonas d'hivernage sûres eux grands ongulés.

Le maire de Bonneval-sur-

hactares que récisma sa communa pour installar deux téléelèges à l'intérieur du parc. Celui da Val-d'Isère, André Degousy, damande la déclassement das 700 hectares de la réserve naturella des Valtons de l'Iseran. Mais il hésite à faire au parc un « cadeau supplémantaire », se communa ayant déjà « ebendonné » 5 300 hactaras an 1963.

Arc, Gilbert André, se dit prêt à

cédsr 3 200 hectares de grande

qualité écologique contre les 37

«On ne doit pes brader trente ennéas da protection, souliane le directsur du parc. Maria-Odile Guth, mais le problème das échanges mérite d'être discuté. » Ella s'efforce aujourd'hui de resserrer les liens entre l'institution at les vingthuit communss, qui détiennent eussi 145 000 hectares dans la zone périphérique du parc. Des actions de protection restent à réaliser dans le « pré-parc », qui dsvait à l'origine servir de «zona tampon » et qui fut, au cours des ennéss, largament dévoyé par les bulldozers et les eménageurs de la montagns.

Claude Francilion

WORIGINES L'URBANISME

DEBAY

UNE POLI

The case of the ca

grandiss in grandiss in a grandis in a constitute in a constit

THE STREET STREET

للكفامن الأجل

en ester créà res ésus le forêt lesdelique - a lui aché dans la doumi abotesi de in read sea effer ceas mitt autoral gort attance din foots. L. ht FONF, ut in a set as a I were monvette a terrologice ocla semsonarde d'un Se nort signiste on mount administradenning des sgents et une partie au feie berrathe borano italitations on SAME THE RESIDENCE

rand échec existents . ou reussi enen COUNTS.

commend have by cride. the served fire is - temperaturate of her west pour offer de magne d'ane forêt Linkson of certains work bestire der Mt ne Fundagel de sever and administrations he had been small to he wome west hats. decise of attendents. be change dark Mone encycles dans spine s. service de fait man neminants but bec property of Series bine disease by bullets when

Companies of the force of the companies part of characters de ic part des Protestes. CONTACT A SERVICE ute i duck done les was framed - uni mit de l'entimetion D e garde som lebal g 1981 to pare du . a mar baugebude mother of course des Compression of the second LINE DE LA PROPERTY D THE OF PROPERTIES manufact stranger little stephen at their plays arments from an fremme & apparail time do part naturel OR MARKETON OF SELECT por de productioni. Le est v about le rôte SACRET PROFIT OFFI ----

ters note eve specimen Bill Cadministra. witness assessment flow is ments done chalve CHARGE IS EXECUTED SO garant a metane de the the minimister. Agrices in min marke es 14%? de plan en pien diffi-BE E MARKET OF MA nin millimmeter t Dentiel in the particular their HOL WHITE CAMPAS BASES Service Contract Conno is grand actor the PERSONAL PROPERTY AND ADDRESS OF THE PERSONS ASSESSED. MARKET COM TERRORISM the political tariation of the state of the Dente son igale, en benedictues de 18721. March de meres picaspense states clearly The second

West me some rolles), un domane Tance de 1 800 hours conservatore battandle terrain du conservatore. intermi sur is contract Larder) et une retenie son marina integrale protere. Son director Para Bougeant, enc. barresu de Par sens embages . . . C est une PAIE : DE S AVEC SES QUOTE TESTE egents à temps per ter. forces penca-1 . etc : autant de bondvant, epr de Port-Cros fa: == :== de la restauration attenda. rate (sept forts - marks Porquerolles ct tros sin-Cros), du seconta et va de la lutte contro les medies de forêt, de attient

classes vertes ci Lat 122 gardiennage, cu. ce. en une absession duting a me son estivale Car is priority, but a part, est de prévener sy exceptionne. Ebusin the ter Porquerores of Fig. Cros ont to thatte a conserver present ways une forêt med tetteriere typique, ever intraver chine-liège : - : - : - : pignon, lentingue promisenevier de Presser bruybre géante un ren: gouvent this corse of E Mat antinterne " fill. to 1897 et que l'est che

WAY CONTRO HES CALCO DE TOtrail, is printing into Pour se farre, e pare l'as posé pariout du librie d'edu, an catern en test OU MA MOVELETTE : 1950s souple. A Fataut 1 61 1 where 350 the company nents et billion chaque jour : 1 : 1072 des chemins com come watter et ide tratate QUEUT TORRE SELL THE TO coles ou con matter any Que le mistra in mil il accès à la foif ::- "F.

et les arbres ". 1615 Al dies et les viere. " L'Y nes sur les 1 77-1 fumbur seizer er mit if PORT BUSSIES! gmende de 1 Edit malif smende de 3 001 mais

#### Dix-huit clubs de plongée

brodukt ns:

L'autre province : 1882 présentation de la «CRIS marine & wa eprainer y me stell mes, ou se munt-list fe power bar och er storet Crustaces de Victor nos Le part la lette spream & drs untitanted replantation in the second SECTED ET 12 STORTE - FOR vant plas et dans dans et dans Sections ICS Parents Portation of the Court of the C bouscur : bin - - - - - saupes herbares

لتنبيب

mercus son succession AND PS de desertados property of the property of th d struct Mane in the same poid Eterni Mage to the production of the PATRICE THE PARTY \* # E (3" 1" ) BUT THE TA D 10 = · The part of the second second

## Les mérous de Port-Cros

**AUX ORIGINES** Voice un part -sport. ariginal di gere street une lle (Pari C. **DE L'URBANISME** L'AVENTURE DES BASTIDES ensuite, dans ces contrées rétives **DU SUD-OUEST** eu pouvoir de l'Eglise et d'un de Gilles Bernard, photographies royaume de France exaspéré par de Guy Jungblut. la présence des Anglais en sa partie littorale, Bordeaux et Bayonne

> E pilier de brique rose, dont les joints sont soigneusement refeits an ciment blanc, se dresse comme un tronc massif et carré. An sommet, s'épanouit un entrelacs de poutres dont la lumière savamment dosée dore les marron profonds. Cette ferme charpente, ramure de bois dur et du savoir-faire artisanal du Sud-Ooest, respire, en dépit de l'évidente œuvre du temps sur quelques bois secondaires, une majestueuse solidité. Elle dessine dans l'espace des volumes, des repères, des symétries qui résument bien en un seul cliché une architecture et un urbanisme bérités des treizième et quatorzième siècles.

> C'est une balle, un marché couvert si l'on préfère, pièce maîtresse et centrale des bastides, et la photo est de Guy Jungblut. Ce photographe, partagé entre la passion de la danse et le goût pour les paysages du «Midi», signe evec Gilles Bernard, un agrégé de géographie, un grand livre intitulé l'Aventure des bastides. L'iconographie est d'une beauté saisissante quand elle est photographie, extrêmement précieuse quand il s'agit d'anciens documents ou de schémas explicatifs. L'eventure est, il est vrai, difficile à suivre, et le géographe, qui ne méconnaît pas l'epport de l'histoire, ouvre son propos par un nécessaire rappel.

A l'origine colonies de peuplement, puis bourgades, villages, certaines vont devenir, l'âge aidant, de véritables villes. Leur création est indissociable d'une époque où le bassin aquitain semble evoir convoqué, à travers le nom de ses implantations, l'Europe entière : Barcelone, Cologne, Pavie, Cordes, dans le Tarn, qui n'est rien d'antre que Cordouc... Longtemps le Sud-Ouest fut terre de croisades : contre les Sarrazins d'abord, contre l'hérésie cathare

**GUIDES DE CORRÈZE** Editions Rocheveyre, Galiane, 19130 Vars-sur-Roseix; tél. : (16) 55-25-22-85. 65 p., 50 F.

Ce sont des guides touristiques an ras du terrain que propose une jeune maison d'éditions corrézienne, Rocheveyre, créée par l'écrivain Jean-Paul Malaval. Un membre de «l'école de Brive», selon le terme approximatif et néanmoins consacré qui désigne des auteurs comme Clande Michelet, Michel Peyramaure, Denis Tilliniac, Claude Fignol et le journaliste Alain Sacriste.

Le principe de cette collection est simple: n'onblier ancune commune et tendre à l'exhaustivité. Il ne s'agit pas sculement de signaler les bôtelsrestaurants, mais aussi les tables d'hôtes, les bistrots à cassecrofite, les gîtes ruraux ou les campings. L'architecture paysanne aussi bien que l'église classique et le château historique, les activités économiques (la truffe, la fraise, la forêt, l'artisanat) an même titre que les légendes et histoires, les renseignements pratiques enfin, du bureau de poste à la location de VTT ou de planches à voile, ont

leur place dans ces guides. Le tout en format de poche pour un usage de terrain. Ce qui implique un choix très resserré. Un volume ne couvre pas plus de trois cantons. Deux sont déjà parus, l'un sur les confins aquitains (cantons d'Ayen, de Juillac, de Libersac), l'autre sur la «Riviera limousine» (cantons de Beynat, de Beanlieu, de Meyssac). Au total, il y aura huit volumes sur le département. Ensuite, si l'expérience est concluante, elle pourrait être étendue à tout le Limousin.

2

PCANTA PROPERTY AND ADDRESS OF THE PARTY AND A

## REGARDS

HEURES LOCALES

# **LIVRES**

Editions Privat. 160 p., 298 F.

essentiellement. Cette époque ouvre l'ère gothique. Un avècement pourtant annoncé par maintes mutations : croissance économique et surtout exparition des chertes définissant nature et montants des prélèvements seigneurieux. Entre castelnau et sauveté, la vie collective s'était organisée et codifiée, pour le plus grand essor de l'agriculture et du commerce. Le castelnau était ainsi un lieu de sûreté, perché et à l'ombre du château du seigneur, où pouvaient se réfugier les populations en danger. L'Eglise, doot les richesses autour des abbeves étaient immenses, bornait ces territoires de croix et délimitait ainsi les sanvetés où s'exerçait la « paix de Dieu ». Fondées sur cet héritage roman, les bastides apparaissent donc comme la marque

D'ebord un lotissement destiné à accueillir des agriculteurs, expliquent eujourd'hui les spécialistes, eprès s'être longtemps disputés, depuis la deuxième moitié du dix-neuvième siècle, sur l'origine de ces egglomérations. A étroite. Pour attirer les colons, les

DĚBAT

de l'ère gothique dans le Sud-

vocation prioritairement économique, certaines de ces bastides furent fortifiées dès l'origine, d'eutres à la feveur de la guerre de cent ans. Cette conception est celle du Sud-Ouest. Elle n'est plus vraie en plaine languedocienne. où la bastide est plutôt une maisoo trapue, fleuron de l'habitet

C'est la fondation de Montauban, en Tarn-et-Garonne, qui débute le temps des bastides, en 1144. Pendant deux siècles, vont ainsi éclore plusieurs centaines de peuplements sur fond de rivalité franco-angls ise. Question centrale : la maîtrise du foncier. D'où la signature de paréages, véritables accords d'association permettant la mise en commun des terres entre diverses autorités de tutelle. Ces paréages constituent même des plans d'occupation des sols, prévoyant les parcelles à construire et celles à cultiver, sans toutefois définir leur emplacement exact.

#### Un centre commerçant

Peu de documents sur le travail des géomètres nous soot jusqu'ici parvenus. Le constat est pourtant facile et les photographies du livre en témoignent : le centre du village, c'est la place et non plus l'église. Un vide, pour regrouper marchands et babitants, lieu de coovivialité et d'échanges. L'espace urbain est ainsi découpé en flots, traversé de rues charretières, chaque maison étant séparée de la voisine par un androne, sorte de veoelle très

seigneurs foot assaut de libéralités, consignées dans les chartes de coutumes et qui définissent les privilèges sttribués aux uns ou aux autres, à l'exclusion des nobles et des ecclésiastiques, euxmêmes porteurs de privilèges particuliers et qui pourraient être sources de conflits.

A maints égards, les chartes des bastides annoncent la France des droits de l'homme : liberté d'installation, de transmission de l'béritage, parfois même égalité entre les conjoints dans le droit à l'usufruit, Impôts et taxes locales permettent d'entretenir les parties communes et de faire vivre de nouveaux métiers : messeguiers, sortes de gardes champêtres, ou encore crieurs de rue, en ces temps d'illettrisme.

Nombre de ces créations n'ont pas résisté aux premières épreuves. D'autres ont succombé aux razzias de la guerre de cent ans. Avec le dix-neuvième siècle. les bastides, sous l'emprise d'une bourgeoisie peu entreprenante, s'assoupissent doucement, alors que le reste de la France connaît la révolution industrielle. « Le vingtième siècle inquiet retarde sa chute vers le futur en s'agrippant aux racines du passé», écrit Gilles Bernard.

On restaure, on réhabilite, on interdit parfois de toucher au legs des temps anciens. Mais les bastides valeot peut-être plus par les questions qu'elles posent sur les rapports de l'homme à soo espace, à l'organisation sociale qu'il se donne, que par le culte figé qu'elles suscitent chez cer-

#### COURRIER

Le « retour »

des Russes blancs

Dans l'article relatif sux communautés étraogères de Paris, iotitulé «Le rêve du melting-pot » (le Monde deté 30-31 mai), vous évoquez le cas des Russes blancs, Ces «étrangers», pourtant Parisiens depuis des décennies, ont bouclé leurs valises après la guerre pour rentrer « eu pays ». J'appelle simplement votre attention sur le fait que 500 réfugiés russes seulement, sur une communeuté de près de 100 000 personnes, ont quitté le territoire français pour l'Union soviétique, en bénéficiant, si j'ose dire, de la loi d'amnistie promulguée par Staline. Pour la quasi-totalité d'entre eux, ces réfugiés russes sont pertis directement pour les camps sibériens, sans même que leur traio s'arrête à Moscou...

MICHEL VASSILIEFF Guadeloupe

Créer

un département basaue?

Le projet d'un département pasque est à nouveau évoqué. Malgré les boooes ioteotions de ceux qui le préconisent, j'estime, en tant que citoyen du département actuel des Pyrénées-Atlantiques, que séparer administrativoment les Basques des Béarnais, Gérard Valles | avec qui ils vivent eo parfaite

harmonie depuis ls nuit des temps, serait une grave erreur.

Je note d'abord que ce serait la première fois que la République créerait un département sur une base supposée etbnique. Ce serait très grave : pourquoi pas un département franc salien, un département allobroge, un département celtique, un département alaman, un département severne (à bien separer des Burgondes à l'est), etc.?

Ensuite, cette séparation ethnique, déjà moralemeot dangereuse eo soi, voire vaguement raciste (que pensereient les habitants non basques du Pays basque dans des villes comme Biarritz?), reposerait sur une erreur ethno-

Si le Pays basque est bien le siège d'une culture extraordinaire et tout à fait unique, par sa langue et ses coutumes, les travaux du docteur Ruffié sur les groupes sanguins ont démontré qu'en fait mes ancêtres béarnais étaient aussi des Basques (« Vascons») qui ont été progressivement romanisés, comme l'svaient été, de proche en proche, les Bigourdans, les Gascons (mot doublet de «Basque»), lesquels parlent pourtant « occiten » comme les Béarnais et en fait tous les Aquitains, dont le type physique ne se distingue pas de celui des Basques, Il s'agit dans tous les cas d'Euskariens romaoisés, il y a mille cinq ceots ans.

Alors, vouloir faire du réduit basque (la partie ouest du département des Pyréoées-Atlantiques) une réserve ethoologique administrativement distincte serait autant une erreur scientifique qu'une mesure vexatoire dans un pays, la France, qui n'a jamais coosidéré ses provioces en termes de tribus ou de minorités et qui doit cootinuer.

l'ajouterai que la limite entre les deux départements qu'il s'agirait de découper - Pays basque et Bearn - est moins simple à définir qu'il o'y paraît. C'est ainsi que le village béarnais d'Esu-quille, dans le canton d'Oloron, est en fait peuplé de Basques, et respecte les traditions basques tandis qu'en pleine Euskadi le village de Labastide-Clairence ne parle que gascoo. De même, la basse vallée de l'Adour, théoriquement basque, ne parle aussi que le gascon landais. Et malgré tout, il n'y a jamais eu, à ma connaissance, de Bas-Pyrénéen. le moindre commencement de début d'animosité entre ces villages et leurs voisins : beaucoup de sympathie eu contraire, car il existe un véritable patriotisme local bas-pyrénéen, jadis entretenu par la camaraderie de régiment de ceux du 18 régiment d'infanterie (dont Bssques et Béarnais étaient si fiers), et toujours vivace.

**JEAN HOURCADE** 

# UNE POLITIQUE POUR LE MONDE RURAL

par Roland Hureaux

L'est des problèmes dont on parle beaucoup mais qu'on ne résout jamsis pour le bonne raison qu'on n'en fait pas, quol cu'on en dise, une véritable priorité. Philippe Séguin l'e montré récemment à propos de imploi. On pourrait le dire aussi bien du développement rural.

Tout le monde reconnaît, certes, que c'est un grave problème. Si Flaubert rééditeit sujourd'hui son Dictionnaire des idées reçues, à l'erticle « monde rural » il écrirait : «Se lamenter sur son déclin ». Mais le vérité est que la priorité de ces demières années n'était pes le monde rural, mais le renforcement de nos grandes métropoles, efin de rendre celles-ci, eelon un concept discuteble, « compétitives » face eux autres métropoles de l'Europe. Ainsi pendent que le DATAR développeit nos villes, le DIV (délégation interministérielle à la ville) en panseit les inévitables plaies.

Pour que le monde rurel devienne enfin une réelle priorité des pouvoirs publics, il faut que ceux-ci ee persuadent au moins de deux choses:

- D'ebord que le Frence ne sere pes moins « compétitive » sur le scène internetionele si elle s'efforcs de meintenir sor cachet historique de pays rurel. Cela impli que une certaine diepersion de sa population, et donc que l'on privilégie une croissance qualitative et non plus quantitative de nos grandes villes. Mais cela suppose eurtout un grand pen politique : celui que la Frence préservere mieux son evenir en restent elle-même qu'en jouent les suiveurs dans la course à la concentration.

- Ensuite que l'objectif principal d'une politique du monde rurel, qui est d'essurer la couverture économique et humaine de tout le peys, peut être atteint. Pour cela il faut sauver du neufrage les 40 % du territoire français qui ee trouvent à l'écart des grandes villes (ou en bord de mer, lequel continue eussi d'ettirer à lui la population). Or ces régions ne sont aujourd'hui peuplées que d'environ 5 millions d'habitante : il ne devrait pas être impossible à un grand pays comme le nôtre de les y meintenir à condition qu'il le veuille vraiment.

## Un zonage à deux étages

Les moyens pour réeliser ces objectifs sont pour le plupert déjà connus. Ce qui importe, comme dens une offensive d'ertillerie, est de les utiliser, non point à dose homéopathique, einsi qu'on l'e fait jusqu'ici, maia d'une menière euffisamment messive pour emporter le bastion.

Encore faut-il distinguer clairement les

deux niveaux de problème : Le premier concerne tout le territoire rural au sens clessique : c'est le question de l'occupation egricole et du quedrillege per

les services, publics et privés. - Le deuxième ne concerne que le monde rural dit « profond », celui qui se | taire de l'initietive privée. Or notre politique trouve à l'écart des zones d'influence des | d'eide à le créetion d'entreprise engagée | 162 pages, 140 F.

métropoles : c'est la question du peuplement, et donc principalement de l'emploi. La distinction de ces deux niveaux pour-

rait d'ailleurs fonder, pour tout ce qui est primes, crédits d'impôts, régime des services publics, etc. un zonage à deux étages destiné à remplacer l'enchevêtrement de plus en plus complexe et de moins en moins lisible (zones PAT, FIDAR, zonage européen de l'objectif 5b, etc.) qui prévaut

## L'essentiel est l'emploi

L'egriculture ne peut plus prétendre essurer à elle seule le peuplement du terntoire. Mais elle occupe l'espace : elle essure en perticulier le qualité inégelée des peysages ruraux français, patrimoine unique et précieux dans un monde où les flux touristiques ne vont cesser de grossir. Le nombre d'agriculteurs est en chute libre, du fait non seulement du vieillissement de cette profession meis encore du découragement de beaucoup de jeunes face eux incertitudes de la réforme de le PAC et des négocietions GATT. Or, entre une France à 100 000 exploitations egricoles (ce qui suffireit sans nul doute à essurer le production ectuelle meis sereit un désastre humein et culturel) et une Frence à 500 000 exploitations (objectif que l'on n'est déjà plus assuré d'etteindre I), il faut choisir. Dans un pays qui compte lee chômeure par millions, le choix devreit être vite fait, sachent que les voiee et movens en termes de politique egricole en vue d'etteindre cet objectif doi-

vent être choisis en conséquence.

En décidant de cesser le démantèle ment des services publica en milieu rurel, l'ectuel gouvernement a pris une décision que des esprits trop subtils trouveront sim-pliste, mais qui est en réalité pleine de signification : ce faisant, l'Etat reconnaît que, per-delà les considérations purement économiques ou comptables, il e le responsabilité du long terme, en l'occurrence celle de meintenir quoi qu'il en coûte le quedrillage edministratif de la France, venu du fond des âges. Cele ne suffire bien sûr pes, il faut encore alléger le fardeau des petits dépertements et des communes rurales qui essurent pour le bénéfice de la netion tout sntière l'entretien de notre admirable réseau de chemins dépertementaux et communeux. Et il faut eussi prendre en compte les services privés, eu moins aussi importants pour la population que les services publics : einsi pourquoi ne pes insteurer une eide systémetique eux commerçants qui assurent encore des toumées en milieu rural?

Meis pour les zones les plue gravement menecées, l'essentiel est l'emploi. Il n'y e pas là non plus de remède miracle, d'eutant plus que l'emploi est désormeis un problème national et pas seulement géographique. Plue que des équipements lourds, qui seront réalisés de toutes les fscons, meis pes partout et pas tout de suite, l'emploi dens les zones de feible densité est tribu-

dans les ennées 70 sous les auspices du commisseriet à l'industrialisation du Massif central s'est, il faut bien le dire, diluée : malgré ou peut-être à cause de la prolifération d'organismes divers qui prétendent l'eider, Il est toujours eussi difficile eu créateur d'entreprise de s'orienter dens le mequis administratif et plus difficile encore d'obtenir un prêt banceire. Il est de l'intérêt de pays de recréer un grand service public d'eide aux initietives créetrices d'emploi (pourquoi pas une société nationale de capital-risque gerentie per l'Etat?). Il est de son Intérêt également que ces initiatives solent polerisées » vers le milieu rurel per des evantages supplémentaires accordés à ceux qui s'y aventureront (des prêts, des exonérations et des crédits d'impôt plutôt que des primes). Et, bien entendu, ce n'est pes seulement l'ertisanat et l'industrie qu'il faut eppuyer meis aussi, de plus en plus, le secteur tertieire, euquel s'ouvrent les perspectives neuves du télétraveil.

## Frapper vite et fort

A côté des emplois privés, on doit aussi considérer les emplois à financement public ou semi-public. Qu'on s'en réjouisse ou qu'on le déplore, ces emplois, dans le domaine de le santé, de l'enseignement, de l'environnsment, vont se développer eu cours des prochaines ennées. Leur dimension spetiele devra donc être prise an compte : c'est ce qu'on a commencé de feire avec la décentralisation des universités, qu'il faut, pour aller plus loin, étendre à l'enseignement générel. C'est ce que l'on doit entreprendre d'urgence en matière de politique de la senté ou de le vieillesse (d'autent plus que la population française ve vieillir et que les déplecements des personnes âgées constituent une donnée démogrephique essendelle).

Telles sont les différentes orientations que pourrait prendre une action volontariste en faveur du monde rurel. Nous n'evons pas évoqué la question rebettue des structures communales. Quitte à eller à l'encontre des idées reçues, nous dirona qu'elle ne touche pas eu fond du sujet : lee initiatives privéee, ressort essentiel du développement locel, n'ont que faire des structures publiques. Il importe néenmoins de mettre fin à cette ebsurdité qui emane l'Etst à donner 2,50 francs aux habitants des grandes villes au titre de la dotetion globale de fonctionnement des communes, quand il ne donne que 1 franc à ceux des communes rurales. Sens constituer une révolution, cet ejustement eurait une heute valeur symbolique. De ce qui précàde, il ressort que bien entendu c'est d'ebord à l'Etat d'agir, car c'est d'un problème netionel qu'il s'agit : il faut qu'il le fasse avent qu'il ne soit trop tard. En frappant vite et fort.

► Rolend Hureaux est l'auteur de l'ouvrage Un avenir pour le monde rural, Editions Pouvoire locaux, 2, rue des Longe-Près, 92100 Boulogne-Billencourt;

#### L'expérience de Toulouse

La lecture des articles consacrés, dans le supplément « Heures locales», à la mise en service du métro à Toulouse (le Monde daté 20-21 juin) m'amène à formuler quelques remarques, notamment en ce qui conceroe l'indication fournie par Alain Faujas sur la Ville rose: « la construction de rocades autoroutières pour dissuader le slux motorisé de pénétrer dans le centre ».

La politique suivie en la matière peut apparaître contradictoire dans la mesure ou l'on a poursuivi simultanement depuis plus de vingt ans la construction de parkings presque tous souterrains en centre ville.

A l'heure actuelle, six parkings sont en construction, ce qui portera leur nombre total sans doute à quinze. Il est évident qu'à 17 heures, le départ de milliers de véhicules à la sortie des bureaux. dans des voies et rues qu'il a été impossible d'élargir, malgré les efforts poursuivis, illustre la montée inexoreble de la marée automobile.

Peut-être une politique de parkings péripbériques et de lieison avec le centre par des transports en commun aurait pu être envisagée.

L'expérience de la première ligne de métro révélera si les espoirs de désengorgement se concrétiseot.

ALBERT VIALA Toulouse

G. C.

# CHARTRES

## Entre deux siècles

EN sûr on peut, comme ces élèves de troisième du quar-tier périodé de la comme ces tier périphérique de la Madeleine, feindre de l'ignorer, jouer les indifférents. A chacun ses repères - collège, stade, gymnase ou centre commercial. A chacun

Chartres ne peut s'en défaire. Comme un nez vissé au milieu de la figure. Comme un panache blanc qui rallie la campagne. Henri IV ne s'y fit-il pas couronet de fougue, ne creusa-t-il pas le pavé du chœur? C'est uo fait. «Elle» s'impose, «elle» domine, «elle» écrase. Flèches irréprochables, comme disait Péguy, vieilles pierres de Berchères plusieurs fois centenaires, vieux calcaires jaunis gargouilles monstrucuses, saintes statues, figures royales et vitraux enchanteurs. Entrez dans la nel bleutée, messieurs mesdames, pauvres pèlerins, qui êtes 1,4 million chaque année : un millénaire (nu presque) vous contemple.

Chartres se voit de loin. A 10 kilomètres, perdue dans les blés, au milieu de ces autres cathédrales que sont les silos, assise sur une mer de plis beaucerons donnant bien 80 quintaux à l'hectare. On l'aperçoit dans le foulée de l'Océane qui, venant de Paris, trace vers l'Ouest à vive allure. Trompe-l'œil. Chartres est un roc, un cap, un pic. D'ailleurs, n'est pas chartrain qui veut, mais bien qui peut arpenter les tertres de la ville, où l'escalier s'impose.

Chartres, sa cathèdrale, son socien séminaire, surplombent une vallée verte méconque : les bords de l'Eure. Les amoureux et les retraités (anciens agriculteurs ou fonctionnaires) s'y promènent le dimanche, les pêcheurs y taquinent le goujon, quand les touristes n'osent quitter les sommets, le parvis, le musée, l'ancien palais épiscopal et tont juste s'aventurer aux abords de la trentaine d'édiéglise Saint-Pierre, chapelle Saint-Aignan, collégiale Saint-André ou même église Sainte-Foy, où tnut s'achète et tnut se vend. lci, adjugé, l'autel est celui de la salle des ventes, très prisée des Pari-

Il y a, en bas, aux confins de la basse ville, une «petite Venise», nn aurait dit un petit «Cambridge». De vieux et larges ponts, si bas qu'on n'ose croire qu'il fut des Vikings et d'hannêtes marchands pour naviguer ici! Et là d'anciens lavoirs, vicilles tanneries et menneries-niches à canards. Au treizième siècle et bien avant, jus-

eoixantaine, grende classe,

pliant régulièrsment vers l'ar-rière, avec le souplesse du

roseau, l'homme e indéniable-

ment l'allure british. Il a l'accent

et surtout - ça ne trompe pas - il lit le Daily Telegraph. Malcotm B. Miller ast donc anglaia, très anglaie, mais Chartrain de cœur

Durham dans lee années 50, Malcolm Miller « tombe » sur la

cathédrale de Chartres en 1958.

Coup de foudre. Dès lors, il ne la

quitte plus, elle ne le quitte plus. Séduit par l'architecture, les cent

soixante-treize vitraux et cette

lumière tamisée, rare, qui lèche à

la fin des journées de l'été le por-

guides qui décuplant la forca et la richesse d'un lieu tail nord, il devient guide. De ces

« Plus j'avance, plus

cathédrale m'intrigue. Trente-six

années à l'observer et toujours

plus de mystère », explique-t-il,

philosophe. «J'ai appris qu'en

approfondissant aes connais-

Etudiant è l'univarsité da

et d'adoption.



ques aux Carnutes, la vie de Chartres coulait einsi, ective, eu bord

Les efforts, on le sent, ont porté sur le cadre de vie. Confor-A deux pas du parvis, le centre piétonnier, «triangle d'or» des commerçants - rue du Bois-Merrain, rue du Soleil-d'Or, rue de la Tonnellerie, - attire le chaland et quelques touristes égarés. Marché oux fleurs, place Marceau, Aux légumes, place Billard. Monuments et façades à pignans et oeils-de-bouf nnt été soigneusement «étiquetés». Ici «la Maison au saumon», là le logis «du doc-teur Huve». La vieille ville est contenue par un boulevard circulaire, où s'accrochent d'anciennes bâtisses républicaines : écoles, lycée ou théâtre.

Mais Chartres, 40 000 habitants, n'a pas oublié ses quartiers : Rechèvres, derrière la gare, pavil-

Inonaire, mais aussi et surtout où s'est étendue la ville aprèsguerre accueillant tnut à trac l'exode rural, les rapatriés et le tant, à souhait, l'aspect provincial. boom nataliste. Certains quartiers ont été réhabilités, les autres vont

> cux avouent s'ennuyer. Mal (commun) des cités. Développement social des quartiers (DSQ), mobilier urbain, Maison ponr tous, équipements sportifs: beaucoup a été fait pour éviter les ghettos, « pour éviter Dreux ». Beaulieu, plus ancienne, aligne ses balcons et une armée d'antennes paraboliques. La cité est plus souriante que la Madeleine, où les barres bétonnées se

sont étendues non loin d'un gigantesque centre commercial, dans les années 70. La tour centrale, jadis, faisait parler d'elle, baptisée « tour

des célibataires» en raison des stu-Beaulieu ou la Madeleine, à l'est, Ldios et des deux-pièces qu'elle abritait. Mais il n'y a plus guère qu'à « Batna-Constantine», dans les hauts de Chartres, où la misère est criante: vieux logements ouvriers issus de plans d'urgence bientôt l'être. «On s'amuse bien», dans les années 50, taudis sans disent les élèves de troisième de la sanitaires, heureusement eo reconstruction. Mødeleine. Quand deux d'entre

Plus au centre, une fonderie a été rachetée, voilà uoe dizaioe d'années, et rasée. Il y a là de grands espaces verts, pour joueurs de golf très amateurs, pour chiens en balade, pour enfants pas très sages. Et puis, en pleine ville... une prairie, où paissent encore une dizaine de vaches laitières. « Une rareté, explique Jack Pichon, vétérinaire, Il reste tout justa quatre cents bovins dans un périmètre de 15 kilomètres». Le dernier troupeau de moutons e disparu en 1988. Le mouton, ça cût payé, mais ça ne paie plus.

Comment, d'ailleurs, oublier la campagne? La cathédrale étend son ombre sur le Thymerais-Drouais, le Perche, le faux Perche et la Beauce dunoise. Un vent à décorner les bœufs y dépose au printemps, dans le creux des arcsboutants, une nuée de pollens champêtres. Si bien que, peu avant les moissons, l'imposant édifice se couvre d'herbes folles et de fleurs sauvages.

Préfecture d'Eure-et-Loir. Chartres la campagnarde vit mal sa proximité parisienne. A une heure dela capitale par l'autoronte (deux heures suivant les embouteillages...), l'agglomération de 85 000 habitants, qui est constituée depuis moins d'un an en district, sent flotter sur elle l'air de la grande banlieue. Même si -TGV oblige - les trains express se sont faits plus rares. Ainsi, chaque jour, 26 000 habitants d'Eure-et-Loir (18 % de la population active), dont 5 000 Chartrains, quittent le département, happés par le Nord-Est.

Qu'elle le veuille nu non, Chartres-la-belle a le «cui eotre deux chaises». Voire trois ou quatre. «Quand je parle Justice, je m'adresse à la cour d'appel de Versailles, explique Georges Lemoine, maire depuis 1977, ancien secrétaire d'Etat du premier septenuat mitterrandien. S'il s'agit d'éducation. au rectorat d'Orléans. S'il s'agit du bassin d'emploi, à Rouen!». Bien des Chartrains se pincent donc pour s'assurer de la

réalité régionale. Il n'y a guère plus que les céréales - et encore - pour emprunter au ralenti l'ancienne voie ferrée entre Orléans et Chartres. Quant à la nationale 154, c'est un poème pour qui souhaite se rendre par la route à Orléans (70 km) ou à Dreux, au nord (35 km). Trois aires de dépassement viendront prochainement calmer les nerfs des automobi-

Chartres vit ainsi, suspendue, par exemple, à la Carte orange. La municipalité est plutôt pour, qui lorgne sur le développement de Saint-Quentin-en-Yvelines. Les conseils général et régional tout à fait contre. « On ne veut pas devenir le dortoir de Paris!», s'insurge Martial Tausourdeau (RPR), président du conseil général. Les étudiants, eux, sauf à faire du japonais, pour déroger à la règle, n'ont pas le choix. Direction Orléans ou Tours, notamment pour «faire» pharmacie ou médecine. Et c'est un chemin de croix qui commence: «On prend le train à Châteaudun, ou on passe par le Mans. Il existe aussi une variante par Orléans », explique sans rire une étudiante en première année de droit. « Bref, on se débrouille souvent entre copains. >

Avec son projet de Centre international médiéval le maire rêve de transformer sa ville en cité-symbole de l'époque des bâtisseurs de cathédrales

Et c'est là un autre bât qui blesse. Y a-t-il, à Chartres, pour un jeune, une vie après le lycée? Sauf à se plonger dans les transports et la logistique, donc à lorener sur l'un des quatre départements de l'institut universitaire de technologie, non. En Eure-et-Loire, les formations supérieures offrent à peine 600 places à plus de 3 000 bacheliers généraux et technologiques. L'evenir est ailleurs. Et pour Chartres, il tient en quatre lettres : DEUG. Sciences et droit de préférence. L'ancienne cité médiévale se souvient-elle encore de ses prestigieuses écoles médiévales, ternics par l'avenement de la Sorbonne? Patience.

Il faudra aussi attendre pour voir enfin Chartres sortir d'un certain ronronnement économique et voir fleurir, notamment, le «jardin d'entreprises » en bordure de ville et d'autoroute. Lancé par la municipalité en 1991, ce projet high tech et futuriste est destiné à relancer dans les quinze ou vingt prochaines années l'activité économique chartraine. 300 hectares de zones d'activité, dont 40 de parc urbain, s'nrganisant autour d'un «long cours», une radiale assurant le mieux-vivre et la convivialité bordée d'espaces sportifs, de restaurants, de services et commerces en tous genres. La précédente zone industrielle datait, il est vrai, d'il y a vingt-cinq ans. Pour l'instant le «jardin»

n'est qu'une jachère, un ancien champ de munitions. Mais déjà

une première entreprise a signé apportant avec elle 500 emplois. cossissant les rangs des entreprises en place solidement implantées : les assurances du groupe Azur, les parfums Paco Rabane et Guerlain, le secteur de la parachimie-pharmacie, de l'électricitéélectronique et, petit dernier, le géant du « bâtiment » ludique, Lego. «Chartres a indéniablement les capacités de développer l'em-ploi», estime Bertrand Hisux, président de la chambre de com-merce et d'industrie. Le chômage, ici est inférieur à la moyenne

Mais si Chartres, et surtout son maire, voit loin, c'est sans donte aussi pour mieux se retourner sur le passé. Amoureux des symboles et des noms qui ont «fait» la réputation de la ville (Fulbert, évêque bâtisseur; Marceau, vaillant général révolutionnaire, Jean Moulin, préfet héroïque), George Lemoine (PS) voit grand. Pas pour n'importe quoi cependant. Pas pour le théstre, par exemple, qui, contrairement aux engagements de son équipe, aurait dû être transformé en Scène nationale (ou centre d'action culturelle) et qui, curieusement, a coûté l'an passé sa délégation aux affaires culturelles à l'une de ses adjointes les plus en vue, Maryvonne Radix, conseillère générale et conseillère régionale (PS). Mais ce n'est là, sans doute, que règlements de comptes locaux.

Non. Georges Lemoine, tel saint Bernard prêchant la croisade, veut s'attaquer au patrimoine. Pour la bonne cause s'entend. A la cathédrale, classée par l'UNESCO, à sa mise en valeur, et aux fouilles archéologiques béantes qui s'étalent devant le prestigieux édifice. Il exhibe de ses cartons une petite maquette, rendue publique voilà deux mois. Uo projet, «son» projet et qui doit prendre sa signification « au seuil du millénaire » : le Centre international médiéval doit faire de Chartres le point de chute incontesté pour la grande époque des bâtisseurs de cathédrales. Comme Versailles peut l'être pour le Grand Siècle, ou les châteaux de la Loire pour la Renaissance. Il doit aussi remodeler le centre histarique, chasser les voitures du parvis encombré et redonner vie

Mais si l'étude de faisabilité table sur 800 000 visiteurs potentiels annuellement, reste à financer les rêves. L'architecte, Pierre Berger, aurait évalué son projet à 140 millions de francs (pour les sculs investissements). Qui pourraient provenir, sclon M. Lemnine, pour mnitié de l'Etat, pour moitié à parts égales de la région, du département et de la ville. Ainsi, explique *Notre ville*, le bulletin municipal de mai 1993, « la ville sollicitera des partenaires : Etat, région, département. On saura alors si les décideurs d'aujourd'hui ont la volonté de léguer à leurs descendants un héritage plus gratifiant qu'une usine de destruction des ordures, qui coûte à peu près le même prix». Voilà les

Jean-Michel Durnay

Prochain article: CHAMONIX

«partenaires» prévenus. Ils auront

donc compris, eux, que le maire

de Chartres travaille, lui, pour la

postérité.

## Chiffres

a Prefecture du département d'Ente-et-Epir, Chartres compte 39 595 subtants,

a L'applomération, qui réunit neut communes, compte 85 933 babitants et se since au soitante quatrièrre varg du des sement effectué par l'INSEE des cent premières applomérations de trance métropolitaine

a Résultats des élections municipales de 12 mars 1989.

89: L. 21.756: V. 13.982: A. 35,73 W. E. 13 (20). PS (Lamoine, m., d.), 7.774 (57,07.%), 3 (blue) 15 PS 1 MRG, 15 div. g.l.

1 MRG, 15 div. g.l.

1 Julion droite (Chauvin, div. d.), 3 594 (2698 10), 8 sins.

(1 UDF-CDS, 1 UDF-PR, 3 div. d.)

RPR diss. (Leflevre), 1 383 (10, 15 5), 7 sins. 2 prop.

PC (Essirard), 868 (6, 38 50), 1 div (1 PC)

Résultats du référendum sur // Union surropéeding du.

20 septembre 1992.

Ota (3.16 (54.11.36) Non 6 710 (45.88.36) 7,916 (54.11 %) 8 710 (45,88 %)

sances, on devient en fait conscient de sa propra ignorance. » Un doigt en permanence levé, ici pointant l'erbre de Jessé, là le déambulatoire, ou ralliant un petit groupe, Malcolm

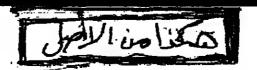
Malcolm et les mystères Silhouetta élencée, la B. Miller arpente son curiversité», «un livre ouvert», «la plus belle salle de classe ». «Mais je ne sais iamais qui sont las élèves ( » La cathédrsle accueilla ainsi

près d'un million et densi de visiteurs chaque année. Les deux tiers sont étrangers. On y vient en famille, de trente à quarantecino minutes, sans cuide, de préférence, pour voir « le monument historique». Un touriste sur dix choisit d'y venir pour des motifs religieux. Ca sont là visites de passaga, car les touristes ne couchent pas è Chartres. La moitié seulament d'entre eux y déjeunent. Les amoureux du lieu. comme Mec, sont nombreux, Pour diverses raisons. L'évêque, Mgr Jacques Perrier, voit arriver an maase de fidèles pèlerins, étudients eux Rameaux, plutôt traditionaliates à la Pentecôte. « Jadis, je las voyais partir i », dit-il en ancien curé de Notre-Dame... de Paris. Les Amis de la cathédrale e'ingénient à trouver des fonds pour apporter un sou-tien supplémentaire à la restauration. Jecques Loirs, maître verrier, qui participe parfoia à la restauration des œuvres, a une préférenca pour la déambulatoire. Un vitrail un peu plus sombre que les autres. Il démythifie «Le bleu de Chartres? Un bleu qui peut se recréer artificielle mant. Mais qu'ast-ca qui compte, retrouver la couleur, la cendre qui a été utilisée jadis, ou le temps qui a fait son œuvre sur Qui a dit mystère? Malcolm

Miller éclate de rire quand on y songe. « Un chanoine, un 24 juin, a eu l'idée de faire un trou dans un vitrail et de planter un clou au sol à midi, lè où la lumière frappe le pavé. Et, depuis, tout le monde vient ici voir le clou comme s'il s'agissait d'un miracle. » Assurément, pour l'humble guide, les mystères sont ailleurs. « Et ma plus grande joie, dit-il, c'est de faire partager les jardins et d'ouvrir les portes i Celles d'un lieu où bruissent mille confidences et chuchotements e... Portail royal, datant des XIP. et XIII- siècles, dont les statuescolonnes, de chaque côté des trois portes... Qua bella! ... Vitraux du XII ... quand en pleine travée... de la Vierge noire... ¡'al dit à la cousine... de la Belle-Ver rière... que dans la crypte... n'oubliez pas... attention à la marche... le guide.»

J.- M. Dy

Dans la série « Cités », le Monde e déjà publié : Arras (daté 15-16 novembre 1992); Saint-Malo (22-23 novembre); Mâcon (29-30 novembre); Perpignan (6-7 décembre); La Rochelle (13-14 décembre); Rodez (20-21 décembre); Lisieux (27-28 décembre); Valenciennes (3-4 janvier 1993); Aurillac (10-11 janvier); Troyes (17-18 janvier); Tulle (24-25 janvier); Blois Colmar (28-29 mars), Le Havra (4-5 evril), Saint-Quentin (11-12 evril), Auxerra (18-19 avril), Carcassonne (25-26 avril), Versailles (9-10 mai), Calais (16-17 mai), Annecy (23-24 mai), Bayonne (30-31 mai), Dôte (6-7 juin), Bègles (13-14 juin), Roanne (20-21 juin) et Saint-Brieuc (27-28 juin).



audace haitienne

grante lak a je ER freit if it it. 235 H 7811 1 8 7 gare 1 STATE OF THE PARTY BI 15 12: 11 MUNICIPAL STREET, WHICH TENED IN L'ES ALVE 1 224 WY " 'J 17

MES PROPERTY OF STREET -11.02 -12.00° -1.0 2 FIRMAN BY COMMA graft all a list in el errent de la entre THE SPINE FOR THE PARTY AND ADDRESS. And the second (2) "特别的"的表示。 the reserve is an ever CONTRACTOR OF THE PARTY OF THE

griftma stratter america Mind the words of TERMINATE AND A MERCHANT, 15 Eria . . . AM ME TO TOREST THE REMOVED OF THE T E-12. 11 Ministry of the same Errents be an in 4 T'J' 12

giffic. I .f. c. 2. Martin Committee E-11: 45 'a.-... 53 H 111 ... E 23 21'1 - - - -3m-1 -52 fa . . . . . . . . . . . . . Geraffen in marge Big mie erret tore The read the second DES PROPRESS OF LA SILE

\$200 mg - 111 m ANTHONY TO THE CASE . ELECTION . English to the second 5.00 12 r... 62 2 -gel ere eine in im A La 242 41 ....

The same

E 11 12 955

4 · 1-1

Section 41 120 the man area Section 18 and 1

71 tt A SA STATE OF THE SAN S 122-1-1 -

\$2 - 19 - 14 14